NOUS LES TUPAMAROS

Il n'y a de meilleure théorie de la révolution que celle qui découle des actions révolutionnaires.

Pour cette raison, des Tupamaros anonymes ont accepté de faire dans ce livre, le récit véridique et minutieux de quelques actions réalisées par leur organisation et l'ont complété par un exposé des méthodes de travail et des principes d'organisation dans leurs grandes lignes.

L'expérience des Tupamaros n'est pas encore achevée mais elle est d'ores et déjà riche d'enseignement sur un nouveau type de lutte. Pour cette unique raison, les Tupamaros estiment qu'il n'est pas prématuré de transmettre leurs expériences à de nouvelles organisations révolutionnaires à qui elles pourraient être utiles, une fois adaptées au

contexte politique de leur pays.

Pour ceux qui ne se sentiraient pas concernés par l'utilité de cette expérience, ce livre garde cependant une valeur de récit historique.

Tactique de la guérilla urbaine

De tous temps, on a eu amplement recours à la guérilla urbaine, en tant que méthode de lutte armée pour affronter des forces largement supérieures. La guérilla urbaine n'a avant la révolution chinoise qu'une utilité strictement tactique ; en effet, cette révolution lui confère une importance « strategico-militaire » en lui faisant supporter tout le poids de la guerre pendant une vaste période de la lutte.

Dans la révolution cubaine, la guerre de guérilla constitue non seulement, une forme de lutte armée jouant un rôle « stratégico-tactique » mais elle est aussi l'instrument principal de politisation des masses. Sans appui populaire, il ne peut y avoir de guérilla. Et c'est précisément pendant la longue période au cours de laquelle la guérilla en tant qu'instrument de révolution, cherche à gagner cet appui, qu'elle poursuit des objectifs essentiellement politiques. Cette conception de la guérilla en tant qu'instrument « stratégico-politique » a toujours été celle que le M.L.N. a eu du rôle de la guérilla urbaine.

Cela n'a pas empêché le mouvement de guérilla d'agir sur un plan purement militaire ; c'est au contraire dans ce domaine précis qu'il applique les éléments tactiques d'une stratégie politique et militaire. La guérilla est essentiellement une lutte de harcèlement. Son but principal étant de renverser les rapports de force, elle poursuit deux objectifs tactiques : se développer et affaiblir l'ennemi. Le premier de ces objectifs a des fondements de nature politique, le second un caractère politique et militaire. Le harcèlement est une des bases de la stratégie et de la tactique de la guérilla.

Il affaiblit l'ennemi non seulement parce qu'il poursuit

l'anéantissement de ses forces vives mais aussi parce qu'il le démoralise et précise les conditions objectives et subjectives de la révolution.

Puisque la guérilla peut avoir en vue de multiples objectifs, tout l'appareil gouvernemental est bouleversé. Les forces de répression, l'appareil judiciaire, la presse vénale, tout ce qui soutient le régime et sert à exécuter ses volontés est continuellement menacé et cela empêche le gouvernement réactionnaire d'exercer librement son pouvoir.

Un pouvoir révolutionnaire parallèle coexiste avec le pouvoir officiel.

Choix des moyens tactiques pour mettre en œuvre la stratégie

Ce qui caractérise la guérilla urbaine est d'avoir pratiquement tous les objectifs de l'ennemi à sa portée et par conséquent de pouvoir frapper par surprise. Il est par exemple facile pour une guérilla urbaine d'anéantir dans une embuscade un groupe d'ennemis, alors que ce type d'opération est une entreprise ardue pour une guérilla rurale. Tous les agents du pouvoir, à commencer par le président de la république et par ses ministres, sont exposés au danger d'une embuscade tendue par une organisation de guérilla urbaine.

Les moyens de communication, les installations stratégiques, tout est à la portée des explosifs d'un mouvement de guérilla urbaine qui n'hésiterait pas à sacrifier des vies humaines pour parvenir à ses fins. Cependant, le M.L.N. n'utilise pas sans discrimination et n'importe quand ces moyens de lutte que sa situation, au sein même des objectifs ennemis, met à sa portée. Son action est fonction de ses objectifs stratégiques (militaires et politiques).

Par exemple, il ne doit pas mettre en même temps toutes ses forces en action, afin de ne pas compromettre sa continuité dans le temps pas plus qu'il ne doit se hâter de réaliser des opérations trop sanglantes dans des périodes où le peuple n'est pas suffisamment révolté contre le

gouvernement ou indigné par ses crimes.

Il n'existe aucune règle générale — applicable n'importe quand — pour déterminer le choix des moyens tactiques. Il est aussi erroné d'employer des moyens radicaux dans une période de préparation des conditions révolutionnaires que de les abandonner dans une situation de violence ou au cours de la phase de définition de la lutte. Toute guérilla qui combat pratiquement au sein de la population, en contact direct avec les masses, et plus spécialement la guérilla urbaine, est une guerre politique.

Toute erreur dans la mise en œuvre des moyens tactiques, toute action dont les buts ne seraient pas explicites peut entraîner un retard considérable dans la réalisation des objectifs stratégiques suprêmes. Le choix des moyens tactiques exige donc une estimation exacte des conditions socio-politiques, géographiques et autres, afin qu'ils n'aillent pas à l'encontre des buts proposés. Le choix des moyens tactiques est fonction du temps et du lieu.

Le M.L.N. a expérimenté sur son terrain divers moyens tactiques et en a déjà tiré plusieurs conclusions.

I. Le sabotage

On doit distinguer trois types de sabotage :

a)Celui qui vise la destruction d'un outil de travail et entraîne des pertes d'emploi pour un grand nombre de travailleurs ou porte préjudice à une zone importante de population ;

b)Celui qui n'atteint qu'un capitaliste isolé ou le gouvernement sans affecter directement le peuple ;

c)Le sabotage d'installations militaires.

Il va de soi que les seconde et troisième formes de sabotage sont mieux acceptées par la population que la première. Mais en général,

quelle que soit sa nature, le sabotage n'est pas aussi bien admis par la population que le sont d'autres méthodes d'action révolutionnaire quand la guérilla n'est pas encore entrée dans la phase de bataille généralisée, phase où la destruction de tous les objectifs ennemis est justifiée par des raisons d'ordre tactique.

Il devient alors évident qu'en coupant des lignes téléphoniques ou électriques, en faisant sauter des voies ferrées ou des ponts sur lesquels les troupes ennemies doivent passer, on oblige l'adversaire à se disperser, on détruit certains objectifs stratégiques, des bases militaires, etc. C'est le moment où la guérilla prend une tournure dramatique. Le même phénomène se produit au cours d'une invasion étrangère ; le sabotage devient alors l'ultime et légitime recours. De toutes façons, même dans de telles circonstances, le sabotage doit être adapté à son but, c'est-à-dire qu'il doit avoir l'ampleur et la durée nécessaires pour démanteler l'ennemi.

A un certain niveau de la période de harcèlement, il peut s'avérer négatif de couper des lignes téléphoniques ou électriques, de faire sauter des voies ferrées..., car les autorités peuvent faire réparer les dégâts et ces opérations pourraient paraître au peuple des actes de vandalisme sans aucun objectif stratégique et dans certains cas, le gouvernement aura l'air d'avoir rétabli un service public dont la guérilla avait privé la population.

Le peuple accepte les sabotages qui ne portent préjudice qu'au gouvernement, aux forces armées ou à un capitaliste isolé comme par exemple, les sabotages qui ont pour cible des édifices publics, des installations militaires, des locaux de la police, des dépôts de marchandises déjà manufacturées, etc. Ces types de sabotage servent à mettre en évidence le refus du préjudice direct et sont valables dans la mesure où les objectifs sont explicites.

Il faut signaler deux inconvénients secondaires du sabotage : il donne des armes supplémentaires au gouvernement et à la presse qui cherchent à faire passer les guérilleros pour des « terroristes » (pour

prévenir cette manœuvre du pouvoir, il faut que le sabotage prenne la forme d'une opération de commando, l'objectif devant être pris avant sa destruction) ; dans la plupart des cas, on ne peut réaliser de sabotage sans menacer le voisinage de l'objectif (éventuellement des bâtiments), ce qui suscite dans l'ensemble de la population un sentiment de crainte vis-à-vis des opérations entreprises par les guérilleros.

Les opérations de sabotage doivent être expliquées le mieux possible au moyen de la propagande ; d'où la nécessité d'un dispositif approprié permettant d'informer la population et de contrecarrer la campagne de la presse gouvernementale qui met en relief les aspects négatifs de ce type d'action.

2. Attaque des forces de répression

Comme nous l'avons déjà dit, la guérilla urbaine peut à volonté appliquer la tactique la plus couramment employée par la guérilla rurale : l'embuscade des forces armées ennemies.

L'embuscade tendue à des groupes armés, dans le but de les anéantir ou de les capturer pour les désarmer sont des méthodes fréquemment utilisées. L'attaque des forces de répression est certainement la forme la plus directe de harcèlement. Elle atteint le support même du gouvernement, l'appareil qui le maintient en place. La destruction progressive des forces armées peut avoir pour conséquence directe la chute du gouvernement.

Puisque la guerre révolutionnaire est une guerre politique, on doit mesurer les conséquences de cette tactique avant de la mettre en œuvre. Par exemple, s'il y a une chance de voir passer un secteur des forces armées à la cause patriotique, on doit bien analyser ce cas particulier pour déterminer si le harcèlement l'y aidera ou si au contraire, il renforcera ses attaches avec le gouvernement.

Le harcèlement transposé en milieu urbain a un impact psychologique considérable sur les membres des forces armées : quand ils sont eux-mêmes atteints par les balles ennemies, ils prennent conscience de leur véritable rôle et se demandent si le gouvernement vaut réellement la peine de se faire tuer pour lui.

Parfois, ils vont même jusqu'à s'intéresser au programme de la guérilla et réalisent qu'ils ne sont que les instruments d'une politique. Ils sont en réalité entrés dans la police ou dans l'armée parce qu'ils avaient besoin de travailler et croyaient qu'ils allaient défendre la patrie ou lutter contre la criminalité.

Quand ils se rendent à l'évidence, leurs réactions immédiates prennent différentes formes : revendications collectives d'augmentations de salaire, statuts spéciaux, refus d'obéir à certains ordres.

En passant du stade de l'obéissance passive à un gouvernement oligarchique, au stade de l'obéissance sous conditions, ils commencent à prendre conscience du rôle qu'ils peuvent jouer dans les luttes sociales, ce qui entraîne une de ces deux conséquences : ou, comme nous le disions, ils acceptent de continuer à défendre le pouvoir oligarchique (après un réajustement des salaires et une amélioration des conditions de travail pour faire ce « sale boulot ») ou bien, ils se refusent simplement à le faire et peuvent même passer à la guérilla, ce qui désorganise les forces de répression et à la limite les annihile.

Mais une mauvaise compréhension de la tactique de l'embuscade peut empêcher ce processus. Il s'agit une fois de plus de l'appréciation du contexte politique dont nous avons parlé à propos du sabotage : une embuscade visant à détruire l'ennemi à froid, dans une période où il ne nous est accordé aucun « quota de violence » et où la lutte n'a pas pris la tournure dramatique d'une situation de guerre civile, a généralement des effets contraires aux effets recherchés.

Le soldat et le policier se sentent victimes d'une agression injuste et leurs réactions sont dictées par l'indignation et l'esprit de corps et non

par le dévouement au régime.

Il est très important de déterminer si les membres des forces armées se sont déjà rendus compte qu'ils participaient à une guerre civile ou s'ils ont la conviction de lutter contre des pilleurs de banque ou des « terroristes » traditionnels. Quand la lutte a atteint la phase dramatique dont nous avons parlé, si les forces armées n'ont pas encore conscience de participer à une guerre civile, l'attaque doit obéir à la tactique dite d'« approche indirecte ».

Elle consiste à attaquer les objectifs ennemis sans s'en prendre aux policiers ou aux soldats qui les défendent. En effet, l'attaque — dans cette phase — n'est pas dirigée contre la personne du soldat ou du policier mais contre l'objectif qu'ils protègent, et ils sont donc « indirectement » attaqués. On n'obtiendra pas l'effet psychologique recherché sur le soldat ou le policier, en réalisant des actions qui peuvent leur paraître injustes.

Une des formes de l'« approche indirecte » est le désarmement des membres des forces armées. Dans la mesure où cette opération présente toutes les garanties de succès sans effusion de sang (par exemple l'occupation avec une grande supériorité numérique et par surprise), elle peut entrer dans le cadre de cette tactique mais s'il y a risque de mort d'hommes, elle devient impolitique dans la mesure où ses conséquences sont disproportionnées avec l'importance de l'objectif. En résumé, la tactique de l'« approche indirecte » n'est applicable que si les objectifs se révèlent être importants et précis ; de plus les moyens mis à la disposition de l'opération doivent être à la mesure de l'objectif.

3. Les représailles

Si c'est une riposte à une injustice qu'ils ont commise, par exemple une torture, un assassinat, un arrêté de justice arbitraire, des licenciements abusifs, les hommes qui servent le régime comprennent très bien

pourquoi ils sont attaqués. Le peuple accepte beaucoup plus facilement la violence révolutionnaire, même dans les premières phases de la guérilla, si cette violence est la réponse à un acte arbitraire. Mieux encore que 1' « approche indirecte », l'acte de représailles permet d'exercer sur la police et; l'armée une pression révolutionnaire, de tels actes étant parfaitement justifiés.

De plus, l'opération de représailles permet de réaliser un autre objectif stratégique : elle « coupe les griffes du gouvernement ». Tout mouvement révolutionnaire qui a des réserves suffisantes pour affronter une escalade de violence (où il a toutes les chances de gagner puisqu'il est embusqué alors que l'ennemi est à découvert), doit imposer ses propres lois de guerre au travers des représailles.

Il doit être prêt à répondre à tout moment et avec la rapidité nécessaire à chacun des actes arbitraires de l'ennemi; il doit donc faire à l'avance une étude sérieuse des objectifs possibles. Mais la guérilla urbaine ne doit pas se borner à faire cesser la torture et l'assassinat ; elle peut aussi au travers des représailles viser des objectifs plus ambitieux : punir la police, l'armée, le gouvernement, l'oligarchie, les représentants de l'impérialisme ou de régimes odieux, pour chaque révolutionnaire emprisonné ou tué (même au combat), etc. ; punir les témoins et les délateurs pour leurs déclarations condamnant les révolutionnaires ; punir les représentants du gouvernement et les capitalistes pour leurs mesures antisociales.

En réalité, la guérilla ne se contente pas de « couper les griffes » au gouvernement, mais elle lui coupe la main entière. Cette situation engendre des problèmes insolubles pour le gouvernement car elle l'empêche d'appliquer des mesures antisociales et d'exercer la répression ; les représailles constituent en cela une forme supérieure de harcèlement.

Il faut enfin souligner que les représailles doivent être à la mesure des actes arbitraires qu'elles cherchent à punir. Une opération de représailles devient impolitique si elle est en disproportion avec

l'injustice commise.

4. L'attentat à la dynamite

Ce type d'opération donne difficilement des résultats politiques favorables à la guérilla. Les bombes à retardement peuvent faire dans un lieu public des victimes innocentes parmi la population. Si l'on cherche à causer des dommages matériels, il est préférable d'occuper le local ; cela permet d'obtenir de meilleurs résultats et d'éviter de nombreux dangers. Si l'on désire s'en prendre à des individus, il est préférable de s'en emparer et d'agir directement.

5. La séquestration et la prison révolutionnaire

C'est une tactique que la guérilla urbaine a appliquée de façon limitée. Les séquestrations qui font tant de bruit, ne sont qu'un modeste exemple des innombrables possibilités qu'offre la prison révolutionnaire où l’on peut garder pour un temps indéterminé des membres du gouvernement, des sbires de la répression, des représentants de gouvernements étrangers et des hommes qui occupent des positions clés dans le pays. Tant que ces hommes sont entre les mains de l'organisation, la vie des prisonniers politiques n'est pas en danger et la répression est moins féroce.

Les séquestrations ont pour conséquence de créer une immense dispersion des forces de répression car il faut veiller sur chacun des individus auxquels le mouvement de guérilla pourrait s'en prendre, à son domicile ou dans la rue. Elles obligent l'ennemi à fournir un effort considérable et constant pour rechercher les prisonniers du mouvement de guérilla. Tout cela sans tenir compte du chantage et des pressions exercées chaque fois que l'on propose un échange.

On peut aussi employer la séquestration et la prison révolutionnaire contre les patrons récalcitrants en conflit avec leurs employés.

La prison révolutionnaire — qui peut être une forme de représailles — s'est révélée être dans la pratique un moyen plus efficace que d'autres méthodes traditionnelles comme le harcèlement, pour déjouer les plans du gouvernement.

6. Opérations de ravitaillement

Beaucoup plus que la guérilla rurale, la guérilla urbaine a besoin d'une infrastructure solide et constamment renouvelée. Elle doit se procurer les locaux, le matériel technique et l'équipement nécessaires, tant que le soutien populaire est encore trop faible pour les lui fournir et qu'il lui est impossible de les obtenir par des moyens légaux.

En ce qui concerne l'armement, la guérilla urbaine a adopté les principes de la guérilla rurale : se nourrir de l'ennemi. Etant donné le caractère de ce type de lutte, les locaux et les véhicules sont des instruments stratégiques aussi importants que les armes.

A partir du moment où il se prépare à passer à l'action, le mouvement de guérilla doit envisager l'expropriation de sommes d'argent importantes, car avec de l'argent on peut acheter la « Sierra Maestra » de la guérilla urbaine, c'est-à-dire des locaux sûrs, des ateliers, l'équipement technique et parfois même les armes. On peut, de plus, envisager l'expropriation d'instruments stratégiques en eux-mêmes tels que des machines, des véhicules et des armes.

Dans la période de transition allant de la préparation à l'action, il peut s'avérer difficile de faire comprendre au peuple que ces expropriations — traditionnellement exécutées par des délinquants et jugées condamnables — sont des procédés légitimes pour un mouvement révolutionnaire. La condition primordiale à respecter pour aider le peuple à comprendre ces expropriations, est de ne s'en prendre qu'à l'argent des capitalistes et à celui de l'Etat et de bien souligner ce principe par des restitutions de fonds ou l'indemnisation des dommages causés s'ils ont affecté les intérêts des travailleurs.

On doit observer le même principe pour les véhicules et les autres équipements. Le peuple comprendra ces expropriations quand la guérilla passera au harcèlement direct du gouvernement.

7. L'occupation de domiciles (perquisitions)

Les perquisitions du domicile des révolutionnaires sont utilisées par le pouvoir comme moyen de répression dans la mesure où elles lui permettent de les menacer jusque dans leur propre foyer, à travers leur famille. Un mouvement de guérilla urbaine peut appliquer le même procédé contre les membres des forces de répression, du gouvernement, de l'oligarchie, contre les étrangers impérialistes, etc.

Ce procédé tactique peut constituer une des formes principales du harcèlement : il porte la guerre jusque dans les demeures paisibles et sacro-saintes des supports du gouvernement. L'ennemi doit alors se disperser pour veiller sur des centaines d'objectifs et les hommes qui se sentent menacés sont contraints à une sorte de clandestinité, à vivre dans l'angoisse et leur liberté de mouvement est considérablement restreinte même dans leur propre maison. Ils sont révolus, les temps heureux où l'oligarchie envoyait ses soldats combattre l'ennemi au loin sur ses terres, dans les bois ou dans les montagnes...

L'occupation de domicile peut être une forme de représailles, une façon de convaincre ceux qui servent le gouvernement (policiers, militaires, juges) de leur propre vulnérabilité et de leur démontrer l'existence d'un « pouvoir parallèle » créé dans le pays par une seconde force armée qui veille à châtier ceux qui exécutent les méfaits tout comme ceux qui les paient pour les accomplir.

8. Opérations de propagande armée

C'est par les opérations armées que la guérilla exprime le mieux ses mobiles, bien qu'il lui arrive parfois de s'expliquer au peuple par

d'autres moyens, tels que les journaux, les tracts, les communiqués à la radio et à la télévision dont elle a interrompu les programmes. L'occupation des stations de radio ou de télévision pour diffuser des proclamations est une forme de propagande armée. Une autre forme de cette propagande qui a donné de bons résultats est l'occupation d'usines avec réunion de tout le personnel en vue d'une discussion, les employés complices du patronat ne devant pas être traités de la même façon que les ouvriers.

On peut aussi occuper des cinémas et projeter des manifestes sur l'écran ou en diffuser la lecture par le haut-parleur ou encore distribuer des tracts aux spectateurs. On a aussi la possibilité de s'emparer de voitures dotées de haut-parleur et, tandis que leurs occupants sont sous bonne garde, de les laisser en stationnement dans un endroit choisi, avec un magnétophone en marche et des inscriptions sur les portières signalant un danger d'explosion afin de laisser au message le temps d'être diffusé.

Il y a d'autres types de propagande tels que la distribution à certaines catégories de la population dans le besoin de vivres expropriés pendant leur transport aux magasins.

Mais en règle générale, la meilleure « propagande armée » est celle qui découle des grandes actions militaires où l'on doit exploiter la moindre occasion de faire transparaître l'idéologie de la guérilla (par exemple, en traitant bien les travailleurs, en s'occupant de la femme qui peut avoir une crise de nerfs, etc.). La restitution aux employés de l'argent qui a été pris par erreur avec celui d'un capitaliste, la réparation des préjudices causés involontairement à un homme de situation modeste, feront mieux comprendre au peuple l'idéologie de la guérilla que le plus éloquent de ses manifestes. Une telle attitude fera prendre conscience aux membres récupérables des forces de répression qu'ils ne combattent pas contre des délinquants.

Il est indispensable d'utiliser la propagande armée avec beaucoup de discernement. Un mouvement de guérilla qui abuserait des opérations

visant à la propagande au détriment des actions militaires de base, se dévaloriserait aux yeux du peuple ; en effet en donnant l'impression qu'il recherche davantage la publicité que l'écrasement de l'ennemi, il obtiendrait un résultat contraire au résultat recherché.

La propagande armée acquiert une importance toute particulière dans certaines phases de la guérilla. Par exemple, elle permet au mouvement de se faire connaître au début de la guérilla ou bien dans les périodes où elle doit clarifier ses positions aux yeux du peuple, c'est-à-dire quand elle est obligée d'adopter des mesures extrêmes ou des mesures qui ne démontreraient pas clairement ses positions et seraient par conséquent difficiles à comprendre pour le peuple.

Le rôle de la femme

En tant qu'élément social qui a conscience de l'injustice qui l'entoure, la femme assume l'engagement politique que la situation exige. Cet engagement lui vient du plus profond d'elle-même et l'oblige à surmonter les barrières dressées par son éducation, sa culture, son sexe ; la réalité elle-même crée et développe chez la femme la conscience, la nécessité, de devenir une révolutionnaire. La femme est un combattant avec tout ce qu'il peut apporter au développement du processus révolutionnaire.

Non sans avoir eu à lutter, le M.L.N. offre aujourd'hui à la femme libérée de ses préjugés, la possibilité de militer pour lui et cela dans le seul but de s'entourer de tous les éléments capables de faire aboutir la révolution. Nous disons sans avoir eu à lutter, en considérant l'évolution dans le temps, de cette possibilité d'engagement politique. En effet, pour arriver à devenir une combattante, la femme a surmonté et surmonte encore des difficultés.

La société capitaliste assigne à la femme un certain rôle qui déterminera son éducation. Peu nombreux sont les éléments de cette éducation dont on puisse tirer parti, pour que la femme moyenne de

notre société, accepte de militer dans une organisation politique et militaire.

On néglige complètement de développer ses possibilités physiques, on la rend totalement dépendante des autres pour la résolution des problèmes pratiques (économiques, familiaux et autres) ; ainsi peu à peu, on inhibe sa créativité, son esprit d'initiative, son agressivité. Son éducation dresse donc une première barrière qui retarde sa prise de conscience et par conséquent sa libération : la femme doit lutter contre une éducation et une culture qui l'ont rendue spectatrice d'une histoire bâtie par les hommes. Ces difficultés sont plus grandes que celles que l'on doit surmonter pour s'engager politiquement.

Quand elle se retrouve intégrée dans l'organisation politique et militaire, elle doit lutter en elle-même pour briser ces inhibitions inhérentes à sa condition de femme dans une telle société.
Il est primordial pour la femme que l'homme comprenne les carences de son éducation si l'on veut qu'elle milite d'une manière efficace et que le travail soit réellement un travail d'équipe, organisé sans préjugés, sans séparation entre les tâches des hommes et celles des femmes, si l'on cherche à réaliser la complémentarité nécessaire dans tout travail révolutionnaire.

En résumé, la femme doit livrer deux batailles : la première étant de lutter contre sa propre éducation pour hâter sa prise de position politique en s'engageant dans l'organisation ; quant à la seconde, elle consiste à remédier aux carences de son éducation, de façon à être en pleine possession de ses moyens pour servir la révolution.

L'expérience de nombreuses femmes a peu à peu ouvert la voie aux autres et même si chaque nouvelle militante doit livrer ces deux batailles, nous sommes en mesure d'affirmer qu'au sein du M.L.N., la place de la femme est aujourd'hui bien définie. Ces deux processus simultanés ont pour conséquence de rendre son engagement plus solide. Nous nous trouvons ainsi en face d'une femme disciplinée, travailleuse, sensée, sûre, habile à affronter la répression, étroitement

liée au peuple et avec de vastes possibilités de travail politique, peut-être pas assez audacieuse et manquant d'esprit d'initiative dans le domaine militaire pour l'instant, mais en général, on peut dire que l'on a affaire à une bonne combattante.

La lutte urbaine se déroulant au sein des positions ennemies, la pratique a démontré qu'il était positif que certaines tâches soient effectuées par des femmes. Sans vouloir dresser une liste complète de ces tâches, nous pouvons cependant en mentionner quelques-unes.

Pour assurer les liaisons

Les militantes de tous âges se révèlent très efficaces pour faire parvenir des messages et des objets. Elles peuvent modifier leur apparence par des vêtements, par un maquillage, etc., qui seront fonction de l'aspect physique ou du niveau social des gens qu'elles doivent côtoyer et faciliteront leur mimétisme, permettant ainsi de tromper plus d'une fois les agents de la répression. Une apparence inoffensive, jointe à la présence d'esprit, fruit de leurs convictions et de leur engagement, ont bien souvent apporté des solutions aux problèmes soulevés par la clandestinité et se sont révélées être très efficaces (et peu coûteuses). Ces subterfuges sont très utiles, bien qu'ils soient connus de l'ennemi car il est victime de préjugés profondément enracinés en lui vis-à-vis de la femme.

Pour la couverture des locaux

Quel que soit le quartier de la ville où se trouvent les locaux de l'organisation, la présence de la femme y est indispensable. C'est grâce à elle que le local est en apparence semblable aux maisons qui l'entourent. Son activité de « maîtresse de maison » lui permet d'entrer en contact avec les voisins et de déterminer quels pourraient être les ennemis éventuels ; en faisant les commissions, elle étudie l'activité habituelle de la rue et cherche à détecter ce qui pourrait être anormal. Tout cela permet de renforcer les dispositifs de sécurité, jamais trop

importants dans la guérilla urbaine.

En tant que membres des équipes de service

Dans ces équipes, bases logistiques de la guérilla, les femmes peuvent réellement mettre à profit ce qu'elles ont appris dans les usines, les facultés, etc. Elles ont joué et continuent de jouer un rôle important dans la lutte grâce à leur aptitude à exécuter un travail exigeant beaucoup de soin et de patience.

En tant que membres des groupes d’action

Aujourd'hui, presque tous les groupes d'action comptent une femme parmi leurs membres. Une longue expérience a démontré l'utilité de cette présence. Avant, les femmes ne participaient qu'occasionnellement aux opérations militaires et pour accomplir des tâches déterminées. A l'heure actuelle, elles participent à la préparation, à l'élaboration et à l'exécution du plan et acquièrent ainsi une expérience dans le domaine militaire.

Elles peuvent donc aussi mettre à profit leurs qualités propres dans les opérations militaires. Pour obtenir les informations nécessaires à l'élaboration du plan d'une opération, les femmes ont parfois plus facilement accès à certains endroits que les hommes. Le soin méticuleux qu'elles apportent à l'élaboration du plan est extrêmement précieux. Pendant le déroulement de l'opération, la femme est un bon soldat qui a le sens de la discipline et l'esprit d'équipe.

Dans le travail politique

La contribution de la femme s'est manifestée dans ce domaine sous différentes formes : a) dans l'organisation du travail à tous les niveaux, que ce soit le travail interne ou le travail de politisation des masses ; b) dans la formation politique des nouveaux militants du M.L.N. en leur enseignant avec enthousiasme et précision les principes de base du

fonctionnement d'une organisation clandestine.

Enfin, et ce n'est pas le moindre argument, par sa seule présence, la femme est toujours un élément primordial d'unité et d'entente entre les révolutionnaires.

La note particulière ajoutée par la femme et dont parle le Che dans *La guerre de guérilla* se manifeste de diverses façons : par le soin qu'elle apporte à la préparation d'un repas, par le geste amical qui apaise les tensions créées par la lutte, par sa chaleur humaine qui aide ceux qui l'entourent à approfondir leur engagement révolutionnaire.

Souvent sa tendresse et celle de ses enfants finissent par faire partie du monde affectif de ceux qui vivent avec elle. Et cette attitude dans la mesure où elle ne fait pas partie d'une tâche qui lui est imposée et qu'elle a acceptée, constitue en définitive la manifestation la plus éloquente de l'adhésion totale de la femme uruguayenne à la cause révolutionnaire.

QUATRE ANECDOTES

1. L'opération «non réalisée»

Un matin d'un jour ouvrable dans une ville. Deux jeunes hommes et une femme voyagent dans un autobus mêlés aux passagers. Bien qu'en apparence rien ne les distingue, ce sont trois militants du M.L.N. A l'aube, ils avaient tenté de désarmer un policier mais pour diverses raisons, ils n'y étaient pas parvenus.

A l'heure du délai fixé, ils reviennent donc, contrariés de n'avoir pu accomplir leur mission. Pour des raisons de sécurité, ils voyagent chacun sur une banquette différente. Soudain, un policier monte dans l'autobus ; le plus jeune des camarades s'en aperçoit immédiatement. Il cherche alors à rencontrer le regard de ses camarades. Le responsable

de l'équipe et la jeune femme voient dans ses yeux qu'ils essaient de leur poser une question et comprennent aussitôt ; ils lui font signe qu'ils sont d'accord. Ainsi, sans avoir déterminé à l'avance leur tâche respective, ils passent à l'action : un camarade se dirige vers le policier, l'autre va garder la porte et tient en respect les passagers tandis que la camarade s'occupe du chauffeur. L'opération a réussi. L'équipe s'en est sortie. La mission a été accomplie par deux hommes et une femme.

2. La « baigneuse »

En effectuant une opération de ratissage — une de ces opérations au cours desquelles les forces de l'ordre cernent quelques pâtés de maisons et les fouillent méthodiquement — la police est arrivée à un angle de rue à proximité duquel se trouve un local où vit une camarade et fonctionne un service de l'organisation.

Un camarade vient prévenir la jeune femme que la police n'est pas loin. Décidée et rapide elle fourre alors dans un grand sac de plage du matériel important pour l'organisation et le couvre avec une serviette qu'elle laisse intentionnellement dépasser. Elle sort dans la rue et voit à une vingtaine de mètres de sa porte, les policiers qui poursuivent leurs recherches. La camarade qui est jeune et mignonne, marche comme si de rien n'était, son sac à la main, parmi les curieux qui sont rassemblés sur le trottoir.

Elle remarque soudain qu'un homme la suit : c'est un de ces nombreux flics en civil qui, pendant les ratissages, se mêlent aux habitants pour observer ce qu'ils font. La jeune femme avance lentement, mais elle a vite fait de réfléchir. En arrivant à l'arrêt d'autobus le plus proche, elle regarde l'homme et lui sourit.

—Où vas-tu, mignonne ?

—A l'Association Chrétienne, nager un peu.

La serviette qui dépasse du sac est là pour le confirmer.
—Quel dommage que je sois de service ! A quelle heure en sortiras-

tu ? Je viendrais t'attendre.
La jeune femme monte dans l'autobus.
Ce sac contribua à sauver le matériel important d'un « service » de l'organisation et la liberté d'une camarade.

3. Une dame « capricieuse »

Un camarade qui vient d'être blessé au cours d'un affrontement avec la police doit être conduit à la ville qui se trouve à plusieurs kilomètres par deux camarades, un homme et une femme. La route qui longe la mer est bonne mais, à pied et avec un blessé, ils progressent lentement. Il leur faut absolument trouver un véhicule pour les conduire jusqu'à la frontière départementale avant qu'elle ne soit fermée.

L'homme et la femme décident de monter un stratagème pour se faire accompagner. La femme se transforme en une « pauvre dame » qui a besoin d'être hospitalisée d'urgence. Le « brave monsieur » à la porte de qui ils vont frapper accepte de les accompagner ; la dame est si mal que personne ne fait attention au blessé.

On approche de la frontière départementale et il faut absolument s'arrêter avant d'arriver au poste, au cas où l'alerte aurait déjà été donnée. C'est alors que surgit un nouveau problème. Le généreux conducteur veut à tout prix accompagner la dame jusqu'à l'hôpital. Mais celle-ci fait un caprice « absurde » pour aller voir son beau-père qui habite à 50 mètres du poste de frontière. Elle discute ainsi avec le « brave monsieur », s'obstine de plus en plus dans son caprice et finit par imposer ses volontés.
Les camarades trouveront un moyen de passer la frontière et seront sauvés.

4. Silvito

Dans un appartement apparemment semblable à tous les autres, un « couple marié » vit avec le « frère » du « mari ». Elle, qui est «

professeur », profite de son travail et des achats qu'elle doit faire pour lier connaissance avec ses voisins et entre autres avec un couple qui a trois enfants dont l'un d'eux, Silvito, a huit ans.

Le « professeur » finit par remarquer que chaque fois qu'il doit rencontrer des camarades dans le quartier, Silvito apparaît au moment où l'on s'y attend le moins. Le petit garçon salue timidement la jeune femme mais elle n'est pas sans remarquer qu'il ne la quitte pas des yeux. Comme cela se reproduit assez souvent, les camarades finissent par s'interroger.

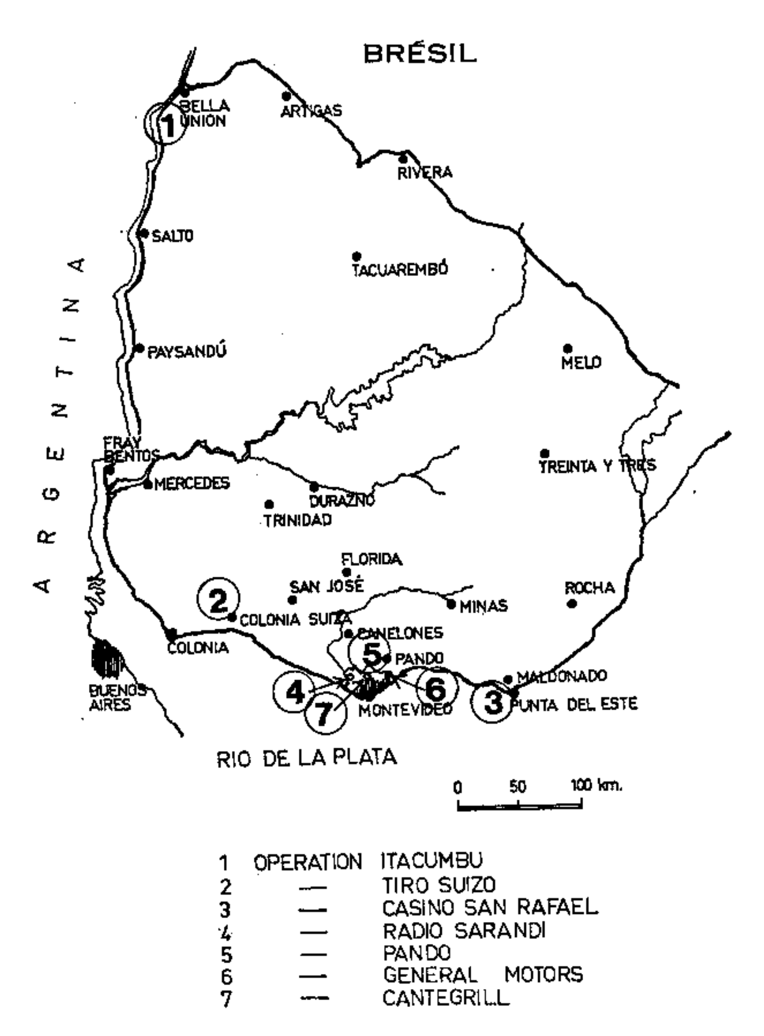
Quelques temps après, la mère de Silvito, en bavardant avec le professeur, lui fait part d'un dialogue qui s'est souvent répété entre elle et son petit garçon :

—Où vas-tu, Silvito ?

—Je vais veiller sur le professeur.

Le « professeur » comprend alors la raison de ses rencontres soi-disant fortuites avec le petit garçon : Silvito est fils d'ouvrier, il sait donc ce qu'est la répression jusque dans sa propre maison. La jeune femme comprend aussi à ce moment les raisons du silence attentif de l'enfant pendant les conversations qu'elle avait avec ses parents.

Itacumbû



1962. Par une matinée brumeuse du début du mois de mars, à

proximité du pont de l'Itacumbû, un ruisseau situé à une quinzaine de kilomètres du village de Bella Union, à l'extrême nord de l'Uruguay, environ trois cents hommes sont dissimulés parmi les broussailles.
Ce sont les travailleurs des plantations de canne à sucre de la région. Ils font partie de l'Union des Travailleurs du Sucre d'Artigas et sont en grève pour obtenir la journée de huit heures, le salaire minimum agricole qui leur est dû depuis de nombreuses années, etc... Après soixante jours de grève, ils ont établi un campement dans la montagne où ils vivent avec leur famille.

Tous les matins, comme pour les narguer, un camion chargé de briseurs de grève traverse le pont de l'Itacumbû en direction des plantations.
Ce matin-là, les travailleurs ont décidé d'arrêter le camion qui circule escorté par une jeep de la police, pour parler aux briseurs de grève.
Un groupe de cinq hommes devra se tenir au milieu du chemin et faire signe au camion de s'arrêter. Au cas où le camion poursuivrait sa route, on organise deux équipes de six hommes qui porteront chacune un lourd tronc d'arbre long de six à sept mètres.
Si le camion ne s'arrête pas, une des équipes mettra son tronc d'arbre en travers du pont, tandis que l'autre barrera la route avec le sien après le passage du camion, pour l'empêcher de reculer.

Les trois cents hommes cachés dans les broussailles et armés de bâtons n'interviendront que si la discussion se révèle impossible. L'équipe désignée pour parlementer aura pour mission de donner des explications élémentaires aux briseurs de grève : comme ils sont venus d'autres régions, ils ne sont peut-être pas au courant du conflit local, de leurs revendications justifiées... elle essaiera de leur faire comprendre que les grévistes sont des travailleurs, qu'ils ont une famille, qu'ils ont travaillé toute leur vie dans ces plantations et que leur grève est légitime.
Le camion apparaît à la crête de la montagne dans un nuage de poussière, à une allure vertigineuse. Par chance, il n'est pas escorté par la jeep de la police.

Quand il n'est plus qu'à trois cents mètres du ruisseau, l'équipe désignée pour parlementer monte sur le pont et, comme prévu, fait signe au chauffeur de s'arrêter. Mais ce dernier accélère et fonce vers le pont comme un bolide. A ce moment, les six hommes qui soutiennent l'énorme tronc mettent leur fardeau en travers du pont.

Le camion freine avec difficulté, s'engage sur le bas-côté, bascule, semble sur le point de se renverser, mais finit cependant pas retrouver son équilibre. Le chauffeur essaie alors de tourner pour reculer, non par la route comme on l'avait prévu, mais à travers champs. Voyant s'enfuir leur proie, les trois cents hommes surgissent de l'épaisseur de la montagne. Les briseurs de grève terrorisés parviennent à s'échapper jusqu'à Bella Union, non sans avoir reçu quelques bons coups de bâton.

Quelques heures plus tard, l'armée occupe le pont et ses alentours. La longue grève des caneros[1] continue avec obstination : les travailleurs établissent un campement avec leur femme et leurs enfants au cœur de la montagne, tandis que de son côté, l'armée surveille le pont.

Dans le mois qui suit ces événements, la faim et le découragement font leur apparition dans le campement, transféré entre temps au village de Bella Union. Puis un jour, les travailleurs en grève sont convoqués à une assemblée secrète qui doit avoir lieu à 4 h du matin dans la montagne d'Itacumbû. La matinée est sombre et pluvieuse. Les travailleurs se dirigent comme un seul homme vers le lieu où se tiendra l'assemblée. Ils sont sortis du village sans se faire remarquer entre 6 h du soir et minuit et sont arrivés à la montagne située à trois lieues du village en traversant la campagne.

Les orateurs de cette singulière assemblée sont Julio Vique et Raûl Sendic. Leurs propos sont à peu près les suivants : « Camarades, la grève a échoué ; dans les plantations, le travail continue avec les

---

1 Nom espagnol donné aux travailleurs des plantations de canne à sucre (N.D.T.)

briseurs de grève regroupés dans un syndicat marron ; aucune des démarches effectuées à Montevideo n'a abouti ; notre dernière chance est d'aller directement aux plantations réclamer ce qu'on nous doit ». Les caneros sont d'accord. En pleine obscurite, la troupe des travailleurs se dirige vers la société CAINSA, entreprise yanki-hawaïenne où le conflit a débuté.

Le policier de garde à l'entrée ne peut arrêter ces visiteurs inattendus. Les hommes pénètrent dans l'entreprise et s'installent juste en face des bureaux, à la grande surprise des policiers qui montent la garde.

—Nous sommes venus toucher tout ce qu'on nous doit, réclament les travailleurs.

—L'administrateur n'est pas là, leur répond-on.

—Ça ne fait rien, nous attendrons.

Les travailleurs établissent alors un campement et commencent à attendre. Toute une journée passe sans que rien ne se produise. Puis c'est une longue nuit pluvieuse à laquelle succède une belle matinée. Le commissaire du village vient les menacer, mais personne ne bouge. Enfin dans l'après-midi, l'administrateur, un Nord-Américain, se résoud à paraître. Réfugié au premier étage du bâtiment administratif, il fait placer plusieurs policiers dans l'escalier et fait venir les travailleurs par groupes pour leur lire une déclaration à tour de rôle. Cette déclaration affirme que l'entreprise s'engage à « étudier leurs revendications » et à donner une réponse dont la date n'est pas fixée, à condition que les travailleurs se retirent immédiatement de l'entreprise. Le comptable et les cadres principaux de la plantation sont aux côtés de l'administrateur.

C'est alors que les travailleurs décident de passer à l'action.
Tandis que l'administrateur continue de lire sa déclaration, une centaine d'hommes envahissent le rez-de-chaussée et occupent les locaux administratifs, sans que rien ne laisse prévoir qu'ils ont l'intention d'occuper l'étage. C'est pourquoi les policiers qui gardent

l'escalier se précipitent au rez-de-chaussée. Une fois la porte refermée sur eux, une véritable marée humaine grimpe l'escalier et prend possession de l'étage. Ceux qui n'ont pas la place d'entrer restent à proximité ou sur la terrasse.

L'administrateur et les cadres sont faits prisonniers. Pendant ce temps, on fait évacuer le rez-de-chaussée par les employés et les policiers, mais on garde le chef du personnel et le trésorier comme otages. La position des travailleurs est claire : si un arrangement n'intervient pas, ils ouvriront la caisse qui contient, comme ils le savent, suffisamment d'argent. Le syndicat fera les comptes et paiera aux travailleurs ce qui leur est dû.

Les négociations avec les prisonniers effrayés commencent à cinq heures du soir pour se terminer à minuit.
On essaie pendant ce temps d'intimider les travailleurs par divers moyens mais sans résultat. On fait appel à des renforts de police et à un bataillon entier de soldats. Les contremaîtres braquent les phares des trente à quarante tracteurs de l'entreprise sur le bâtiment.
Au centre de cette scène singulière, une armée de travailleurs décidés tiennent les principaux chefs de l'entreprise entre leurs mains. Dans ces conditions, personne n'ose lever le petit doigt contre eux.
Après deux communications téléphoniques décisives, les patrons finissent par céder : ils signeront en présence du Juge de Paix de la région un accord par lequel ils s'engageront à payer aux travailleurs leurs arriérés de salaire et à les réengager par équipes.
Cette semaine-là, les travailleurs touchent les milliers de pesos qui leur sont dus, et font dans l'entreprise même une collecte pour aller en camion à Montevideo réclamer la Loi de Huit Heures et la Bourse du Travail pour les cafieros.

Si l'entreprise a tenu ses engagements en ce qui concerne les paiements, elle ne tiendra pas ceux de réembaucher les ouvriers, et par la suite les travailleurs réclameront l'expropriation d'une latifundia de 30 000 hectares contiguë à la plantation, pour la cultiver.
Peu après, ils réalisent leur projet de « marche » sur Montevideo. Cette

marche sera mouvementée.
Bien que les revendications des caneros soient aussi légitimes que le droit au travail et la Loi de Huit Heures, ils ne récoltent que des calomnies pour toute réponse. La presse raconte tout ce qui peut servir les intérêts des capitalistes : ces hommes sont des soi-disant travailleurs; les enfants qui les accompagnent sont des enfants loués pour dramatiser la situation, etc...

Pendant ce temps, au Parlement, on n'obtient pas le quorum nécessaire pour discuter la Loi de Huit Heures. La campagne de diffamation contre les travailleurs est orchestrée par la C.S.U. (Confédération Syndicale de l'Uruguay), une centrale minoritaire regroupant des syndicats marrons — c'est-à-dire soumis au patronat — et financée par les Nord-Américains. C'est cette centrale qui a organisé les briseurs de grève des plantations de Bella Union.
Mais un jour, après une session parlementaire qui se solde encore par un échec, les travailleurs marchent directement contre le luxueux siège de la centrale marron et y mettent le feu. Les dirigeants syndicaux terrorisés se réfugient à l'étage du bâtiment, tirent des coups de feu par les fenêtres, et tuent une passante.

Aucun des dirigeants traîtres ne sera inquiété par la justice, mais la centrale des syndicalistes jaunes ne pourra survivre à ce coup et finira par se disloquer.
Près de quarante syndicalistes, parmi lesquels se trouvent les dirigeants Julio Vique et Raûl Sendic, sont incarcérés pour un certain temps. Tandis que les caneros qui ont pris part à la marche s'en retourneront à Bella Union sans Bourse du Travail ni Loi de Huit Heures.
C'est ainsi que prend fin une étape de la lutte menée en Uruguay...

Opération « Tir Suisse »

Janvier 1963. Un groupe d'hommes, très mal organisé a besoin d'agir, de réaliser une opération pour arriver à la cohésion qui lui fait défaut.

Mais pas d'agir dans n'importe quel sens, car au fond, les mêmes préoccupations, des idées communes et une certaine pratique de la lutte les ont déjà unis.

Ce dont ils ont besoin, c'est de réaliser une opération militaire ou quelque chose de semblable. Une opération dangereuse qui leur donne l'occasion de s'affirmer en tant qu'individus et de se définir en tant qu'organisation et qui soit à la fois un défi, une preuve, une rupture avec le passé et avec la légalité. Une opération qui leur permette de s'engager, de traduire dans la pratique ce qui n'est que des préoccupations, une position théorique.

C'est alors pour ces gens préoccupés par les mêmes problèmes mais plus ou moins d'accord, une période de réunions et de discussions autour d'une tasse de maté. Certains y assistent à titre personnel, d'autres en tant que membres de telle ou telle organisation ou parti, d'autres encore parce qu'ils appartiennent à de petits groupes déjà clandestins. Ils ont tous le même désir : se réunir, parler, discuter, s'encourager. Il va sans dire que ces discussions ces problèmes, ce besoin de s'affirmer et de s'engager ont un facteur commun : comment faire la Révolution ?

Tels sont les balbutiements, l'origine de ce qui est aujourd'hui le M.L.N. (Tupamaros).
Certains sont partis, prenant d'autres voies... C'est au cours d'une de ces nombreuses discussions que l'on en vient à parler des armes du « Tir Suisse ». On en reparlera peut-être même au cours d'une autre réunion mais sans que personne ne pense à proposer de réaliser cette opération. Ce sujet de conversation permettra cependant à un groupe de prendre note du renseignement, et plus tard, quand ces armes seront considérées nécessaires selon des prévisions faites avec des tiers, il se décidera à s'en emparer.

Le plan, son exécution et le transfert incombent à un groupe ; la réception, le stockage et la garde à un autre. Plus tard, alors que la date de l'opération est déjà fixée, un 3e groupe vient se joindre aux deux

autres et fournit un véhicule.
A cette époque, le M.L.N. compte à Montevideo neuf camarades : el Gitano, ouvrier du bâtiment, el Gallego, étudiant et salarié, el Zurdo, étudiant et salarié, Facundo, travailleur indépendant, Ojito, chômeur, Judas, chômeur, Sonrisa, employé, Petizo, ouvrier, Pocholo, ouvrier spécialisé, en chômage.
C'est justement le groupe qui prépare l'opération contre le Club du « Tir Suisse. »

Ils ont pour eux un local et une foi inébranlable.
Ojito, el Gallego et Judas sont chargés d'élaborer le plan.
Le mois de juin passe.
Des voyages hebdomadaires à la Colonie Suisse — à 120 km de Montevideo —, leur permettent de connaître petit à petit les routes, la région, le club et ses alentours, tandis que la rudesse de l'hiver les accoutume à l'endurance et au froid.

On marche nuit et jour, et souvent sans manger. On trace des cartes, on fabrique des maquettes, on choisit les routes, on met la dernière main au plan. Mais quand tout est prêt, l'opération semble compromise par une information de dernière minute : en effet, on apprend que les fusils n'ont pas de culasse parce que l'armée les retire après chaque exercice.
On fait de nouveaux voyages à la Colonie Suisse. Un camarade se déguise en « touriste », s'installe pour le dimanche dans un hôtel, et tenant deux de ses nombreux enfants par la main, va se « promener », va « visiter »... Cela lui permet de pénétrer dans le « Tir Suisse » et de vérifier que les fusils ont bien des culasses. Comme le dimanche est un jour d'exercice, l'incertitude demeure mais on a maintenant une lueur d'espoir.

C'est alors que commence une surveillance tenace autour du Club. On invente des prétextes, mais sans succès : il est impossible de pénétrer sans éveiller les soupçons, dans le local où l'on garde les fusils pendant la semaine. Mais en contre-partie, on découvre un fait d'importance : la nuit, dans ce local, on joue clandestinement, et on joue gros ! Et de plus, — ce qui pourrait être très dangereux —, le commissaire y vient

en jeep avec des policiers. Parfois pour jouer et pour boire ; parfois uniquement pour « se faire graisser la patte ». En effet, cet « habitué » ne manque pas une soirée...
Malgré cela et malgré le problème des culasses, on décide de réaliser l'opération.

Aujourd'hui, si Ton envisage rétrospectivement cette décision, on se rend compte que dans le fond, le problème des culasses avait peu d'importance, ce qui comptait c'était l'action en soi et sa signification.
De plus, on était au courant de la présence d'un stock important de munitions, et cela seul justifiait l'effort à fournir.
Pour apprécier à sa juste valeur cette opération, il faut tenir compte du fait qu'à cette époque — c'était en 63 —, dans un pays « super légaliste » l'éventualité même de la lutte armée était considérée par la gauche, presque comme une hérésie, quand elle ne la qualifiait pas de forme de lutte absurde.
Ce petit groupe d'individus aux moyens très faibles avait des relations fragiles avec d'autres groupes du même genre et à l'effectif plus que réduit.

Il n'était également en rapport et de façon précaire, qu'avec deux foyers de militantisme qui agissaient à deux niveaux différents. Il avait donc forcément besoin d'une foi immense pour croire que cette entreprise ne serait pas sans lendemain et pour se lancer dans une expropriation dont le but était d'obtenir quelques vieux fusils qui n'avaient sûrement pas de culasse.

Au début ce fut une intuition remarquable qui nourrissait cette foi, puis l'expérience et la réalité vinrent la consolider et elle finit par grandir grâce aux encouragements de plus en plus nombreux.
Face au prodigieux objectif final qu'ils avaient décidé d'atteindre, la prise du pouvoir par la lutte armée, cette maison isolée où avaient lieu les réunions, ce groupe de neuf hommes des origines les plus diverses, ce plan, ces faibles moyens (certains camarades étaient armés de couteaux) étaient le symbole du sentiment qui s'emparait d'eux à leurs moments de réflexion : la solitude.

Sentiment qui se teintait parfois de nombreux doutes mais ces doutes et la solitude furent bientôt vaincus par le travail et les résultats obtenus, ce qui donna une plus grande envergure au M.L.N.

Mercredi 30 ou jeudi 31 juillet à 19 heures, el Zurdo, Ojito et Judas se postent à proximité du Club. Ils doivent s'assurer qu'après la séance de jeu nocturne il ne reste personne sur les lieux. Quelques heures plus tard, un petit convoi de 3 voitures quitte Montevideo. Dans l'une se trouvent El Gallego, Facundo et Pocholo, dans une autre, Sonrisa et Favio et dans la troisième el Loco. Ce dernier, avisé du projet au dernier moment, a décidé de se joindre au groupe pour prêter main forte en cas de besoin et a fourni un véhicule qui, par la suite, sera très utile au groupe opérationnel.

Vers 0 h 30, la voiture qui transporte Sonrisa et Favio vient stationner à 4 km du Club, car on ne doit pas la voir ; elle devra parcourir presque 350 km dans la même nuit, avec les armes qu'elle sera seule à transporter.
Les deux autres voitures continuent leur route puis s'arrêtent pour laisser descendre el Gitano et Petizo ; on ne pourra agir immédiatement que s'il ne reste personne au Club, autrement il faudra attendre.
A une heure fixée, el Gitano et Petizo rencontrent Ojito dans la campagne, il les informe que les choses s'annoncent très bien. En effet,il n'y a déjà plus personne au Club.

Le plan marche à la perfection. Les voitures sillonnent l'endroit discrètement : les camarades qui ne voient ni el Gitano et ni Petizo en concluent que la voie est libre. La voiture qui transporte el Gallego, Facundo et Pocholo s'engage dans une petite rue qui débouche dans un bois d'eucalyptus, en pleine campagne, à un km environ des limites du Club.
El Gitano, Petizo, Ojito, el Zurdo et Judas attendent dans cette petite rue. El Loco continue à parcourir le terrain avec beaucoup de précautions afin de s'assurer que tout est normal.

Le Club de tir se trouve à l'extérieur de la ville, mais dans une zone relativement peuplée. La façade donne sur une rue assez fréquentée et bordée de plusieurs constructions. A côté du Club s'élève un hôtel très éclairé, mais l'arrière du bâtiment donne directement sur la campagne. C'est dans cette direction qu'est orienté le polygone de tir et c'est par là que l'on essaiera de pénétrer et de se replier, bien que le bâtiment qui abrite les armes soit en façade. L'opération en elle-même n'est pas compliquée.

Ce qui est difficile, vraiment difficile, c'est de passer inaperçus. Les véhicules sont en règle. Ils transportent tout le Mouvement. Si les camarades sont repérés ou capturés, tout est perdu ou peut s'en faut. A cette heure et dans cette paisible agglomération, il est dangereux de faire du bruit en marchant, de circuler en voiture et de se garer dans des endroits inhabituels, de transporter d'énormes fardeaux dans la campagne et de déranger les échassiers bavards. Mais cela ne serait rien, si les camarades n'étaient tous pratiquement sans arme.

D'où l'extrême précision du plan, où tous les gestes, même les plus élémentaires sont calculés au millimètre près. — Cette première opération ne ressemble en rien à l'assaut héroïque et intrépide d'une garnison, elle est bien plus modeste que cela. En Uruguay, à cette époque, pareil exploit reviendrait à faire pénétrer un éléphant dans un magasin de porcelaine.

Cette opération sera une effraction, si parfaite et si bien organisée que le champion des voleurs professionnels en pâlirait de jalousie. Une fois sur les lieux, on ouvre sans bruit, à l'aide de passe-partout et de pieds de biche, les portes et les fenêtres qui doivent permettre d'accéder au local où sont entreposées les armes.

Facundo, Pocholo et Ojito entrent. Judas et Ojito le nez collé au carreau attendent à l'extérieur ; tandis que el Zurdo et Petizo surveillent la rue, allongés dans l'herbe non loin de là.

Au fond de l'impasse, el Gallego attend dans sa voiture feignant d'être

avec une femme. Cette mise en scène peut tromper son monde de loin, mais si par hasard quelqu'un s'approche et si ce quelqu'un était un policier, le stratagème sera vite découvert. Encore heureux que le camarade soit armé... d'un couteau !... Attentif, Loco poursuit sa ronde en voiture. Favio et Sonrisa attendent près de leur véhicule soi-disant en panne. Rapidement et méthodiquement on emballe le butin avant de le passer par la fenêtre. On commence par les caisses de munitions, puis on s'empare de curieux fusils de collection, de belles pièces, mais très lourdes, très longues et pratiquement inutilisables, de quelques fusils de chasse et enfin de plus de 30 fusils Mauser... sans leur culasse ! Le meuble robuste dans lequel ils étaient enfermés a été plus difficile à forcer que toutes les portes et les fenêtres réunies.

Les 7 hommes, chacun d'eux chargé d'un lourd fardeau entreprennent la marche qui les mènera à la voiture de Gallego, une marche courageuse, difficile : le poids terrible de la charge, l'obscurité, les grillages, le risque de s'égarer et ces maudits oiseaux qui s'ébrouent dans le petit matin.

... Et Pocholo se perd. C'est une chose que l'on craignait, il connaît mal le terrain mais il est persuadé de le connaître. C'est un homme peu robuste, mais comme il ne veut pas l'admettre, il a tenu à porter le sac le plus lourd. On lui avait dit et redit qu'il fallait marcher par deux de façon que sur les deux hommes, il s'en trouve un qui connaisse parfaitement les lieux.
Et c'est ce qu'on lui répète quand, complètement épuisé par le poids du fardeau et désireux d'arriver le plus tôt possible, il s'éloigne peu à peu de son camarade, certain de ne pas se perdre.
En effet, Pocholo pouvait être sûr de lui : tous les camarades arrivent à la voiture sauf lui !

Le chargement tient difficilement dans la voiture ; on le dispose du mieux que l’on peut. Il y a plus de munitions qu'on ne le pensait, on doit donc en mettre dans le coffre, sur le plancher, sur le siège. Les fusils vont sur le porte-bagages ; on les recouvre d'une bâche et cinq camarades s'installent dessus.

Pocholo n'est toujours pas arrivé ! on avait décidé, au cas où quelqu'un se perdrait, de ne pas l'attendre plus d'un quart d'heure. Le camarade égaré devait chercher à dissimuler le mieux possible son fardeau et essayer de rejoindre la route de Montevideo. On essaierait de l'aider dans la mesure du possible.
Le quart d'heure passe et Pocholo n'est pas encore arrivé.
Ne voulant pas le laisser seul, el Gitano demande l'autorisation de rester et part à sa recherche. Il le retrouve, épuisé sous un arbre : Il prend le sac et retourne à la route en soutenant son camarade.
La voiture de réserve, c'est-à-dire celle de el Loco permet de tirer d'affaire Pocholo et Eduardo Pineda, puisque tel est le véritable nom de el Gitano, de récupérer un sac d'armes et de les ramener à Montevideo.

Pendant ce temps on avait changé les armes de véhicule. Après une poignée de mains, Sonrisa et Ojito partent dans leur véhicule vers le Nord du pays.
El Gallego, Judas, Facundo, el Zurdo et el Petizo après avoir vu passer la voiture qui transporte el Loco, Pocholo et el Gitano, prennent le chemin de Montevideo.
Les trois hommes qu'ils viennent d'apercevoir sont fous de joie, leur voiture roule à fond de train, les canons de dix fusils passant par la vitre.

Le premier pas était fait, ce premier pas sans lequel on ne peut réaliser aucune marche, aussi longue et difficile soit-elle.
La camionnette de Sonrisa qui se dirigeait vers le Nord se renverse à Flores. Cet accident n'a pas de conséquences immédiates mais fournit des indices à la police, ce qui lui permettra en septembre de découvrir les armes et d'arrêter plusieurs militants de Paysandû et de Montevideo et obligera Raûl Sendic à entrer dans la clandestinité.

Ces événements de septembre donneront à l'opération du Club du Tir Suisse une résonance politique importante. Elle n'aurait eu sans cela aucune répercussion et serait demeurée un banal fait divers. En effet la direction du Club tarda à porter plainte et essaya en quelque sorte

d'étouffer l'affaire peut-être à cause du jeu clandestin. Les 8 fusils et les 2 « Martini » du sac de Pocholo furent ceux que l'on utilisa le plus longtemps. Plusieurs d'entre eux servent encore au M.L.N. qui les a muni de culasses.

Opération Cantegriles[2]

Décembre 1963. Les fêtes de Noël et du Nouvel An sont proches. Pour certains, elles seront un prétexte pour s'amuser, s'offrir des cadeaux et faire de bons repas. Pour d'autres, ces jours-là seront aussi ternes et aussi tristes que tous les autres jours de leur vie de miséreux et d'affamés.
Bien sûr, quelques bons jours dans une vie ne représentent pas grand-chose, et ce qui compte, c'est que tous les hommes soient heureux tous les jours de leur vie.

C'est cela qui est important et c'est pour cela qu'il faut lutter.
Mais la lutte se dévaloriserait-elle si les hommes qui y consacrent leur vie procuraient à ceux qui en sont privés la satisfaction de manger au moins une fois à leur faim pendant quelques-uns de ces jours de fête ?
Non, évidemment non, concluent les dix ou douze camarades qui se sont posés la question. La lutte se déprécierait si elle ne poursuivait d'autres fins que la reconnaissance et la résignation. C'est pourquoi on cherchera au travers de l'opération à réveiller les consciences et à allumer des foyers de rébellion. Cette opération aura une signification politique, elle ira dans le sens de la lutte.

On dénoncera, au moyen de tracts, l'augmentation du coût de la vie, le manque de logements, le chômage, les injustices d'un gouvernement qui, pour permettre à une poignée d'individus de tout posséder et d'amasser des fortunes colossales, condamne la majorité de la population à la pauvreté, à la misère et à la faim. Pour terminer, on

---

[2] « Cantegril » : nom donné en Uruguay au bidonville par une analogie ironique avec le luxueux « Cantegril country club » qui se trouve dans un quartier résidentiel de Punta del Este. (N.D.T.).

appellera le peuple à résister.
Le projet est approuvé ; il reste à établir le plan de l'opération. On distribuera de la nourriture dans un bidonville. Les aliments proviendront de l'expropriation de la société anonyme Manzanares. On hésite entre deux tactiques pour réaliser cette expropriation : prendre d'assaut un camion rempli de victuailles, ou se faire livrer une commande à une adresse déterminée, proche de l'objectif. La deuxième solution l'emporte.

Sans se faire remarquer, plusieurs camarades parcourent le bidonville et ses alentours. Ils relèvent les diverses possibilités de repli, déterminent la surveillance policière, etc...
Dans une rue située à la périphérie du bidonville — il commence trente mètres plus loin — une petite maison construite à cet effet abrite un club politique. C'est le « Club de Nardone », politicien enragé qui jouit alors d'un grand crédit.

Il suffit de voir le club pour imaginer le parti qu'on peut en tirer. Quarante huit heures avant l'opération — car à cette époque de l'année les commandes affluent — on téléphone à une succursale de la société Manzanares pour dire que le club politique de Nardone, situé au numéro tant de telle rue, organise le 24 décembre une distribution de nourriture dans le bidonville voisin. Puis on détaille la commande : des denrées alimentaires de première nécessité, mais aussi des pâtisseries, des fruits secs, des fruits confits, des bonbons, du nougat, etc..., mais pas de boissons.

On demande que la marchandise soit livrée à 9 heures du matin au Club où « les dirigeants et un Comité de Dames », qui attendront là depuis 8 heures, se chargeront de « la recevoir, de payer et aideront à la décharger ». On espère que ce détail invitera la société à ne pas envoyer trop de personnel dans le camion.

Le 23, une grève des transports urbains est annoncée pour le lendemain. Cette nouvelle bouleverse un peu le plan, car le seul véhicule prévu pour l'opération est une moto, et la plupart des

camarades devaient rentrer en autobus. Il faut donc se renseigner à la hâte sur les horaires des autobus assurant les liaisons interdépartementales.

Le 24, à 8 heures du matin, deux camarades attendent le camion devant le Club fermé ; dix autres se répartissent en des endroits stratégiques. A cette heure matinale, dans des lieux si isolés et presque déserts, certains camarades sont désorientés, mais chose plus grave, leur présence attire l'attention des rares passants.
Il est maintenant 9 heures et le camion n'est pas encore arrivé. Une heure passe, et la nervosité gagne les camarades qui commencent à perdre espoir.

Finalement, un peu avant 11 heures, le camion apparaît : c'est un « six à sept tonnes » et il est plein à craquer. Son chauffeur n'est accompagné que d'un seul employé. Ni la remorque, ni la cabine ne portent l'inscription « Manzanares S.A. » car il s'agit d'un camion loué. Cependant le nom de la société figure bien sur les paquets.

Dès que le camion arrive au niveau du Club, un camarade saute sur le marchepied. Il donne une brève explication au chauffeur qui dirige son véhicule vers le bidonville où attendent trois « dirigeants » du Club. A peine sont-ils descendus du camion que le conducteur et l'homme qui l'accompagne sont neutralisés par les « dirigeants » qui les conduisent ensuite dans un endroit un peu éloigné du bidonville, où on les retiendra jusqu'à une heure déterminée.

Pendant ce temps, huit camarades — cinq hommes et trois femmes — distribuent les tracts et répandent la nouvelle de la distribution dans le bidonville. De son côté, un camarade soustrait quelques pièces au moteur du camion pour retarder son départ éventuel. Il n'a pas fini son travail que les habitants du bidonville s'emparent déjà du véhicule ; sa tâche terminée, le camion est entouré par une fourmilière humaine : des hommes, des femmes, des enfants, les bras chargés de paquets, courent pour avoir le temps de revenir en chercher d'autres, boulottent et rient, fous de joie.

Vraiment, l'opération valait la peine qu'on la réalise, ne serait-ce que pour la joie bouleversante que tous ces pauvres gens éprouvent.
Le camion est maintenant vide ; on recommande aux gens de tout cacher soigneusement car la police viendra certainement faire une enquête sur place.

A 11 heures 30, il ne reste plus un camarade dans le bidonville, et l'un des trois hommes qui gardaient les deux employés de l'entreprise, a lui aussi quitté les lieux. Vingt minutes plus tard, les deux hommes sont libérés et leurs deux gardiens repartent avec la moto.
Le jeune commando « José Artigas[3] » a subi avec succès son « épreuve du feu ». Plus tard, il viendra grossir les rangs du noyau de camarades qui fondèrent le M.L.N. et avec lequel il était en contact depuis longtemps déjà.

Opération de la banque La Caja Obrera (succursale urugayenne)
Août 1966. On étudie plusieurs objectifs dans le but de réaliser une opération de financement. On finit par choisir une succursale de la banque La Caja Obrera. Cette opération doit se distinguer des précédentes par les progrès réalisés tant sur le plan technique que sur le plan tactique.

Pour la première fois, on va pénétrer dans une banque avant l'heure

---

[3] *José Artigas* (1764-1850) : Il fut un des chefs du mouvement d'indépendance de l'Empire Espagnol dans le territoire qu'occupe aujourd'hui l'Uruguay. Il se distinguait des autres chefs de ce mouvement par ses idées avancées dans les domaines social et politique. Chef d'une révolution agraire, il donna l'usufruit de la terre de ceux qu'il qualifiait de « malos europeos y peores americanos » (mauvais européens et très mauvais américains) aux travailleurs agricoles exploités : « les noirs libres, les métis, les indiens et les paysans pauvres ». Il était l'un des seuls à ne pas vouloir fragmenter le vieil Empire Espagnol et désirer conserver son unité dans une fédération. Vaincu par une coalition des oligarchies de Buenos Aires et de Montevideo avec l'Empire Portugais, il dut s'exiler au Paraguay en 1820. Après sa mort, l'histoire officielle assimila sa révolution à des « actes de banditisme ». Plus tard, il lui fut impossible de continuer à l'ignorer mais elle le dépouilla de son véritable contenu politique et social (N.D.T.).

d'ouverture et y demeurer plus d'un quart d'heure. C'est pourquoi le choix s'est porté sur un local à fenêtres en hauteur, ce qui diminuera les risques d'être vus de l'extérieur.
Par ailleurs, la banque possède une porte latérale s'ouvrant sur une rue secondaire. Cela permet de prendre le local sans passer par la porte principale qui, elle, donne sur une rue très fréquentée.
C'est aussi la première fois qu'on utilisera une voiture de couverture préparée à cette fin, et un uniforme de la police.

L'étude préliminaire a permis de savoir, entre autres choses, que le portier est la première personne à pénétrer dans la banque. Il arrive à 12 heures 15, entre par la porte latérale et la referme. Il vient l'ouvrir quand arrivent le policier chargé d'assurer la sécurité de la banque et les employés.
Deux ou trois employés possèdent leur propre clé et ne font pas appel au portier.

A 13 heures, un ou deux employés d'IBM viennent en camionnette déposer devant la porte latérale une caisse de bois contenant les cartes perforées nécessaires au travail de la journée. Le portier remet quelques papiers aux employés qui repartent, puis rentre la caisse.
On décide de s'emparer de la banque dès l'arrivée du portier. Un camarade revêtu de l'uniforme de la police est chargé de sonner à la porte, puis de neutraliser le portier.

Tout de suite après, quatre camarades doivent le suivre. Ils arriveront deux par deux et devront neutraliser employés et policier dès leur arrivée. Le ou les occupants de la camionnette d'IBM subiront le même sort pour éviter — si par hasard ils remarquaient quelque chose d'anormal — qu'ils n'aillent alerter la police. Dans cette éventualité, deux camarades attendront dans un véhicule, placé dans un endroit stratégique, afin de prévenir toute fuite.

On suppose que le directeur ou le caissier sont en possession des clés du coffre-fort, car la banque n'ouvre jamais avant qu'ils n'arrivent, c'est-à-dire à 13 heures au plus tard. L'opération a été prévue dans ses

moindres détails, on en a minutieusement étudié le déroulement ; on a envisagé des contretemps, etc., de façon que rien ne paraisse insolite et n'éveille des soupçons chez les habitants du quartier.

D'un bar situé de l'autre côté de la rue, on voit la porte latérale. Pour cacher cette porte, on décide de garer un camion en face du bar. Quatorze camarades — douze hommes et deux femmes — doivent prendre part à l'opération. Cinq d'entre eux constitueront le groupe opérationnel, les autres seront chargés de la surveillance, de la couverture et suivront l'opération. Deux des véhicules utilisés seront en règle, les deux autres « empruntés ».

Deux jours avant l'opération, on se dit que l'uniforme de policier doit avoir besoin d'un bon brossage ; on le garde depuis longtemps, on le garde jalousement, pour que ses véritables propriétaires ne puissent le retrouver. Malheureusement, en le sortant de sa cachette, on s'aperçoit que là où la police n'est pas venue, les rats sont passés ! Le pantalon... à dire vrai, il n'y a plus du tout de pantalon ! Ces sales bêtes ont commencé par le pantalon puis se sont attaquées à la poche de la veste et un de ces monstres est même allé plus haut.

Avec du tissu, du fil, de la laine et un peu d'habileté, les femmes ont assez d'une journée pour réparer l'uniforme. Le pantalon est refait, la laine bleue sert à confectionner les bandes qui se trouvent le long de la couture. La veste est reprisée en deux endroits et une belle piqûre faite là où il faut, imite parfaitement la poche manquante.
Le 13 août, jour de l'opération, tout est prêt : l'uniforme est en bon état, on s'est « procuré » deux véhicules.
A 10 heures 30 du matin, on laisse un camion en stationnement en face du bar. Un peu après 12 heures, une voiture dépose les cinq camarades du groupe opérationnel dans des endroits différents. Ils devront rallier l'objectif à l'heure prévue.

12 heures 15 : le portier arrive à la banque. Il ouvre la porte, entre, et la referme. Les camarades du groupe opérationnel sont prévenus de son arrivée par les signaux convenus avec les guetteurs. Armé d'un

Mauser aussi gros qu'une mitraillette, le « policier-à-la-fausse-poche » se dirige vers la banque. Il emprunte le parcours du véritable policier, marche lentement avec cet air d'ennui et d'indifférence si caractéristique de la routine.

Pendant ce temps une fourgonnette VW s'arrête de l'autre côté de la rue, devant la porte latérale de la banque ; un camarade armé d'un fusil, est caché à l'arrière ; celui qui est au volant « lit et commente » un journal grand ouvert. Un troisième camarade est descendu et reste près de la fourgonnette. La voiture de couverture est garée à 40 mètres de là, avec deux camarades à bord qui bavardent avec animation sans que rien n'échappe à leur regard.

Une troisième voiture, destinée au transport des fonds, stationne à 150 mètres, dans un endroit d'où l'on peut surveiller la porte latérale. Une femme fait le « guet », 30 mètres plus loin, devant le pan coupé où se trouve l'entrée principale de la banque. Enfin, à 100 ou 200 mètres de la banque, une autre camarade est postée devant l'arrêt d'autobus où le véritable policier a l'habitude de descendre.
Un camarade doit téléphoner à la banque du bar devant lequel stationne le camion, pour bloquer la ligne.

Le faux policier se présente à la porte latérale à 12 heures 20. Il sonne. Au même moment, « quatre employés de la banque » lui emboîtent le pas, tout en se maintenant à une distance respectable. Deux d'entre eux étaient postés à droite de la porte principale et les deux autres à gauche. Ils se rendent maintenant à leur travail. Ils bavardent, rient, poussent du pied une vieille écorce ou un détritus. Le portier vient ouvrir au faux policier.

C'est pour lui un travail de routine et il ne fait pas attention aux employés qui entrent. Seuls, l'uniforme et l'arme retiennent son attention : veste, pantalon, képi, pistolet ne peuvent appartenir qu'à un policier, au policier qui vient assurer la sécurité de la banque. Il ouvre la porte machinalement, la referme tout aussi machinalement derrière le policier, se retourne et se dirige vers le fond du couloir d'un pas

pressé. Surpris, le « policier » tente de l'arrêter, mais l'autre, sans même daigner se retourner, sans ralentir le pas, lui lance :
— Allons, pas de plaisanteries !
Le « policier » le rejoint, le menace de son arme et le portier agacé a un geste d'impatience et lui dit :
— Ne joue pas avec ça, espèce de con !

Pendant ce temps, les « quatre employés » sont arrivés devant la porte. Ils la trouvent fermée. Que se passe-t-il donc ? Ils s'impatientent. Ils font quelques pas devant la banque, bavardent, attendent.
Le portier, persuadé que le policier plaisantait, ne se rend pas facilement à l'évidence. Enfin il comprend et le « policier » peut ouvrir aux « quatre employés». Tous les cinq se couvrent le visage pour éviter qu'on ne les identifie — jusqu'à présent, ils étaient des citoyens comme les autres — puis, chacun prend son poste respectif : l'un surveille le portier dans les toilettes ; un autre s'installe près d'une fenêtre garnie de rideaux qui lui permettent de se dissimuler tout en surveillant l'extérieur, attentif aux signaux qu'on doit lui faire ; deux autres restent près de la porte : l'un pour neutraliser tous les arrivants, l'autre pour les escorter jusqu'aux toilettes ; le cinquième fouille les tiroirs pour vérifier s'il n'y a pas d'armes.

Quand chacun est à son poste, on remarque soudain qu'il y a des femmes sur la terrasse de l'immeuble d'en face. Une fenêtre dépourvue de rideaux leur découvre parfaitement l'intérieur de la banque, c'est-à-dire le hall lui-même. Voilà bien un détail auquel on n'avait pas pensé ! Pour détourner leurs soupçons, si toutefois elles en ont déjà, deux camarades s'installent devant les machines et font semblant de « taper ». Heureusement que les femmes ne regardent pas dans cette direction, sinon elles verraient leurs soupçons se confirmer ! En effet, si un des « dactylos » s'applique à bien taper, il n'en a pas moins oublié de retirer le foulard qui recouvre son visage.

Les employés arrivent les uns après les autres. Il y en a déjà quatre devant la banque à 12 h 50, lorsque la camarade qui est dans la VW referme son journal, signalant ainsi que le véritable policier approche.

Un employé l'accompagne. Les camarades se préparent à accueillir les nouveaux arrivants, mais au lieu du coup de sonnette attendu, ils entendent un bruit de clé. Alors, rapidement, ils gagnent la porte du couloir qui mène au hall de la banque. Avec sa clé, l'employé ouvre la porte, s'efface devant le policier et la referme. Les camarades surgissent et les neutralisent sans qu'ils opposent la moindre résistance. Pris de panique, le policier bégaye : « Ne me faîtes pas de mal, j'ai des enfants ».

Il y a maintenant sept personnes dans les toilettes. On demande à chacune si elle possède les clés du coffre-fort. Toutes répondent ne pas les avoir ; on leur repose la question collectivement. La réponse est identique. Peu avant l'ouverture de la banque, les camarades se sentent devenir nerveux. Ils entendent les conversations à la porte principale et voient, par le judas, que les clients attendent...
A 12 h 55, nouveau coup de sonnette : c'est un employé de l'électricité qui vient effectuer le relevé du compteur — on avait été prévenu de son arrivée par un signal —.

Escorté d'un camarade qu'il prend pour un employé de banque, il va au fond du couloir, là où se trouve le compteur, fait son travail, puis s'en retourne après avoir salué. On l'a laissé partir pour deux raisons : premièrement, la simplicité routinière avec laquelle il avait agi prouvait qu'il ne se doutait de rien. Deuxièmement, si les femmes de la terrasse soupçonnaient quelque chose et l'avaient vu entrer sans ressortir, alors... Mais en le voyant repartir tout devait paraître normal à leurs yeux.

Peu avant 13 h la camionnette d'IBM arrive. Le chauffeur est seul. Il arrête son véhicule à 20 m de la porte. En effet la VW occupe l'endroit où il se gare habituellement. L'homme descend de voiture, prend la caisse à deux mains et s'apprête à la déposer devant la porte. Comme on l'attend la porte s'ouvre. Le camarade qui lisait son journal prend son élan et le pousse violemment en avant : homme et caisse roulent dans le couloir et aussitôt la porte se referme. En repartant vers la VW, le camarade voit détaler un des gamins qui jouaient dans la rue à 15 m

de la porte. A-t-il vu quelque chose ? Court-il donner l'alarme ? Non, sa course n'est qu'un jeu. Dans les toilettes, le chauffeur d'IBM porte à huit le nombre des personnes qui s'y trouvent, déjà bien à l'étroit. On les conduit tous dans le hall de la banque, on les oblige à s'allonger par terre, tout contre le guichet de façon à échapper aux regards des femmes qui sont toujours sur la terrasse d'en face. Maudites femmes, elles pourraient bien s'en aller !

13 h — Devant le pan coupé le nombre des clients augmente de plus en plus. A quelques minutes d'intervalle, deux employés arrivent en se pressant.
13 h 05 — La banque devrait être ouverte. Mais comment se fait-il que la personne qui a la charge des clés ne soit pas encore là ? C'est donc un prisonnier ! Alors ils mentent tous !

Le temps presse maintenant. Il ne reste plus qu'à les intimider, les menacer, en bousculer quelques-uns, sortir un couteau pointu et effilé, bien plus efficace qu'un revolver dans une situation de ce genre. (Un coup de feu s'« entend », une balle peut blesser ou tuer. En revanche un couteau sans présenter tous ces inconvénients, impressionne davantage ; sa lame a une plus grande force de persuasion que le canon d'une arme à feu. Une pointe qui vous soulève le menton ou qui se pique dans vos côtes : ça c'est sérieux et persuasif !) Celui qui possède les clés saura bien nous le dire. Mais comme dans Fuenteovejuna[4], les prisonniers répondent tous ensemble : « C'est le directeur qui les a !» Et le directeur n'arrive pas ! Ah ! Quand il sera là ! L'impatience et l'énervement gagnent de plus en plus les camarades.

Il est presque 13 h 10. Devant le pan coupé, les clients attendent toujours. Dans la foule, les deux « guetteuses » (celle qui a attendu puis suivi le policier a maintenant rejoint la première) se rendent compte que l'impatience grandit. L'une d'elles a une idée de génie :

---

4 *Fuenteovejuna :* allusion à une pièce de Lope de Vega (1562-1635) dans laquelle la population du village de Fuenteovejuna liguée contre une même personne exprime à l'unisson une même opinion (N.D.T.).

Elle regarde sa montre et dit à haute voix : « Il est une heure moins dix. » Les clients qui ont entendu pensent peut-être que leur montre avance. Toujours est-il qu'ils sont de plus en plus nombreux à envahir le bar d'en face. Dans la banque, les camarades attendent toujours. Ils sont sur le point d'abandonner lorsqu'ils entendent la porte s'ouvrir : conscient de son retard, le gros directeur, essoufflé et suant, traverse le couloir en trombe. Le canon d'un pistolet arrête net sa course. On lui demande la clé du coffre.

Pas de paroles inutiles : on lui applique un pistolet sur le ventre et on lui hurle une explication. Il donne la clé. Deux camarades fourrent l'argent dans des sacs, tandis qu'un troisième pousse le directeur dans le hall et lui ordonne de se coucher à terre avec les autres. Ce dernier objecte, indigné, qu'il risque de salir ses vêtements. Le moment est mal choisi pour tenir compte des protestations qu'il formule au nom de la bienséance. Il finit pas s'exécuter à demi. Il se met à quatre pattes. Il reste dans cette position une minute jusqu'à ce qu'un camarade lui envoie un vigoureux coup de pied dans le bras pour le déséquilibrer. Le directeur récalcitrant s'affale comme un sac de patates.

Tout est presque terminé quand on les prévient d'un danger. Quelques minutes de suspense ; les camarades sont prêts, les armes aussi. Le camarade qui se tient à proximité de la fenêtre jette rapidement un coup d'œil dans la rue. Il voit un policier qui ne fait que passer. Un parcours de routine, rien de plus. Tous les camarades respirent.

8 Opération " El Cazador "[5]

1966 — Une opération d'armement en ce mois de novembre agité par la campagne électorale permettrait d'atteindre deux objectifs : l'armement et la propagande.
Le M.L.N. décide de réaliser l'opération et après avoir examiné toutes les possibilités, fait à l'armurerie « El Cazador », l'« honneur » de porter son choix sur elle. Située en plein centre de Montevideo, elle se

[5] Cazador : chasseur en espagnol

trouve dans la rue Uruguay, entre la rue Convention et la rue Andes. Attaque ou effraction ? On retient l'effraction en raison, tout au moins partiellement, de la date retenue pour l'opération.

L'étude du local, des bâtiments qui lui font face, du pâté de maisons, du quartier et des rues, prend plusieurs jours. On enquête également sur les heures de fermeture du magasin, sur les obstacles éventuels, sur l'« ambiance » de la fin de semaine... On entre dans l'armurerie pour se renseigner sur les prix de tel ou tel article. Là, plus occupé à regarder qu'à écouter, on remarque qu'au fond de la pièce, un escalier conduit à un entresol.

Un immeuble de sept étages est contigu à l'armurerie. Au deuxième étage de cet immeuble se trouve un local commercial inoccupé dont les fenêtres donnent sur la rue. On prend contact avec le gérant sous prétexte de le louer. On apprend que le local se compose de deux pièces : le bureau proprement dit et, au fond, une autre pièce et un petit cabinet de toilette.

L'étude achevée, on élabore le plan. L'opération doit avoir lieu un samedi. Elle sera réalisée par deux groupes : le groupe opérationnel sera composé de cinq camarades, et le groupe de surveillance et de couverture en comprendra huit — six hommes et deux femmes —. On prévoit aussi d'utiliser cinq véhicules dont trois doivent être affectés à la surveillance. Bien que l'armurerie n'ait pas de veilleur de nuit, on ne peut y accéder directement, car il n'est pas possible d'agir, de forcer une porte dans une rue très éclairée et très fréquentée. On décide donc de passer par le local vide de l'édifice attenant, d'ouvrir une brèche dans l'un de ses murs, de façon à rejoindre l'entresol de l'armurerie.

Samedi 26 novembre — La nuit tombe. Les gens et les rues semblent accablés par la campagne électorale, par des mois d'agitation, au cours desquels, les riches ont eu comme toujours recours au mensonge et à la démagogie pour convaincre les pauvres de les maintenir au pouvoir. Demain dimanche, « le peuple souverain exprimera sa volonté par le vote ». Le M.L.N. n'ira pas aux urnes, mais, rusé comme un renard, il

votera à sa façon, pour le peuple.

Il est 19 h quand Bincho et Ronco pénètrent dans l'immeuble contigu à l'armurerie. Au deuxième étage, ils forcent la porte du local vide. 10 minutes plus tard, Tato, Tofio et Pajarito les rejoignent. Pajarito reste dans le couloir pour faire le « guet ». Tato surveille la rue d'une fenêtre du local. Muni d'un talkie-walkie, Tofio assure le contact avec les camarades du groupe de surveillance et de couverture postés en des endroits stratégiques de la rue. A l'extérieur, un couple avec un autre talkie-walkie s'embrasse avec passion chaque fois qu'il faut sortir l'antenne pour la cacher entre eux et la soustraire ainsi aux regards des passants.

Mais comme le vacarme de la rue nuit à la réception des messages, on a également recours à la communication par signaux. Un papier placé sur la vitre, par exemple, signifie que tout va bien à l'intérieur. Bincho et Ronco se mettent au travail pour ouvrir une brèche dans le mur. L'un après l'autre, les cinq camarades vont se relayer pour accomplir cette besogne délicate faite pour des outils et des mains de fée.

Ils faut éliminer bruit et coups. Pourtant on ne peut éviter que des vibrations sourdes ne se transmettent par le mur risquant d'éveiller l'attention des locataires. Si les bruits étouffés de leur voix parviennent jusqu'ici, le bruit des coups que l'on donne doit aussi arriver jusqu'à eux.
Pour cette raison, et à cause des allées et venues continuelles dans l'escalier et l'ascenseur, les camarades décident de suspendre leur travail jusqu'à une heure plus favorable.

On recommence à 20 h 30. Une heure et demie plus tard, Bincho passe son bras dans le trou et de l'autre côté sa main rencontre quelque chose de doux. Il ramène l'objet à lui, et, à la lumière de la lampe de poche qui a été bricolée de façon à n'éclairer que l'indispensable, voit qu'il a entre les mains une veste à demie finie, bâtie, mais encore sans manches... Perplexes, ils mettent la veste de côté t poursuivent leur travail en prenant toujours soin de retirer à la main les gravats qui

pourraient faire du bruit en tombant sur le sol.
A minuit la brèche est ouverte.

Comme la surveillance du couloir n'est plus nécessaire, le camarade de garde rejoint les autres et ils passent tous de l'autre côté du mur ; là une fenêtre leur permet de continuer à surveiller la rue. Dans la pénombre tous les yeux suivent avec angoisse la lumière de la lampe. Encore une fois, ils sont perplexes, surpris et ne comprennent pas pourquoi ils sont dans une salle avec des étagères encombrées de vêtements — on dirait des costumes — et où se trouve une grande table où traînent, ciseaux, centimètres et fers à repasser...

Tout porte à croire qu'il s'agit d'un atelier de tailleur. L'armurier et le tailleur partageraient-ils le même local ? On cherche l'escalier qu'on avait vu en visitant l'armurerie, mais en vain. En effet, on ne trouve au fond qu'une porte fermée. Ce n'est qu'après avoir démonté le panneau inférieur de la porte qu'on découvre un escalier. Ce doit être ça ! Mais non, au lieu d'aboutir à l'armurerie, l'escalier mène à une vaste pièce où se trouvent un comptoir et des salons d'essayage. Ce n'est pas une boutique et encore moins une armurerie. Cette pièce donne sur la rue Andes. On remonte donc cet escalier avec la certitude cette fois que ce n'est pas celui de l'armurerie.

Est-ce un échec ? Faut-il renoncer ? Pas encore. En réfléchissant, on pense que l'armurerie doit se trouver à l'étage au-dessous. Il faut alors creuser dans le plancher. Comment ? Avec quoi ? Déçus, furieux, les camarades se serviraient même de leurs ongles et de leurs dents s'il le fallait... Cependant ils échangent rapidement leurs avis sur le problème et se mettent d'accord pour se procurer les outils nécessaires y compris des outils pour percer le béton. Avant de les demander aux camarades qui attendent à l'extérieur, l'un d'eux à l'idée de soulever à l'aide d'un levier un des pavés de verre qui forment sur le plancher un carré d'un mètre de côté.

Il en enlève un, puis un autre, et un autre encore, jusqu'à ce que la dimension de l'ouverture soit suffisante.

Une pièce de tissu, nouée tous les 50 cm leur fournit une échelle de 10 m qui leur permet de franchir la distance qui les sépare du plancher de l'armurerie. Dans l'intervalle, on tente de mettre les autres au courant du déroulement de l'opération mais leur talkie-walkie est arrêté. Le camarade qui est posté à la fenêtre, allume deux ou trois fois son briquet pour essayer d'attirer leur attention ; il ne réussit qu'à alarmer un guetteur qui pris de panique, vient leur dire de ne pas fumer, de ne pas allumer de briquet car cela se voit de la rue. Tout à son inquiétude, le camarade avait gravi l'escalier avec tant de précipitation que dans sa course il avait failli renverser un couple qui avait choisi l'obscurité de l'escalier pour se parler d'amour.

On fixe l'échelle à l'énorme et lourde table du tailleur. Tato, Bincho et Ronco descendent. Toiio reste dans la boutique du tailleur, prêt à saisir les armes que les trois autres vont lui tendre et que lui-même va passer à Pajarito. Dans le local voisin qui est vide, ce dernier les mettra dans un sac. En bas, on trouve deux échelles que l'on raccorde l'une à l'autre et que l'on substitue à l'échelle de tissu. On explore la pièce dans l'espoir de découvrir un dépôt caché ; on cherche, on sonde les murs et le plancher, on vérifie une à une toutes les lames du parquet sauf celles qu'éclaire la lumière de la rue que laissent passer les carreaux des vitrines. Mais il n'y a rien.

On commence à retirer les armes, à prendre les munitions et aussi quelques lampes à pétrole dans les vitrines et sur les étagères puis on les fait passer à l'étage supérieur. La tâche est délicate car on risque d'être vu du dehors. Il s'en faut de peu qu'un camarade ne se fasse remarquer : il tendait la main vers un magnifique fusil au moment précis où un policier passait lentement devant la vitrine. Plus rapide que l'éclair, il retire alors son bras et se jette à terre.

Après avoir « nettoyé » l'armurerie, monté les armes et les avoir mises dans des sacs, les trois camarades remontent. Bincho s'appuie sur la table ; il se pique la main avec un objet, approche alors la lampe et voit un bouton doré, un de ceux qui ornent les uniformes de la police : ils sont dans l'atelier d'un tailleur militaire. Aussitôt, en un rien de temps,

les camarades font passer une quinzaine d'uniformes des étagères dans les sacs.
L'opération est terminée. On retire le papier de la fenêtre pour avertir que l'on va quitter les lieux.

Un camarade emprunte l'ascenseur pour descendre le butin, le bloque et en laisse la porte ouverte pour éviter que personne ne le prenne. Dehors, devant l'entrée, la voiture attend. La porte est fermée. Ronco emploie toutes ses forces à essayer de l'ouvrir. Un camarade tente de l'aider de l'extérieur. Ils sont tous deux en plein effort quand ils voient trois policiers à 40 mètres de là, ce qui les oblige à abandonner la porte. Le véhicule démarre. Les camarades se cachent dans le coin le plus obscur du couloir avec les sacs.
Les policiers passent lentement leur vélo à la main, jettent un coup d'œil par habitude en passant, et s'éloignent.
Le véhicule revient mais ne s'arrête pas devant la porte car elle n'est pas encore ouverte. En effet, elle résiste encore aux efforts des camarades et à la poussée des leviers qu'ils utilisent.

Le passage d'une voiture de patrouille interrompt leur travail une nouvelle fois.
Après quarante minutes d'efforts inutiles, on décide de briser la vitre de l'un des battants de la porte. On fait part du projet au camarade qui conduit le véhicule de sorte qu'il accélère à fond pour tenter de couvrir le bruit de chute de la vitre brisée.
Aussi nerveux que des pur sang dans les boxes de départ, les quatre camarades portant chacun un sac plein d'armes attendent le coup de levier qui va leur permettre de bondir dans la voiture. Dès que retentit ce bruit audible à plusieurs centaines de mètres, ils sortent comme des boulets de canon.

En voilà une façon de sortir ! commente une femme en passant à côté d'une camarade qui observe la scène à 40 mètres de là.
En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, tout est chargé dans le véhicule : dix sacs au total qui contiennent vingt fusils — des fusils de chasse et des fusils de calibre vingt-deux —, cinquante revolvers, huit

mille balles calibre vingt-deux, mille d'autres calibres, une lampe de chantier, des lampes à pétrole, des lampes électriques et quinze ou vingt uniformes de la police.
La voiture démarre à 4 heures du matin, à l'aube d'un dimanche de période électorale.
Le lundi, les journaux ne paraissent pas le dimanche, publient la nouvelle de l'opération en même temps que le résultat des élections. La Manana titre : « Dans le style commando » et Epoca, proclame « Tel est le vœu des armes[6]. »

Opération Pajarito [7]

13 juin 1968. Pour la seconde fois depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement décrète qu'il va prendre des mesures d'exception. Il brise ainsi les entraves que la constitution pourrait mettre à la dictature qui, depuis plusieurs mois, s'affirme de plus en plus. Les mains désormais libres, il s'en prend avec une fureur aveugle aux travailleurs et aux étudiants. Persécutions des syndicats, destitutions, incarcérations ; censure de la presse pour tenter de réduire au silence ceux qui dénoncent la tyrannie.

Cependant, l'arbitraire et la répression brutale sont aussi dénoncés d'un bout à l'autre du pays, par ceux qui les subissent mais sans se résigner, sans courber l'échiné, comme l'espéraient les hommes au pouvoir. Au contraire, inflexible et tenace, le front ouvriers-étudiants ne craint pas de braver les forces de répression ni de leur résister. Dans les syndicats, les ,usines, les banques, les administrations, les lycées, les facultés, la rue, la résistance et la rébellion populaire prennent racine et s'intensifient au fil des jours.

Telle est la situation dans le pays, quand vers la fin du mois une cellule

---

6 L’hymne national uruguayen chante : « Liberté ! Tel est le vœu des âmes » (il s’agit ici d’un jeu de mot)

7 Pajarito : Petit oiseau en espagnol (N.d.T.).

du M.L.N. propose à la direction la séquestration d'un homme politique : Pereyra Reverbel. Elle apporte en même temps quelques idées pour l'élaboration du plan et fournit certains renseignements.
La direction discute la proposition, considère les possibilités d'organisation et les ressources du mouvement, évalue les risques et finit par donner son accord. Sans aucun doute, étant donné la situation, l'action aura une grande portée politique, des répercussions importantes et la faveur de la population.

On ne pourrait avoir de meilleur candidat à l'enlèvement, même en le fabriquant sur mesure. Personnage influent du régime, partisan inflexible de la manière forte, homme d'une moralité notoirement douteuse, Ulysse Pereyra Reverbel est détesté par le peuple dans son ensemble et plus particulièrement par le syndicat de l'U.T.E.2[8] dont il préside et présidera encore par la suite la direction et sur lequel il exerce, au gré de sa fantaisie, une autorité absolue. Il a, de plus, à son actif, le crime d'un malheureux vendeur de journaux, commis plusieurs années auparavant et qui indigne tout le monde par sa bassesse.

La décision étant donc prise d'exécuter cette opération — nommée « Opération Pajarito » par analogie entre prison et cage —, on constitue une équipe chargée de l'information qui aura pour mission de recueillir tous les renseignements possibles sur la vie et les habitudes de Pereyra. Mais l'irrégularité de la vie de l'« oiseau » — prompt à s'envoler et à changer de direction — rend sa tâche plus longue que prévue ; même s'il est quelquefois facile de le suivre, la plupart du temps on perd sa trace.

Quand l'opération avait été proposée, les conditions étaient des plus

---

8 *U.T.E. :* Monopole d'état de la production et de la distribution de l'énergie depuis 1931. Il peut être considéré comme l'exemple typique du résultat de la gestion des entreprises nationalisées qui s'oppose aux intérêts de la nation. La dette extérieure a fait que la gestion de l'U.T.E. est passée progressivement aux mains de ses créanciers, principalement à celles des U.S.A. (N.d.T.).

favorables. Mais, le temps de réunir les informations nécessaires pour être en mesure de la réaliser, la situation s'est modifiée. Après un terrible affrontement avec les forces de répression, la résistance ouvriers-étudiants s'est affaiblie. La rébellion est maintenant réduite à quelques foyers éparpillés et de faible importance.

Ce revirement de situation entraîne des doutes sur le bien-fondé de la décision. Cette opération sera-t-elle positive pour le M.L.N. et les forces populaires dans les conditions actuelles, car, en plus de l'énorme travail qu'elle exige, elle met en péril toute la structure, toute l'organisation du mouvement. On demande conseil à des militants syndicaux. Ils sont tous favorables au projet. L'opération constituera pour les forces populaires repliées, mais non retirées, l'encouragement, le stimulant dont elles ont besoin.

Les doutes désormais écartés, il s'agit maintenant de s'occuper de l'organisation qui, jamais auparavant, n'a pris une telle ampleur. Pour la première fois, toute la direction, du plus important au moins important de ses cadres, participera à l'opération.

La préparation est longue et complexe. Le gouvernement fera intervenir tout l'appareil répressif pour retrouver Reverbel. Montevideo, ses alentours immédiats et toute sa région seront passés au peigne fin ; il y aura des perquisitions et des arrestations. D'où la nécessité de « nettoyer » tous les locaux de l'organisation et les logements des camarades demeurés dans la légalité. On prévient de nombreuses personnes qui ne font pas partie du M.L.N. mais qui sont des sympathisants de gauche — surtout des militants syndicalistes — qu'un grand mouvement de répression va bientôt être déclenché.

On organise avec des militants qui n'ont pas à redouter la police — évitant ainsi aux camarades hors-la-loi, le risque de se faire prendre dans la rue —, un système de liaison et de communication qui pendant le déroulement de l'opération permettra à l'ensemble de l'organisation d'être en contact permanent et en état d'alerte constant. On suspendra les réunions. On donnera aux camarades les tracts à distribuer la veille

de l'opération. Quinze minutes avant son déclenchement, ils recevront l'ordre de commencer la distribution ; de nombreuses équipes réparties dans toute la ville seront chargées de cette tâche qui devra être terminée en une heure.

La remise des tracts quinze ou vingt heures avant l'opération, bien qu'en paquets fermés, fait courir un premier risque étant donné l'impossibilité pratique de les donner au dernier moment sans s'exposer à d'autres risques, perdre du temps ou compromettre la coordination ; exactitude et coordination étant les conditions nécessaires d'une bonne diffusion des tracts. Nous verrons que par la suite tout se passera très bien et cette première étape permettra de dissiper toutes les craintes quant à d'éventuelles infiltrations.

Après avoir fixé l'itinéraire à suivre après l'enlèvement, déterminé les lieux de transbordement et celui de la « mise en cage », on aborde un point très délicat : l'administration d'un narcotique au prisonnier pour obtenir un état d'inconscience tel, qu'une fois libéré, il ne pourra rapporter aucun fait, ne pourra aiguiller la police sur aucune piste qui lui permette d'être renseignée sur le lieu et le véhicule — en règle — du dernier transbordement, sur le parcours et le temps mis pour parvenir à la « cage » et sur la description de celle-ci.

Administrer un narcotique dans des conditions normales est une chose facile, mais dans le cas présent cela pose une série de problèmes.

1°) Calculer la dose exacte, car une dose trop forte pourrait tuer l'« oiseau » et une dose insuffisante ne le rendrait pas inconscient.
2°) II faut déterminer cette dose pendant le déroulement de l'opération, d'après son état physique ; un calcul théorique préalable pourrait s'avérer faux car l'effet produit par la drogue dépend en grande partie de l'état d'excitation nerveuse de celui qui la reçoit.
3°) Comment faire une injection dans une voiture en marche à un homme qui opposera sans aucun doute de la résistance.
4°) Obtenir une narcose profonde pendant un laps de temps réduit mais d'une durée suffisante pour permettre le transbordement et la «

mise en cage ».

On consulte un spécialiste qui conseille d'employer du penthotal, d'en injecter une dose déterminée par voie intramusculaire — opération facile à réaliser — à un certain point du parcours, pour obtenir un premier effet de tranquillisation et de somnolence permettant de dominer la situation et ensuite, un peu avant le dernier transbordement, d'injecter une nouvelle dose par voie intraveineuse qui, après l'effet produit par la première, permettra d'obtenir l'état d'inconscience nécessaire. Bien qu'en théorie une solution ait été apportée au problème, nous verrons par la suite ce qui s'est en réalité passé.

Comme toutes les opérations précédentes, la « propreté » de l'exécution est une préoccupation majeure. Il faut éviter au maximum les risques de mort, de blessures, même légères, aussi bien chez les camarades que chez les adversaires, sauf en cas de force majeure.
Une semaine avant l'enlèvement, les quatre camarades de l'équipe désignée pour cette opération, intensifient leur entraînement afin de se familiariser dans ses moindres détails avec la manœuvre de « prise au piège ».

On capturera l'« oiseau » sur le trottoir quand il se rendra à la voiture qui passe le prendre tous les matins pour le conduire à l'U.T.E. Le chauffeur et un homme de main de l'U.T.E., secrétaire-garde du corps de l'« oiseau » sont tous les jours au rendez-vous. Parfois un ou deux hommes les accompagnent ; les occupants de la voiture peuvent donc être quatre et même cinq.

L'entraînement doit par conséquent être effectué compte tenu de ces trois possibilités de situation. Il faut ajouter à cela, un problème particulièrement important, celui d'agir, de se déplacer sans éveiller le moindre soupçon chez l'homme qui descend de la voiture, mais par dessus tout chez l'« oiseau » qui, s'il remarquait quelque chose d'anormal, pourrait faire demi-tour et s'échapper au début ou à la moitié du trajet à parcourir depuis la porte de sortie jusqu'à la voiture : huit mètres au total, quatre pour le perron et quatre pour le trottoir.

Deux camarades se chargeront de « capturer » l'« oiseau » pendant que deux autres s'occuperont de faire descendre les occupants du véhicule dans lequel on le fera monter pour se rendre au premier lieu de transbordement.

Pour les besoins de l'entraînement on réalise une reproduction du terrain de l'opération, en respectant les distances, les emplacements de l'édifice, de l'escalier, du trottoir, de la voiture et des protagonistes. On joue avec tant de conviction la résistance et l'enlèvement de l'« oiseau », on y met tant de réalisme, qu'à la fin de la répétition l'homme qui tient le rôle de Pereyra se retrouve toujours en piteux état et plein de contusions. C'est que le malheureux a reçu plus d'un coup de bâton et qu'on lui a souvent planté le pistolet entre les côtes !

Deux jours avant l'opération, on effectue sur véritable terrain, une répétition des positions et des trajets, qui permet de voir, à un moment donné, la voiture de l'« oiseau ».

Fixée pour le lundi 6 août, l'opération doit être ajournée car don Ulysses est allé passer le week-end en dehors de Montevideo. On espère, non sans une certaine anxiété, que dans quarante huit heures il ne manquera pas au rendez-vous et que cette attente ne sera pas vaine : les heures, les jours qui passent se traduisent par une perte de temps et des risques pour le vaste dispositif déjà prêt et minutieusement monté jusque dans ses moindres détails. Les tracts sont déjà entre les mains des équipes.

Mercredi 8, 7 heures. On déclenche l'opération. Un embouteillage a failli retarder une voiture qui arrive juste à temps.
Un peu avant neuf heures, le piège est prêt à fonctionner.

A droite du « nid » et à environ 20 mètres, Floro et Elmo sont dissimulés parmi les gens qui attendent à un arrêt d'autobus : à gauche, et à quatre mètres, Cato et Inca jouent respectivement les rôles d'un agent et d'un civil discutant avec opiniâtreté au sujet d'un incident imaginaire et gesticulant beaucoup (— Je vais t'embarquer, — Pas

question !).
A neuf heures, un énorme camion de déménagement interrompt la scène d'une manière imprévue. Il vient s'arrêter à 10 mètres à droite du « nid ». Des hommes transportant des cordes et des chaînes en descendent, en faisant grand tapage. Peu après ils commencent à déménager un sixième étage.

A neuf heures huit apparaît la voiture attendue. Elle ne transporte que deux hommes : le chauffeur et le secrétaire qui descend, se rend à la porte, sonne, prononce quelques mots dans l'interphone, entre dans la maison, en ressort immédiatement, puis retourne à la voiture, s'installe à l'arrière et attend. A l'arrêt d'autobus, Floro et Elmo observent la scène avec attention. Le « policier » et le « civil », sans cesser de discuter ni de gesticuler, s'approchent si lentement de la voiture que c'est à peine perceptible.

9 heures 10 minutes. L'« oiseau » apparaît et commence à descendre l'escalier avec tant d'élégance et de nonchalance qu'il a plutôt l'air d'une « oiselle ». Quand il est arrivé à la moitié de l'escalier, Floro et Elmo quittent l'arrêt d'autobus, empruntent la chaussée et arrivent à la voiture : ils se séparent pour aller de chaque côté du véhicule, maîtriser ses occupants et les en faire descendre. Mais les deux hommes résistent. Le chauffeur saisit de la main droite le canon de l'arme qui le vise et le serre tout en essayant de sortir son arme de la main gauche. Ne pouvant faire autrement, Floro tire et la main blessée lâche aussitôt prise.

Pendant ce temps, Elmo, la mitraillette dans une main, s'efforce avec l'autre de sortir le secrétaire qui se débat comme une mule dans une grotte, s'accroche à son siège et au dossier du siège avant. Pendant ce temps, l'« oiseau » avait été fait prisonnier sans résister par Cato et Inca qui le font maintenant monter à l'arrière de la voiture. Cato, tout en le tenant en joue agrippe la « mule » de sa main libre, la pousse du pied, aidant ainsi Elmo qui tire avec violence, mais sans succès.

Inca se rend à l'avant pour prêter main forte à Floro. Pendant une ou

deux minutes, l'« enchevêtrement » de Belloni n'est rien en comparaison de l'enchevêtrement des pieds, des bras, des mains et des têtes de ces hommes qui se débattent, se frappent, se tirent, se cognent, essaient de se dégager les uns des autres à l'intérieur de cette voiture. Seul à demeurer calme, l'« oiseau » inonde l'atmosphère de son parfum enivrant.

En aidant Elmo qui se démène autant qu'il le peut pour faire sortir le chauffeur, Inca voit la « mule » sortir son arme et tirer. Il tire alors à son tour et la blesse. Après cet incident les camarades sortent enfin le chauffeur de sa « carapace » ; il reste étendu sur la chaussée à huit mètres de la voiture et à cinq mètres de son revolver qui était tombé alors qu'on le traînait loin de la voiture.

Blessé, le secrétaire continue à se débattre. On décide donc de partir avec lui. Il est neuf heures treize minutes. On allait démarrer quand on voit le chauffeur se relever et se diriger vers son revolver. Un camarade le vise depuis la voiture. Le chauffeur se retourne et voyant le canon braqué sur lui, effrayé, se sauve en courant sur le boulevard qui borde la mer, en direction de la plage.

La voiture longe maintenant la mer ; à l'avant un camarade conduit et un autre, à genoux sur son siège, revolver au poing, surveille les deux prisonniers qui se trouvent à l'arrière. Là, l'« oiseau » est assis au milieu, avec le « policier » à sa droite et à sa gauche la « mule », étalée sur le siège et le plancher, les jambes à l'extérieur et, Elmo — qui est blessé — assis sur elle pour l'immobiliser. Ils parcourent ainsi à grande allure un bon bout de chemin, avant de pouvoir refermer les portières.

Cinquante mètres plus loin apparaît la voiture de couverture. Au bout de deux kilomètres, ils voient surgir derrière eux une jeep de la police. Ils ralentissent. La jeep les dépasse et s'éloigne. L'arme de la « mule » est tombée sur le plancher. Livide, l'« oiseau » murmure quelques paroles incohérentes. Deux kilomètres plus loin, ils quittent la promenade, prennent l'avenue Larranaga et font descendre la « mule »

dans un faubourg de la ville. Au moment où elle descend, une Volkswagen sort du garage d'une maison et son conducteur assiste à la scène. Les camarades repartent ; ils voient la « mule » monter dans la Volkswagen qui se met à les suivre.

C'est alors qu'intervient la voiture de couverture : elle bloque la Volkswagen contre le trottoir et termine sa manœuvre en lui défonçant l'arrière, puis, quand elle revient à hauteur de l'avant, les camarades font des gestes de menaces au conducteur. Il n'en faut pas plus ; on n'a plus rien à craindre de la Volkswagen. Immédiatement après, arrive le véhicule du premier transbordement que son conducteur, ayant vu venir les deux voitures, va garer à l'endroit prévu.

On fait monter le prisonnier dans la nouvelle voiture qui transportera également le « policier », Elmo — qui souffre terriblement de sa blessure—, Bimbo, le camarade chargé des soins, et bien sûr le conducteur. Horo et Cato disparaissent. On donne l'ordre de commencer la distribution des tracts. On abandonne la voiture de l'« oiseau » ; pendant quelques jours, il n'en aura pas besoin. Quinze minutes se sont écoulées depuis le début de la « capture ».

On se dirige vers l'endroit, où, selon l'horaire prévu, on devrait arriver pour administrer la première dose de narcotique par voie intramusculaire à l'« oiseau ». Un marché de quartier bloque une rue, oblige à modifier l'itinéraire et fait donc perdre des minutes qu'il faudra ensuite rattraper. Bimbo commence à préparer l'injection ; son travail est perturbé et ponctué par les cahots et les coups de freins. L'« oiseau » devient nerveux. Afin de le tranquilliser, Bimbo lui explique ce qu'on va lui faire, lui en donne les raisons et le prévient des effets. Don Pereyra ne dit rien, il s'étire et arrange les revers de son pardessus ; il aura une attitude semblable durant tout le temps de sa séquestration et même en état de semi-conscience.

On lui fait l'injection en passant devant le monument consacré à Battle. Un camarade de l'équipe sanitaire prévue dans l'éventualité d'une urgence, attend non loin de là ; on lui fait signe que tout va bien. Il s'en

va.
Vingt minutes se sont maintenant écoulées depuis le début de l'enlèvement, l'alerte a été donnée partout. Dans la rue, il s'ensuit alors un va et vient continuel des véhicules des forces de répression. Dans le bruit des sirènes, parmi les jeeps de la police, les voitures de patrouille, les voitures radio qui les croisent, les dépassent ou les laissent passer, ils se dirigent vers l'endroit fixé pour le second transbordement.

Les minutes s'écoulent, les kilomètres défilent et 1' « oiseau », les yeux exorbités, jacasse comme une pie, ce qui finit par inquiéter Bimbo. Cette inquiétude augmente au moment où, d'après les prévisions, alors qu'il devrait être abattu et somnoler par intermittence, il est encore parfaitement lucide. Que se passe-t-il donc ? A quoi est due cette lucidité anormale ? Bimbo se décide à l'interroger, et sa réponse permet d'élucider le mystère : l'« oiseau » avoue être un alcoolique chronique. Pour un tel cas, la dose efficace doit être plus grande que celle à administrer à une personne normale. C'est pourquoi, il lui injecte, par voie intraveineuse, la dose maxima de la marge autorisée par le spécialiste.

Mais l'effet produit n'est encore pas celui escompté. Au moment du dernier transbordement 1' « oiseau » qui devait être dans un état de semi-conscience, ouvre les yeux par moments, répond aux questions et arrange ses revers. Pour être sûrs qu'il ne reconnaisse pas le véhicule qui va le transporter, on lui bande les yeux et on lui bouche les oreilles. « II ne s'endort pas facilement, cet oiseau-là », constate Bimbo qui s'était mis à jurer tout en préparant dans la nouvelle voiture, une dose capable d'endormir un cheval. Naturellement, il n'injectera que la quantité nécessaire pour le rendre inconscient. Il appuie lentement sur la seringue, en observant 1' « oiseau », jusqu'à ce qu'enfin, il dorme profondément.

Bimbo s'apprête alors à profiter de ce répit pour s'occuper d'Elmo : il est parfaitement lucide, il a des couleurs et ses vêtements ne sont pas tachés de sang. Au moins pour le moment, il n'y a pas de risque

d'hémorragie important. Mais à chaque cahot, on voit se dessiner sur son visage des grimaces de douleur : il supporte la souffrance sans se plaindre. Bimbo est sur le point de l'examiner pour évaluer la gravité de la blessure, quand il s'aperçoit que 1' « oiseau » se met à respirer avec difficulté et que son visage devient violacé. Bimbo hésite. A qui donner la priorité, au camarade ou à l'ennemi ? Mais cette hésitation ne dure que quelques secondes. Il se souvient de l'ordre qui est net et précis : il ne doit rien arriver au prisonnier. Il remet à plus tard les soins à prodiguer au camarade.

Toute son attention se reporte sur l'ennemi. Il se rend compte que les doses administrées successivement, se sont maintenant surajoutées et que la quantité totale de narcotique est excessive. L' « oiseau » a avalé sa langue, ce qui provoquera la mort par asphyxie en quelques minutes si on ne trouve aucun moyen de le réanimer. Les soins à prodiguer en pareil cas, enseignés à l'hôpital, sur des patients allongés sur un lit, dans une grande salle, avec des instruments appropriés et une aide qualifiée sont impraticables sur un homme recroquevillé sur le plancher d'une camionnette, parmi les pieds et les genoux des camarades, — dont un est blessé — et au milieu des secousses provoquées par les cahots d'un chemin vicinal. On donne l'ordre d'accélérer l'allure au maximum afin de pratiquer les soins nécessaires une fois arrivés au refuge définitif.

Mais le temps presse. L'état de 1' « oiseau » empire rapidement. Son visage tout à l'heure violacé est maintenant franchement violet et baigné d'une sueur poisseuse. Sa poitrine se soulève et s'abaisse sans qu'un seul centimètre cube d'air ne puisse pénétrer dans ses poumons. Quelques instants plus tard, son thorax s'immobilise. « Sa respiration s'est arrêtée », s'exclame Balbi alarmé. Il faut recourir à la seule manœuvre possible dans de telles conditions : tenter de retirer à la main la langue qui obstrue la gorge, tout en essayant de pratiquer le bouche à bouche. A la première tentative, l'« oiseau » vomit. Mais Bimbo ne peut s'attarder à son dégoût.

Après plusieurs essais, la manœuvre réussit enfin. Bimbo insuffle peu

à peu l'air de ses poumons dans ceux de l'« oiseau » par un bouche à bouche grotesque et répugnant qui l'oblige à surmonter sa haine politique pour sauver l'opération de l'échec. Lentement le visage de l'homme reprend sa couleur normale, sa respiration redevient régulière et il demeure plongé dans un sommeil profond et calme. On arrive ainsi à la « cage » où on le couche et on s'assure, une fois de plus, que sa vie n'est pas en danger. C'est seulement alors que l'on peut s'occuper d'Elmo et se rendre compte avec soulagement que sa blessure, bien que très douloureuse, ne présente aucune gravité.

Il est dix heures dix minutes. L' « oiseau » respire maintenant profondément, à pleins poumons ; ses nerfs se détendent. Ce n'est pas pour rien qu'il a été momentanément mis en piteux état, il est maintenant en sécurité. La blessure du camarade est légère. Il n'a pas été trop difficile de se débarrasser de la « mule ». Les transbordements n'ont pas laissé de trace et se sont très bien passés, de même que le fait d'avoir abandonné certains véhicules et d'en avoir conservé d'autres.

La distribution des tracts est en train de se faire. La majeure partie des camarades repartent déjà chez eux ou dans les locaux de l'organisation. La radio annonce la nouvelle. Enfin, on a terminé une journée de travail, courte mais pleine d'imprévus et de craintes. Tout s'est bien passé. On a eu la chance de pouvoir surmonter toutes les difficultés prévues et imprévues.

L' « oiseau » dort d'un sommeil tranquille. On l'a couché tout habillé. En vidant ses poches de leur contenu — une montre, un portefeuille et quelques notes — on trouve une petite boîte de saccharine, ce qui laisse supposer qu'il est diabétique et cela inquiète les camarades.

La pièce qui sert de cage a été aménagée de façon à ce que, une fois libéré, l'« oiseau » ne puisse aiguiller la police sur aucune piste. En plus du lit, on a installé une table, un poste de radio, une chaise et un magnétophone qui enregistrera de son premier à son dernier piou-piou. Quatre camarades sont chargés de surveiller le prisonnier, tâche qu'ils accomplissent par équipe de deux, en se relayant toutes les deux

heures. Pendant que deux camarades montent la garde, les deux autres se reposent dans une pièce séparée de la chambre du prisonnier par un vestibule. Au cas où le prisonnier aurait besoin de soins médicaux on a désigné dans l'équipe des gardiens, un camarade qui a de solides connaissances médicales.

Dans le reste de la maison, se tenant à l'écart de ces deux pièces — ce sont les gardiens qui se dérangent — il y a cinq camarades, trois hommes et deux femmes, chargés d'établir les liaisons, d'effectuer l'approvisionnement et de servir d'alibi. Ils feront des commissions, du ménage, ouvriront les portes et les fenêtres, à l'exception d'une seule, et parleront du rapt. Ce sera une maison tranquille où la vie se déroulera normalement comme dans toutes celles du voisinage. La radio, très forte à l'intérieur, ne s'entendra pas beaucoup du dehors et n'attirera absolument pas l'attention.

On établira un contact permanent avec l'extérieur pour donner et rapporter les informations, ainsi qu'avec un groupe de combat demeurant dans un local voisin, prêt à intervenir en cas d'urgence. Le reste de l'organisation attendra dans la tension les événements à venir qui seront certainement dramatiques, étant donné les informations que l'on a sur l'ampleur de la mobilisation des forces de répression.

14 heures. L' « oiseau » se réveille. Il arrange nerveusement ses revers et observe les deux hommes en cagoule : l'un d'eux, un gourdin à la main est posté près du lit tandis que l'autre, tenant une mitraillette, est assis un peu plus loin (ils sont armés, surtout pour l'intimider et éviter qu'au réveil il ne fasse des extravagances). L' « oiseau » explore toute la pièce du regard et balbutie des questions incohérentes. Un camarade allume la radio et capte la station officielle (SODRE). Il faudra faire attention à ce qu'il n'entende ni les informations, ni l'heure.

Quelques minutes plus tard, le prisonnier est plus tranquille ; on lui pose des questions pour savoir ce qu'il a retenu des transbordements, des lieux, du parcours. Ses réponses sont rassurantes : il ne se souvient de rien d'important. On l'interroge ensuite sur la saccharine ; sa

réponse est compassée et reflète tout à fait sa personnalité : « Non, jeunes gens, je vous en prie, c'est pour ne pas grossir que j'en prends. » Il tousse, sourie et rectifie ses revers en secouant la tête avec affectation.

Puis, rompant un long silence sur un fond de violon diffusé par la radio officielle, un camarade lui propose des livres. Il accepte et se met à lire, regardant de temps en temps les hommes en cagoule.
Vers dix-sept heures, il demande à se laver la figure. On lui apporte le nécessaire. Il se lave, se coiffe, se regarde dans un petit miroir et se recoiffe. Ah ! et les revers...

Les dernières heures de la soirée baignent dans la monotonie interrompue de temps en temps par quelques épisodes amusants et qui caractérisera la vie de l'« oiseau » et de ses gardiens jusqu'à la fin de la séquestration.
Un peu avant le dîner, l'« oiseau » se manifeste :

—S'il vous plaît, jeunes gens, je dois aller aux toilettes.

—Pourquoi ? lui dit-on sèchement.

Il répond que c'est pour uriner. On lui apporte une bouteille de lait d'un litre qu'il glisse sous les couvertures. Puis c'est un long suspense auquel ses gardiens ne peuvent se soustraire. Enfin, au bout de quelques minutes, on entend couler le liquide dans le récipient.
Après avoir retiré la bouteille, 1' « oiseau » se plaint que sa gorge lui fait mal. Le camarade à consulter dans de telles circonstances intervient. Il examine le prisonnier et lui explique qu'il n'a rien d'autre qu'une irritation bénigne. Il ne lui dira jamais qu'il a filé un mauvais coton.
Après un léger repas, il s'endort.

Sans d'autre événement marquant que les informations — qui parviennent progressivement et sont réconfortantes — la journée du mercredi se termine.
Jeudi 9. L' « oiseau » a assez bien dormi ; par moments, il se réveillait en sursaut, se redressait, regardait fixement les hommes en cagoule et

reposait la tête sur son coussin. Il passe la matinée à lire, parle peu, se contentant d'exprimer l'indispensable.
Vers midi, on lui demande s'il veut écrire à sa famille. Il accepte, mais quand on lui dit que la lettre leur sera transmise par l'intermédiaire de l'université, il s'obstine à refuser.

—Je ne veux absolument rien avoir affaire avec l'université. Je préfère ne pas écrire — dit-il.

—

Ce n'est pas l'envie qui manque de respecter ses « volontés ». Mais c'est une chose à proscrire. Du point de vue tactique, il est indispensable qu'il écrive. De plus, l'organisation n'a rien à reprocher de particulier à sa famille. On lui propose alors comme intermédiaire le président de la Banque Centrale, Contador Iglesias. Il accepte.
Après avoir écrit une lettre à sa sœur, il demande la permission d'en écrire une autre, pour donner des directives au sujet d'un problème important que pose la mise en service d'une centrale thermique. On accepte. Les deux lettres partent ensemble et arriveront à leur destinataire comme on l'apprendra par la suite.

Au milieu de l'après-midi a lieu une discussion orageuse. Il expose son opinion sur le M.L.N. et sa lutte. — « C'est une folie. » « Ils se trompent, qu'ils se rendent » — et se met à défendre la justice bourgeoise. On lui fait alors remarquer, entre autres choses, que trois caneros ont été condamnés à quatre ans de prison pour avoir tenté d'exproprier dans une banque les fonds nécessaires pour nourrir des centaines de caneros qui étaient venus à Montevideo réclamer des terres pour travailler, alors que lui, n'avait même pas fait deux mois de prison pour avoir lâchement assassiné un petit vendeur de journaux. Il aurait mieux valu se taire !

— « Un assassin moi, un assassin ? » et il éclate en sanglots. Il pleure ! II pleure comme une Madeleine. Son mouchoir entre ses mains tremblantes absorbe des torrents de larmes et de morve. Il finit peu à peu par se calmer et d'une voix hésitante au début, raconte le crime à sa manière et conclut inopinément en attaquant la justice pour

ces deux mois de prison, tout en reconnaissant les avoir passés « comme à la maison ». Maintenant, tout à fait calmé, il revient sur la question des caneros, en reprenant à son compte les arguments traditionnels de l'oligarchie : Ils vivent bien, ceux qui protestent et viennent à Montevideo réclamer ne sont pas des caneros, mais des vagabonds, etc., etc. Il termine en donnant pour exemple les péons de sa ferme qui, d'après lui, l'aiment beaucoup et sont si bien traités qu'il leur donne même ses vêtements, ses costumes quand il ne les met plus...

La radio qui est dans l'autre partie de la maison, et les informations qu'apportent les messagers, tiennent les gardiens au courant, minute par minute, des événements de la rue. Dans la matinée, la police a envahi l'université pour chercher le séquestré qu'elle croyait trouver là. Au cours d'un affrontement sérieux avec les étudiants, elle a fait un blessé grave. Les forces de l'ordre cherchent sans répit. Des descentes de police ont lieu dans toute la ville. Les voies d'entrée de Montevideo sont bloquées par de longues files de voitures, provoquées par les fouilles et les vérifications d'identité.

Les informations concernant la réaction populaire, objectivement rapportées par les camarades, sont bonnes et encourageantes. Dans les milieux étudiant et ouvrier, dans les bureaux, les autobus, les bars, les magasins, la rue, partout on commente favorablement l'opération, on manifeste même de l'enthousiasme et de la joie. A l'U.T.E. pour ne citer qu'un exemple, la satisfaction est à son comble, c'est dans l'allégresse qu'on a porté un toast pour célébrer l'événement. Des groupes d'étudiants parcourant la ville à pied, et d'autres groupes, en voiture, sur une route nationale, chantent des chansons glorifiant le M.L.N. On peut lire partout des inscriptions célébrant le M.L.N. et appelant à la résistance. On assiste déjà sur un plan général à la renaissance de la rébellion populaire.

Vendredi 10. Au petit matin, le camarade de garde dans le local du groupe de combat, voit arriver les forces de l'ordre. Il transmet l'information aux camarades qui sont avec Reverbel. Au-dehors un

énorme déploiement de force de police et de forces armées avancent sur la route en direction du local.

Les camarades décident d'évacuer les lieux, mais restent aux alentours, attentifs à ce qui se passe. Ils s'ingénient à se mêler à cette cohue composée de centaines de policiers, de soldats armés jusqu'aux dents, de jeeps, de voitures de patrouille, de voitures et de camions. On peut voir les Gardes Métropolitaine et Républicaine, l'armée, des agents de plusieurs commissariats, l'Inteligencia y Enlace[9] et la meute des chiens policiers. Toute une vaste zone séparée du local par la route et s'étendant sur plusieurs kilomètres, est encerclée et ratissée. Pendant cinq heures, devant la maison vide, les forces de répression accomplissent leur travail dans la fièvre de l'autre côté de la route, ou plus exactement derrière le bas-côté. Le chien, seul occupant à ne pas avoir évacué les lieux, échange des aboiements avec ses congénères de la police. Ce sera le seul heurt du M.L.N. avec les agents des forces de répression ce matin-là.

Après les recherches de l'armée et de la police, le calme étant revenu, les camarades retournent au local et se demandent pourquoi il n'a pas été fouillé. « De justesse », dit l'un d'eux ; « Parce qu'il est derrière le bas-côté », dit un autre, et un troisième ajoute : « Ne serait-ce pas plutôt grâce à Liber ? » (c'est le nom du chien).

Non loin de la « cage », il y a eu des descentes de police, des perquisitions et on avait même pu voir un hélicoptère. Les camarades prennent alors davantage de précautions et demeurent en état d'alerte. Ils se tiennent au courant des événements et contrôlent les déplacements des forces de répression grâce aux informateurs et à la radio de la maison. Quant au prisonnier, il avait passé sa matinée à lire et à dormir. On avait peu parlé, seulement pour dire le nécessaire. Dans l'après-midi, on se met à parler, entre autres choses, de la révolution cubaine. L' « oiseau » demande à écouter la « Seconde Déclaration de la Havane ». Tout se passe bien jusqu'au moment où —

---

[9] Inteligencia y Enlace : Police politique.

vers la fin du disque — retentissent les accords de 1' « Internationale ». Une expression curieuse, surprenante, se dessine alors sur le visage de l' «oiseau». Cet homme d'ordinaire affecté, prend à ce moment, et pour quelques minutes, la voix et les manières d'une femme, d'une vieille furie à deux doigts de l'hystérie.

— Cynique, cynique, cynique ! — répète-t-il, en faisant allusion à Fidel Castro, oubliant même ses revers.
Le spectacle n'est pas drôle, mais inspire plutôt de la stupéfaction et du dégoût. Les gardiens en restent bouche bée.
L'homme a maintenant recouvré son calme, et les camarades, remis de leur étonnement, essaient de lui prouver que le phénomène impérialiste existe et qu'il n'est pas nouveau ; que Rodo et Herrera[10] l'ont déjà dénoncé et fustigé. Comment, dans ces conditions, pourrait-il ne pas se rendre à l'évidence ?
— C'est que je suis beaucoup plus réactionnaire que Herrera — répond-il d'une voix maintenant assurée et catégorique, tout en arrangeant ses revers.

On échange encore quelques propos, mais sans grand intérêt.
De nouvelles informations, aussi bonnes que celles de la veille, parviennent dans la nuit.
Samedi 11. Il doit être entre dix heures et dix heures et demie du matin. L' « oiseau » demande à aller aux toilettes, mais on lui répond qu'on va lui apporter le nécessaire.

—Non, je ne veux pas uriner, je dois aller à la selle,

—C'est pareil, ça n'a pas d'importance, vous resterez ici.

Il répond alors timidement qu'il ne peut rester, qu'il a honte, qu'il n'a jamais fait ça devant personne !
Devant l'attitude implacable de ses gardiens, il se fâche : ça n'est pas

---

10 *José Enrique Rodo (1871-1917) et Luis Alberto de Herrera (1873-1959) :* Appartenaient aux partis politiques traditionnels (Colorado et Blanco), ont critiqué, au début du siècle, la pénétration nord-américaine, mais, sur une base conservatrice.

possible, ils doivent le laisser aller aux toilettes, ils ne vont pas lui faire subir une telle vexation !

On lui répond que, tandis qu'à la Prison Centrale, on maltraite les travailleurs et les étudiants, qu'on les laisse sans manger, sans boire et sans dormir, qu'on les enferme dans des cachots souterrains, la plupart du temps avec de l'eau, de l'urine et de la merde jusqu'aux chevilles, qu'on les bat, qu'on les torture physiquement et moralement, lui, qui partage la responsabilité de cet état de choses, est correctement traité. On lui fait savoir que, si on l'empêche de se rendre aux toilettes, ce n'est ni par plaisir, ni par caprice, ni par envie de le voir, mais tout simplement pour des raisons de sécurité.

Il jure alors que si on le laisse aller aux toilettes, il ne regardera rien. Il demande à avoir les yeux bandés. On lui répète que ce sera ici ou nulle part. Il hésite, arrange ses revers. On lui demande ce qu'il a finalement décidé. Ne pouvant plus se retenir, il est obligé d'accepter. On lui apporte un récipient et on le rassure : personne ne le regardera.

—Quelle horreur, quelle horreur, quelle honte !, marmonne-t-il, tout en se préparant et en tournant comme un chien qui va se coucher.
Puis il s'arrête de tourner et se tait. Quelques secondes de silence sont interrompues par des bruits retentissants. Les gardiens, essayant de retenir leur rire, manquent à leur promesse de ne pas regarder, et contemplent un spectacle historique : le docteur Ulysse Pereyra Reverbel, le conseiller du président Pacheco, le tout-puissant matraqueur de l'U.T.E., l'idéologue des mesures d'exception, l'instigateur inflexible de la manière forte, en gilet, ses bretelles emmêlées, est assis au milieu d'une pièce sur un pot de chambre rose orné de joyeux petits canards bleus.
— Le monument à l'oligarchie uruguayenne, murmure l'un des gardiens.
Au milieu de l'après-midi, don Pereyra devient assez loquace ; il parle beaucoup et sans retenue.

—La démocratie parlementaire est morte, il n'en reste que le bon souvenir de bons salaires à l'Assemblée.

—Pacheco Areco : un personnage remarquable, un grand homme d'état, l'homme de la providence qui sauvera le pays ; l'épouse du président, Angelica Klein : une grande dame, aussi digne d'admiration que son mari. C'est dommage qu'elle n'ait pas d'argent car, à cause de cela, on ne l'accepte qu'à contre-cœur dans certains cercles.

—La dévaluation d'avril 68 était nécessaire, profitable à tous ; les fuites étaient sans importance[11]. Tout le mal vient de ce que la presse a donné à l'affaire une envergure qu'elle ne méritait pas.

—Charlone[12] : un homme vieux et malade.

—Jorge Batlle[13] : un sale homme ; lui et le gouvernement « ça fait deux » !

(Assez et mange !, murmure l'un des gardiens.)

---

[11] *Dévaluation :* La dévaluation du peso uruguayen, en avril 1968, fut accompagnée d'un scandale de grande envergure ; en effet, elle avait été annoncée à l'avance par un journal de la capitale. Il fut évident pour l'opinion publique que plusieurs membres du gouvernement, et tout particulièrement Jorge Batlle, avaient créé des conditions favorables à une fabuleuse spéculation personnelle sur le marché financier. Récemment une opération des Tupamaros a permis de confirmer que la justice avait été obligée de classer l'affaire, sous la pression du pouvoir exécutif (N.d.T.).

[12] *César Charlone :* Economiste, homme politique de l'extrême droite du parti Colorado, très impopulaire, représentant de la haute finance dans le gouvernement. Il fut ministre des finances sous les deux dictatures que l'Uruguay a connu depuis le début de ce siècle celle de Gabriel Terra (30-33) et celle de Pacheco Areco (N.d.T.).

[13] *Batlle (Jorge) :* dernier représentant d'une « dynastie » qui dirigea le parti politique « Colorado » et fut à l'origine de la politique libérale-réformiste qui a bâti l'Uruguay de la première moitié du siècle. Il a perdu rapidement son crédit aux yeux du peuple en se compromettant dans des opérations financières plus ou moins honnêtes. La faction politique qu'il dirige a systématiquement collaboré avec Pacheco Areco (N.d.T.).

—L'U.T.E. : des fainéants qui veulent de l'argent sans travailler ; un bon nombre d entre eux se laissent berner par une poignée d'agitateurs.

—Marx : Tout le mal que nous a fait cet homme !

—Le Paraguay : un pays admirable. On peut dire qu'il a un gouvernement exemplaire. Avec quel réalisme politique il dirige le pays ! Par exemple : au lieu de combattre la contrebande il a su en tirer parti pour le trésor public. Il l'a imposée. L'aéroport est encombré par les petits avions des contrebandiers ; tous les jours à heure fixe, les employés des impôts les fouillent, estiment la valeur des marchandises, touchent le montant de la taxe et donnent un reçu qui sert de laisser-passer, et à la tombée de la nuit ils s’envolent avec leur chargement.
Et encore... les tissus! les parfums! et les biscuits! Ah, quel délice, ces biscuits européens que l'on trouve au Paraguay !

Dans la nuit et après avoir consulté la base, le comité exécutif du M.L.N. décide de libérer le prisonnier le lendemain, un dimanche, à la tombée de la nuit, en s'appuyant sur les raisons suivantes :

1.On savait, en décidant de séquestrer Pereyra, que l'opération mettrait en péril toute l'organisation, étant donné sa fragilité et les carences de son infrastructure.

2.Les descentes de police continuent à un rythme accéléré et croissant, l'opération jusque-là couronnée de succès peut donc échouer n importe quand (de nombreuses descentes ont failli « taper dans le mille »).

3.Les objectifs ont été atteints et même dépassés : sympathie, propagande, nouvel essor des luttes du peuple.

4.Etant donné l'ampleur de la mobilisation des étudiants, il peut y avoir des morts au cours des affrontements avec la police (il y a déjà de nombreux blessés graves). Il faudrait alors tuer le prisonnier, ce que la direction veut éviter. L'opération a, jusqu'à présent, atteint tous ses objectifs, elle doit donc se terminer « proprement ». On pense que le peuple n'est pas en mesure de «comprendre » une exécution à l'heure actuelle.

Dimanche 12. Prévenu qu'il sera probablement libéré dans la soirée, le prisonnier change d'humeur : à son réveil, il assomme ses gardiens de propos obséquieux, écœurants et serviles. Et, entre autres choses, il se met à lire des poèmes à haute voix. Une chose exquise que ces rudes poèmes racontant la vie des gauchos, récités par l'« oiseau » d'une voix cassée et aiguë !

Dans la soirée, on lui annonce qu'on va le prendre en photo. Il ne dit rien, mais il va de soi qu'il doit se faire beau. Le nœud de sa cravate : que de temps passé, que de soins mis à faire ce nœud ! Et maintenant les revers : il les tire, les lisse et du bout des doigts, enlève les peluches. On le photographie rapidement, flanqué de ses gardiens avec, en fond, une étoile à cinq branches et la légende « Commando Mario Robaina » (nom du second camarade mort au combat).

Après cela, il se remet à lire à haute voix et à réciter des poèmes,
On le prévient que dans une heure un commandant du M.L.N. viendra le voir. Quand le camarade — en cagoule — entre dans la pièce, l'« oiseau » qui est en train de lire, lâche subitement son livre comme s'il s'était brûlé, devient pâle et se raidit. Le nouveau venu le salue, lui demande s'il a été bien traité, s'il veut se plaindre de quelque chose et lui annonce qu'on a décidé de le libérer dans deux heures, après quoi il le salue de nouveau et se retire.

Une fois sa raideur perdue et ses couleurs retrouvées, 1' « oiseau » arrange ses revers, recommence à parler de plus belle et redouble de servilité, jusqu'à atteindre le summum de l'obséquiosité, en invitant ses gardiens à venir manger une grillade dans son appartement ou dans sa ferme, quand ils le voudront. Il se porte garant qu'il ne leur arrivera rien, absolument rien avec la police. Il leur promet aussi : « si vous vous rendez, vous n'aurez pas à vous plaindre de la justice » et nie que la police torture, puis ajoute que si elle commettait la moindre irrégularité envers eux, ils n'auraient qu'à le faire prévenir. Et il continue ainsi son insupportable bavardage.

Il passe ensuite aux préparatifs du départ : il doit bien arranger ses

vêtements, faire très attention à son aspect, parce que les instants qu'il va vivre sont très, mais très importants ; il devra manœuvrer habilement sa réapparition en public pour éviter d'avoir l'air d'un clown ; son avenir politique est en jeu, etc., etc.
En fin d'après-midi, les camarades, chargés de couvrir le local, reçoivent la visite de parents venus à l'improviste. Sur le trottoir, ce sont des longues retrouvailles, des embrassades sans fin : «: Comment vas-tu?», «Quelle joie de te revoir ! ».

A la tombée du jour, on prépare l'injection pour « endormir » 1' «oiseau». (Il avait été prévenu et se laisse faire avec joie, en pensant à sa libération imminente.)

Dans la tenue appropriée à son « habile réapparition en public », il s'allonge calmement sur le lit. On lui fait l'injection ; cette fois-ci sans problème, car on lui administre la bonne dose. Il s'endort tranquillement et finit par ronfler comme un bienheureux. Son pouls est normal. On lui remet ses objets personnels dans une poche.
En regrettant beaucoup de lui froisser un peu ses revers et son nœud de cravate, les camarades l'enveloppent dans un drap et, après avoir examiné les alentours de la maison, le transportent dans la voiture. Ils parcourent plusieurs kilomètres en vérifiant sans cesse l'heure, jusqu'à ce qu'ils aperçoivent la Land Rover en stationnement dans l'ombre. Elle démarre et les suit prudemment. Les deux voitures s'arrêtent dans un autre coin obscur, et le fardeau qui ronfle est transporté dans la Land Rover. Les camarades sont sur leurs gardes, prêts à tirer. Ils craignent que l'action n'échoue juste maintenant, alors qu'elle est sur le point de réussir.

Les voitures, l'une derrière l'autre, reprennent la route. Tendus, surveillant toutes les directions, ne disant que l'indispensable et constamment prêts à tirer, les camarades traversent la ville avec prudence. Pas un seul policier sur tout le trajet. La ville est paisible.
Mais au même moment un colossal déploiement de forces de police arrêtent sur la route Interbalnearia tous les véhicules qui rentrent à Montevideo en cette fin de week-end. Les files de voitures s'allongent

sur plusieurs kilomètres, les gens protestent, les policiers fouillent : ils savent, par des renseignements « confidentiels », que Pereyra est séquestré à la station balnéaire « El Pinar ».

Les deux voitures arrivent sur une petite place. Celle de couverture s'arrête et les camarades montent la garde. La Land Rover va se garer et ses occupants en descendent, comme si de rien n'était. Un couple qui attendait à proximité se rend dans un bar pour téléphoner aux stations de radio et leur donner la primeur de la nouvelle.
Les camarades qui étaient dans la Land Rover montent dans l'autre véhicule qui prend le chemin du retour. Les langues sont maintenant déliées ; les camarades qui viennent de vivre des heures si intenses, donnent libre cours à leur joie et se congratulent. Quelques minutes plus tard, la radio de la voiture hurle la nouvelle. Elle se propage d'un bout à l'autre de la ville, puis se répand dans tout le pays, avant de passer à l'étranger.

Un maté, des plus savoureux, accueille les derniers participants de l'opération « Pajarito ». Au milieu des discussions, entremêlées d'éclats de rire avec les camarades qui attendaient, un magnétophone commence à diffuser la voix de l'« oiseau ». Il doit être, pendant ce temps, en train de « manœuvrer habilement sa réapparition », bien entendu, la mine endormie et les revers et le nœud de cravate absolument pas présentables.

En conclusion : une opération réussie en ce qui concerne les choix de la période, du candidat, du mode d'action, du moment de la libération..., et aussi parce qu'elle a donné au M.L.N. une importance nouvelle, qu'elle l'a mis à l'avant-garde des mouvements révolutionnaires, qu'elle l'a fait connaître au reste de l'Amérique et lui a fait gagner de nouveaux militants. Par ailleurs, elle a aidé le peuple à mieux comprendre la ligne du mouvement et, pour la première fois, de vastes couches de la population ont sympathisé ouvertement avec lui.
Il reste seulement à dire que 1' « oiseau » a déménagé de l'appartement où il vivait car, continuer à vivre là, lui devenait « insupportable », lui donnait la nausée. Par chance, ses gardiens avaient décidé de n'aller

manger de grillades, ni là, ni à la ferme.

Opération casino Carrasco

Septembre 1968. La situation financière du M.L.N. n'est pas brillante. Pour y remédier, on envisage trois possibilités d'expropriation : deux banques et le Casino Carrasco. Après avoir étudié les objectifs, des arguments de poids — et de pesos — font pencher la balance en faveur du Casino Carrasco. Une telle opération permettrait de s'approprier d'une somme d'argent qu'il serait impossible de trouver dans une banque et de porter directement atteinte à un autre foyer empoisonné du gouvernement et de l'oligarchie, ce qui donnerait une plus grande portée politique et sociale à l'opération.

Le 8 octobre, au cours d'une perquisition qu'elle effectue dans un local, la police met la main sur une photographie du Casino. La riposte ne se fait pas attendre : elle renforce immédiatement la garde.
On remet la réalisation de l'opération à plus tard mais on continue à surveiller l'objectif. Fin octobre, la surveillance policière redevient normale. On se dépêche de mettre au point l'opération.

Sous prétexte de jouer, on entre dans le Casino et on visite les lieux sans difficultés. Pendant la journée, ce sont les travaux de maçonnerie en cours dans le bâtiment qui permettent d'y pénétrer.
On étudie la région, on effectue un relevé des rues environnantes, on note les heures de jeu, celles d'arrivée et de départ du personnel, on détermine la surveillance policière, etc.

On trace des croquis, on construit des maquettes, on dresse des cartes. On ne possède pas encore tous les renseignements nécessaires que l'on commence déjà à élaborer le plan de l'opération, et aux alentours du 1er novembre il est fin prêt.
L'étude de l'objectif avait permis notamment d'apprendre que la recette du Casino n'était portée à la banque qu'une fois par semaine : le vendredi après-midi.

L'opération est donc fixée pour le vendredi à l'aube, après la fermeture du Casino et le départ de la majorité des employés. Quinze camarades — treize hommes et deux femmes — réaliseront l'opération ; ils disposeront de quatre véhicules.

Deux camarades ont pour mission de sectionner le grillage d'une fenêtre du sous-sol ; un camarade de l'équipe opérationnelle devra ensuite pénétrer à l'intérieur pour aller ouvrir une porte située dans un endroit moins éclairé et moins en évidence que la fenêtre.
Par cette porte entreront cinq camarades. Sur les sept qui forment le groupe opérationnel, six se trouveront donc déjà à l'intérieur du Casino. Si on ne réussit pas à ouvrir la porte, les cinq camarades passeront par la fenêtre, en dépit des risques que cela comporte, car elle se trouve sur la façade du Casino. De toutes façons, ils entreront une demi-heure avant le départ du personnel.

Ils attendront dans le sous-sol et un camarade qui se trouve à l'extérieur leur signalera que le moment est venu de suivre le long couloir jusqu'à l'escalier et de monter au rez-de-chaussée.
C'est là que se trouvent les deux policiers de garde, à côté des toilettes pour le personnel et pour le public et des pièces où les employés de la salle de jeu se reposent entre les séances.
Bref, c'est un va-et-vient perpétuel de personnes qui entrent, sortent, montent ou descendent. Ce fourmillement se poursuit même après le départ du gros du personnel, car trente employés environ restent encore dans la maison pour compter l'argent, en faire des liasses et des rouleaux et le mettre en lieu sûr, effectuer le nettoyage, s'occuper des travaux administratifs et fermer le bar.

Il faudra donc monter au rez-de-chaussée aussi prudemment que possible et neutraliser rapidement les policiers et tous les gens qu'on trouvera là. Deux camarades resteront au rez-de-chaussée, l'un pour surveiller les « prisonniers », l'autre pour réduire à l'impuissance toute personne pouvant se présenter, détruire un petit standard qui se trouve non loin de là et assurer la liaison avec le septième camarade du groupe.

Quand les autres arriveront au rez-de-chaussée, ce dernier se postera devant la porte principale pour arrêter ceux qui tenteraient de fuir. Il neutralisera tout nouvel arrivant puis le remettra entre les mains du camarade qui assure la liaison ; celui-ci, à son tour, le confiera au camarade chargé de garder les « prisonniers ».
Les quatre autres se rendront au premier étage, neutraliseront les caissiers et tous ceux qu'ils rencontreront. Ils prendront la clé à celui qui la détient, descendront avec leurs prisonniers et les enfermeront dans le sous-sol avec ceux du rez-de-chaussée.
Puis les camarades partiront.

Le vendredi 16, tout est prêt, pourtant il faut remettre l'opération car la seule pince que l'on a apportée ne peut couper le grillage qui est en acier, ce que l'on n'avait pas prévu.
Et comble de malchance, un policier a fait une ronde qui s'est terminée trop tard pour qu'on ait le temps d'aller chercher des cisailles.
Les jours suivants, on approfondit l'étude des lieux. On découvre alors une porte qui permet d'entrer directement au sous-sol, éliminant ainsi les risques à l'origine du premier échec. Cette porte est fermée à l'intérieur par un cadenas énorme et robuste.
Un couple doit arriver au casino un peu à l'avance, soi-disant pour jouer : il ira dans la salle de jeux et quelques minutes plus tard, « devra » se rendre aux toilettes. Il descendra au rez-de-chaussée, le plus naturellement du monde et comme pour une envie pressante. De là, il rejoindra le sous-sol, sciera le cadenas et refermera la porte mais de manière à ce qu'elle puisse s'ouvrir d'une simple poussée.
Si quelqu'un les surprend, les deux camarades feront semblant... de « flirter ». L'encoignure d'une porte, endroit sombre et solitaire, se prête parfaitement à la supercherie.

Jeudi 23. A 11 heures du soir, cinq camarades du groupe opérationnel se retrouvent sur la plage.
En cette saison et à cette heure, légèrement vêtus, allongés sur le sable, se promenant, se baignant, « flirtant » dans les coins, les gens sont encore nombreux sur la plage.
Si bien que des hommes vêtus comme nos cinq camarades, portant

complet veston, chemise, faux-col, cravate, chaussures et chapeau et allongés entre les tamaris, ne peuvent manquer de retenir l'attention. C'est pourquoi ils se cachent car, si quelqu'un les voyait, ils seraient obligés de le neutraliser.
A 23 h 30, trois camarades arrivent dans un garage éloigné de la plage. Ils se dirigent vers le veilleur de nuit en lui demandant s'il a de l'essence ; celui-ci répond que non. Alors les camarades « doivent » téléphoner ; mais l'homme leur dit qu'il n'y a pas de téléphone. Entre-temps, ils sont arrivés à sa hauteur. Pas d'essence ? Pas de téléphone ? Ça ne fait rien ! Pas un geste ! dit l'un des camarades en braquant son arme sur lui.
Ils choisissent le véhicule qui doit s'ajouter aux trois qu'ils possèdent déjà et s'en vont en emmenant le veilleur de nuit avec eux.
A l'endroit convenu, ils le font descendre de voiture, et deux camarades restent pour le surveiller. Le troisième va à la plage rendre compte de la mission.

Il est minuit passé. Un peu avant une heure, un couple qui faisait quelques pas sur la promenade, entre au casino : elle, légère et gracieuse, lui, très droit, même assez mal à l'aise. Ce n'est pas sans raison : il porte sous la veste et le pantalon, entre l'aisselle et la hanche une cisaille de 60 cm de long.
Et pour compléter le tout, un pistolet, calibre 45, est glissé dans sa ceinture.
Petit tour à gauche, arrêt près d'une table, petit tour à droite et envie, soudaine — réelle ou non ? — d'aller aux toilettes. Ils traversent le rez-de-chaussée et de là gagnent le sous-sol.
Pendant ce temps, un autre couple attend dans la salle, devant une table, vigilant, prêt à intervenir si quelque chose était découvert ou si l'alarme était donnée.

Une fois arrivé devant la porte, le premier couple a vite fait de couper le cadenas avec la cisaille. Il sort dans la rue et referme la porte au moyen de quelques cartons. La femme revient au casino prévenir l'autre couple que tout a bien marché, tandis que l'homme traverse la rue et se rend à la plage pour avertir les camarades qui s'y trouvent.

On attend. A 2 h 30, les gens qui jouaient à la roulette quittent le Casino ; une demi-heure plus tard, c'est le tour de ceux qui jouaient au baccara et quelques minutes après, le gros du personnel prend l'autobus.
A 3 h 30, un véhicule conduit Ringo, Loto et Manito de la plage au casino. Les deux premiers descendent de voiture devant la porte que le couple a ouverte. Le véhicule contourne le casino et s'arrête devant l'entrée principale. Manito ne doit quitter le véhicule qu'à l'heure prévue. Pendant le déroulement de l'opération, le véhicule confié à un couple fera le tour du Casino.

Ringo et Loto trouvent la porte ouverte alors qu'elle devrait être fermée. S'est-on aperçu que le cadenas a été fracturé ?
Après quelques secondes de surprise et d'hésitation, ils se décident à entrer, prêts à affronter le pire. Rien n'a été découvert : le vent a dû faire glisser les cartons. Les quatre camarades arrivent immédiatement derrière eux ; véhicule et chauffeur restent devant la porte.
La voiture de couverture est garée à 35 mètres de là, presque en face ; trois camarades — y compris le chauffeur — sont à bord.
Le quatrième véhicule qui doit être utilisé pour le transbordement est garé à quelques centaines de mètres, sans chauffeur.

A l'intérieur du casino, six « muets » parcourent les 40 mètres du couloir avant d'atteindre l'escalier. Ils enlèvent leurs chaussures et l'un d'eux recommande aux autres d'éviter la trappe en fer de l'escalier, pour ne pas faire de bruit.

Ils gravissent l'escalier lentement, en silence, les uns derrière les autres, dans un ordre déterminé, lorsqu'un camarade met le pied sur la trappe... Les secondes suivantes semblent des siècles pour les six hommes aux aguets... Il ne se passe rien. Ils recommencent à monter et arrivent devant une porte battante qui s'ouvre sur le rez-de-chaussée.
De l'autre côté, des bruits de voix — peut-être accentués par la tension nerveuse qui s'est emparée d'eux — leur parviennent, aussi assourdissants que si une centaine de personnes parlaient en même temps.

Par la fente qui sépare les deux battants de la porte, ils voient un policier assis, le surprenant au moment précis où il esquisse le geste de saisir la mitraillette qui se trouve à terre à portée de sa main. Se précipite-t-il sur son arme parce qu'il a entendu un bruit suspect ou ne fait-il qu'un geste de routine juste au moment où tant d'yeux se collent à la fente ? On ne sait pas. Toujours est-il que les six camarades font irruption dans la pièce arme au poing et que l'un d'eux tire une rafale de mitraillette en direction du sol.
Quels réflexes que ceux de ce policier ! quelle rapidité, quelle agilité... pour sauter de sa chaise et se mettre debout les bras en l'air!

—Où est l'autre ?

—Je ne sais pas, répond un filet de voix.

Au même moment, un type d'un certain âge fait un mouvement suspect. Loto braque alors son arme sur lui pour l'intimider et appuie involontairement sur la gâchette.
Fort heureusement la balle n'atteint personne. « Ça suffit », dit le camarade qui a tiré à la mitraillette, ignorant la maladresse de Loto. En moins d'une minute, toutes les personnes présentes sont neutralisées. Dans le tableau des « pénitents », le visage du policier se distingue des autres par sa pâleur : livide, il se tient sur la pointe des pieds comme un danseur qui voudrait toucher le ciel ou le plafond du bout des doigts.

C'est alors que, alertées par les coups de feu, deux ou trois personnes qui se trouvaient au 1er étage se précipitent vers le rez-de-chaussée. Elles descendent quelques marches et ne pouvant voir ce qui se passe, demandent : « qu'est-ce qui est arrivé ? »
— Rien, répond un camarade, l'agent a tiré par inadvertance, c'est tout.
Satisfaits de la réponse — tout a l'air si normal — les curieux remontent au 1er étage, suivis de près par quatre camarades.
Ringo, une arme dans chaque main — la sienne et celle du policier — reste au rez-de-chaussée pour surveiller les « pénitents », tandis que Loto se rend au sous-sol pour neutraliser ceux qu'il pourrait trouver, détruire le standard et assurer la liaison avec Manito. Ce dernier fait

office de « portier » à l'entrée principale, depuis l'instant où les camarades sont arrivés au rez-de-chaussée.

Loto va prévenir Manito que tout se passe bien quand, par la porte vitrée d'un long couloir, il voit venir quelqu'un. C'est le deuxième policier qui arrive à la hâte, empêtré dans ses bretelles, le bras gauche à demi levé, le revolver tourné vers l'arrière dans son étui et qui, de la main droite tente de rajuster son pantalon à moitié baissé. Les coups de feu l'ont certainement surpris... allez donc savoir à quel moment !
Loto le tient en joue à travers la vitre et lorsqu'il passe la porte, le policier l'accueille d'un « je me rends », « je me rends ».

Presque au même moment, Loto doit neutraliser trois autres personnes. Un revolver dans chaque main, il conduit les trois hommes et le policier désarmé et rhabillé, jusque dans la pièce où Ringo garde les « pénitents ». Il rejoint Manito sans avoir fait de nouvelles rencontres. Celui-ci lui confie deux « prisonniers » qu'il emmène à Ringo. Puis notre camarade se dirige vers le standard ; en chemin il doit neutraliser deux hommes qui sortent des toilettes ; l'un d'eux qui se coiffait, continue de le faire tout en allant d'un pas tranquille rejoindre le rang des « pénitents » de Ringo.

Pour la deuxième fois, Loto repart vers le standard quand il voit un employé du bar qui tente de fuir. Peine perdue ! Le jeune homme se retrouve lui aussi parmi les «pénitents».
Enfin la troisième tentative est la bonne ; il réussit à mettre le standard hors d'usage.

Ensuite il se dirige vers l'entrée principale. Un vieillard passe la tête par une porte, le voit et s'enferme. Loto le laisse où il est, il ne sera pas dangereux puisqu'il s'est enfermé tout seul.
Devant la porte principale, Manito a tout du vrai portier. En complet noir, impeccable, il se tient droit comme un militaire un jour de revue ; les mains croisées sur la poitrine, il tient dans sa main gauche un petit porte-documents qui cache sa main droite, refermée sur un sympathique Lüger.

Avec quelle amabilité il accueille l'arrivant! Avec quelle dignité il salue ! Et quelle classe pour découvrir sa main droite... ! Comme Loto a un peu de retard Manito a déjà constitué, lui aussi, son propre groupe de « pénitents ».

Pendant que certains s'occupent du rez-de-chaussée, quatre camarades se rendent au 1er étage, neutralisant les huit ou dix personnes qui s'y trouvent et réussissent à se procurer la clé de l'une des caisses. Celle de l'autre caisse, qui doit être mieux remplie, est introuvable : celui qui la garde n'est pas dans le Casino. Ils vident donc une caisse. Pour éviter des pertes de temps, les camarades qui ne portent rien vont s'occuper des « pénitents ». Les coups de feu qui ont été tirés au début de l'opération engagent à ne pas perdre une seconde.
Au rez-de-chaussée, on regroupe les « pénitents » de Manito et ceux de Ringo : seize au total. On les laisse là, au lieu de les conduire au sous-sol comme prévu.
Au moment de partir — il y a 10 minutes qu'ils sont entrés dans le Casino — les camarades tâtonnent désespérément dans le noir à la recherche de leurs chaussures.
Plus tard, la police en retrouvera quelques paires et découvrira deux revolvers, une mitraillette et deux grenades à gaz emportés au Casino puis laissés dans une maison qu'elle perquisitionnera le jour même.
Elle ne réussira cependant pas à récupérer les six millions de pesos.

Opération casino San Rafaël

Février 1969. D'une part la perte de deux locaux importants — la ferme de la route Pajas Elanças et celle de Pando — et d'autre part la mise en route de la décentralisation administrative du M.L.N. — par la division en colonnes, chacune d'elles constituant un « modèle réduit » de M.L.N. avec ses propres locaux, laboratoires, ateliers et services — rendent nécessaire une opération de financement de grande envergure.
L'antécédent de l'expropriation du Casino Carrasco fait se porter les regards sur le casino San Rafaël de Punta del Este.

On étudie le projet : l'opération est réalisable. On loue donc, en novembre 1968 — plus tard ce serait impossible en raison de la saison estivale — une maison à Pinares de Maldonado, à 12 km du Casino. Jusqu'en février, cette maison sert à héberger des camarades sans logement mais qui ne savent rien de l'opération et n'y participeront pas.

Vers la mi-janvier, on parcourt en tous sens Punta del Este et ses environs à diverses fins :

1.Relever les voies d'accès et de repli qu'il est fondamental de connaître pour se retirer.

2.Trouver des endroits appropriés pour y laisser sans attirer l'attention les deux véhicules utilisés au cours de l'opération. On se procurera ces véhicules à Montevideo et on les conduira à Punta del Este 36 heures avant l'opération.

3.Trouver de bonnes cachettes car on pourrait en avoir besoin après l'opération ; on choisit un bois situé à 500 mètres de la maison.

4.Relever les horaires de service des policiers du commissariat et leur effectif ; connaître l'armement et les moyens de locomotion dont ils disposent.

5.Punta del Este offre des lieux sûrement plus propices aux rendez-vous amoureux que la petite place fréquentée par de nombreux couples dès le début du mois de février ! Que d'amour entre ces jeunes gens et ces jeunes filles ! Le matin, l'après-midi, le soir, la nuit, à l'aube, ils passent des heures et des heures, des jours et des jours, la main dans la main, à parler, à rêver, les yeux tournés... vers le casino qui se trouve en face.

Un couple de camarades se rend au casino pour effectuer la reconnaissance des lieux. Ajoutons à cela les allées et venues d'un scooter autour du casino et quelques informations fournies par un employé, et en un peu plus d'une semaine, l'étude de l'objectif est réalisée. Elle comprend :

1.La disposition interne du casino (couloirs, salles, caisses, etc.), les rues d'accès, les portes d'entrée et de sortie.

2.Les heures d'ouverture des salles de jeux : une seule fois par jour de 20 h à 5 h du matin, et en période de carnaval une autre fois de 12 h à 16 h 30.

3.Les heures d'arrivée et de départ et l'effectif du personnel de la salle de jeux.

4.Les horaires du personnel préposé au nettoyage.

5.La surveillance policière.

6.L'effectif du personnel du poste de police situé à 80 m du casino.

7.Le trajet parcouru par la seule jeep que possède le commissariat.

8.Les renseignements apportés par la filature du caissier qui a les clés, à savoir son adresse, ses heures d'arrivée et de départ, l'itinéraire qu'il suit pour rentrer chez lui, les endroits qu'il fréquente, ses habitudes, etc.

L'opération sera réalisée pendant la semaine du carnaval, le mercredi 16 février à l'aube, au moment où les jeux se terminent. En effet, ce jour-là, il y aura beaucoup d'argent dans la caisse car les banques seront fermées du vendredi au mardi inclus et l'argent amassé pendant ces cinq jours ne pourra donc pas y être déposé.

Le samedi 13, les camarades qui manquaient pour que les équipes soient complètes arrivent de Montevideo. On avait prévu d'établir un campement et de se faire prendre pour des gens qui viennent passer la semaine du carnaval dans la péninsule mais on est obligé d'abandonner le projet car le temps est pluvieux. « El Nimbo » — ainsi se nomme la petite maison louée — doit donc abriter seize personnes, en comptant celles qui y étaient déjà ; deux camarades repartent le lendemain dans la soirée pour ne plus revenir.

Le même jour, — le dimanche 14 — trois voitures partent de Montevideo : une en règle et deux provenant d'une expropriation. La voiture en règle roule en tête, les autres la suivent à 1/4 d'heure l'une

de l'autre ; si son conducteur rencontre un obstacle — la police de la route ou un barrage — il avancera un peu puis rebroussera chemin pour aller prévenir les camarades qui le suivent. Il les rejoindra à temps pour qu'ils changent de route afin d'éviter l'obstacle. Les trois voitures arrivent sans incident à Punta del Este. Celle en règle retourne à Montevideo tandis que l'on va garer les deux autres dans des endroits sûrs de la péninsule.

Le lundi à 11 heures du soir alors que dans la maison on met au point les derniers détails, la camarade qui monte la garde à l'extérieur voit passer deux hommes dans la rue et entend l'un d'eux dire en montrant la maison avec sa lampe électrique : « c'est cette maison-là ». L'alarme donnée, on prend les précautions nécessaires dans l'immédiat puis on délibère sur la décision à prendre. On n'est pas certain que la camarade ait bien entendu, mais on décide quand même d'évacuer la maison en prenant un des véhicules.

Avec quatorze personnes et un scooter à bord, la Kombi VW file jusqu'à Punta Ballena où l'on improvise un campement.
A 3 heures du matin, deux autres personnes partent pour Montevideo ; il ne reste donc plus dans le campement que les douze camarades qui prendront part à l'opération.

A 5 h 30 on abandonne le campement et on va chercher l'autre véhicule dans lequel l'équipe de couverture montera la garde. A 6 heures, avec deux hommes et deux femmes à bord, il va se garer à quelques mètres du casino à un endroit d'où l'on voit la porte d'entrée et de sortie, le petit poste de police et la rue d'où peut surgir la jeep de la police. La voiture qui transporte le groupe opérationnel composé de sept camarades attend devant la maison du caissier que guette un camarade en scooter. Le temps passe et le caissier ne se montre toujours pas. A 8 h 30 la camionnette de couverture tombe en panne. Quatre ou cinq jours plus tard, on se rendra compte que l'énervement et la peur avaient fait prendre au chauffeur un petit ennui dû au fil de la bougie et facilement réparable pour une panne grave et irrémédiable.

Le groupe opérationnel à qui on a fait part de l'accident délibère. Les camarades chargés de la surveillance et de la couverture veulent accomplir leur mission à pied ou en scooter, mais on décide d'ajourner l'opération car le caissier n'apparaît toujours pas.
Onze camarades à bord de la Kombi et un camarade en scooter partent camper à 16 km de là, sur la Laguna del Diario. On étudie la situation et vers midi on prend les décisions suivantes :

1. On réalisera l'opération sans groupe de couverture, après la séance qui se termine à 16 h 30.

2. Au cas où ça ne serait pas possible, on prendra le casino d'assaut pendant la séance nocturne.

3.

En entendant le second point, le conducteur de la camionnette en panne, se souvient qu'il lui faut retourner à Montevideo le soir même sans quoi il ne serait plus « couvert » par le prétexte qu'il a donné à sa femme pour s'absenter. De plus, s'il n'y a pas de camionnette pourquoi rester ? L'énervement et la frousse du matin ont visiblement un effet prolongé si bien qu'il prend avant les autres la décision qui va être arrêtée. Il faut que trois camarades retournent à Montevideo puisque l'équipe de couverture ne doit plus intervenir.
Le choix des deux autres s'avère difficile : aucun des onze camarades ne veut s'en aller ; une femme et un homme, ce dernier en pleurant, finissent par se résigner à partir. Ce sont les camarades qui ont le moins d'expérience.

Après une bonne sieste, ils quittent la Laguna del Diario. A 16 h 30, le dispositif de l'opération est en place.
Un couple monté sur le scooter surveille le casino. Une demi-heure plus tard, il voit sortir le caissier qu'il se met à suivre. L'homme monte dans un autobus que les camarades dépassent pour aller prévenir le groupe opérationnel. Le caissier accompagné de deux personnes descend de l'autobus et prend le chemin de sa maison. Presqu'en face de chez lui, le groupe opérationnel attend dans la Kombi : quatre camarades cachés à l'arrière et trois qui se laissent voir à l'avant — ce

sont le chauffeur, un « policier » en uniforme et un autre en civil. Les deux « policiers » descendent de voiture et abordent le caissier ainsi que les deux hommes qui l'accompagnent, en face du vestibule. Le «policier» en civil montre au caissier ses papiers et lui demande de l'accompagner au commissariat car il y a eu un incident au casino. Par chance il y a réellement eu un incident, ce matin-là, un joueur ayant été accusé d'avoir volé des jetons.

Le caissier ne fait pas de difficultés. Mais un des hommes qui l'accompagnent (un bon repas les attend) demande s'il ne peut pas y aller après déjeuner. Le « policier » en uniforme répond sèchement que non, car il va revenir tout de suite. L' « affamé » demande alors à l'accompagner mais il essuie encore un refus.
Le caissier prend place dans la Kombi à côté du chauffeur, précédant le « policier » en civil et son collègue en uniforme.

En se rendant au « commissariat » on converse avec animation : le carnaval, les bons plats, les femmes... On arrive ainsi dans un endroit solitaire. Là, un camarade est obligé d'interrompre cette agréable conversation en pointant le canon d'un Lüger dans la bedaine du caissier qui en reste bouche bée. « Que faites-vous, jeunes gens ?

Vous êtes fous ! J'ai une femme et des enfants !» Une main surgissant de derrière vient s'appliquer contre sa bouche. On lui prend les clés, on le bâillonne et on le fait asseoir à l'arrière ; un camarade vient prendre sa place à l'avant ; on apprendra par la suite qu'un quart d'heure après son départ, les hommes qui étaient avec le caissier téléphoneront au commissariat pour demander ce qu'il devient. Le policier qui leur répondra, comprenant mal ce qu'on lui demande et faisant certainement une confusion avec le joueur arrêté leur dira qu'il est en train de faire une déclaration.

Les camarades arrivent donc au casino. Tout est calme ; ils vont garer leur véhicule en face d'une fenêtre ; à 5 m à droite se trouve la porte d'entrée ; à 4 m à gauche deux hommes réparent une barque qui se trouve sur un chariot. Le policier en civil descend de voiture. Il est

suivi de son collègue en uniforme qui va frapper à la porte du casino ; le responsable du personnel domestique, qui semble se méfier, vient s'arrêter à un mètre de la porte. Voyant cela, le « policier » en civil lui montre ses papiers à travers la vitre.

L'homme consent alors à s'approcher et entrouvre à peine la porte, juste suffisamment pour qu'un pied se faufile et empêcher qu'on la referme : un des « policiers » pousse violemment l'employé et entre avec son camarade. Ils le neutralisent ainsi que deux domestiques — un homme et une femme qui s'étaient approchés par curiosité. Pendant ce temps, trois camarades de l'équipe opérationnelle étaient arrivés laissant les deux autres dans la voiture, un au volant et l'autre pour garder le caissier. Les deux ouvriers qui n'ont rien remarqué continuent tranquillement leur travail dans la barque.

A l'intérieur on doit s'occuper de la femme de ménage qui a eu une crise de nerfs : on lui apporte un verre d'eau et on essaie de la calmer. Dans une salle un troisième domestique, peut-être contaminé par les ouvriers de la barque, absorbé par son travail ne se rend compte de rien ; on est obligé d'aller le chercher. On le laisse avec les autres dans une pièce sous la surveillance d'un camarade.

Pendant que le policier en uniforme reste garder la porte trois camarades se dirigent vers le compartiment entouré de grilles qui abrite la caisse. A l'aide des clés ils ouvrent la porte, puis un meuble métallique — il n'y a pas de coffre — et en moins de 2 minutes, remplissent trois grands sacs et un petit sac de toile avec un butin de 56 millions de pesos.

Tandis que les sacs prennent le chemin de la camionnette sous le nez des ouvriers qui n'ont décidément pas « les yeux en face des trous », les quatre prisonniers quittent la pièce où ils étaient enfermés pour aller dans le compartiment grillagé où se trouvait l'argent. Madame Tomasa — c'est ainsi que l'avait appelée un des domestiques au début de sa crise de nerfs — a maintenant retrouvé son calme.

Les camarades s'apprêtent à partir quand une grosse voiture américaine arrive à toute allure et vient s'arrêter près du casino. Il en descend un touriste en chemisette rouge arborant un large sourire. Il se rend d'un pas leste à la porte et demande :
— C'est déjà ouvert? Les jeux ont commencé?
Le policier le pousse à l'intérieur : « Entre, entre. Toi aussi tu dois être un voleur. » Et en continuant de le pousser, il l'emmène « jouer » avec les quatre employés.
Sans qu'aucun autre incident ne se produise le Kombi repart.
Les ouvriers dans la barque n'ont d'yeux et d'oreilles que pour leur travail. Ils ont une excuse : tout s'est passé si rapidement... A peine en 10 minutes.

Opération Radio Sarandi

1969. À l'origine, cette opération est fixée pour la nuit du 30 avril. Il s'agit de diffuser un message de soutien au 1er mai et un appel à la lutte armée.
La station émettrice choisie est Radio Rural, repaire et porte-parole du syndicalisme marron.
On a prévu de détruire la station émettrice si pour une raison quelconque, on ne peut diffuser le message.
Tout est prêt, quand au dernier moment, une panne de voiture oblige à reporter l'opération.
Elle est donc suspendue dans l'attente d'une occasion favorable ; celle-ci se présente le 5 mai, date où le Club de football Nacio-nal de Montevideo rencontrera le club argentin Estudiantes de la Plata pour disputer la coupe Libertadores de America.

Le plan est modifié : on choisit une autre station émettrice : (l'idée première de destruction étant maintenant écartée) Radio Sarandi. En effet cette station réunit une vaste écoute lors des matches de football, de plus elle couvre tout le pays.

Les 3 jours séparant la décision de l'exécution du projet sont réservés

aux études de l'objectif, du secteur d'intervention, des voies d'accès et de repli et à la mise au point des détails de l'opération, au fur et à mesure de l'arrivée de ces renseignements.

La station émettrice se trouve au km 11,5 de la route Simon Martinez, à 30 minutes environ du Centre de Montevideo. Juste en face s'élève la fabrique de pneumatiques « Ghiringhelli » et à cet endroit précis se trouve un arrêt d'autobus où des camarades — hommes et femmes — se relaient pour faire le guet 24 heures sur 24. Cette surveillance permet d'observer le personnel de la station émettrice et la famille du gardien dont le logement se trouve dans le même bâtiment.
Deux subterfuges permettent d'examiner l'objectif plus en détails et d'effectuer la reconnaissance des alentours.

D'une part, des agriculteurs pénètrent dans les fermes voisines qu'ils visitent — ce ne sont pas les prétextes qui manquent — pour rechercher des entrées donnant accès à la station émettrice. Près de celle-ci et séparée d'elle par un grillage, une scierie n'échappe pas non plus à la visite des camarades. On se renseigne sur les prix, on s'attarde pour examiner le bois dont on a besoin et on promet de revenir. Le projet de pénétrer par la scierie est écarté car il y a des chiens et un veilleur de nuit.

D'autre part, une camarade enceinte — enceinte sans guillemets —, entre dans la station émettrice puis dans la maison du gardien pour demander un verre d'eau.

La femme du gardien, sympathique et bavarde, la reçoit avec gentillesse. Cette femme est en effet très bavarde et la camarade n'a aucun mal à l'interroger. Il s'établit ainsi un climat de confiance : on parle de la chaleur, des mois de grossesse, des enfants que l'on a ou que l'on n'a pas, de la jolie petite maison et peu à peu les deux femmes bavardent comme si elles avaient l'habitude de faire la queue ensemble devant les boutiques. Au bout d'une demi-heure, la camarade connaît la disposition interne des lieux, la vie et les menus faits de la maison et de la station émettrice, le nombre de personnes qui y vivent, parmi

lesquelles se trouvent un vieillard et un enfant. De plus, elle apprend que le portail d'entrée n'est jamais verrouillé et ne possède aucun dispositif d'alarme signalant son ouverture.
Bien qu'elles aient encore matière à bavardage pour au moins une demi-heure de plus, il faut se quitter. La chose n'est pas aisée : elles sont devenues de grandes amies.

Un groupe de camarades se charge de préparer les pétards, qui, au moment d'abandonner l'objectif, seront destinés à en retarder l'accès ou à le rendre plus difficile.
Un troisième groupe enregistre la bande magnétique. C'est lui qui joue la carte maîtresse. Le succès de l'opération en dépend.
Cette fois, à la différence de l'opération annulée et dont la réussite devait être, en dernier ressort garantie par la destruction de la station émettrice, il serait inutile de se rendre maîtres de Radio Sarandi si l'on ne peut diffuser plusieurs fois et pendant un laps de temps assez long, le contenu total de la bande magnétique. Cette opération qui est d'une grande simplicité pour un technicien est difficile et complexe pour un profane à cause des risques que présente l'utilisation des courants à haute tension et de la sensibilité des disjoncteurs qui fonctionnent à la moindre défaillance du circuit.

Les nombreux problèmes à résoudre obligent les camarades à approfondir par une étude théorique complémentaire, les notions élémentaires qu'ils possèdent en matière de transmissions-radio.
Cette préparation présente des difficultés en apparence insurmontables mais qui sont dues au manque de documentation.
En ce qui concerne le plan, il reste seulement à dire que la prise de la station émettrice doit s'effectuer quelques minutes avant la fin de la première mi-temps du match de football, de façon à pouvoir diffuser le message sans en gêner la retransmission.
Dix hommes et deux femmes disposant d'un seul véhicule, une camionnette Ford spéciale, réaliseront l'opération.

15 mai
Tout le pays est tenu en haleine par le match. Dans le stade les

spectateurs ne se contentant pas d'assister au match, se sont munis de postes de radio pour suivre le commentaire ; ceux qui ne sont pas allés au stade écoutent la retransmission.
Un quart d'heure avant la fin de la première mi-temps la camionnette fait une ou deux fois le tour de l'objectif et de ses alentours pour vérifier que tout y est normal.
Comme tout le monde, le gardien de l'usine Ghiringhelli écoute dans sa guérite la retransmission du match.
Au second passage de la Ford, le couple posté à l'arrêt d'autobus y monte. En attendant le moment d'agir, on a garé la camionnette sur la route de Las Tropas à 300 m environ de l'objectif : dix camarades ont pris place dans le fourgon et deux autres dans la cabine : Nolo et Tusso.

Tout est prêt, tout a été étudié, rien ne manque, depuis le « technicien » des transmissions radio jusqu'à l'eau de Cologne et l'ammoniaque au cas où la « dame sympathique » ou ses vieux parents, son père en particulier, auraient une crise de nerfs ; quant à l'enfant, lui non plus n'a pas été oublié : on a prévu à son intention, une très belle toupie à musique.

L'attente se poursuit jusqu'à ce qu'apparaisse un véhicule qui, en effectuant une manœuvre pour pénétrer dans l'une des fermes, braque ses phares sur la cabine de la Ford. Rapide comme l'éclair — ici la comparaison s'impose — Nolo se jette sur Tusso et le couvre de son corps pour simuler un couple : la présence de deux hommes aurait pu éveiller des soupçons.

Les occupants du véhicule ne voient là qu'une scène d'amour enflammée. Nolo s'étouffe alors de rire... mais Tusso, lui, ne rit pas...
Cinq minutes avant la fin de la lère mi-temps du match, la camionnette se dirige vers l'objectif, passe le portail et s'arrête à 5 mètres environ du bâtiment. Les deux occupants de la cabine descendent. Visiblement méfiant le gardien va à leur rencontre. Les deux hommes lui demandent s'il a de l'essence et pendant qu'ils continuent de parler avec le gardien, les autres camarades sortent de la camionnette. Deux

d'entre eux, munis chacun d'une mitraillette, s'éloignent pour surveiller les alentours.
Le gardien avait raison d'être méfiant : sans le menacer de leurs armes les camarades lui expliquent qu'ils vont se rendre maîtres de la station émettrice et qu'ils vont diffuser un message. L'homme résiste et essaie de les empêcher d'entrer dans la station.

La dame sympathique et sa mère apparaissent sous le porche de la maison. Deux femmes et un homme se chargent de les rassurer.
Ils entrent tous les cinq dans la maison où vient de se réveiller un homme. On lui demande de rester sur son lit et il obéit docilement. Le vieillard et l'enfant ne sont pas là.

La dame âgée commence à perdre son calme. L'une des camarades essaie de se rappeler ce qu'elle doit faire avec l'eau de Cologne et l'ammoniaque : heureusement tout s'arrange avec un verre d'eau.
Les deux femmes et l'homme exposent aux « prisonniers » les mobiles de l'opération et leur demandent où sont le vieillard et l'enfant pour lui remettre la toupie qu'ils ont apportée.
Pendant ce temps, les autres sont venus à bout de la résistance du gardien. L'accès est libre mais il faut maintenant s'occuper de l'homme qui a un malaise. Il dit que c'est son cœur et demande qu'on lui donne le médicament qu'il doit prendre dans ce cas. On lui apporte le comprimé et un verre d'eau et lorsqu'il se sent mieux on lui donne des explications, on le rassure et on lui demande de coopérer. Comme l'homme refuse, deux camarades se chargent de le surveiller.
Cielo, mi cielito lindo[14]...

En pénétrant dans cette pièce de 8 m x 8m remplie d'appareils de mesure et de transmission au bourdonnement assourdissant notre technicien est saisi de panique, d'une épouvantable panique.
C'est là qu'il se rend compte du fossé qui sépare la théorie de la pratique. Ce premier moment de découragement surmonté, il

---

[14] « Cielito » : chanson populaire de ces dernières années dont les Tupamaros ont fait leur hymne.

commence à chercher, à l'aide d'écouteurs, la ligne qui vient des studios centraux. Quelques minutes passent sans qu'il ne la trouve. La première mi-temps vient de finir. Comme le gardien a refusé de coopérer et que le camarade n'arrive pas à trouver la ligne, certains commettent l'erreur d'abandonner leur tâche pour venir l'aider.
Au bout de 5 minutes qui — comme toujours quand un travail devient une course contre la montre — passent sans que l'on s'en aperçoive, on trouve enfin la ligne. On sectionne les deux fils puis on branche le magnétophone par l'intermédiaire des fils du haut-parleur.
Tout est prêt !... Mais la transmission ne se fait pas.

Que se passe-t-il ? Cela viendrait-il des interrupteurs ?
Une vérification du magnétophone permet de découvrir une petite panne que l'on répare immédiatement.
Ça y est ! On entend dans la cabine de contrôle du studio les premières notes de « Cielito des Tupamaros » qui précède le message.
On les entend aussi dans la rue, dans tout Montevideo, dans notre vaste pays, dans les pays voisins et notamment en Argentine.
Les camarades reprennent la tâche qui leur est assignée : les uns installent les pétards, d'autres mettent la Ford en position de départ, d'autres encore surveillent le gardien.
Pendant ce temps, la transmission se poursuit, parfaite, nette, compréhensible. Tout est prêt pour le repli. Les camarades évacuent la station émettrice et en verrouillent l'entrée le plus solidement possible. Un panneau avertit du risque d'explosion que peuvent provoquer toute tentative d'ouverture de la porte ou toute coupure de l'émission ou du circuit électrique.

On conduit le gardien chez lui, on lui renouvelle les avertissements. Cette fois, il obéit : il ne touchera rien (donc il n'arrivera rien) et avertira le Service d'Armement et des Explosifs de l'Armée. C'est alors qu'a lieu un incident : l'homme qui était couché, saute de son lit, se précipite à l'extérieur en pyjama et se met à crier, à jeter des pierres contre la camionnette et sur les camarades qui sont en train de monter. L'un d'eux le menace de son arme et l'homme en colère saute par-dessus le grillage et s'enfuit dans la campagne.

Pendant ce temps sans se rendre compte que l'un des leurs manque, les occupants de la camionnette se dirigent vers le portail. Le camarade oublié court derrière en poussant force cris, jusqu'à ce qu'enfin on l'entende.
En passant devant la guérite du gardien de l'usine, les camarades entendent le message dont ils suivent la retransmission grâce à la radio de la voiture. En chemin la camionnette dépose des camarades en différents endroits.

De retour au local on continue d'écouter le message en prenant un café au lait bien mérité. Il est déjà l'heure de se coucher et le message se poursuit toujours. On se demande comment la retransmission a pu se prolonger jusqu'à la fin de la bande magnétique sur laquelle le message est enregistré six fois et dure 40 minutes.
Les pétards ont produit l'effet escompté : 10 minutes après le départ des camarades, la police et la Garde Métropolitaine étaient sur les lieux et cernaient la station émettrice.
Les policiers sont nombreux et armés jusqu'aux dents, ils sont venus en autos, en jeep et en « cochonnettes »[15]. Mais cette fois, les armes de ces centaines de policiers ne serviront à rien : les balles ne peuvent rien contre l'ingéniosité.

La police est autour de la station émettrice et le temps passe... Devant la station, la troupe bottée, armée de revolvers, de mitraillettes, de fusils, attend. Les supérieurs vont et viennent, ne sachant que décider. Ce ne sont que jurons, hystérie, rage de ne rien pouvoir faire.
Dans la station il y a un petit objet, un petit appareil presque insignifiant qui ne cesse de tourner pour faire entendre à tout le pays la voix de la Révolution. Et entre cet objet et les forces de ordre, les pétards, quelques fusées inoffensives... Mais qui pourraient, bien sûr, ne pas l'être ! Le découragement, la colère et le sentiment du ridicule augmentent au fur et à mesure que le temps passe.

---

[15] « Cochonnettes » : appellation familière de certaines voitures de police (N.d.T.).

Soudain le chef de la police, courageux et l'air résolu, s'approche de la porte ; ses subordonnés retiennent leur souffle. Il frappe. Une explosion lui répond... ce n'est que du bruit... mais cela suffit à le faire bondir comme un ressort, à la grande joie de ses subordonnés.
Mieux vaut ne plus s'y risquer. Une fois suffit. Mais il faudrait pourtant agir au lieu de jurer et de tourner en rond. Ils aperçoivent non loin de là un câble. Pourrait-on couper le câble qui relie la station au pylône ?

Et ils vont, ces Montoneros[16] nocturnes, essuyer un second échec... Mais cette fois, sans bruit et sans peur.
Enfin le chef a l'idée lumineuse de faire couper le courant dans ce secteur par le U.T.E. !
Dommage qu'à ce point de la situation la diffusion du message soit achevée, alors que sur les ondes courtes, le commentateur continue à ponctuer les péripéties du match de furieux jurons.
Pendant la durée de l'émission « Tupamara » les gens qui étaient dans le stade se groupaient autour de ceux qui possédaient des postes de radio. Le match s'est terminé par la défaite du Nacional par 2 buts à 1. Mais un supporter du Nacional qui paraissait tout de même satisfait déclarait à la sortie : Que sont les deux buts marqués par le Estudiantes devant ce but magnifique marqué par les « Tupas » !

General Motors

En juin 1969, au terme d'une longue tournée en Amérique Latine où il n'a récolté que de l'hostilité, Rockfeller, l'émissaire de Nixon, fait annoncer sa venue en Uruguay. Son voyage a pour but de réunir un ensemble de données sur la situation politique en Amérique latine. Le gouvernement lui prépare une réception d'envergure dont la manifestation la plus spectaculaire est le vaste déploiement des dispositifs de sécurité mis en place. Rockfeller ne fera que passer ou

---

[16] *Montoneros :* groupe de combat sans organisation, à la solde d'un personnage important sur le plan local, qui attaquait des villages au siècle dernier (N.d.T.)

plus exactement se reposer à Montevideo. Dès sa descente d'avion un hélicoptère le conduira à Punta del Este et pour la circonstance la péninsule aura été transformée en zone militaire. A défaut d'un accueil populaire chaleureux, la police et l'armée seront là pour lui témoigner leur profonde sympathie. Cependant le M.L.N. a décidé de ne pas le priver de ce « chaleureux accueil ». A cet effet, il a choisi pour collaborer, involontairement bien sûr, la filiale urugayenne de la General Motors qui, ne se contentant pas de « pomper » l'économie nationale, va même jusqu'à fournir les voitures de la police.

L'étude de l'objectif situé dans un terrain de 400 m sur 200 m et clôturé par un grillage de 2 m rehaussé par une triple rangée de barbelés a demandé 20 jours. Le bâtiment administratif de 80 m sur 20 m est à 30 m du portail d'entrée, l'usine et les ateliers se trouvent à 25 m de ce bâtiment et occupent une surface de 3000 m2. Entre ces deux bâtiments et les bureaux, il y a deux pompes à essence et, à 40 m de là, une dizaine de véhicules destinés à la police.

L'opération sera fonction de la nature des lieux : On décide de mettre le feu au bâtiment administratif et aux véhicules en prenant bien soin de ne pas détériorer les outils de travail, à savoir l'usine et les ateliers.
Pénétrer dans l'objectif ne présente aucune difficulté : il suffit de franchir la clôture. Mais il reste à connaître le nombre des veilleurs de nuit et leur répartition. Où se trouvent-ils et comment jouer de l'effet de surprise pour les neutraliser rapidement ?
On a pu voir deux veilleurs de nuit dans le bâtiment administratif. Mais il est possible qu'il y en ait d'autres dans les ateliers puisque, là aussi, la lumière reste allumée toute la nuit.

On tente de s'en assurer au moyen d'un stratagème : « Un télégraphiste » se présente à l'usine à 11 h du soir, mais sans pouvoir obtenir les renseignements escomptés ; cela permet cependant d'apprendre que le veilleur de nuit reçoit au portail les visiteurs qui ont sonné. On ne pourra donc pas connaître le nombre des gardiens avant de passer à l'action, qui aura lieu un peu avant minuit, le 19 juin, date anniversaire de la naissance d'Artigas.

Neuf camarades prendront part à l'opération : cinq dans le groupe opérationnel ; trois pour la surveillance et la couverture ; un pour garder le veilleur de nuit du garage auquel on « empruntera » le véhicule de l'opération.

Trois camarades du groupe opérationnel vêtus de l'uniforme de l'armée de l'air, se présenteront au veilleur de nuit avec un prétexte pertinent pour qu'il les laisse pénétrer dans l'usine. Les deux autres qui ont déjà escaladé la clôture attendent dissimulés derrière un terre-plein voisin du portail, prêts à intervenir si le prétexte invoqué reste sans effet, ou si le veilleur de nuit quelque peu sceptique a l'intention de téléphoner à un supérieur pour lui demander ce qu'il doit faire.

19 juin
A 22 h 30 on s'empare d'un véhicule dans un garage ; un camarade y reste pour garder le veilleur de nuit avec mission de le libérer à une heure du matin. On passe prendre les camarades qui attendent en différents endroits, et à 22 h 50 on n'est plus qu'à environ 200 mètres de l'objectif. Trois camarades enlèvent alors les imperméables qui servaient à dissimuler leur uniforme et mettent leur casque puis, suivis de deux « civils » ils descendent de voiture pour se diriger vers l'objectif. Au bout de 50 mètres, ils s'aperçoivent qu'ils ont oublié les fusils dans la voiture.

En courant, ils reviennent à la voiture, se saisissent des fusils et repartent vers l'objectif. Dans leurs uniformes légers, les trois soldats de l'armée de l'air sentent la morsure du froid aussi vivement que s'ils étaient nus. Devant, à 150 mètres, les deux hommes qui doivent escalader la clôture à l'aide d'une échelle de corde avancent munis d'un bâton et de cisailles pour couper les barbelés. La voiture de l'équipe de surveillance et de couverture avec un homme et une femme à bord stationne de l'autre côté de la rue à 100 mètres à droite du portail. Oncho est posté à la même distance mais à gauche. A l'intérieur Nelo et Lupo sont cachés derrière le terre-plein. Oncho allume une cigarette : c'est le signal que les trois hommes en uniformes qui se trouvent à

proximité, attendent pour avancer. Ils arrivent devant le portail ; l'un d'eux appuie sur la sonnette. Entre le moment où la sonnette retentit et celui où le veilleur de nuit apparaît l'un des « soldats » aperçoit bien en évidence sur le casque d'un camarade une étoile à cinq branches.

Il le lui fait remarquer mais comme l'autre croit à une plaisanterie, il retourne le casque faisant ainsi passer de l'autre côté le symbole du M.L.N., qu'un camarade avait dû dessiner un jour dans un local, pour passer le temps. Le veilleur de nuit arrive et écoute avec attention ce que lui raconte l'« officier de l'armée de l'air » : en raison de la visite de Rockefeller le gouvernement a résolu de prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et empêcher les attentats, que pourraient projeter les extrémistes et en vertu de cela, l'armée de l'air a pour mission de surveiller certaines usines appartenant à des sociétés étrangères ; ils sont donc venus remplir leur mission.

Le veilleur de nuit gobe tout ce que lui raconte 1' « officier » et, débordant de reconnaissance lui ouvre le portail. L'« officier » n'est pas plus tôt rentré qu'il dit à un « subalterne » :
— Soldat Ferreira, montez la garde ici (à l'entrée) ; si vous voyez approcher un suspect, tirez sans sommation.
Le soldat obéit. L' « officier », l'autre « soldat » et le veilleur de nuit se dirigent vers le bâtiment administratif. On demande au veilleur de nuit, combien il a de collègues dans l'usine. Il répond qu'il n'en a qu'un et indique où il se trouve. On les emmène alors tous les deux dans le bâtiment administratif où on leur dévoile la vérité. Ils ne peuvent que se résigner et restent là sous la surveillance d'un « soldat ».

L' « officier » retourne au portail et raconte aux autres ce qui s'est passé. La voiture qui est allé prendre Oncho est maintenant garée devant le portail. Oncho en descend et se poste entre la voiture et le portail pour monter la garde. Nelo et Lupo sortent de leur cachette et avec 1' « officier » et le « soldat » Ferreira, vont préparer le matériel nécessaire à l'incendie. Dans le bâtiment administratif deux d'entre eux ouvrent des meubles, des tiroirs, en sortent une montagne de documents et de registres, et près les avoir rapidement examinés pour

voir s'il n'y avait rien d'intéressant à emporter, ils les mettent en tas. Ensuite ils déversent dessus une quantité suffisante d'essence qu'ils sont allés chercher avec des seaux. Dans un coin, les mains liées et sous la garde du « soldat » les veilleurs de nuit les regardent faire.

Pendant ce temps 1' « officier » et Ferreira arrosent d'essence l'intérieur et l'extérieur des véhicules destinés à la police. Ils sont obligés de barrer un caniveau pour éviter que le carburant ne s'écoule dans les égouts. Le travail avance lentement jusqu'à ce que le « soldat » Ferreira découvre une lance à incendie et un extincteur. En un instant il relie la lance au tuyau de la pompe à essence, de sorte que le transport par seaux est avantageusement remplacé, tant du point de vue de l'efficacité que de celui de la rapidité. Au cours de cette manœuvre survient un incident vraiment digne de Chaplin : En déplaçant l'extincteur, le « soldat » Ferreira l'actionne involontairement et arrose copieusement l'officier de liquide ignifuge blanc.

Les camarades qui attendent au portail ont les yeux fixés sur leur montre ; ils se rendent compte que, plus le temps passe, plus le danger grandit. Tout doit être terminé avant une heure du matin, puisqu'à cette heure-là, le veilleur de nuit du garage sera libéré. Ils vont dire à leurs camarades de se presser une première fois. Peu après ils reviennent à la charge. L'énervement commence à prendre le dessus : il faut à la fois se dépêcher et prendre des précautions. Le temps passe et il n'y a pas moyen d'accélérer le débit de la pompe. Oui, de « la » pompe car une seule fonctionne, l'autre étant en panne. Les minutes passent, passent, filent...

Finalement, tout est prêt à temps. On prend dans les voitures deux bombes incendiaires ; on en place une dans le bâtiment administratif et l'autre entre les voitures.
On détache les veilleurs de nuit, on sort de l'usine avec eux et on leur conseille de s'éloigner. La voiture démarre, emportant huit camarades. Elle a tout juste parcouru 100 mètres quand on voit des flammes immenses sortir du bâtiment administratif. Il est 1 heure du matin. 50 mètres plus loin, on peut contempler un brasier gigantesque, qui

enveloppe huit voitures dont devront se passer les forces de répression.
Les journaux, les radios et la télévision annonceront que le montant des dégâts provoqués par l'incendie s'élève à 250 millions de pesos. Du bâtiment administratif et des voitures, il ne restera que des cendres et de la ferraille tordue. Par contre, l'usine n'aura subi aucun dommage.
Malheureusement, au même moment, une opération analogue dirigée contre une autre entreprise yankee échoue dès le début.

Opération Prison Centrale

Juillet 1969.

Est-il vraiment impossible de s'échapper de la Prison Centrale ? N'y a-t-il réellement aucun moyen d'en faire évader des camarades ?...
Préoccupé par ce problème, le Mouvement décide d'étudier un plan d'évasion, non pas parce qu'il projette une opération dans l'immédiat ou pour plus tard, mais afin de mettre un atout en réserve dans son jeu et de pouvoir l'abattre quand il le jugera nécessaire.
On relève donc le plan du quartier. Dans le pâté de maisons où se trouve la prison, il y a un hôtel dans lequel on loue une chambre.
Puis on invoque un prétexte quelconque pour monter sur la terrasse. Là, en explorant les lieux du regard, on se rend compte qu'il n'est possible d accéder à la terrasse de la prison qu'en traversant celle d'un immeuble d'habitation qui lui est contigu.

Y aurait-il dans cet immeuble un appartement à louer ou à vendre ?
Un camarade va voir sur place : il s'aperçoit que la porte d'entrée de l'immeuble reste ouverte jour et nuit.
Comme s'il faisait le tour du propriétaire, un camarade visite l'édifice : il monte tout en haut de l'escalier et découvre deux portes : l'une donne accès à la terrasse mais elle est fermée à clef ; l'autre s'ouvre sur une petite pièce visiblement abandonnée depuis longtemps étant donné l'épaisseur de la couche de poussière et le nombre de toiles d'araignée.
Le lendemain, deux camarades ouvrent la porte fermée à clef au moyen d'un passe-partout et vont « prendre des bains de soleil » et

« bavarder » sur la terrasse. Pendant trois jours, à différentes heures et sans s'approcher de la terrasse de la prison de plus de dix mètres, les camarades étudient les lieux et en relèvent le plan, ce qui permet de conclure qu'une évasion de nuit n'est pas une chose impossible.

On se demande alors comment réaliser cette évasion ?
On ne peut passer directement d'une terrasse à l'autre : elles sont trop éloignées, excepté à un endroit où elles ne sont distantes que d'environ trois mètres mais là, un nouvel obstacle vient se dresser : un mur de deux mètres et demi, celui d'une petite pièce (d'après ce que l'on peut entendre, il s'agit certainement de la salle de radio de la prison). De plus, ce mur est surmonté de barbelés hauts d'un mètre et demi.

Il faudra donc grimper sur le mur, couper les barbelés et, de là, sauter sur la terrasse puis ramper sur environ 40 mètres avant d'arriver sur le bâtiment de six étages qui abrite les cellules. Les fenêtres de ces cellules, des carrés de 45 cm de côté, donnent sur un espace vide. Comme on a pu le voir depuis l'hôtel, la salle de radio a une fenêtre ; il faudra donc passer devant en rampant pour ne pas se faire voir.

Une fois au-dessus des cellules, un camarade atteindra la fenêtre à l'aide d'une corde et passera au prisonnier un tournevis pour dévisser la plaque perforée qui bouche cette fenêtre, tout en laissant passer un peu de lumière. Lorsque le prisonnier aura retiré la plaque, on lui passera des armes et des outils : une cisaille et une pince pour couper les lames et les tiges du store, du fil de cuivre et du sparadrap pour attacher et bâillonner le gardien, des chaussures de caoutchouc.

Au cas où il y aurait plus d'un camarade à libérer, une fois la fenêtre ouverte, le prisonnier demandera à aller aux toilettes ; il neutralisera le gardien et ouvrira les portes des cellules des autres camarades. Il faudra ensuite mettre les chaussures de caoutchouc, passer par la fenêtre, monter sur la terrasse par l'échelle de corde, ramper jusqu'à la salle de radio, grimper dessus et sauter sur la terrasse voisine, enfiler un imperméable de plastique et sortir d'un air dégagé, de manière à ne pas éveiller les soupçons. La porte de l'immeuble d'habitation ne se

trouve qu'à huit mètres de l'entrée principale de la prison qui est, bien sûr, gardée par une nuée de policiers bien armés.
Une fois dans la rue, le mieux est de prendre un autobus. Toutefois, on pourra prévoir des voitures si les circonstances l'imposent.

Soit on achètera le matériel nécessaire et on le transformera si besoin est, soit on le fabriquera. On aura besoin : 1) d'une pince coupante pour le grillage ; 2) d'une échelle de corde de 2,5 m de long et 40 cm de large, dont les barreaux de bois sont recouverts de caoutchouc, pour passer de la cellule à la terrasse ; 3) de 10 mètres de corde qui serviront de « ceinture de sécurité » à ceux qui utiliseront l'échelle ; 4) d'une sorte de gilet taillé dans de la toile grossière pour que le camarade qui descendra à la fenêtre de la cellule y mette les outils nécessaires — comme le font les mécaniciens dans leur combinaison. De plus, chaque outil, pour éviter qu'il ne tombe pendant son utilisation, sera muni d'une courroie fixée au poignet ; 5) d'un tournevis robuste dont le manche aura un diamètre inférieur à 20 mm car on devra le faire passer par un des trous de la plaque qu'il faudra dévisser de l'intérieur ; 6) de cisailles spéciales, d'un mètre et demi de long, avec des poignées creuses, pour couper les lames et les tiges du store. Aux deux extrémités des poignées seront fixés des boulons dans lesquels passeront des câbles d'acier reliés à une vis réductrice à pas inversé.

Ce dispositif remplace l'effort du bras et simplifie le travail : pour les ouvrir et les fermer, il suffit de tourner la vis réductrice. On ne connaît pas l'état physique du prisonnier qui devra couper les barreaux et il est impossible de prévoir quelles seront ses forces après avoir subi les « interrogatoires adroits » de la police. Pour transporter ces cisailles spécialement conçues, on fabriquera un étui de bois verni au tampon, couleur acajou foncé qui ressemblera à l'étui d'un instrument de musique.

Après leur procès, ils sont transférés au sixième étage de la prison. On décide de réaliser l'opération un samedi soir. On choisit ce jour parce que les queues devant les cinémas, la foule sur les trottoirs, dans les

bars et aux arrêts d'autobus à proximité de la prison, faciliteront la tâche. L'opération sera réalisée par deux équipes bien armées : l'une pour l'évasion proprement dite (quatre camarades), l'autre pour la couverture et la surveillance (neuf camarades). Elle débutera à 21 h 30. Cinq voitures stationnées dans les parages seront prêtes à intervenir en cas d'urgence.

Les camarades de l'équipe de surveillance resteront sur les lieux jusqu'à 22 h 30, heure à laquelle sept d'entre eux s'éloigneront un peu de la prison ; ils reviendront vers 23 h 30.
Pourquoi les sept camarades s'en iront-ils ? Parce que leur intervention ne peut être utile et efficace que si l'opération est découverte soit entre 21 h 30 et 22 h 30, c'est-à-dire au moment où les quatre camarades s'apprêteront à sauter le mur, soit à 23 h 30, au moment où les quatre camarades et les évadés devront déjà se trouver sur la terrasse de l'immeuble et seront donc sur le point de gagner la rue. En revanche, si l'opération est découverte entre 22 h 30 et 23 h 30, l'équipe de surveillance et de couverture ne pourra absolument rien faire car les camarades seront à ce moment-là sur la terrasse de la prison, au-dessus des cellules, véritable souricière d'où ils ne pourront s'échapper. Dans cette hypothèse, les deux camarades de l'équipe de surveillance qui étaient restés sur place avertiront les sept autres pour leur permettre de se sauver.

Les deux groupes resteront en contact permanent par radio.
A 21 h 30, l'équipe opérationnelle pénètre dans l'immeuble d'habitation, tandis que les camarades chargés de la surveillance se postent aux points stratégiques, sur les trottoirs, dans des bars et à des arrêts d'autobus. Dans l'immeuble, les camarades portant une valise et un étui à violon, comme s'ils rentraient de voyage, rencontrent une femme au moment où ils se dirigent vers l'escalier. Bien que ce soient eux qui entrent et la dame qui sorte, l'un d'eux l'aborde comme s'il était un locataire :
— Vous désirez quelque chose ? Vous cherchez quelqu'un, Madame ?

—Non, merci Monsieur, répond-elle, confuse et surprise.

Par chance, elle n'habite pas ici. Elle sort et s'en va.
Après cet incident sans gravité, les camarades montent l'escalier sans problèmes : ils observent la terrasse. Il règne une merveilleuse obscurité ! Ils se rendent dans la petite « pièce abandonnée » qui maintenant ne l'est plus. Celui qui doit descendre enfile le gilet de toile où il met les armes, les outils, etc... Une fois que tout est prêt, il traverse la terrasse et se dirige vers le mur qu'il doit escalader.

Mais la corniche est en mauvais état, en si mauvais état qu'elle risque de s'effondrer à la moindre pression ou au moindre frôlement. Or, il est impossible de passer ailleurs ; pour escalader le mur, il faut s'y agripper.
On discute, on fait des essais pendant dix longues minutes, mais on est obligés de se rendre à l'évidence : on ne peut rien entreprendre dans ces conditions. La maudite corniche fait échouer l'opération.
On prévient les autres et on s'en va, en laissant tout le matériel dans la petite pièce.

A minuit, au terme d'une discussion agitée et fébrile, on arrive à la conclusion qu'il faut une échelle spéciale permettant d'atteindre le parapet sans toucher ni frôler la corniche. Mais il reste le problème de faire passer une échelle de près de trois mètres, au nez et à la barbe des flics.
Quelqu'un suggère de s'adresser à un homme qui pourrait peut-être la fabriquer.
On prend contact avec cet homme, il vient et on lui explique la situation : il est d'accord.
Mais le problème c'est de fabriquer cette échelle à temps. Elle doit être prête pour la nuit suivante, le dimanche à 21 h.
L'homme accepte... Il réfléchit. Oui, il accepte !

Après douze heures de travail, l'échelle est prête. Les montants sont des tubes d'un pouce 1/4 de diamètre, démontables en quatre tronçons de 60 cm, chacun comportant deux barreaux. Un tendeur d'acier placé

entre les deux pieds assure sa stabilité. La partie qui s'appuiera sur le parapet forme un angle de 45° ; ainsi l'échelle ne touchera ni ne frôlera la corniche. Chaque extrémité est munie d'embouts en caoutchouc pour éviter de faire du bruit ou de glisser.

La matinée et; l'après-midi du dimanche se passent sans que l'on remarque, du, moins en apparence, quelque chose d'anormal ; la routine pénitentiaire continue.
A 20 h 30, un camarade monte à la petite pièce et s'assure que tout est en place. A 21 h 30, on recommence l'opération, comme la veille. L'échelle, qui est transportée dans une valise de 70 x 50 cm, est dépliée dans la petite pièce.

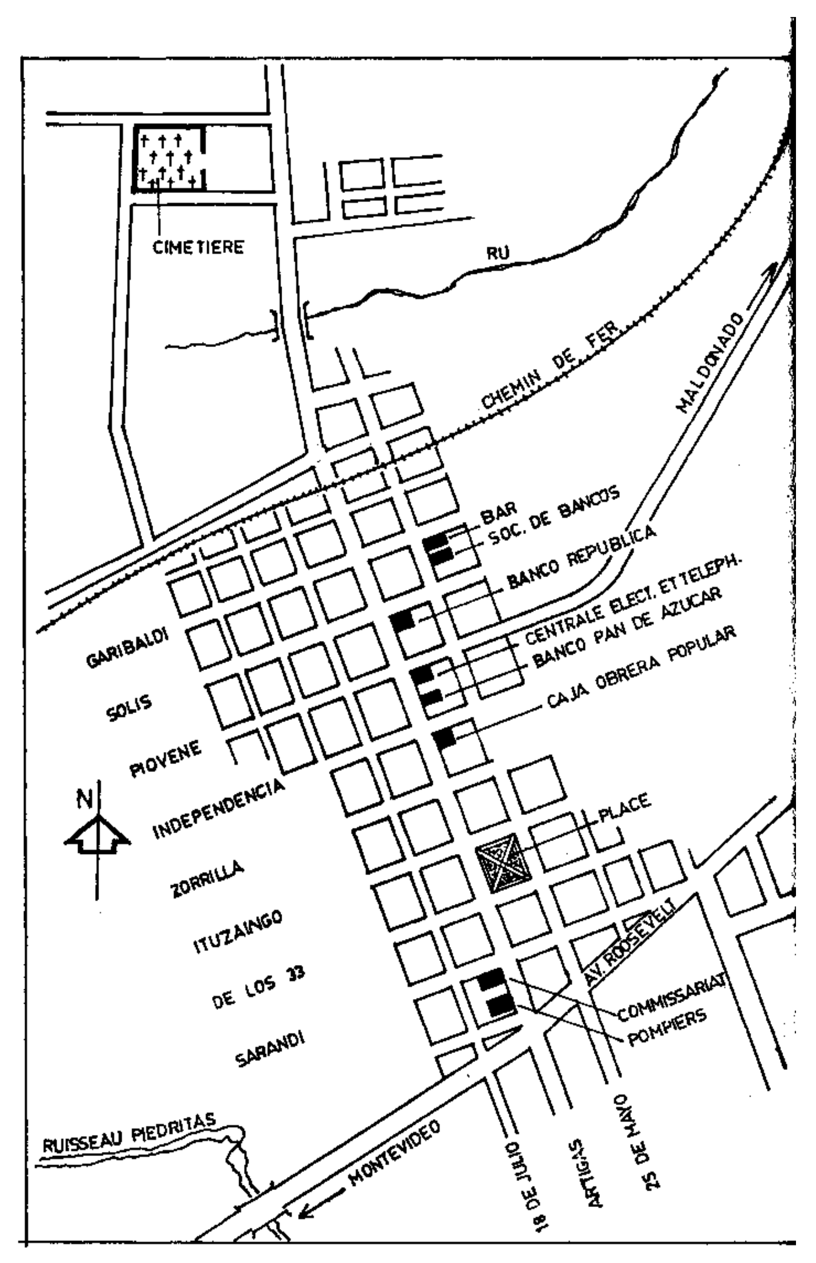
Sans problème cette fois, on passe le mur, on coupe le grillage et de la salle de radio on descend sur la terrasse de la prison.
Les camarades rampent sur une dizaine de mètres. Quelqu'un se met alors à la fenêtre de la salle de radio, regarde dehors, dit quelques mots qu'on ne peut entendre à son collègue, respire profondément et disparaît. Quel suspense ! Que les secondes semblent longues ! Immobiles, aplatis contre le sol de la terrasse, les quatre camarades osent à peine respirer. Le tendeur de l'échelle ne sera jamais si tendu que les camarades le sont à ce moment-là...

Après cette minute d'angoisse, on arrive au-dessus de la cellule. Un camarade monte jusqu'à l'œil-de-bœuf. Les couloirs des cellules sont disposés autour d'un espace vide, ce qui lui permet d'observer les gardiens et les porte-clés qui se trouvent au premier étage.
Les trois autres camarades restent sur la cellule. Celui qui va descendre, avant de passer à l'action, frappe légèrement la plaque de la fenêtre avec la «ceinture de sécurité», cherchant ainsi à attirer l'attention du prisonnier, et cela pendant cinq minutes.

C'est alors que celui qui regarde par l'œil-de-bœuf, « entend » un homme qu'il ne peut situer, signaler la présence d'une corde devant la fenêtre d'une cellule. Il prévient ses camarades ; l'un d'eux alerte les autres par radio. C'est la fuite.

Une fois dans la rue, ils s'éloignent rapidement de la prison, mais ont quand même le temps de remarquer que tout semble normal, ce qui les étonne.

Le lundi matin, toujours rien. L'après-midi non plus. Nouvelle réunion. Nouvelles discussions. Le camarade qui faisait le guet affirme avec insistance qu'il ne s'est pas trompé. Finalement convaincus qu'il a manqué de sang-froid, on décide de revenir cette nuit.
Mais en fin de journée, cette fois l'alerte est réelle. La surveillance de la prison a été renforcée et le quartier a été bouclé.
Les radios, la presse annoncent qu'un électricien qui montait sur la terrasse pour effectuer un travail, a découvert une brèche dans le grillage et, dans une pièce à l'abandon, tel et tel objet et même un gilet pare-balles ! En quoi ont-ils transformé le malheureux gilet de toile !
Longtemps après, on apprendra que le camarade prisonnier avait entendu les bruits de l'appel et vu la corde par les trous de la plaque.
Il attendait...



OPERATION PANDO

Opération Pando[17]

Cette opération poursuit plusieurs objectifs concrets : d'une part, des objectifs immédiats ou à faible portée, d'autre part des objectifs ouvrant de plus larges perspectives.
Les premiers sont la propagande, le financement, l'armement, ainsi qu'un hommage au Che et à ce qu'il symbolise pour tous ceux qui luttent en Amérique Latine.

Quant aux autres, ils consistent à faire une démonstration des forces et des possibilités du mouvement afin de donner un nouvel élan aux luttes de notre peuple, d'indiquer une voie à suivre et de révéler une possibilité d'action par des faits tangibles.
Il va sans dire qu'on ne poursuit pas ces derniers objectifs uniquement dans le cadre de cette opération ; en réalité, il s'agit d'une action de plus, intégrée à un plan qui en comprend d'autres de plus ou moins grande envergure.

On ne doit pas oublier que depuis la mi-septembre de l'année 1969, Gaetano Pellegrini Giampietro[18] est entre les mains du M.L.N.; ce qui, en soi, suffit à influencer la conjoncture politique et à mettre un frein à l'action des forces de répression. Il faut ajouter à cela des opérations militaires réalisées au cours de ce même mois et plusieurs autres, prévues pour faire suite à l'opération « Pando » et qui viendront appuyer la « démonstration » dont nous venons de parler.

Dans son ensemble : préparation, réalisation et conséquences, cette opération constituera pour le mouvement un véritable défi à l'avenir en

---

17 Pando : ville d'environ 15000 habitants (N.d.T.)

18 *Pelligrini Giampietro* : Italien, fils d'un fasciste notoire, banquier et dirigeant du patronat bancaire, lié à l'une des plus importantes entreprises de presse de l'Uruguay ; il fut kidnappé par les Tupamaros en 1969, pendant une longue grève du syndicat bancaire, et resta en captivité durant 72 jours (N.d.T.).

provoquant un profond bouleversement dans ses méthodes. Elle instaurera un « modus operandi » plus complexe, tant en ce qui concerne la préparation que la coordination l'exécution ; entraînant par conséquent de nouveaux problèmes à résoudre. Le fait de réaliser une expérience nouvelle et fondamentale peut aussi être inclus dans les objectifs.

Sous cet aspect, l'opération « Pando » sera riche d'enseignement pour l'organisation, ses équipes et ses militants ayant pris part ou non à l'action ; ce qui déterminera par la suite le succès de nombreuses opérations. Elle constituera, pour cette raison, une étape dans l'évolution du M.L.N., de même qu'elle indiquera clairement une nouvelle voie à suivre.
L'opération comprend six objectifs : le commissariat, la caserne de pompiers, la centrale téléphonique, la banque « Pan de Azucar », celle de la « République » et celle de « Pando ».

Elle sera exécutée par quarante-neuf camarades répartis en six équipes, plus un camarade pour la coordination. On prendra soin de constituer chacune des équipes avec les camarades les plus compétents pour mener à bien leur opération respective.
Chaque équipe reconnaîtra le terrain et étudiera « son » objectif, afin d'établir un plan en coordination avec les autres opérations, ce plan entrant dans le cadre d'un plan général.
Le jour de l'opération, tous les participants devront se rendre à leur point de rassemblement respectif à une heure déterminée et par divers moyens : voitures de l'équipe, autobus, train. Ils devront porter un brassard pour s'identifier.

Le moment venu, le responsable de la coordination donnera à l'équipe qui devra entrer en action la première, l'ordre de commencer l'opération et, pendant son déroulement, se rendra d'une équipe à l'autre pour recueillir et transmettre les nouvelles et intervenir dans les problèmes qui peuvent se poser ; il aura autorité pour « lever » l'opération à tout moment si les circonstances l'exigent.
a) Déroulement : Quelques jours avant l'opération, on commande un

convoi funèbre sous prétexte de rapatrier les cendres d'un parent mort quelques années auparavant à Buenos Aires. Arrivées d'Argentine le 8 octobre, elles devront être transportées au cimetière de Soca pour être déposées dans le caveau familial. Le 9, à 10 h du matin, neuf « parents » et un « prêtre » se présentent à l'entreprise de pompes funèbres avec une urne et des fleurs. Le convoi est déjà prêt : un corbillard, cinq voitures, six chauffeurs et un ordonnateur.

Tandis que l'urne et les fleurs sont déposées dans le corbillard, les parents et le prêtre prennent place dans le cortège à raison de deux personnes par voiture. On fait savoir à l'ordonnateur qu'au kilomètre 36,5, le convoi devra prendre au passage quelques parents, plus précisément des oncles.
Le cortège traverse la ville, prend la route n° 8, arrive sans incident au kilomètre indiqué et s'arrête. Un nombre relativement important de personnes se trouvent aux côtés des dix « oncles et cousins ». Les « parents » décident donc, tout en se saluant et en s embrassant, de ne se débarrasser des employés des pompes funèbres que plus tard. Le convoi repart en direction de Soca. Il est maintenant suivi d'une camionnette Kombi qui attendait non loin de là.

Le mouchoir blanc : Environ au kilomètre 40, à un signal convenu, un camarade vient de sortir un mouchoir blanc ; les sept employés sont neutralisés. Ils n'opposent pas de résistance mais demandent aux camarades de prendre soin des voitures qui sont leurs instruments de travail et expliquent comment fonctionne le changement de vitesse automatique dont sont munies quelques-unes. On les rassure sur le sort de leur voiture et sur leur propre sécurité. Puis, un premier problème se pose : selon le plan, les employés devraient être enfermés dans le corbillard, mais l'entreprise a fourni un corbillard plus petit que le corbillard commandé. Comment résoudre le problème ? Les sept employés attendent et les camarades ne savent qu'en faire. La Kombi les sort d'embarras : c'est là qu'on va les enfermer. Le plan se trouve modifié par cette décision, mais il est impossible d'agir autrement. Il vaut mieux apporter des changements au plan qu'interrompre l'opération.

En route vers les objectifs : Les sept employés sont dans la Kombi avec deux camarades pour les surveiller et un troisième au volant ; les autres sont répartis par équipe dans les voitures. Au moment de retourner à Pando qu'on a laissé 5 km plus loin, une des voitures refuse de démarrer. Voyant qu'il est impossible de la réparer, on décide de l'abandonner. Ses occupants montent dans une autre voiture et à trois kilomètres de Pando, quittent la route n° 8 pour se procurer dans les environs de la ville, un véhicule afin de remplacer celui qu'il a fallu abandonner. Au même endroit, quelques minutes auparavant, la Kombi s'était, elle aussi, séparée du convoi, pour se rendre au Parc de Pando situé à trois kilomètres au nord du centre de la ville et à moins de deux kilomètres de la route n° 8.

Le reste du cortège se disperse à l'entrée de Pando en attendant l'heure de se rendre aux points de rassemblement de chaque équipe ; il reste trente minutes à attendre. Les équipes ne seront complètes qu'après l'arrivée des camarades qui doivent venir par leurs propres moyens.
b) Coordination : Les véhicules appropriés au travail du responsable de la coordination sont une moto ou un scooter. En effet, ce type de véhicule est à la fois rapide, souple et extrêmement maniable, capable de se faufiler n'importe où, de circuler facilement sur les trottoirs ou en sens interdit si besoin est. De plus, le camarade chargé de la coordination a une longue expérience de la moto. Comme on ne dispose pas d'un tel véhicule, on a chargé une équipe qui n'interviendra pas dans l'opération, de s'en procurer une. Mais, le jour de l'opération, à l'heure convenue pour apporter la moto, l'équipe en question n'a pas réussi à s'acquitter de sa tâche.

On lui donne un délai supplémentaire d'une heure — jusqu'à 11 h — mais sans résultat. Balbi, le responsable de la coordination et Melio, un membre de l'« équipe commissariat » décident donc de se mettre en quête d'une moto. Commettant une erreur de tactique, ils font un premier essai infructueux devant la Faculté d'Ontologie. Ils continuent de chercher, sans succès, aux alentours de l'Hôpital Universitaire, jusqu'à midi ; puis ils se rendent en autobus à l'avenue d'Italie et au boulevard Artigas. Il est maintenant trop tard pour perdre du temps à

chercher un type de véhicule déterminé. Il faudra s'emparer du premier qui tombera sous la main, que ce soit une moto, un scooter, un taxi ou une voiture particulière. Enfin une occasion se présente : une femme gare une Peugeot devant l'Hôpital Italien. Les camarades vont se poster de chaque côté de la voiture et abordent la conductrice au moment où elle bloque la direction et range les clés dans son sac. Balbi lui dit sans rudesse qu'ils ont besoin de sa voiture pour quelques heures, mais la femme refuse de leur donner les clés. Balbi insiste, en la priant de ne pas les obliger à employer leurs armes. Elle ouvre alors son sac, donne les clés et explique comment débloquer la direction, La scène paraît si naturelle que le gardien du parking qui se trouve à deux pas ne remarque absolument rien. Les clés passent d'une main à l'autre comme si des parents se passaient une voiture.

Il est 12 h 25 quand la femme entre à l'hôpital.
La voiture parcourt quelques centaines de mètres à une vitesse normale, puis s'élance à toute allure, tous feux allumés et klaxonnant à tout rompre. A la sortie de Montevideo, elle évite à grand peine un petit garçon qui court imprudemment au milieu de la chaussée. Un peu plus loin, elle croise une voiture de la police de la route.

Les camarades arrivent à Pando à 13 h 03 mn, quittent la route n° 8 et prennent la rue du général Artigas pour se rendre au réservoir d'eau, point de rassemblement de l'« équipe commissariat » qui, pensent-ils, doit être en train de les attendre. Ils voient, en passant devait le commissariat, la voiture de l'« équipe Banque de la République » qui au début de l'occupation de cet objectif, servira de renfort en cas de nécessité et, un peu plus loin, les autres équipes qui attendent à leur point de rassemblement respectif.
Ils arrivent au réservoir municipal et reviennent par une autre route, pensant que l'« équipe commissariat » l'a empruntée pour se rendre à son objectif.

Ils repassent devant le commissariat et ne l'ont distancé que d'une cinquantaine de mètres quand ils entendent un coup de feu. Il n'y a pas de doute, il vient du commissariat où l'équipe est déjà en train

d'opérer. Mélio saute de la voiture en marche et, tandis qu'il court vers le commissariat, Balbi lui crie :
« Fais attention en entrant ! Les policiers peuvent te tirer dessus... ou un camarade qui ne te reconnaît pas ! »

Balbi recule et se gare à l'angle de la rue, en face du pan coupé. Il sort de sa voiture, mais ne s'en éloigne pas. On entend d'autres coups de feu. Des vitres brisées tombent sur le trottoir. Il s'aperçoit que la caserne de pompiers — qui est contiguë au commissariat — est déjà prise. Un camarade de 1'« équipe commissariat » vient le prévenir que tout va bien mais que l'occupation n'est pas encore terminée. Balbi remonte dans sa voiture et démarre ; après avoir contourné le pâté de maisons, il s'arrête à un coin de rue, en face d'une tête de ligne d'autobus et se tient prêt à empêcher la fuite de quatre policiers qui se trouvent parmi la foule qui grossit à vue d'œil.

Mais les policiers semblent figés sur place ; ils ne cessent de regarder la caserne de pompiers et le commissariat et de tripoter leur cartouchière sans se résoudre à sortir leurs armes. Ils ne font qu'en ébaucher le geste, ce qui leur donne l'air de se gratter nerveusement, puis, tout à coup, ils se décident... ils courent s'abriter tous les quatre dans le bâtiment de la tête de ligne d'autobus. C'est qu'une balle pourrait les atteindre, pardi !...

Rassuré sur le danger présenté par les policiers, Balbi avance vers le commissariat. A peine a-t-il parcouru 50 mètres qu'il voit la voiture de l'équipe « Banque de la République » se diriger vers son objectif et l'un de ses occupants brandir un mouchoir blanc par la fenêtre : c'est le signal ; les autres équipes peuvent entrer en action. Balbi commence alors sa ronde. Il se rend d'une équipe à l'autre et constate que les camarades se préparent à leur mission : les uns mettent leur brassard, les autres donnent des ordres, d'autres encore vérifient leurs armes...
Les gens ont maintenant remarqué que la Peugeot servait à l'opération, à cause de ses allées et venues et du brassard de Balbi qui ne prête pas à l'équivoque.

Balbi doit non seulement, aller d'une équipe à l'autre, mais encore surveiller la route n° 8 ; la police de la route qui ne se trouve qu'à quelques kilomètres de la ville, pourrait venir, alertée par les coups de feu.
Au cours d'une de ses allées et venues, il est informé à son passage devant la Banque de la République que des complications sont intervenues, mais qu'elles sont maintenant surmontées.
A 13 h 10, la nouvelle des événements en cours s'est répandue dans presque toute la ville, ce qui se traduit par des embouteillages et une affluence de gens dans les rues. Chaque opération a son propre public, et parfois, c'est tout juste s'il ne participe aux événements, tant il est près de l'objectif.

A mesure que l'heure fixée pour la fin des opérations approche, le responsable de la coordination se rend compte que les choses ne vont pas aussi bien qu'on aurait pu l'espérer. Il décide alors de modifier l’ordre dans lequel les équipes doivent se retirer : l’« équipe commissariat » qui devait partir après les autres quittera les lieux la première.

Il prend cette décision étant donné la tournure que prennent les événements et pour les raisons suivantes :

1)L'opération « Banque de la République » qui est la plus longue et la plus compliquée est sur le point de se terminer ; par conséquent, dans les deux autres banques, dont l'occupation était plus facile, les camarades auront bientôt accompli leur mission ;

2)L' « équipe commissariat » est celle qui est la plus éloignée du lieu de rassemblement final ; pour cette raison, si elle se retirait la dernière, par suite des problèmes de circulation, elle courrait davantage de risques et pourrait être retardée. Une minute de perdue ou de gagnée peut jouer un rôle décisif pour le retour à Montevideo.
A 13 h 14, Balbi ordonne l'évacuation de 1'« équipe commissariat » et celle de l'« équipe caserne de pompiers ».
Une jeep transportant un policier et son chauffeur dépasse la Peugeot qui stationne à une centaine de mètres du commissariat. Les

camarades des équipes « caserne de pompiers » et « commissariat » montent dans les voitures alors que la jeep n'est plus qu'à une cinquantaine de mètres du commissariat. Il est impossible que le policier et son chauffeur ne les voient pas. Ne se rendent-ils compte de rien ou bien font-ils semblant de ne pas comprendre ? Ce qui est certain, c'est qu'ils continuent leur route sans prêter attention à ce qui se passe sous leurs yeux, vont se garer quelques mètres plus loin et descendent de voiture.

Balbi fait signe à une camarade qui sort la dernière du commissariat, de monter dans la Peugeot pour alléger la charge d'un des véhicules.
Il assure ensuite la dernière liaison, avertissant les camarades qui opèrent dans les banques et à la centrale téléphonique que le commissariat et la caserne de pompiers ont été évacués.
A cinquante mètres de la Banque de Pando, il trouve la circulation bloquée. On entend des coups de feu répétés : en se retirant de la banque, les camarades échangent des coups de feu avec un policier.

Ne pouvant avancer, Balbi fait marche arrière et prend une rue en sens interdit. A peine a-t-il parcouru une centaine de mètres qu'il s'aperçoit, en regardant dans son rétroviseur, que la voiture de l'« équipe Banque de Pando » le suit et qu'elle a un pneu crevé. Il voit en même temps qu'à 25 mètres devant lui se trouve un policier. Il arrache alors son brassard et passe comme si de rien n'était devant le policier qui le laisse faire. Par contre, les choses se passent différemment avec la voiture que le suit. En la voyant venir, le policier se poste au milieu de la route. C'est à ce moment qu'a lieu la fusillade dont on parlera à l'occasion du récit de l'opération de la Banque de Pando.

Après cela, le responsable de la coordination accomplit pour rien sa dernière ronde. Comme il a perdu trop de temps, il ne trouve personne sur les lieux des opérations. Il se dirige alors vers le cimetière ; à cent mètres du lieu de rassemblement final, un axe de la voiture se rompt. Il doit continuer à pied avec la camarade.

c) Commissariat

On étudie l'opération en deux étapes et en une dizaine de jours. La première étape consiste à réunir tous les renseignements qu'il est possible de recueillir depuis la rue, à savoir : les entrées et sorties des policiers et le temps qu'ils restent à l'intérieur du commissariat ; les allées et venues dans la rue et dans les boutiques à proximité de l'objectif ; toutes les autres particularités.

Cette première étude permet d'établir les données suivantes :

1)La nécessité de neutraliser la caserne de pompiers contiguë au commissariat ; les pompiers pouvant prêter main forte aux policiers, l'opération risque de devenir plus difficile ou même d'échouer.

2)La quantité et le grade des fonctionnaires qui se trouvent habituellement au commissariat aux environs de 13 h.

3)La présence de deux antennes de différents modèles prouve qu'il est possible d'entrer directement en communication avec au moins deux secteurs de répression.

La seconde étape de cette étude concerne l'intérieur du commissariat. Les prétextes pour y pénétrer ne manquent pas : paiement des patentes, vaccinations de chiens et autres formalités que l'on accomplit communément dans n'importe quel commissariat de quartier.

Les camarades s'organisent de façon à aller le plus souvent possible au commissariat et à l'explorer graduellement du vestibule à la dernière pièce. Ils y vont généralement à trois, jamais seuls. Tandis que l'un d'eux expose au fonctionnaire le problème ou la formalité qui l'amène, les autres « photographient » les lieux et évaluent les distances aussi loin qu'ils peuvent voir. Bureau par bureau, pièce par pièce, tout le commissariat est sillonné par les camarades.

A plusieurs reprises, des couples demandent s'ils peuvent aller aux toilettes à un fonctionnaire plus ou moins aimable, qui leur en indique le chemin. Les camarades se rendent alors aux toilettes et, tandis que la femme entre, l'homme qui l'attend à l'extérieur en profite pour étudier tout ce qu'il peut voir. Même un petit chien collabore à relayer les camarades dans l'exploration des lieux : comme on ne possède

qu'un seul chien, on l'amène par deux fois au commissariat pour y être vacciné, après s'être assuré que sa santé n'en souffrira pas. Il arrive aussi plus d'une fois qu'un camarade ou qu'une camarade remarque, tout en parlant avec le fonctionnaire de service dans la salle de garde, leur portrait affiché au mur, en face d'eux, parmi les photographies des rebelles recherchés.

Ainsi, le plan du commissariat est peu à peu complété.
Le commissariat se trouve dans la rue du Général Artigas ; c'est un bâtiment de plein pied dont l'entrée est située sur un pan coupé à un angle de rue. Au fond d'un vestibule, à gauche, se trouvent une antichambre et le bureau du commissaire, à droite, la salle de radio et à l'extrémité, fermant pour ainsi dire le triangle, le poste de garde. A gauche et à droite de cette pièce, deux portes donnent accès aux locaux annexes. Celle de droite s'ouvre sur un couloir. Une porte toujours fermée, celle du bureau du commissaire, la porte d'une pièce contiguë à ce bureau et, en face de cette porte, la porte d'un des dortoirs du personnel, donnent toutes sur ce couloir. L'antichambre, le bureau du commissaire et la pièce contiguë à celui-ci ont des fenêtres sur la rue du Général Artigas.

Quant à la porte de droite, elle s'ouvre sur un autre couloir qui formerait un L avec le premier, si le poste de garde ne l'en séparait pas. Ce couloir, sur lequel donnent le bureau des formalités administratives et une autre pièce — tous deux avec des fenêtres sur la rue... — débouche par une porte sur un patio abandonné, envahi par la végétation et dans lequel se trouve un hangar en tôle. Ce patio donne sur la rue par un portail à deux battants.
Le patio à ciel ouvert, d'environ 4 mètres sur 4, est délimité à l’est par le couloir de gauche et le poste de garde, au nord par l'autre couloir, à l'ouest par les cellules et les latrines et au sud par deux dortoirs, l'un avec une porte ouvrant sur le patio et l'autre avec une porte donnant sur le couloir.

Tel est le plan du commissariat dont l'occupation constituera la première phase de l'opération Pando.

Il est indispensable de réunir toutes les conditions de sécurité et d'exécuter « proprement » l'opération, car c'est de sa réussite que dépend celle de toutes les autres opérations. D'où l'importance du facteur surprise, de la connaissance des lieux et du choix des armes. Les armes doivent par leur seul aspect intimider les fonctionnaires ; elles doivent aussi être légères et puissantes.

L'équipe désignée pour cette opération se compose de huit camarades : six hommes et deux femmes. Elle dispose d'un véhicule : le corbillard de l'entreprise de pompes funèbres.
A l'heure fixée pour le début de l'opération, le responsable de la coordination n'est pas encore arrivé. Il est resté à Montevideo avec un camarade de l'équipe pour se procurer une moto. Des difficultés les ont retardés. On décide de commencer l'opération malgré ce retard. Puisqu'il ne manque aucune équipe, au cas où le responsable de la coordination n'arriverait pas, si des problèmes surgissaient, on les réglerait d'une façon ou d'une autre.

12 h 58 : Un couple se rend au commissariat. Sur le trottoir, contrairement à l'accoutumée, il n'y a pas de garde. L'homme et la femme pénètrent dans le vestibule. Il règne dans le commissariat une atmosphère de sieste : ils voient deux policiers se prélasser sur leur siège, un dans la salle de radio, un dans le poste de garde où ils vont se présenter en tant que membres de l'Association Volpe — elle, assistante sociale, lui, psychologue — et demandent à parler au commissaire.
— Le commissaire n'est pas là. Attendez-le. Je vais voir..., répond le garde, et il se dirige vers les locaux annexes.
Ils attendent dans le vestibule. Dans la salle de radio, le fonctionnaire absorbé par la lecture de son journal ne leur accorde pas la moindre attention. Trente secondes plus tard, deux autres camarades arrivent ; « on a embouti leur voiture » et ils viennent porter plainte. Aucun changement ne s'est produit dans le vestibule et dans la salle de radio, le policier continue de lire son journal.

13 h : Trois camarades vêtus de l'uniforme de l'armée de l'air, devraient

arriver avec une camarade. Les secondes passent ; ils devraient être là depuis une minute. Inquiets, les quatre camarades attendent dans le vestibule, une autre longue minute. Pourquoi n'arrivent-ils pas ? Que s'est-il passé ? (Au moment de se rendre au commissariat, ils ne trouvaient pas les chargeurs de la mitraillette. Après avoir fouillé tout le corbillard jusque dans ses moindres recoins, ils avaient dû se rendre à l'évidence : ils les avaient oubliés. Comme le temps passait ils avaient décidé de prendre quand même la mitraillette pour intimider les fonctionnaires. Et pour ceux qu'elle n'impressionnerait pas, ils avaient leur pistolet.)

Avec plusieurs minutes de retard, ils arrivent maintenant au commissariat. Ils ne sont pas quatre mais trois, car le camarade qui est avec le responsable de la coordination n'est pas encore arrivé.
Il est 13 h 02 mn. Tandis que la femme surveille la porte, un des « officiers de l'armée de l'air » se dirige vers la salle de radio, l'autre va se joindre à « ceux de l'accident » et le « sociologue » se rend avec l'« assistante sociale » dans le bureau du commissaire.
On détruit la radio après avoir neutralisé le technicien, sans autre difficulté que l'impossibilité de le faire sortir de la torpeur imbécile dans laquelle il avait sombré.

Il n'y a personne dans le bureau du commissaire, mais, prévoyant, le « Grand Chef » y a laissé les attributs de son autorité. Un revolver dans l'étui d'un ceinturon et un sabre sont accrochés à un porte-manteau, un pistolet français de calibre 22 est posé sur le bureau. Le revolver et le pistolet sont « neutralisés » sans opposer de résistance par le psychologue pendant que 1' « assistante sociale » inspecte les tiroirs du bureau et fouille parmi les papiers. Soudain, un coup de feu retentit...

La partie antérieure du bâtiment, c'est-à-dire la salle de radio et le bureau du commissaire sont maintenant occupés ; dans la cour, les camarades de l'« accident » et l'« officier de l'armée de l'air » se chargent de neutraliser les hommes qu'ils rencontrent dans le bureau des formalités, dans la pièce contiguë à ce bureau et dans le dortoir.

Au cours de la reconnaissance des lieux, on avait cru qu'il n'y avait qu'un dortoir avec deux portes, mais on se rend compte maintenant qu'il y a en réalité deux chambres qui ne communiquent pas entre elles.

On vient de s'emparer de six hommes que l'on fait aligner contre le mur avec la radio, quand un camarade de 1' « accident » voit surgir un policier dans le couloir de droite. Il le somme de s'arrêter, et, voyant qu'il tente de fuir, lui tire dessus. Le policier, le sergent Olivera, se trouvait dans le second dortoir ; il s'y réfugie après avoir été surpris par le camarade et tire deux coups de feu dans la pièce contiguë au bureau, brisant les vitres de la fenêtre, afin d'alerter l'extérieur.

Quand il entend le premier coup de feu, le « sociologue » quitte le bureau du commissaire et emprunte le second couloir pour se rendre au patio d'où il aperçoit Olivera qui, après avoir tiré, était retourné à l'endroit où le camarade l'avait surpris. Olivera vise le « sociologue » qui se trouve au milieu du patio, mais son arme s'enraye et le coup ne part pas. Le « sociologue » lui tire alors plusieurs fois dessus tandis qu'il court vers le dortoir où il s'enferme, blessé au bras.

Il est maintenant 13 h 04 mn. Celui qui avait accompagné le responsable de la coordination est arrivé ; cinq camarades se trouvent dans la cour, trois autres sont à l'avant du bâtiment ; une des femmes continue de fouiller dans les papiers du commissaire tandis que l'autre surveille toujours l'entrée avec 1' « officier de l'armée de l'air ».
Ligne et fil de fer : Enfermé dans le dortoir, le sergent refuse de sortir. On le menace alors de lui lancer une grenade. L'affaire semble si sérieuse à ceux qui sont alignés contre le mur que l'un d'eux s'écrie :
— Non, ne le tuez pas ! qu'il se rende !
Presque aussitôt, le sergent suit son conseil.

On prévient alors l'équipe de la Banque de la République qui attend, prête à intervenir, au coin de rue opposée, que le commissariat est occupé : les autres équipes peuvent donc entrer en action.
A l'arrière du bâtiment, on attache avec du fil de fer les prisonniers,

tout en leur expliquant la ligne politique du mouvement.
Fil de fer et explications, explications et fil de fer, on n'a pas plus tôt terminé avec un que l'on recommence avec un autre.

Quand arrive son tour, un homme dit au camarade qui s'apprête à l'attacher :
— Je suis le prisonnier.
Etonné, le camarade qui n'avait rien remarqué quand on l'avait sorti de la cellule pour le conduire avec les autres, lui demande tout en continuant de l'attacher :

—Ah ! et pourquoi es-tu en prison ?

—Pour avoir tué une vache...

Cet homme qui n'est pas un agent de la répression a droit à des « explications » particulières. On ne saura jamais si l'exposé du camarade a porté ses fruits, mais on apprendra, un peu plus tard que l'homme exhibe sur un mur de la boucherie qu'il possède dans une localité de Canelones, les fils de fer qui ont servi à l'attacher, souvenir de sa participation involontaire à l'opération.
Les mains solidement liées, on les enferme tous les huit dans les cellules.

Quelques minutes plus tard, le commissaire et son adjoint, visiblement pas très rassurés, tombent dans la souricière. Et quelle souricière !
On a certainement dû les avertir qu'il se passait quelque chose d'anormal au commissariat. Mais au lieu de se tenir sur leurs gardes, ils sont effrayés par anticipation. On vient de les neutraliser quand un homme apparaît à la porte, regardant ce qui se passe à l'intérieur. L' « officier de l'armée de l'air » se lance alors à sa poursuite mais l'homme s'enfuit. On n'a pas plus tôt commencé de fouiller le commissaire que, sans qu'on ne lui demande rien, il signale qu'il a une arme dans la poche intérieure en indiquant sa poitrine avec le menton. En effet, on trouve dans cette poche, un pistolet de calibre 22. On saisit sur son adjoint un pistolet de calibre 38 à canon scié.

Interrogés sur les mauvais traitements et sur les châtiments corporels

infligés à des camarades détenus quelque temps auparavant dans une ferme de Pando, ils balbutient quelques paroles de dénégation.
On les conduit, transis de peur, jusqu'aux cellules. Quelques coups de pied au derrière hâtent le pas lent du commissaire.
Le temps passe vite. Un couple continue de surveiller l'entrée, un autre examine les papiers du commissaire et fouille les bureaux, un camarade garde les cellules et les autres règlent les armes qu'ils vont emporter.

A 13 h 14, parvient l'ordre d'évacuer le commissariat. On se rend compte alors de deux nouveaux oublis : 1) On n'a pas emporté le drapeau du MLN qui devait être hissé sur la façade du commissariat. Le drapeau du MLN est celui d'Artigas : une étoile jaune avec un T rouge sur fond rouge. 2) On n'a pas pris non plus la totalité des tracts à distribuer. On n'en a que deux ou trois que l'on répand sur le plancher du commissariat.
Des armes longues, on ne prend que quelques Mausers, mais on emporte toutes les armes courtes.
Quatre camarades dans le corbillard et les autres répartis dans les voitures d'autres équipes arrivent au cimetière de la ville, lieu de rassemblement de toutes les équipes avant le retour à Montevideo.

d) Caserne de pompiers
Elle occupe un terrain de 8 mètres de large en façade, sur 35 mètres de long. Le mur de droite est mitoyen avec le commissariat. A gauche, une construction de 3 mètres en façade, longe le mur et se termine à 10 mètres du mur du fond ; elle comprend cinq pièces : tout d'abord deux bureaux, puis, dans l'ordre suivant, un réfectoire, une salle commune et un dortoir.
Au milieu du terrain se trouve un hangar pour ranger l'outillage, etc. A l'exception des dix mètres du fond, une toiture recouvre le terrain ; elle part de la construction, s'appuie en partie sur le hangar et sur de nombreuses colonnes. Deux de ces colonnes se dressent sur la façade, entre la construction et le mur mitoyen avec le commissariat et limitent une entrée d'environ quatre mètres où un garde est en faction. La voiture de pompiers est garée entre cette entrée et le garage.

Equipe : quatre camarades, un véhicule. Déclenchement de l'opération: 13 heures.
Lieu de rassemblement : gare d'autobus Interdépartementale à 80 mètres de l'objectif et sur le trottoir d'en face.
A l'heure convenue — 12 h 58 mn —, les camarades sont arrivés au lieu de rassemblement : Dilo et Eno sont venus par leurs propres moyens et Roli et Nocho avec un véhicule qu'ils laissent à une centaine de mètres de là.
Ils avanceront vers la caserne, quand ils verront entrer dans le commissariat les trois « officiers de l'armée de l'air » — ces derniers, pour se faire voir, doivent contourner le pan coupé, bien en évidence, sur le rebord du trottoir. Au lieu de cela non seulement ils sont en retard, mais ils longent le mur et entrent au commissariat sans se faire voir.

Il est maintenant 13 h, une minute passe, puis une autre et les « officiers » n'apparaissent toujours pas. A 13 h 05, se doutant qu'il se passe quelque chose d'anormal, ils décident de s'approcher. Ils commencent à avancer deux par deux, à deux mètres de distance quand, soudain, un coup de feu retentit : les « officiers » sont donc déjà au commissariat.

Ils marchent maintenant rapidement. Le garde en faction à l'entrée réagit au coup de feu avec la même indifférence que s'il avait entendu voler une mouche. Il tourne paresseusement la tête en direction du commissariat, rien que la tête ; le reste, du cou aux pieds n'est qu'une masse immobile ; un instant après la tête reprend sa position normale.
Devançant les autres de deux mètres, Mocho sort son arme en passant devant le garde pour que celui-ci la voit. Maintenant on peut lire de l'intérêt ou tout du moins de la curiosité sur le visage de l'homme qui se retourne vers Mocho, ce dont profitent les trois camarades qui sont arrivés par derrière pour le neutraliser.

De nouveau, plusieurs coups de feu retentissent dans le commissariat ; des éclats de vitre brisée tombent sur le trottoir. Immobilisé par les camarades, complètement ahuri, le garde répète son mouvement de

chouette endormie ; sa tête, dans laquelle on ne voit que les yeux, va et vient du commissariat aux camarades et des camarades au commissariat.

Les camarades se rendent avec lui dans les bureaux pour réduire à l'impuissance les hommes armés qui, pensent-ils, doivent s'y trouver. Pendant ce temps, Mocho, qui marchait seul à un peu plus d'un mètre du garde, entre dans le hangar et, après s'être assuré qu'il n'y avait personne, se dirige vers le réfectoire pour en bloquer la sortie ainsi que celle des autres pièces. Quand les hommes qui se trouvent dans les bureaux seront neutralisés, un camarade viendra l'aider. La porte est fermée ; impossible de l'ouvrir ; il se rend alors à la salle commune où il rencontre Roli qui, n'ayant trouvé personne dans les bureaux, en est ressorti tout de suite, a contourné à demi le hangar par l'extérieur puis est entré par le fond, dans la salle commune.

Les deux hommes vont ensemble au dortoir. Six ou sept pompiers, quelques-uns debout, d'autres sur les lits, s'habillent. Les camarades les tiennent en joue et les somment de mettre les mains en l'air, mais stupéfaits, les pompiers restent pétrifiés sur place. Ils leur ordonnent alors de sortir ; sans plus de résultat. Il faut les empoigner par le bras et les sortir en les tirant et en les poussant...
Dans les toilettes, Roli rencontre une résistance inattendue. Tournant le dos à la porte, un gros type est en train d'uriner.

—Haut les mains ! Bien sûr, l'homme a au moins une main occupée.

Il continue comme si de rien n'était, sans même tourner la tête par curiosité.

—Haut les mains abruti ! sors de là !

Le gros continue comme s'il n'avait rien entendu. Sans se troubler, il urine jusqu'à la dernière goutte et enfin se retourne. Il regarde Roli qui le tient en joue, tout en le couvrant d'injures. Alors, sans paraître surpris le moins du monde, il lève paresseusement les bras, comme pour s'étirer... Quels hommes apathiques que les soldats du feu!

Entre-temps, rien de nouveau ne s'est produit dans le bureau. En

regardant par une fenêtre, Eno voit arriver un pompier. Il va à sa rencontre, sort son arme et le fait entrer. L'homme proteste, supplie les camarades ne pas tirer car sa femme doit arriver incessamment puis finit par se calmer. Un camarade lui prend sa hache ; croyant qu'il va l’emporter, il lui demande de ne pas le faire, sinon il sera renvoyé. Le camarade lui promet de la laisser dans un endroit déterminé ; ce qu'il fait en partant.

On conduit cet homme, le garde, les pompiers du dortoir et le gros au fond du terrain où on les fait aligner face au mur, sous la surveillance de Dilo et de Mocho. Les camarades du commissariat viennent au fond de la caserne pour échanger des nouvelles.
A l'entrée, Eno et Roli, aidés par Mocho, vont accomplir la tâche qui sera la plus compliquée de la prise de la caserne. Le ballet ne tarde pas à commencer : sur le trottoir d'en face ils interceptent un agent qui, après avoir déjeuné, rentrait au commissariat.

Ils le neutralisent sans problème et le « passent » à Mocho qui le conduit au mur du fond. Une ou deux minutes plus tard, toujours sur le trottoir d'en face, à l'angle de rue où se trouve la gare d'autobus, ils voient deux agents, la main au ceinturon se diriger en courant vers le commissariat. Mais, à 20 mètres de la caserne apercevant Eno, Roli et Mocho l'arme au poing, ils prennent la direction du trottoir d'en face. Quittant l'entrée, Roli et Eno s'avancent jusqu'au rebord du trottoir, les tiennent en joue et leur crient de se rendre. Mocho les vise aussi, mais depuis l'entrée, car il surveille en même temps le fond de la caserne, au cas où Dilo serait en difficulté. Voyant avancer Eno et Roli, les policiers s'arrêtent au milieu de la chaussée et l'un d'eux fait signe aux camarades d'approcher. Puis, un policier s'élance de nouveau pour s'engouffrer dans un vestibule ouvert. Quelques secondes plus tard, l'autre l'imite.

Depuis l'apparition des policiers jusqu'à ce qu'ils se précipitent dans le vestibule, les camarades étaient préoccupés par deux problèmes : d'une part, les deux policiers, respectivement à vingt mètres et à quinze mètres, ne se laissaient pas intimider, et d'autre part, derrière eux, en

toile de fond, à soixante mètres, les gens s'agglutinaient sur le trottoir, juste dans le champ de tir. Et maintenant, un troisième problème vient se poser : que font en ce moment les policiers? Ont-ils disparu dans le vestibule pour s'y réfugier ou pour chercher à monter sur les terrasses.
On prévient Dilo et les camarades du commissariat pour qu'ils redoublent d'attention. Les incidents inattendus continuent de se succéder. Les agents n'ont pas plus tôt pénétré dans le vestibule qu'à l'angle de rue faisant face au commissariat, apparaissent le commissaire et son adjoint ; ils descendent du trottoir, regardent les camarades armés, mais poursuivent leur route et traversent en ligne droite pour se rendre au commissariat.

Une ou deux minutes plus tard, les camarades neutralisent un receveur de l'OSE et Wiomme qui l'accompagnait puis Mocho les conduit au fond de la caserne.
Le problème que pose la foule devient plus pressant. A l'attroupement qui se trouve au contrôle d'autobus, si important qu'il obstrue l'entrée de la rue et bloque un autobus plein de passagers, vient s'ajouter un groupe plus petit, en face d'une pharmacie sur le même trottoir et à 35 mètres de l'angle de rue. Ce sont deux vagues humaines, obstinées, qui se gonflent sans discontinuer, avancent et se retirent selon que les camarades leur demandent avec des gestes et à grands cris de se retirer ou cessent de le faire.

Et maintenant, voilà un autre policier qui, sur le trottoir d'en face, marche en direction du commissariat. Roli et Mocho se précipitent sur lui, comme des chats sur une souris et, en « ronronnant », reviennent avec leur proie. Le policier leur montre des papiers pour leur prouver qu'il est un agent de la circulation et qu'il n'est pas armé. Les trois hommes sont encore au milieu de la chaussée quand surgit un petit vieux portant sur les avant-bras deux boîtes ressemblant à des cartons à chapeaux.

Il passe lentement devant la caserne. Roli et Mocho lui crient de s'arrêter et d'entrer. Le petit vieux se fâche et refuse d'obéir. On lui réitère l'ordre (accompagné d'injures) de ne pas continuer, et c'est

seulement alors, qu'en grommelant il pose les boîtes à terre et entre. Revenu du fond de la caserne, Eno reste à l'entrée. Pris de court, il ne peut empêcher une fuite : une perruche s'envole d'une des boîtes...
L'agent de la circulation va rejoindre les « prisonniers », tandis que le petit vieux, bénéficie d'un traitement de faveur. Jugé inoffensif, on ne l'envoie pas avec les autres, mais on le laisse déambuler en silence dans le fond de la caserne. Puis, soudain, de lui-même, il va lentement se mettre face au mur.

Dilo et Roli, répondant aux questions de plusieurs « prisonniers », exposent les motivations de l'opération, expliquent pourquoi ils ont pris la caserne et les rassurent sur leur sort.
Devant la caserne, la foule grossit, avance, se replie, avance... Une vieille femme se détache de l'attroupement le plus important et, tenant son sac à la main, marche en direction de la caserne. Quelques cris accompagnés de gestes réussissent à lui faire rebrousser chemin.
Tout de suite après, une jeune femme apparaît à la porte du bureau ! Comment et quand a-t-elle pu entrer sans qu'on ne la voit ? Peut-être quand les camarades avaient neutralisé l'agent de la circulation. Qui est-elle? Peut-être l'épouse du pompier arrêté au début de l'opération.
— Venez ici, sortez de là, venez ici !

La femme ne bouge pas, mais, voyant Eno s'approcher vers elle en lui criant de sortir, elle entre dans le bâtiment et s'enferme.
A 13 h 18, les camarades du commissariat transmettent l'ordre de se retirer en recommandant de ne pas perdre de temps et de ne pas surcharger la voiture. On n'a pas le temps d'attacher les mains des quinze « prisonniers » ; on se retire, les laissant face au mur, les mains en l'air, sans rien prendre de ce que l'on voulait emporter.

Après avoir jeté des tracts dans la rue, on se dirige au pas de course vers la voiture. Les gens s'écartent en silence pour laisser le passage.
Dans la voiture, pensant pouvoir aider les camarades en difficulté — on entend des coups de feu — on décide de modifier l'itinéraire prévu pour se rendre au lieu de rassemblement ; on parcourt plusieurs points de la ville en empruntant parfois des sens interdits, mais sans rien

trouver. Tout est déjà terminé.

e) Centrale téléphonique de l'U.T.E.
Située à l'angle de la rue du 18 Juillet et de la rue Zorilla, la centrale a une entrée dans ces deux rues ; l'une et l'autre sont situées à huit mètres de l'arête du bâtiment. Aux coins de rue opposés se trouvent la Caisse de Retraite et l'Ecole Technique.
N'ayant pu trouver de prétexte valable pour pénétrer dans ce local, la connaissance des lieux se borne à ce que l'on a pu observer de l'extérieur : par la porte de la rue Zorilla, on a pu voir un patio et un bureau avec deux ou trois fonctionnaires, hommes et femmes, et par celle de la rue du 18 Juillet, la salle où travaillent les standardistes. Il est par conséquent, impossible de tout prévoir dans le plan : on ne sait pratiquement rien de la disposition interne des lieux que l'on aura vite fait de connaître pendant le déroulement de l'opération.

Quant au nombre de gens à neutraliser, on l'évalue en s'appuyant sur un relevé des entrées du personnel et du public, à une quinzaine de personnes dont huit à dix employés, le reste étant des usagers. Il se pose un second problème : n'ayant pu trouver de conseiller technique, on ignore comment arrêter instantanément le fonctionnement de la centrale. On décide donc de couper les câbles de départ et d'arrivée des communications qui sont sur la terrasse de même que tous les câbles que l'on trouvera dans le local. On déconnectera les accumulateurs et on détériorera le standard.

On sait qu'il n'est peut-être pas nécessaire de prendre de telles précautions pour empêcher la centrale de fonctionner, mais dans le doute, on préfère agir ainsi. On ne peut se permettre de courir le moindre risque susceptible de compromettre le succès de l'opération.
Pour rendre la centrale inutilisable le plus longtemps possible — on ignore combien de temps vont prendre les réparations —, on apportera cinquante mètres de fil de cuivre pour les attacher aux câbles sectionnés et simuler une connection des explosifs.
L'équipe qui exécutera cette opération se compose de sept camarades : six hommes et une femme. Elle disposera d'un véhicule.

Il est 12 h 58. Tandis que six camarades attendent aux alentours de l'objectif, les autres, dans la voiture, à proximité du commissariat, guettent les « officiers de l'armée de l'air » : ils y pénètrent à 13 h 02. Les camarades repartent alors vers la centrale et allument les phares de leur voiture pour avertir les autres qui pourront ainsi remarquer le signal de loin et gagner du temps.

En effet, ils comprennent le signal et quatre d'entre eux pénètrent dans la centrale par l'entrée de la rue Zorilla tandis qu'un couple y entre par l'entrée de la rue du 18 Juillet.
Le couple se cache derrière un panneau pour ne pas être vu des standardistes ni de quelques usagers qui viennent d'arriver et attendent que l'on veuille bien s'occuper d'eux. Un des camarades reste garder l'entrée de la rue Zorilla, tandis que les trois autres pénètrent dans le vestibule pour se rendre dans le bureau où ils se présentent : ils font partie de la Policia de investigaciones[19] et on les a prévenus qu'un engin explosif avait été déposé dans le local. Ils doivent fouiller les lieux ; il sera donc nécessaire de couper toutes les communications.

Les fonctionnaires se montrent compréhensifs. Ils expliquent que la coupure des communications ne dépend pas d'eux mais des Télécommunications et ils suggèrent d'aller chercher le directeur de la centrale qui habite tout prêt. Lucco, le responsable de l'équipe, décide de confier cette mission à un camarade et, en attendant qu'il revienne, pour ne pas perdre de temps, de neutraliser les onze fonctionnaires, hommes et femmes. Six d'entre eux étaient venus on ne sait d'où, pour se joindre au groupe qui parlait.

On les conduit tous dans une pièce où ils resteront sous la surveillance du camarade qui gardait la porte et qui est maintenant venu dans le patio. Deux camarades montent à la terrasse avec des outils. Lucco se rend au standard. Là, avec Barsa et la camarade qui attendait derrière le panneau, ils neutralisent huit employés et trois usagers. Bien que personne n'oppose de résistance, la stupéfaction des standardistes est

---

[19] Policia de investigaciones : Police Politique

telle qu'il est impossible de les faire bouger ; elles sont là, immobiles, collées à leur siège, les écouteurs sur les oreilles. Les camarades sont alors obligés de crier. Il faut enlever les écouteurs à certaines d'entre elles, les décoller pratiquement de leur siège et les conduire par le bras jusqu'à la pièce où se trouvent les autres « prisonniers ».

Tandis que Barsa part chercher le directeur, Lucco surveille la porte tout en s'assurant de la bonne marche de l'opération dans le reste du local. Le véhicule où un camarade — le septième — attend, attentif à ce qui se passe dans la rue, est garé en face de la porte située dans la rue du 18 Juillet. Les deux camarades occupés à couper les câbles sur la terrasse, entendent tout à coup des sanglots. Comme un seul homme suffit pour ce qu'il reste à faire, l'un d'eux descend voir ce qui se passe : une femme enceinte — une usagère — a eu une crise de nerfs. Avec la collaboration efficace de quelques employées, on prend soin d'elle, on la rassure, et elle finit par se calmer. Barsa qui n'a pas trouvé le directeur chez lui, revient bredouille.

Lucco décide donc de s'adresser aux fonctionnaires pour requérir leur collaboration. Barsa surveille la porte et reste en contact avec le camarade qui attend dans la voiture de location. Trois minutes se sont écoulées depuis le début de l'occupation et jusqu'à présent rien d'anormal ne s'est passé dans la rue. De l'Ecole Technique, parvient le bourdonnement joyeux des élèves qui arrivent en groupes tout en chahutant. Des vieux fatigués par les ans et par Dieu sait combien de souffrances et de misère font la queue devant la Caisse de Retraite. Les yeux du camarade vont d'un angle de rue à l'autre et il pense aux enfants qui auront une vie bien meilleure que celle de ces pauvres vieux.

Lucco fait venir les employés dans le patio où il s'entretient avec eux. Il leur parle fraternellement, essaie de leur faire comprendre qu'ils doivent l'aider ce n'est pas à eux qu'en veulent les Tupamaros ; bien au contraire, ils luttent pour le peuple, pour les travailleurs ; l'aide qu'on leur demande profitera à tous les gens retenus dans la centrale ; elle permettra de gagner du temps et d'éviter les risques d'un échange de

coups de feu avec la police.
Les employés finissent par indiquer où se trouvent les accumulateurs, on coupe le courant au moment où les camarades qui sectionnaient les câbles sur la terrasse ont fini leur travail.
Pendant ce temps, des usagers sont arrivés. On a dû les neutraliser et les conduire dans la pièce où sont rassemblés les autres prisonniers ; elle contient maintenant vingt personnes, cinq de plus que prévu.

Barsa continue de surveiller la porte mais de l'intérieur ; dans la voiture, le camarade attend ; un couple surveille les « prisonniers », tandis que Lucco et les autres camarades sectionnent les câbles à l'intérieur du local et les raccordent avec du fil de cuivre pour simuler un circuit relié au détonateur d'un explosif.

Ils sont en train d'accomplir cette tâche, quand le camarade qui surveille l'extérieur, voit s'approcher un camion avec un policier à bord. Tout est prêt pour le recevoir quand il entre en courant : un pistolet 45 vient se planter dans son ventre et le freine dans son élan. Désarmé, il est conduit dans la pièce des « pénitents » où il se révèle très utile, car il demande aux gens de garder leur calme. De son côté, le camarade qui attendait dehors avait neutralisé le chauffeur.
Les camarades s'étaient remis à attacher les câbles quand on leur annonce, une fois de plus, qu'un policier arrive en courant. Lucco et Barsa sont prêts à l'accueillir... Mais l'homme, allez savoir pourquoi, passe devant la centrale sans s'arrêter, si bien qu'on est obligés de courir pour le rattraper au coin de la rue. Il résiste et tente de dégainer son revolver. On doit alors employer la violence pour le neutraliser. Désarmé, on l'entraîne de force dans la centrale.

Quelques vieillards qui font la queue devant la Caisse de Retraite, quelques écoliers et plus d'un passant ont assisté à la scène ; la rue commence à s'agiter.
Nerveux et effrayé, le policier arrive dans la pièce où se trouve déjà son collègue (un fanatique de la tranquillité) qui se met en devoir de le calmer.
Cependant, il continue d'arriver de plus en plus de monde dans la

centrale. Maintenant, la raison en est devenue évidente : les usagers qui avaient été interrompus en pleine communication ou ceux qui cherchaient à en obtenir une, après avoir insisté un moment, raccrochaient et venaient à la centrale demander ce qui se passait ou réclamer. Là, sans avoir eu le temps d'ouvrir la bouche, ils étaient conduits dans une pièce qui était déjà comble. Cette situation ne pouvant plus durer, le policier (calme) demande aux camarades de répartir les gens dans deux pièces. L'homme a raison ; il a le sens de l'organisation : on satisfait donc sa demande : les « prisonniers » sont divisés en deux groupes.

Au moment de se retirer, il y a dans les deux pièces quarante à quarante-cinq personnes et dans la rue les attroupements ne cessent de grossir. Quand tout est prêt pour évacuer les lieux, on explique aux « prisonniers » les motivations de l'opération et les raisons d'être du mouvement. Puis on ferme les locaux à clé et on répand des tracts un peu partout.
Plusieurs camarades s'apprêtent à monter dans la voiture tandis que les autres sont à la porte de la centrale quand un usager arrive, se répandant en protestations. C'est un vieux boiteux qui se déplace à l'aide d'une canne. Pour ne pas perdre de temps à l'enfermer avec les autres, un camarade lui donne raison et lui indique l'endroit où il doit adresser ses réclamations.

— ... Oui, oui, Monsieur, allez là-bas, au fond, à gauche.
Sans songer le moins du monde à ce qu'il va trouver, l'homme se dirige rapidement, malgré son infirmité, vers les pièces où sont enfermés les prisonniers.
Dehors, le camarade qui est au volant de la voiture, attend d'avoir vu la moto du responsable de la coordination — qui en fait n'en a pas — pour démarrer.
Presque immédiatement après, on voit arriver les voitures des autres équipes qui empruntent la rue du 18 Juillet pour se rendre au cimetière. Lucco qui connaît le responsable de la coordination, l'aperçoit dans une des voitures ; la voiture de location se met alors en route et ferme le cortège.

f) Banque de la République
La banque est située à l'angle de la rue du Général Artigas et de la rue Solis. Elle a deux entrées : l'entrée principale se trouve sur le pan coupé et l'autre, celle du personnel, dans la rue Solis. La maison du directeur, contiguë à la Banque dans la rue du Général Artigas, fait partie du même bâtiment. La maison et la banque communiquent directement par une porte intérieure.

L'équipe sera composée de quatorze camarades, treize hommes et une femme. Ils disposeront de deux véhicules, une voiture de location et la Kombi.
L'équipe est divisée en trois groupes. Le premier pénétrera dans la banque au moment de l'ouverture et se répartira dans des endroits stratégiques où il attendra l'arrivée simultanée des deux autres groupes qui se fera quelques minutes plus tard, par l'entrée principale et par l'entrée du personnel.

A treize heures, la voiture de location se gare en face du commissariat ; elle transporte sept camarades qui sont prêts à intervenir en cas de besoin dans la prise de ce local. Simultanément, la Kombi avec trois camarades et les sept employés des pompes funèbres à bord, vient stationner dans la rue Solis, à deux mètres du coin de rue et en face de la banque. Un camarade reste surveiller les employés des pompes funèbres, tandis que les deux autres descendent de voiture pour se rendre à la banque. Quelques secondes plus tard, un homme et une femme qui attendaient à proximité, viennent se joindre à eux, complétant ainsi le premier groupe. Ils se postent chacun devant le guichet de façon à pouvoir dominer tout le local le moment venu.

Confondus parmi une dizaine de clients, ils attendent, prêts à exposer à l'employé qui voudrait s'occuper deux, « ce qui les amène ».
A treize heures trois minutes, on prévient les camarades qui attendent dans la voiture, que le commissariat est occupé. Ils se dirigent alors vers la banque ; l'un d'eux brandit par la vitre un mouchoir blanc pour faire signe aux équipes de l'U.T.E., de la Banque de Pando et de la Banque Pan de Azûcar d'entrer en action.

Les camarades descendent de voiture à une centaine de mètres de la banque, font le tour du pâté de maisons et vont retrouver à l'entrée du personnel deux autres camarades qui avaient attendu à proximité.
Le camarade qui est au volant de la voiture, après avoir attendu quelques instants pour permettre à ceux qui venaient de descendre de faire un bout de chemin, continue d'avancer dans la rue du Général Artigas et va se garer devant l'angle de rue opposé à là banque.

Tandis que l'autre groupe sonne à la porte latérale, un « policier », mitraillette en main, descend de la voiture. Il est suivi par un « gros bonnet du monde bancaire » qui porte une serviette ventrue et par son « secrétaire ». Deux camarades sont restés dans la voiture. Les trois hommes traversent la chaussée et pénètrent dans la banque. Il est maintenant 13 h 04. A l'angle formé par le guichet et le bureau de la direction, un policier « en faction » sur une chaise attend en somnolant que s'accomplisse la routine. La voix impérative de son « collègue » qui vient d'entrer le fait sursauter.

—Accompagnez-nous à la chambre forte, nous apportons un dépôt.

—Oui, bien sûr...

Il n'a pas fini de se lever que son collègue le tient en respect.

— Que se passe-t-il ? vous n'êtes pas des nôtres ? dit-il en écarquillant les yeux et en achevant de se réveiller, tandis qu'on le désarme.

Les camarades agissent alors simultanément. L'homme et la femme qui sont postés près des caisses neutralisent les caissiers en les tenant en joue à travers la vitre, au même moment les deux autres sautent par-dessus le guichet et réduisent à l'impuissance les employés et les clients. Un des deux camarades qui étaient restés dans la voiture, pénètre dans la maison du directeur ; il n'y a personne. Il se rend alors à la banque et trouve le directeur dans son bureau. Il le neutralise, ainsi que les trois employés qui sont avec lui.

Les quatre hommes qui ont sonné à l'entrée de la rue Solis neutralisent à leur tour l'homme qui vient leur ouvrir. Puis l'un d'eux reste

surveiller la porte, tandis que les trois autres inspectent les toilettes et trois autres pièces. Ils trouvent un employé. Les deux « prisonniers » sont conduits dans le hall de réception où ils vont tenir compagnie à ceux qui sont déjà alignés contre le mur, les mains en l'air. A la direction, on fait mettre aussi face au mur le personnel qu'on y a trouvé.

Il y a au total vingt-sept « prisonniers » : seize employés, dix clients et un policier.

Tout s'est passé à une vitesse folle, avec un synchronisme parfait, comme si un maître de ballet avait coordonné les mouvements des trois groupes. En moins d'une minute, la banque avait été occupée. La menace de tirer sur qui appuierait sur une sonnette d'alarme — il y en a plusieurs — a été efficace.

Six camarades surveillent les « prisonniers » — trois à la réception et trois à la direction — dans le local occupé ; deux camarades sont restés dans les voitures, un dans la voiture de location et un dans la Kombi avec les employés des pompes funèbres ; un camarade surveille l'entrée du personnel ; deux camarades — l'un d'eux étant le faux policier — demeurent à l'extérieur tandis que les trois derniers se rendent aux caisses avec le directeur et les caissiers.

Sous la menace d'un pistolet, le directeur et un caissier aident les camarades à prendre l'argent. Il faut faire asseoir l'autre caissier qui se trouve mal, tellement il a peur. Pendant que les camarades fourrent l'argent dans des sacs, dans la rue, le « policier », parfois autoritaire, parfois aimable, maîtrise la foule devant la banque. Il va et vient, maintenant les gens à distance, les empêchant de circuler sur le trottoir de la banque. Il laisse toutefois passer deux petites vieilles qu'il aide même à traverser et des enfants qui se rendent à l'école d'en face.

Soudain, deux inspecteurs de la circulation apparaissent — ils sont aussi connus que détestés dans la ville — et vont jusqu'à la maison du directeur devant laquelle ils s'arrêtent. L'un d'eux veut entrer ; le « policier » l'en empêche à temps et fait signe aux deux hommes de quitter le trottoir pour aller sur celui d'en face.

Les curieux continuent d'arriver de plus en plus nombreux. Ils savent maintenant que les assaillants de la banque et le « policier sont des Tupamaros et rient de voir les inspecteurs obéir. Bien qu'à contrecœur, les deux hommes quittent le trottoir. A peine ont-ils parcouru quelques mètres, qu'une voiture arrive ; l'un d'eux l'arrête pour y monter. Mais quand elle atteint l'angle de la rue, le « policier » la fait stopper et demande à l'inspecteur où il a l'intention d'aller.

—Je vais prévenir, répond-il.

—Ne vous inquiétez pas. Tout est déjà arrangé. Descendez !

De nouveau, les gens rient de voir l'inspecteur descendre de voiture ; puis le policier donne l'ordre à l'automobiliste de poursuivre sa route.

— Circulez, circulez, dit-il à l'homme tout en lui indiquant le chemin avec sa mitraillette.

Une femme d'une cinquantaine d'années avance alors vers le «policier». Elle sait qu'il a défendu de circuler sur le trottoir de la banque, mais ne peut se décider à descendre du trottoir ou à y monter. Elle ne veut pas désobéir, mais elle n'obéit pas non plus et avance un pied sur le trottoir et l'autre sur la chaussée, ce qui produit un effet vraiment comique. Le « policier » va à sa rencontre et lui ordonne de traverser pour aller sur le trottoir d'en face. La femme continue, indécise, et semble vouloir s'approcher tout autant que s'éloigner. Finalement, elle avance et en désignant la banque, dit au camarade :

— Bravo, c'est un coup de maître !

La femme n'est pas plus tôt repartie que l'on entend un coup de feu en provenance de la banque. Dans le bureau du directeur, une camarade blesse involontairement un camarade en essayant de ramasser le brassard qu'il avait perdu. On l'aide à transporter le blessé dans la voiture de location : il s'agit de Fernan Pucurull qui, quelques temps plus tard, sera assassiné en arrivant dans un local de l'organisation où la police aura tendu un piège.

Pendant ce temps, un seul camarade reste à la direction pour surveiller les prisonniers.

On décide de suspendre l'opération en raison de l'accident. Les camarades qui sont aux caisses n'ont encore pris que la moitié de

l'argent et demandent un petit délai supplémentaire. Quand l'argent est dans les sacs, on ordonne l'évacuation des lieux. Le camarade qui est resté seul à la direction n'entend rien. Ceux qui sont susceptibles de se rendre compte de son absence sont avec le blessé dans la voiture de location. Les véhicules démarrent, l'un et l'autre surchargés.
L'homme qui surveille les prisonniers à la direction attend cinq minutes, puis s'aperçoit que le local a été évacué et que la police est arrivée. Profitant de la confusion, il réussit à gagner la rue, mais quelqu'un le désigne à la police qui l'arrête.

g) Banque Pan de Azucar
Cette banque se trouve dans la rue du Général Artigas, presque au centre d'un pâté de maisons et à environ trente-cinq mètres de la Banque de Pando.
On désigne pour cette opération une équipe de six camarades. La voiture de location que l'on avait dû abandonner en raison d'ennuis mécaniques au kilomètre 40, était destinée à cette équipe et il n'avait pas été possible, contrairement à ce que l'on croyait, de s'en procurer une autre aux alentours de la ville.
A 13 h moins 10, dans un café situé en face de la banque, les six camarades délibèrent sur les moyens de se procurer un véhicule, quand ils voient arriver dans une Citroën, le directeur de la banque en personne. Ils le connaissent pour l'avoir vu pendant l'étude de l'objectif. Leur problème est donc résolu et ils se dispersent en attendant 13 heures.

Après le signal du déclenchement de l'opération, cinq camarades entrent dans la banque, un groupe de trois précédant les deux autres. Ils se répartissent dans des endroits stratégiques pour prendre possession du local au signal donné par le sixième camarade qui entrera le dernier, presque aussitôt après le deuxième groupe. Mais, à quelques mètres de l'entrée, ce camarade remarque un homme qui observe attentivement l'équipe « Banque de Pando » pénétrer dans son objectif. Il a vite fait de le tenir en respect et de le conduire — comme cela avait été prévu pour les gens neutralisés dans la rue — à la Banque de Pando. Il pénètre après cela dans sa banque et au signal

convenu, trois camarades réduisent à l'impuissance les employés et les clients qui se trouvent dans le hall de réception, tandis que les deux autres en font autant avec les employés qu'ils trouvent dans les bureaux de la direction.

Les onze prisonniers — cinq clients et six employés — sont gardés dans une pièce par deux camarades. On trouve sur le directeur les clés de la voiture et un pistolet et on demande les clés de la caisse à un caissier. Deux camarades se chargent de prendre l'argent ; un autre attend dans le vestibule, tandis que celui qui était entré le dernier dans la banque surveille l'entrée.

Des attroupements de curieux se forment aux deux coins de la rue. A une heure quatre minutes, un policier se détache de la foule et avance comme dans un film projeté au ralenti, en direction de la banque. Le camarade qui surveille l'entrée marche vers lui sans avoir l'air de rien, comme n'importe qui marcherait sur le trottoir. A peine a-t-il dépassé le policier, qu'il se retourne, lui plante son canon dans le dos et le conduit à la Banque de Pando. Le policier tremble comme une feuille : il n'allait certainement pas à la banque de sa propre initiative, mais contraint par quelqu'un qui se trouvait dans la foule avec lui ; c'est pourquoi il avançait si lentement et tremblait de peur.
Après cela, le camarade retourne à la porte de la banque où il rencontre une femme qui vient toucher un chèque avec un enfant. Il lui dit qu'elle sera obligée d'attendre un moment, puis la confie au camarade qui se trouve dans le vestibule.

Après avoir mis l'argent dans les sacs et s'être justifiés devant les prisonniers, on évacue le local. Cette équipe sera la première arrivée au lieu de rassemblement final.
h) Banque de Pando
La banque est située dans la rue du Général Artigas. Elle a trois entrées : une dans la rue du Général Artigas, une dans une rue latérale et la troisième sur un pan coupé. L'entrée de la rue est réservée au personnel, les deux autres sont destinées au public.
La disposition interne des lieux est la suivante : un guichet en forme

de U parallèle à la rue du Général Artigas, au pan coupé et à une cloison, délimite un espace d'environ huit mètres sur sept où travaillent les employés. Les bureaux de la direction sont installés entre une des branches du U et la cloison ; le bureau du contentieux se trouve entre l'autre branche et le mur donnant sur la rue latérale.

Les caisses 1 et 2 sont près de la porte située dans la rue du Général Artigas : à un peu plus d'un mètre de cette porte, sur la droite, un escalier donne accès à une sorte de sous-sol où se trouvent les coffres pour les objets personnels, bijoux et autres... La caisse 3 est face au pan coupé. Derrière le guichet, près des caisses 1 et 2, dans un autre sous-sol, se trouve la chambre-forte. Aux heures où les caisses 1 et 2 sont ouvertes, la caisse 3 est fermée et vice versa.

L'équipe qui aura cette banque pour objectif se compose de huit hommes et d'une femme ; ils auront un véhicule à leur disposition.
Après le signal du déclenchement de l'opération, deux camarades pénètrent dans la banque par l'entrée située sur le pan coupé et se dirigent vers le secteur du bureau du contentieux : au même moment, un couple entre par la rue du Général Artigas et se rend dans le secteur de la direction. Deux autres camarades arrivent aussitôt après : l'un va se poster près de la caisse 3, l'autre entre la porte donnant sur la rue du Général Artigas et le sous-sol où se trouvent les coffres. Le sous-sol n'est pas éclairé, il ne doit donc y avoir personne mais le camarade y descend quand même pour en être tout à fait sûr.

Le septième camarade reste dehors, en face du pan coupé, pour servir de lien entre l'extérieur et l'intérieur : il surveille la rue et prendra en charge les prisonniers faits à l'extérieur de la banque Pan de Azucar située à trente mètres de là. On a décidé ce transfert parce que les locaux de la Banque de Pando sont plus vastes que ceux de la Banque Pan de Azucar et, de plus, l'équipe qui l'occupe est plus importante.

Les camarades qui sont dans la banque ont tous un prétexte pour justifier leur présence au cas où un employé leur demanderait ce qu'ils veulent pendant le laps de temps qui sépare leur arrivée de celle des

deux camarades — Alfredo Cultelli et Ricardo Zabalza — qui donneront le signal du déclenchement de l'occupation.
Le couple attend entre la direction et le guichet où un employé et un client discutent avec véhémence.

Devant le bureau du contentieux, un camarade entrouvre discrètement la porte et constate qu'elle n'est pas fermée à clé. A peine est-il retourné à son poste qu'un employé lui demande ce qu'il désire ; il se renseigne alors sur des maisons à louer. L'employé a tout juste eu le temps de dire quelques mots que l'on entend Zabalza dire : « Ceci est une attaque, nous sommes des Tupamaros. » Au même moment Cultelli bondit sur le guichet et la mitraillette en main domine tout le hall de réception. Quelques secondes plus tard, Zabalza franchit le guichet et se rend à la chambre forte, alors que Cultelli est déjà en train de neutraliser les caissiers des caisses 1 et 2.

En même temps que Zabalza et pour faire mieux comprendre que tout le local est occupé, les camarades répètent la même phrase à leur poste respectif, puis pénètrent dans le local qui leur est assigné.
A la caisse 3 : un camarade réduit à l'impuissance les clients qui se trouvent dans ce secteur.

A la direction : une camarade entre chercher le directeur pendant qu'un camarade tient en respect les fonctionnaires et les clients qui sont dans ce secteur, à l'exception des deux hommes qui discutent. Distrait, n'accordant pas la moindre attention à ce qui est étranger à sa discussion, l'employé lève brusquement la tête, dit sans prendre en considération l'arme braquée sur lui : « Oui, attendez un petit moment » et se remet à discuter.
Tout aussi promptement que lors de sa première réaction, il se réveille brusquement à la réalité, comprend qu'il s'agit d'une attaque à main armée et lève les bras. Il ne posera aucun autre problème dans ce secteur.

A la direction, la camarade ne trouve personne. Elle se rend alors dans le hall de réception où le directeur doit se trouver parmi les autres

employés.
Au bureau du contentieux : l'employé qui répondait au sujet des maisons à louer reste bouche bée devant le pistolet braqué sur lui, tandis que l'autre, un homme grand et gros, s'enfuit vers les locaux intérieurs. Un camarade ouvre d'un coup de pied la porte peu robuste du bureau et court rattraper le fugitif. L'homme est aussi malin que corpulent : il le retrouve caché derrière le va-et-vient d'un cabinet qui peut tout juste contenir sa personne.

Entre la porte et la salle des coffres : un camarade réduit à l'impuissance les clients qui se trouvent dans ce secteur. En attendant de les conduire avec les employés près de la direction, il les fait rester pendant un bref laps de temps, les mains appuyées sur le guichet, car s'ils avaient les mains en l'air, cela attirerait l'attention des gens qui pourraient les voir de l'extérieur.

Après s'être rendus maîtres de tous les secteurs et avoir inspecté tous les locaux annexes au cas où quelqu'un y serait resté, on réunit les employés et les clients — vingt personnes environ — que l'on fait allonger par terre entre les bureaux et le mur du fond à l'exception des femmes et des vieillards auxquels on apporte des chaises. On demande les clés de la chambre-forte au directeur qui les remet sans difficulté ; on n'aura pas besoin de sortir le couteau acéré à « ramollir les durs ».
Conformément au plan, la position des camarades est la suivante :

—A l'extérieur, en face du pan coupé : un camarade.

—A l'intérieur, entre l'entrée située sur le pan coupé et la caisse 3 : le camarade qui avait neutralisé les clients dans ce secteur sert de lien avec l'extérieur ; on lui confiera les gens neutralisés dans la rue ; il les remettra à un camarade du « secteur » du bureau du contentieux qui attend là dans ce but.

—A la porte donnant sur la rue du Général Artigas : le camarade qui s'était posté au début, entre cette porte et les coffres, surveille maintenant l'entrée et neutralisera ceux qui entreront pour les conduire ensuite au secteur de la direction d'où on les emmènera rejoindre les

autres.
— Au fond du hall de réception : la camarade et le camarade qui avait récupéré le gros dans les toilettes, surveillent les « prisonniers ».
Zabalza fourre dans des sacs l'argent de la chambre-forte et Cultelli en fait autant avec celui des caisses quand, soudain, deux balles partent de son Lüger dont le cran de sûreté est usé. Comme le canon est dirigé vers le sol, cela n'a d'autre conséquence que de rompre le silence tendu qui règne dans la banque.
Durant ces minutes, on réduit à l'impuissance deux clients qui viennent d'arriver et on reçoit de la Banque Pan de Azûcar un civil et un policier tremblant de peur.

On distribue des tracts aux « prisonniers », on leur expose la ligne politique du mouvement et on explique aux employés en particulier; la position du M.L.N. dans le long conflit qui vient d'opposer les employés de banques à leurs patrons, et les raisons de l'enlèvement du banquier Pellegrini Giampietro qui est encore entre les mains de l'organisation.

Pendant ce temps, voyant qu'il n'y a que peu d'argent dans la chambre-forte, Zabalza fait venir le directeur et lui ordonne de lui dire où il peut encore en trouver. L'homme lui donne des explications qui semblent plausibles : la veille, une partie de l'argent a été transférée à la Banque de la République. Il est presque l'heure de partir quand le camarade qui était de garde dans la rue entre pour demander au reste de l'équipe de partir au plus vite parce que 1' « affaire tourne au vinaigre » : aux alentours de la banque, il y a d'énormes attroupements ; dans la rue du Général Artigas, les yeux des curieux vont inlassablement d'une banque à l'autre.

On lui demande d'attendre encore quelques instants, le temps de finir de mettre l'argent dans les sacs ; ce qu'il accepte. Mais il revient au bout d'une minute : non seulement il y a des attroupements mais on entend le bruit d'une sirène en provenance de la Banque de la République. On ordonne alors l'évacuation. Nilco, suivi d'un camarade, en franchissant le seuil de la banque voit venir en courant à

toutes jambes, un policier, revolver au poing.

Les deux camarades rebroussent chemin, avertissent les autres, s'abritent derrière la porte et la fenêtre dont ils brisent la vitre et échangent des coups de feu avec le policier. La casquette du policier vole à terre alors qu'il disparaît derrière la voiture de location dont il s'était fait un bouclier et qui se trouve dans la rue latérale, un peu en biais par rapport au pan coupé.
Les camarades sont certains d'avoir blessé le policier et, quand ils arrivent à la voiture, ils le voient ramper entre les roues et le trottoir. Nilco contourne la voiture et une camionnette qui stationne devant elle et s'apprête à l'attaquer par surprise, mais un camarade le retient et lui demande de laisser le « pauvre homme » blessé qui ne risque plus de causer d'ennuis. Mais, au moment où la voiture démarre, le « pauvre homme » monte sur le trottoir, se précipite avec agilité dans un bar et, depuis une fenêtre, tire sur le véhicule en marche.

La voiture parcourt péniblement quelques centaines de mètres — un pneu est crevé et il y a neuf camarades à bord — et s'engage dans une rue en sens interdit. A peine cinquante mètres plus loin, un policier vient se poster au milieu de la chaussée et lui fait signe de s'arrêter. Voyant que la voiture lui fonce dessus, il sort son arme et saute sur le trottoir. Les camarades échangent des coups de feu avec le policier jusqu'à ce qu'il se réfugie dans un bar. Les balles tirées par le policier n'atteignent aucun camarade, mais blessent un homme qui sort d'un bar. Le prenant pour un Tupamaro, la police empêchera qu'on lui porte secours et le laissera perdre son sang dans une cellule. On attribuera ce coup de feu aux camarades, bien que leur témoignage — respectant la vérité, même quand il est dur de la reconnaître — et les expertises démontreront le contraire. Il va sans dire que la presse se gardera bien de rapporter les faits tels qu'ils se sont passés en réalité.

Un pneu crevé, les vitres presque toutes brisées, le capot en accordéon, à cause d'un heurt avec la camionnette qui l'empêchait de partir, la voiture paraît incapable d'arriver au lieu de rassemblement final. Mais elle y parviendra quand même.

i) Opération Pando-retour

Toutes les équipes sont arrivées au cimetière. Les camarades de la banque de Pando abandonnent en toute hâte leur voiture pour monter dans celles des autres équipes ; c'est ce que viennent de faire le responsable de la coordination et la femme qui l'accompagnait, un axe de leur voiture s'étant rompu.

Corbillard en tête, les six véhicules du « cortège funèbre » partent en direction de Montevideo à 13 h 20. Ils prennent la route des Piedritas et non pas la route Maldonado, car elle est la plus directe et sera certainement empruntée par les forces de répression déjà alertées. On décide d'alléger le chargement des voitures et de faire descendre les sept employés des pompes funèbres à l'intersection de la route des Piedritas et de la route 84 — à 10 km du cimetière. On explique la situation aux employés qui protestent : les voitures surchargées avancent lentement, un camarade blessé — Pucurull — a besoin d'être soigné de toute urgence. On laisse donc les employés et plusieurs camarades vont prendre leur place dans la KombL Comme il n'y a pas de service sanitaire dans l'équipe de Pucurull, on profite de la halte pour le transporter dans le corbillard où des camarades sont en mesure de lui porter secours.

On se remet en marche. Les voitures roulent rapidement mais pas aussi vite qu'on le voudrait. La voiture de Y « équipe Banque de la République » prend alors la tête du cortège car ses occupants connaissent mieux la route.

On traverse Suarez, une localité qui se trouve à 15 km du cimetière. Les rues sont calmes, l'alarme n'a pas encore été donnée. Trois kilomètres plus loin, on aperçoit en arrivant au lieu-dit de Cassarino, la police de la route qui est toujours postée à cet endroit.

Un des policiers se tient à côté de sa voiture, le canon de sa mitraillette braquée sur le cortège qui s'approche ; l'autre au milieu de la chaussée, fait signe aux voitures de s'arrêter, mais semble hésitant. Peut-être se demande-t-il s'il n'a pas affaire à un véritable cortège funèbre. Quoi

qu'il en soit, les camarades, le doigt sur la détente, font semblant de lui obéir. Ils ralentissent et, au moment où les policiers pensent qu'ils vont s'arrêter, accélèrent, les dépassent et s'éloignent sans problèmes.

A l'intersection de la route de l'Andaluz et de la route Osvaldo Rodriguez — à 24 km du cimetière — le cortège se divise. Le corbillard et deux voitures prennent la route Osvaldo Rodriguez. Ils se sépareront en cours de route et arriveront à Montevideo avec le camarade blessé et l'argent de la Banque de Pando et de la Banque Pan de Azûcar, environ sept millions de pesos au total. Sur la route Repetto, ils croisent un véhicule de la Garde Métropolitaine — une camionnette bleue, de celles que l'on surnomme les « cochon-nettes » — qui se dirige vers Pando à toute allure.

La Kombi et les deux voitures de location des équipes « Banque de la République » et « caserne de pompiers » — cette dernière par erreur — tournent à gauche et prennent la route Cruz del Sur. A un kilomètre et demi de l'embranchement où le cortège s'était divisé, une Gutbrod attend, une roue soulevée par un cric, comme si elle était démontée. C'est une camionnette en règle et qui bien que vieille et branlante, marche encore. La Kombi s'arrête à côté de la Gutbrod. Les camarades y déposent l'argent de la Banque de la République, les armes et deux d'entre eux passent à bord.

Premier affrontement

Pendant que les occupants de la Kombi font passer leur chargement d'une voiture à l'autre, la voiture de l'« équipe de la Banque de la République » poursuit sa route. Les camarades parcourent cinq cents mètres ; ils n'ont plus que trois cents mètres à faire avant d'arriver à la route Repetto, quand ils aperçoivent deux voitures de patrouille qui barrent le passage sur un pont, à cinquante mètres de la route Repetto. Ils décident de ne pas aller plus loin et de se garer sur le bas-côté.

Il est 13 h 40 et ils ont parcouru 26 km. Après une brève délibération, cinq camarades partent à travers champs en direction d'un bois qui se trouve à 300 mètres de là et deux autres se cachent entre la voiture et la

clôture d'un pré. Une minute et demie plus tard, douze camarades arrivent à bord de l'autre voiture de location et six autres à bord de la Kombi. Etant donné la vitesse à laquelle elle roule, la Kombi va finir sa course dans le fossé qui borde la route.

Une des voitures de patrouille démarre et avance lentement. Les camarades se préparent à l'affrontement. Deux cents mètres, cent cinquante mètres, cent mètres. Elle progresse lentement, sans s'arrêter. Quand elle n'est plus qu'à environ soixante dix mètres, les camarades tirent avec des fusils et des pistolets. Les uns sont abrités dans les voitures, les autres sont contre la clôture. Un camarade s'avance de deux mètres, arrive au milieu de la chaussée et, prenant appui sur un genou, tire avec son mauser. La voiture de patrouille s'arrête : elle est atteinte en trois endroits, son pare-brise est détruit.

De nouveau, les camarades délibèrent brièvement : dans les voitures de patrouille, les policiers orientent les forces de répression par radio. Les camarades décident de se retirer, les uns avec la Kombi qu'ils essaient de dégager du fossé, les autres en se sauvant dans le bois. La Gutbrod arrive à ce moment ; ses deux occupants en descendent et vont rejoindre les camarades qui s'enfuient à travers champs. Ceux qui tentaient de mettre la Kombi en marche, ont pris la décision de partir avec la camionnette qui vient d'arriver.

L'un d'eux rattrape le conducteur à la portière. A la force des bras, ils font faire demi-tour à la Gutbrod. Elle démarre avec huit camarades à bord. Ils rebroussent chemin par la route Cruz del Sur en direction de la route Maldonado distante d'environ six kilomètres. A mi-chemin, ils cachent les sacs contenant l'argent dans une prairie en bordure d'un champ de canne à sucre. (Trois enfants les trouveront plus tard en coupant du fourrage, mais n'y toucheront pas. La police, en battant la région, arrivera là en fin de journée. Elle interrogera les enfants qui ne lui diront rien au sujet de l'argent, se bornant à répondre qu'ils coupent du fourrage. Puis les policiers se mettront à vider les sacs de fourrage ; le plus jeune des enfants, peut-être effrayé, indiquera alors la cachette de l'argent.)

Un peu plus loin, la camionnette quitte la route Cruz del Sur pour prendre des chemins vicinaux puis la route Centauro. A quatre cents mètres de la route Maldonado, quatre camarades descendent de voiture, cachent leurs armes dans un bois qui se trouve à proximité et partent chacun de leur côté pour arriver à la route Maldonado où ils prendront un autobus qui les ramènera sans problème à Montevideo.

Les quatre autres poursuivent leur route dans la Gutbrod qu'ils finissent par abandonner sur la route Centauro à une centaine de mètres de la route Maldonado. Le groupe se scinde en deux. Après avoir marché longtemps dans la campagne, les camarades arriveront dans des locaux de l'organisation — qui seront pris par la suite — où ils changeront de vêtements. Ils sortiront de la région en autobus.

A travers champs

Au moment où la Gutbrod démarre, un groupe de vingt camarades dans lequel se trouvent trois femmes, part à travers champs en direction du bois. Ils traversent celui-ci et passent le torrent Toledo Chico qui a un très faible débit. Deux cents mètres plus loin, le groupe se scinde en deux. Un groupe part à droite, cherchant à atteindre la route Cuchilla Grande, tandis que l'autre part dans le sens opposé pour essayer d'arriver à la route Maldonado. Ils pensent que la première de ces routes est à trois ou quatre kilomètres et la deuxième à deux ou trois kilomètres.

Les camarades fuient à travers champs sans pouvoir s'orienter. Le découragement commence à les gagner presque tous. Ils ne connaissent pas le terrain sur lequel ils avancent, pas plus qu'ils ne le situent. Ils n'ont qu'une vague intuition des directions mais sont certains d'une chose : le temps court au profit de l'ennemi. Chaque minute qui passe voit diminuer les possibilités de s'échapper.

Après cinq minutes de marche, les camarades voient apparaître un hélicoptère. Il vole en rase-mottes, explore méthodiquement le terrain et sans aucun doute sert à orienter par radio les forces de répression qui affluent depuis Montevideo. Il va, vient, disparaît, réapparaît en

vrombissant. Un arbre, un fossé permettent à quelques-uns de se dissimuler à son passage. Pendant ce temps, le groupe se disloque peu à peu. Les camarades partent à deux, à trois ou même seuls. Les uns restent en arrière pendant que d'autres prennent différentes directions ; certains préfèrent rester cachés dans les hautes herbes.

Ils marchent, marchent et la campagne s'étend à perte de vue. Parfois, un homme de la région les aide à s'orienter. La campagne s'étend à perte de vue et ils marchent, marchent. Ils sautent les clôtures, ou les longent, franchissent les fossés, les bourbiers, les ravins, poursuivis par le vrombissement sourd de l'hélicoptère auquel vient rapidement se joindre le hurlement des sirènes qui parvient des quatre points cardinaux et à chaque pas devient plus perçant, plus intense, plus rapproché. De temps en temps, quand les camarades arrivent sur une hauteur, ils voient passer dans le lointain, des « cochonnettes », des voitures de patrouille, des voitures de la police de la route.

Après dix minutes de marche, un groupe s'arrête pour délibérer. Des policiers lui tirent dessus à trois cents mètres de distance. Sans arriver à se mettre d'accord sur les moyens de s'en sortir — vaut-il mieux tenter d'échapper à l'encerclement ou essayer de se cacher jusqu'à la nuit — les fuyards se dispersent, laissant derrière eux les policiers qui ne les suivront pas. Jorge Salerno de 1' « équipe commissariat » et Arapey Cabrera partent ensemble. Après cinq minutes de marche, ils voient une voiture de patrouille qui leur barre la route. Ils obliquent en direction d'un bosquet d'eucalyptus qui se trouve à cent mètres d'eux et borde une route. De l'autre côté de cette route et en face du bosquet s'élève une école.

Encerclement et mort

Les policiers tirent depuis la voiture de patrouille et blessent Arapey Cabrera : deux balles lui brisent l'humérus droit. Salerno répond au tir de la police jusqu'à épuisement de ses munitions. Il sort alors du bosquet, jette son arme à terre à la vue des policiers et met les mains en l'air. C'est dans cette position qu'il est criblé de balles par la police.
Pendant ce temps, le reste des camarades, de plus en plus dispersés et

désorientés continuent de marcher, poursuivis par le hurlement des sirènes et le vrombissement de l'hélicoptère.
Des coups de feu retentissent dans différentes directions.
Quelques camarades pénètrent dans une zone de fermes ; ils vont de l'une à l'autre, interrogeant les gens qu'ils rencontrent. Pendant ce temps, en divers endroits, des camarades tombent aux mains des forces de répression.

Un groupe de huit camarades — peut-être le plus nombreux à ce niveau des événements — arrive dans une zone relativement, peuplée. Par peur ou par curiosité, la plupart des gens ont quitté leur maison pour gagner la rue.
Les huit camarades vont de maison en maison, de ferme en ferme puis parviennent dans un terrain, contournent une maisonnette et vont se cacher derrière des haies touffues. Une meute de policiers arrive immédiatement après et se met à tirer dans toutes les directions.
Six camarades entrent dans la maisonnette, deux restent dehors. Enrique Osano est blessé au genou. Il avance, les mains en l'air; dans l'intention de se rendre, mais les policiers continuent de lui tirer dessus. Ils visent mal, et c'est cela qui les empêchera de l'assassiner comme ils en avaient l'intention.

Ici prend fin la reconstitution, réalisée, grâce au témoignage de camarades, des événements qui se sont déroulés pendant les vingt cinq minutes séparant le début de la marche de la capture de seize hommes et de deux femmes et de la mort des camarades Jorgq Salerno, Ricardo Zabalza et Alfredo Cultelli. Pour être sûrs qu' Cultelli et Zabalza avaient eu le même sort que Salerno, au cas où la cruauté et le sadisme avec lesquels la police avait agi ne suffiraient pas à convaincre, on recueillit au fil des jours des preuves qui figurent dans les dossiers de la justice.

Zabalza échangea des coups de feu avec un policier de la Garde Républicaine. Blessé par une rafale de mitraillette, il se rendit. En allant au véhicule de la Garde qui se trouvait à 80 mètres, il eut une conversation avec le policier qui lui avait demandé pourquoi il n'avait ;

pas utilisé sa grenade. Il lui expliqua que le M.L.N. ne luttait pas pour tuer les policiers mais pour en finir avec le système capitaliste, prendre le pouvoir et bâtir une société meilleure, égalitaire et fraternelle.
Quand ils arrivèrent au véhicule, les policiers qui attendaient là se ruèrent sur le prisonnier en hurlant qu'il fallait tous les tuer, obéissant ainsi au code W-I du président Pacheco. Le policier à qui Zabalza s'était rendu, essaya de calmer la meute déchaînée mais le laissa et repartit à travers champs.

On déclara ensuite que Zabalza avait été tué « au cours d'un échange de coups de feu avec la police ». On put constater en examinant son cadavre qu'une balle avait pénétré par la nuque pour aller se loger dans la partie frontale. Par ailleurs, son crâne était défoncé, de toute évidence par un coup de crosse.
Quant aux blessures de Cultelli, elles prouvaient qu'il avait été abattu par devant et par derrière, alors qu'il avait les mains en l'air.
En ce qui concerne Salerno, on apprit, par la suite, que la police le laissa perdre son sang. L'officier du groupe qui l'avait capturé refusa de faire venir une ambulance comme le lui demandait un journaliste. Par ailleurs, le même officier piétina le blessé et lui donna des coups de pieds à n'en plus finir.

Une meute sanguinaire
Deux des camarades capturés furent blessés par balle et tous les autres le furent par les mauvais traitements que leur infligea la police.
On pourrait en dire long sur le comportement des forces de répression et en particulier sur celui de la Garde Métropolitaine ; sur la férocité, la cruauté et le sadisme de centaines d'hommes devenus des fauves, à la différence près que les animaux ne tuent que pour se nourrir ou se défendre. Les tourments des camarades commencèrent au moment de leur capture, se prolongèrent pendant leur transfert à Montevideo et atteignirent leur paroxysme à la Jefa-tura de Policia[20], le cloaque de San José y Yi, repaire et lieu de jouissance d'ex-hommes, de bêtes

---

20 Jefatura de Policia : siège des locaux de la police et de la prison centrale de Montevideo (N.d.T.).

nuisibles de la pire espèce, de ce que l'on peut imaginer de plus abject et de plus lâche avec une figure humaine. Bien qu'en cette occasion, il soit juste de reconnaître que la Garde Métropolitaine qui occupa pratiquement le cloaque pendant plusieurs heures, porte la plus grande part de responsabilité des mauvais traitements et des actes de cruauté.

Les camarades capturés étaient jetés à terre, les menottes aux poignets, et pas un seul, homme ou femme, n'échappait aux coups. Coups de poing, coups de pied, coups de crosse dans la figure, sur la tête, dans les testicules, n'importe où. Ils leur marchaient dessus, enfonçant à chaque pas les talons de leurs bottes. Ils cherchaient les blessures pour mieux piétiner là où ça fait le plus mal. Ils grognaient, riaient, insultaient les camarades et les menaçaient de mort.

« II faut tous les tuer ». « Vous ne sortirez pas vivants d'ici, fils de putains ». Ils brandissaient des pistolets, des fusils, en mettaient le canon dans la bouche, sur la tête, la tempe, la nuque, la poitrine des camarades, puis posaient le doigt sur la gâchette, donnant ainsi, une fois de plus, un avant-goût de la mort à leurs prisonniers. Pas un qui ne frappait ni ne menaçait. Quand les uns avaient terminé, d'autres venaient les remplacer. Ils se disputaient le tour, la proie, la blessure à piétiner. Ceux qui avaient terminé, recommençaient. La meute insatiable se renouvelait sans cesse. C'était un festin de fauves.

L'attitude d'un policier de la route qui dut «lutter» pour garder son prisonnier que la Garde Métropolitaine voulait lui arracher, l'intervention d'un fonctionnaire de l’lntelligencia y Enlace qui fit de même et la présence des journalistes — témoins indésirables — sauvèrent la vie de certains camarades.

Dans les voitures qui transportaient les prisonniers à Montevideo, les fauves ne s'accordaient pas de répit. Quand les camarades arrivaient au cloaque, tout sanglants et perclus de douleur, ils devaient passer entre deux rangées de « métros »[21], deux rangées bien compactes de fauves

[21] « Métro » : abréviation de « Metropolitanos », membres de la « Guar-dia

où chaque poing et chaque pied assénait un coup, où chaque main arrachait une mèche de cheveux.

Le défilé terminé, le festin continuait dans les ascenseurs, dans les cachots, dans les locaux des interrogatoires, partout où il pouvait y avoir un camarade. Les fauves riaient et grognaient ; ils pleuraient aussi ; surexcités, hystériques, les « métros » étaient en proie à des sanglots malsains et grotesques.
Tous les fauves qui se trouvaient dans le cloaque abandonnèrent leur antre pour venir participer au « broyage ». Jusqu'à un nain du bureau de dactyloscopie qui vint passer sur les camarades ses envies de frapper.

Nous citerons pour terminer, quatre cas qui peuvent servir d'exemple de ce que l’ fit subir aux prisonniers dans leur ensemble.
Arapey Cabrera : A l'endroit où il tomba blessé, ils montèrent sur lui et sautèrent sur la blessure de son bras ; ils lui enfoncèrent le canon d'un pistolet 45 dans la bouche, le blessant aux lèvres, aux gencives et au palais. A l'hôpital militaire, quand il reprit connaissance, les gardes qui le surveillaient, le menacèrent tout en s'amusant à bouger l'aiguille qui servait à lui faire une transfusion de plasma.

Enrique Osano : Ils lui montèrent dessus et le piétinèrent, comme s'ils cherchaient à lui aplatir le thorax et l'abdomen. Ils lui donnèrent des coups de pied dans la tête, au visage, partout. Ils le traînèrent ensuite dans le fossé qui bordait la route pour lui maintenir le visage enfoncé dans la boue. Ils le ramenèrent au véhicule du sang s'écoulant du nez, des oreilles, de deux blessures à la tête et d'une au genou.

Au moment où il montait dans la voiture, un policier s'exclama en montrant sa peau derrière l'oreille : « Regarde, là il n'a pas de sang ». Et il le blessa à cet endroit. Arrivés dans le cloaque, quand ils s'aperçurent qu'il avait reçu une balle dans le genou, ils l'obligèrent à marcher et, quand il fut épuisé, le firent s'agenouiller en le saisissant

---

Metropolitana », corps spécial de la police chargé de la répression dans la ville de Montevideo.

par les cheveux, dont ils lui arrachèrent des touffes.
A l'hôpital militaire, on lui recousit la blessure qu'il avait à la tête... sans anesthésie... et sans fil.

Elbio Cardoso : Dans le cloaque, on lui ouvrit les lèvres et on lui cassa les dents du maxillaire supérieur d'un coup de matraque Puis, dans son cachot, on le frappa jusqu'à ce qu'il perde connaissance.
Eleuterio Fernandez : Pendant son transfert à Montevideo, chaque fois que les blessures de sa tête s'arrêtaient de saigner, les « métros » qui l'accompagnaient se chargeaient de les ouvrir en trifouillant dedans avec leurs doigts. Puis ils s'essuyaient les mains sur ses vêtements. On doit cependant reconnaître qu'ils faisaient preuve d'une extrême délicatesse autant pour ouvrir les blessures que pour se nettoyer les doigts.

Opération « Banco Francés e Italiano »

Un des objectifs de l'opération Pando était, entre autres, de renflouer les finances de l'organisation, qui étaient, déjà alors, dans une situation particulièrement critique. L'opération ayant échoué en ce qui concerne cet objectif, les caisses de l'organisation étaient pour ainsi dire vides à la fin de l'année.

On analyse diverses possibilités d'opération pour surmonter la crise, et le choix finit par se porter sur la Banque Francés e Italiano. Trois raisons déterminent avant tout ce choix :

a)Il s'agit d'une banque étrangère et par conséquent riche ; on pourra obtenir au moins 60 millions de pesos ;

b)On saisira des documents prouvant certaines manœuvres frauduleuses de la banque qui tente d'absorber une banque d'état, la Banque de Rio Negro, au moment où le gouvernement déclare qu'il veut soi-disant nationaliser les banques en commençant par la Banque Francés e Italiano ;

c)On saisira aussi des documents attestant que, presqu'un an après le décret gouvernemental obligeant les sociétés financières à fermer, une demi-douzaine d'entre elles continuent de jouir d'une bonne santé et conservent leur appétit.

Etude et plan
Une fois l'opération décidée, on demande au service d'information tout le matériel qu'il a sur la banque, sur ses sociétés financières et sur ses cadres — noms, adresses, numéros de téléphone, numéros d'immatriculation de leur voiture, etc. — pour commencer l'étude. D'une part, on effectue des filatures qui permettent de confirmer les renseignements que l'on possède déjà et de connaître les habitudes des cadres, les trajets qu'ils accomplissent et les endroits qu'ils fréquentent. D'autre part, pendant une vingtaine de jours, des hommes et des femmes effectuent à tour de rôle à l'intérieur de la banque la reconnaissance des lieux depuis l'ouverture jusqu'à la fermeture.

Il leur arrive même d'aller à la banque au dernier moment pour profiter du laps de temps pendant lequel on s'occupe des gens qui sont restés après la fermeture ; ce laps de temps varie autour de la demi-heure. Cela permet de connaître l'effectif du personnel et ses attributions, ainsi que la disposition même du local, les systèmes d'alarme, le nombre des gardiens et de savoir par où et comment le public sort de la banque après la fermeture. On s'assure aussi que le trésorier, Fernandez Susena, a toujours sur lui une des clés de la chambre forte, tandis que les deux autres sont entre les mains des responsables de service.

On élabore le plan à partir des renseignements obtenus au cours de l'étude de l'objectif : on demandera à un traiteur de livrer de la pâtisserie ; quand il arrivera à l'adresse indiquée, on réduira à l'impuissance les employés qui ne seront certainement pas plus de deux. Les camarades endosseront leurs vêtements, prendront leurs places dans la voiture et passeront prendre les autres participants à l'opération pour se rendre à la banque vers 19 h 30. Bien que la banque

ferme ses portes à 17 heures, le personnel reste travailler beaucoup plus tard. L'année touchant à sa fin, personne ne s'étonnera du « cadeau » d'un « client reconnaissant ». Le portier ouvrira sans hésiter à l'employé en tenue de travail et ce dernier entrera avec des pâtisseries, des bouteilles de cidre, etc... Bien que le fait de franchir la porte constitue déjà la moitié de l'opération, l'autre moitié pose aussi des problèmes ; on verra comment les résoudre.

On met un soin tout particulier à choisir le véhicule. L'équipe est nombreuse : huit hommes et deux femmes ; le volume du butin est important : sacs d'argent et documents. Il faut donc utiliser un véhicule de grande capacité, comme la voiture de livraison d'une pâtisserie.
Dans la soirée du 24 décembre, on téléphone à un traiteur pour demander d'effectuer une livraison le 26. L'employé répond que c'est impossible, car toutes les voitures de livraison sont déjà retenues... Cette malchance n'est pas sans importance : à 48 heures de l'opération, la veille d'un jour férié, on ne s'est pas encore procuré le véhicule. Après une analyse de la situation, on en vient à conclure que pour disposer du véhicule approprié à l'heure prévue, la meilleure solution est de l'acheter.

Dans la matinée du 26, on achète donc le véhicule. Disposant de peu d'argent et de peu de temps, on ne peut pas se montrer très exigeant : on se décide pour une camionnette à plate-forme, sans bâche et qui a, de plus, un pneu en mauvais état. Elle coûte 750 000 pesos. Cet achat laisse la caisse pratiquement vide. Mais d'après le plan, elle sera le soir même pleine à craquer : les trois quarts de million sont déboursés pour céder la place à soixante millions. Comme il est impossible de transporter le butin à découvert, on doit acheter de la toile pour confectionner une bâche précaire.

Puisqu'on n'a pu se procurer le véhicule de la pâtisserie, il faut changer le stratagème pour pénétrer dans l'objectif : à défaut de confiserie, on utilisera une bombe.
Une demi-heure avant l'heure fixée pour aller passer prendre les membres de l'équipe qui attendent en différents endroits, le pneu

abîmé crève. L'accident est commenté par une série de jurons, puis c'est une course contre la montre pour réparer le pneu et arriver à temps aux rendez-vous.

Alerte à la bombe

A plusieurs centaines de mètres de la banque, quelques camarades descendent de voiture et terminent le trajet à pied. Avec quatre personnes à bord, la camionnette va se garer en face de la sortie du personnel, mais de l'autre côté de la rue. Un homme est posté non loin de là ; deux femmes font semblant de bavarder au coin de la rue et, un peu plus loin, trois hommes feignent d'attendre l'autobus quand, soudain, l'un d'eux voit surgir une de ses connaissances qui vient lui parler.

L'homme a tant de choses à lui dire qu'il ne le quitte plus : « Comment vas-tu ? Que deviens-tu ? Quel autobus prends-tu ?... Moi, je le prends là-bas... ! » II n'y a pas moyen de le faire partir. Les camarades souffrent, transpirent, mais par chance, il s'en va à temps,

A 19 h 40, cinq minutes après que les policiers de garde aient quitté la banque, un « coursier » vient sonner à la porte comme cela arrive fréquemment. Trois des camarades qui étaient dans la camionnette et deux de ceux qui attendaient l'autobus se dirigent simultanément vers la porte. A mi-chemin, un nouvel incident se produit : l'un d'eux perd sa lentille de contact ; il est obligé de s'arrêter un moment pour la remettre en place.

Alors que le portier s'occupe du « coursier », six « policiers en civil» surgissent et déclarent avoir été prévenus qu'une bombe a été déposée dans la banque et qu'ils viennent enquêter. Ils ne perdent pas de temps : ils trouvent un air suspect au « coursier » et décident de l'emmener avec eux. Ils entrent donc dans la banque accompagnés par le portier. «Préoccupés» sans doute par la bombe et sans que le portier ne s'en rende compte, ils « oublient » dans le couloir d'entrée le «suspect» qui reste là pour bloquer la sortie. Tandis qu'un homme attend dans la camionnette et que les deux femmes continuent à bavarder au coin de la rue, le « chef des policiers en civil » et un « subalterne » montent à

la Direction qui se trouve au premier étage, sous la conduite du portier. Les autres restent au rez-de-chaussée où ils rassemblent les employés. Les premiers, aimables comme des hôtesses, demandent à tous ceux qu'ils rencontrent à la Direction et dans tout le reste de l'étage de descendre au rez-de-chaussée et de ne rien toucher car tout peut être dangereux. Quelques-uns perdent leur sang-froid, mais la plupart conservent leur calme.

En bas, on rassure ceux qui veulent s'en aller et on leur demande de rester tant que le « chef » n'est pas descendu. « Personne ne peut sortir». Mais un homme, imperméable à toute amabilité, essaie de partir en invoquant son titre :

—Je suis le directeur, Berri.

—Et moi, je suis l'officier de police Caramastrillo ! lui dit en l'interrompant un « policier en civil ». Puis il ajoute : « Personne ne sortira d'ici ».

C'est alors que les deux femmes arrivent dans la banque. Tout le monde est maintenant réuni au rez-de-chaussée — une trentaine de personnes en tout. Le « chef » déclare alors :

— Bien, Messieurs, la bombe c'était une plaisanterie — murmures, sourires de soulagement — ; mais ce qui n'est pas une plaisanterie, c'est que nous sommes des Tupàmaros et qu'on est venu chercher J'argent et quelques documents.

Une secrétaire s'évanouit, mais la plupart des employés gardent leur sang-froid. Une des camarades s'occupe de la femme évanouie qui a vite fait de retrouver ses esprits, tandis que l'autre surveille le standardiste qui continue à prendre les communications et répond ce qu'on lui dit de dire.

On fouille tous les employés pour s'assurer qu'ils n'ont pas d'arme. On leur demande ensuite leurs papiers que l'on collationne avec une liste des jaunes dressée par le syndicat après le conflit bancaire qui vient de se terminer. On constitue un groupe à part avec les jaunes et on leur reproche l'attitude condamnable qu'ils ont eue pendant le conflit.

Deux camarades se rendent à la chambre-forte accompagnés par

Fernandez Susena. Ce dernier ouvre avec une clé puis déclare que Baracco, le directeur des changes qui est déjà parti, a les deux autres. De même que l'on avait prévu l'éventualité du départ, avant l'occupation, d'un employé dont on aurait besoin, on avait aussi prévu le moyen d'y parer.

On décide d'aller chercher Baracco à son domicile. Le trésorier déclare alors qu'on ne le trouvera pas chez lui. En effet, il sait que Baracco doit assister à un repas qui commence à 21 heures au Club Espagnol. Comme il n'est que 19 h 55, on devra attendre jusqu'à 20 h 30.
Pendant ce temps, les camarades s'attaquent au problème des documents.

Parmi les employés prisonniers, Vâsquez Dîaz, le responsable des sociétés financières, attend, assis dans un fauteuil. Quand il voit qu'un camarade le désigne en parlant de lui, il baisse la tête, effondré, comme un condamné à mort qui attend le peloton d'exécution. Les fautes qu'il a à se reprocher ne doivent pas être seules responsables de cet effondrement ; il s'y ajoute peut-être la peur de la séquestration, la peur de passer quelque temps dans une prison révolutionnaire. La séquestration de son patron, Pellegrini Giampietro, qui a duré une soixantaine de jours — aussi longtemps que le conflit bancaire — est encore fraîche dans les mémoires.

Un camarade s'approche du fauteuil :

—Vous êtes bien Vâsquez Diaz ? Suivez-moi.

L'homme obéit, et, chemin faisant, dit au camarade :
— C'est pour les sociétés financières ? D'accord. Moi aussi, je suis pour le peuple.
Pour un peu, la peur lui aurait fait dire qu'il était un Tupamaro. Ils parviennent à l'endroit où sont gardés les documents et Vâsquez, prévenu qu'ils lui feraient payer cher s'il essayait de les tromper, apporte une aide efficace. Il indique les documents les plus importants qui vont directement dans les sacs. Comme il pense peut-être qu'il va subir le même sort que les documents, sa collaboration est des plus

honnêtes.
A 20 h 30, alors qu'on a déjà rempli dix sacs de documents — parmi lesquels se trouvent ceux qui concernent la Banque de Rio Negro — deux camarades partent chercher Baracco avec la camionnette. En cours de route, le conducteur prévient de ce qui se passe les camarades qui attendent dans les voitures de transbordement en différents endroits.

Baracco n'est pas encore arrivé au club ; il est dans un café non loin de là, mais il ne se fait pas attendre longtemps : les « policiers » se présentent et lui font savoir que le directeur Berri s'est, selon toutes les apparences, suicidé, mais que l'on n'écarte pas l'hypothèse d'un crime. On lui recommande de ne rien ébruiter, et on lui demande les clés de la chambre-forte car il faut en sortir des lettres que le mort y gardait.
Ne se remettant pas de sa surprise, il répond qu'il ne les a pas et explique la situation : Brunetto devait le remplacer dans ses attributions lundi, mais il a pris la relève trois jours à l'avance, et c'est donc lui qui a les clés. Mais « tout s'arrange immédiatement ».

Baracco téléphone à Brunetto. Puis les deux « policiers » en compagnie de Baracco et d'un homme qui s'est offert de les accompagner en voiture se rendent chez Brunetto. Chemin faisant, on se doit de philosopher à propos du suicide. Au cours de la conversation, Baracco en vient à conclure que Berri s'est suicidé parce qu'il était un raté. Il est tellement certain du suicide, il se représente si bien le cadavre du directeur qu'il n'est pas un défaut dont il n'accuse le mort.

Arrivés chez Brunetto, on lui explique l'affaire et on lui demande de venir à la banque avec sa clé. Il ne fait pas de difficultés, mais comme sa femme est très jalouse, il prie les « policiers » de lui prêter leurs papiers afin de lui prouver qu'il ne s'agit pas d'une ruse pour aller faire la noce. Il semble que Brunetto soit un spécialiste dans l'art de raconter des histoires à sa pauvre femme.

Les « policiers » en civil laissent Baracco et l'homme qui les a

accompagnés retourner à leur dîner, non sans leur avoir auparavant demandé une discrétion totale puis ils reviennent à la banque avec Brunetto.
Il est presque 22 heures quand ils arrivent. Brunetto manque de perdre connaissance en voyant les quinze sacs de documents empilés dans le couloir, mais il se résigne avec docilité quand les camarades lui apprennent la vérité.

Tandis qu'on allait chercher Baracco et Brunetto, le trésorier qui avait fini par se rendre compte qu'il ne servait à rien de chercher à gagner du temps, s'était résigné à avouer qu'il avait un double de la clé qui ouvrait la chambre forte mais qu'il en manquait une troisième, celle du coffre. Les camarades avaient ouvert la chambre-forte mais n'avaient pas réussi à forcer le coffre. Après avoir fait de vains efforts avec des pieds-de-biche, ils avaient décidé de patienter.
Ils attendaient donc avec le trésorier l'arrivée du « chef ». Quand celui-ci arrive, grande est sa surprise de voir la chambre-forte ouverte. Mais plus grande encore est sa fierté quand il brandit la clé et s'approche du coffre. Là, une nouvelle surprise l'attend : il a dans la main une clé immense alors que la serrure est toute petite.

— Qu'est-ce que ça veut dire ?... dit-il en regardant le trésorier et Brunetto tout en leur montrant la grosse clé.
Brunetto répond par une autre question :
— Comment... Font n'est pas là ?
La clé de Brunetto est le double de celle qu'a donnée le caissier. Comme il est parti tôt de son travail, il a laissé à Font la clé du coffre et il pensait que son collègue était resté à la banque. C'est ce qui explique sa question.
Le temps a passé. Il est déjà 22 h 30. Il est impossible d'aller chercher la clé, ni de retenir plus longtemps les gens, et surtout Berri qui est invité à un dîner à 23 heures. Inquiète, sa femme le cherche partout : à 20 heures, elle a téléphoné et on lui a répondu qu'il était parti. Plus tard, elle est venue à la banque et le portier lui a fait la même réponse.
Dans ces conditions, on décide d'évacuer les lieux. On repart peut-être avec quinze sacs de documents, mais avoir passé trois heures dans la

banque pour revenir sans un centime, quelle déception et quelle rage !

Opération « Paloma »

On a toujours envisagé la nécessité éventuelle d'une telle opération et, il y a assez longtemps, alors qu'il n'y avait encore aucune camarade détenue, on avait recueilli des renseignements sur la Prison de Femmes.

Vers la fin février 1970, 17 camarades sont emprisonnées. On décide alors d'étudier l'objectif et d'élaborer un plan d'action pour délivrer les prisonnières. Cette opération évoquant la libération de colombes, on lui donne le nom d' « Opération Paloma »[22]. Elle poursuit plusieurs objectifs :

1)libérer plus d'une dizaine de cadres et les récupérer en tant que militantes expérimentées dans l'organisation ;

2)porter une nouvelle fois un grand coup au prestige— déjà bien diminué — du Gouvernement ;

3)s'attirer la faveur de la population qui souffre, depuis presque trois ans, des mesures d'exception.

Les répercussions politiques de l'événement seront énormes ; la chute du ministre de l'éducation[23], responsable des établissements pénitentiaires, sera inévitable et peut-être aussi celle du ministre de l'intérieur.

L'étude détaillée de l'objectif et de la zone qui l'entoure, permet de vérifier si les renseignements que l'on possède sont toujours exacts, et d'en recueillir de nouveaux.

La prison de femmes est délimitée au sud par la rue Miguelete, à l'est par la rue Acevedo Dias, au nord par la rue Nicaragua et à l'ouest par la rue Cabildo. Elle comprend les pavillons des détenues, des

---

[22] Paloma : Colombe en espagnol (N.d.T.).

[23] Jusqu'en 1970, les établissements pénitentiaires dépendaient du ministère de l'éducation (N.d.T.).

réfectoires, des salles communes, des cours de récréation, le bâtiment des religieuses, les bureaux administratifs, un corps de garde et une église dont la façade et une entrée donnent sur la rue Acevedo Dias.
Les prisonnières politiques sont isolées des prisonnières de droit commun. Elles demeurent séparées dans l'église. Les offices ont lieu le mardi et le jeudi après-midi — de 16 h à 19 h 20 —, le dimanche matin — de 9 h à 9 h 20 — et le dimanche après-midi.

L'église est en forme de croix ; les bras de la croix se trouvent de chaque côté de l'autel et sont fermés par une grille de trois mètres sur deux mètres de haut, empêchant d'accéder à la nef ; c'est là que les prisonnières assistent à la messe.
Au fond de l'église, derrière l'autel, à gauche et à droite — de chaque côté des bancs réservés aux religieuses — plusieurs portes ouvrent sur les cours communiquant ainsi avec le reste de la prison. Les religieuses entrent et sortent par ces portes et les laissent ouvertes, rendant possible ce que l'on essaie d'empêcher avec la grille : l'accès des prisonnières à la nef. Elles n'utilisent, bien sûr, pas ces portes mais elles pourraient le faire...

La garde intérieure se compose de deux soldats qui vivent dans une pièce, dans un angle de la prison. Plutôt que de monter la garde, ils se reposent en permanence ; on peut les voir assis, prenant du maté ou bavardant, leurs armes dans un coin — par terre ou contre le mur. Si on a besoin d'eux, on les prévient au moyen de sonnettes disséminées dans des endroits stratégiques de la prison, même dans l'église.
Quant à la garde extérieure, elle est assurée par deux policiers armés de revolvers et postés à la porte d'entrée de la prison, presqu'à l'angle de la rue Cabildo, sur le mur ouest. Toutes les demi-heures, l'un d'eux fait le tour de l'enceinte, tandis que l'autre reste à la porte.
On soupçonne la présence d'un garde sur la terrasse, mais c'est en vain que l'on tente, à plusieurs reprises, de le vérifier.

D'autre part, tous les matins, à 8 h 30, donc le dimanche, une demi-heure avant la messe, une voiture de patrouille passe, à faible allure, dans la rue Acevedo Dias, où se trouve l'entrée de l'église. Un autre

véhicule, transportant des officiers de l'armée, accomplit le même parcours mais de façon irrégulière, seulement quelques fois par semaine.
La disposition des lieux fait abandonner le plan sur lequel on était en train de travailler ; au lieu d'occuper la prison par la force, on préfère réaliser une opération «propre» : une évasion par l'église, pendant la messe.

Peu de camarades vont à la messe. Averties des projets, elles commencent à y aller de plus en plus nombreuses, de façon à ce que le jour de l'évasion, la présence de la plupart d'entre elles ne soit pas exceptionnelle, et n'attire pas l'attention des religieuses.
Suspectant la présence de policiers en civil dans l'église, on effectue plusieurs filatures à la sortie des offices, mais pour conclura que les soupçons n'étaient pas fondés.
Le plan étant élaboré jusque dans ses moindres détails, on décide de réaliser l'opération le dimanche 8 mars, date à laquelle on célèbre la «Journée Internationale de la Femme». Cette coïncidence est fortuite. En réalité on a choisi cette date, surtout parce qu'il ne fallait plus perdre de temps car il était question d'un transfert des détenues politiques dans d'autres établissements plus sûrs.

On tentera l'évasion au début de la messe dominicale. Si la tentative échouait pour des raisons qui ne dévoileraient pas le projet on essaierait de nouveau à la fin de l'office ; si elle échouait une seconde fois, on recommencerait à la messe du soir et, au cas où rien ne serait possible ce dimanche, on remettrait l'opération au dimanche suivant (les camarades peuvent avoir des difficultés pour sortir du compartiment dans lequel elles assistent à la messe). Ne prendront part à l'évasion que les camarades qui le désirent.
On fait parvenir aux détenues, en leur passant à travers la grille le plan de l'opération détaillé, clair, avec des graphiques, pour leur permettre de tout comprendre sans possibilité de confusion.

Treize camarades participeront à l'opération, onze hommes et deux femmes. Ils disposeront de quatre véhicules, un par équipe et; six

camarades dans le groupe « église » — quatre hommes et deux femmes — ; trois hommes dans le groupe de renfort ; trois hommes dans le groupe de surveillance de la garde extérieure ; un homme chargé de transporter les prisonnières évadées dans sa voiture.

8 mars
A 6 h 30, des ennuis mécaniques rendent inutilisable la camionette qui doit transporter la première les femmes évadées. Après une brève délibération on décide d'aller chercher une ambulance. On doit résoudre de nouvelles difficultés : il faut deux camarades de plus pour garder les ambulanciers à qui l'on doit procurer vêtements. On se rend ensuite à l'entreprise où l'on demande une ambulance pour transporter un malade.

Deux « parents du malade » accompagnent les trois ambulanciers. Ils passent prendre un « parent » qui a préparé les « vêtements dont le malade aura besoin ». Un peu plus loin on neutralise les ambulanciers. Ils n'opposent pas de résistance. On leur fait quitter leur blouse et bonnet et on leur donne les « vêtements du malade » : trois vestes. Ils descendent de voiture. Deux camarades restent pour les surveiller. Ils feront une longue promenade. La matinée est belle et ensoleillée. A une heure déterminée on les laissera repartir, sans les vestes bien entendu.

En blouse et en bonnet, ayant tout d'un chauffeur d'ambulance, un camarade se dirige vers l'objectif. Avant d'arriver, il doit se débarrasser du lit. Pour cela, il a besoin d'un outil. Il s'arrête dans une station-service où il demande une pince. Il est en train de dévisser le lit quand un homme vient arrêter sa voiture derrière l'ambulance, attendant qu'elle lui cède la place pour prendre de l'essence. Pendant quelques secondes les deux hommes se regardent.

De la curiosité, rien de plus, mais qui permet au camarade de reconnaître l'homme qu'il fait attendre : le commissaire Piriz Casta-

gnet, chef d'Informacion e Inteligencia[24], département spécialisé de la police dans la lutte contre les Tupamaros. Son travail terminé, le camarade rend la pince et laisse la place au commissaire principal.

9 heures 05 minutes
Le responsable de la coordination se rend en voiture d'une équipe à l'autre. Tout va bien. Il passe une seconde fois : c'est le signal du départ vers l'objectif.
9 heures 10 minutes
Trois hommes et une femme de l'équipe église, venant de divers endroits par des chemins différents, arrivent dans l'église, les uns après les autres. Presque aussitôt après, la voiture va se garer en face de l'église. Une femme en descend, qui entre dans l'église. Le sixième camarade de l'équipe reste au volant. Simultanément, dans la rue Nicaragua, à deux mètres de la rue Acevedo Dias, une deuxième voiture, transportant trois camarades chargés de surveiller la garde extérieure, vient se garer perpendiculairement au pan coupé de la prison. Vingt secondes plus tard, l'ambulance vient stationner juste devant la voiture de l'équipe église ; au même moment la voiture de l'équipe de couverture, avec trois camarades à bord, s'arrête en face de ces deux voitures, le long du trottoir opposé.

Dans l'ambulance il y a, pour chaque « colombe », un sac contenant des papiers, de l'argent, des lunettes de soleil, une adresse et une arme ; leur nom est inscrit sur chacun d'eux. On a pris cette précaution pour éviter que les camarades chargés de les emmener à destination ne se trompent et surtout, pour qu'elles puissent se tirer d'affaire au cas où les choses ne se passeraient pas comme prévu et où l'une d'elles ou toutes devraient se déplacer par leurs propres moyens. On a élaboré le plan en vue de réaliser une opération « propre », mais en prévoyant l'éventualité où il serait inévitable de verser du sang.

Une ambiance de dimanche et de repos règne dans la rue. Des hommes boivent du maté, des femmes font des commissions ou commentent le

---

24 Informacion e Inteligencia : autre dénomination de Inteligencia y Enlace.

dernier potin du quartier. Dans un moment elles auront un tel sujet de conversation qu'elles ne trouveront même plus le temps d'aller faire la cuisine ! L'ambulance suscite une grande curiosité : Qui peut bien être malade ? C'est peut-être grave ?...

Les cinq camarades qui sont entrés dans l'église, se postent dans des endroits stratégiques, de façon à encadrer les paroissiens : derrière, dans les bancs situés juste à côté de l'entrée, une femme et un homme sont chargés de retenir les gens dans l'église, de leur interdire la sortie quand l'évasion commencera ; devant, dans les bancs se trouvant près de l'autel, sont assis deux autres camarades : celui de droite est prêt à empêcher toute tentative de fermer les portes du fond par où doivent entrer les « colombes » après avoir quitté le compartiment où elles se trouvaient ; l'autre surveille la porte de gauche, pour neutraliser la garde intérieure qui, si elle intervenait, arriverait par ce passage ou par une fenêtre située dans la partie supérieure du mur du fond derrière l'autel et dominant toute l'église ; cette fenêtre est surveillée par Martina, qui s'est postée quelques bancs plus loin ; de là elle voit les camarades qui la voient elles aussi et auxquelles elle fera signe de sortir, le moment venu. Il va de soi que si la garde intervenait et si elle le faisait par un seul de ces deux endroits, elle serait neutralisée par les deux camarades à la fois.

La messe tarde à commencer. Le curé est encore dans le confessionnal. Une religieuse allume les cierges. Les paroissiens prient. Le temps semble s'être arrêté ; c'est comme s'il était tangible, pesant et tendu. Chaque seconde paraît une éternité. Les secondes passent, les minutes passent, et la messe ne commence toujours pas. Le curé ne sort pas du confessionnal, la religieuse, légère comme une ombre va de cierge en cierge, Le murmure des paroissiens semble une vague sourde dans le silence... Il est déjà 9 h 20 et la messe n'a pas encore commencé. Martina sort un mouchoir. C'est le signal. Rapides comme l'éclair, les camarades glissent en file indienne jusqu'à la porte et entrent dans l'église.

— Qu'est-ce qui se passe, qu'est-ce qui se passe ici ? crie l'ombre en

abandonnant les cierges.
Sans cesser de courir, les camarades contournent l'autel. La religieuse essaie d'en attraper une par le bras, mais en vain. Les gens qui étaient à genoux se relèvent. Les camarades montent sur les bancs, leur expliquent la situation et leur demandent en criant de garder leur calme, de demeurer tranquilles à leur place car il ne se passera rien... (de plus que ce qui est en train de se passer). Bien qu'ils ne pensaient pas le faire, ils exhibent leur arme pour les intimider. Au fond de l'église, quelques paroissiens essaient de sortir, mais on les en empêche.

Pendant ce temps, le groupe de camarades qui a rapidement contourné l'autel, s'engage dans la nef principale, entre les deux rangées de bancs et arrivent à la sortie. Les gens ne bougent pas ; ils regardent à la fois surpris et effrayés. Quelques paroissiennes sont tellement stupéfaites, qu'elles se signent à plusieurs reprises.

A peine la première camarade a-t-elle franchi le seuil de l'église, qu'une adolescente se sauve. On la laisse partir, cela n'a plus d'importance, elle n'aura le temps de rien faire. Au même moment, le policier qui faisait sa ronde, est neutralisé par les camarades devant le pan coupé. Ils lui prennent son arme et le font mettre face au mur. Le pauvre homme, en proie à une peur intense, tremble comme une feuille mais on ne pouvait agir autrement.

Les camarades sont maintenant dans la rue. Elles voient les voitures et l'ambulance, mais pas la camionnette dans laquelle, comme on leur avait dit, elles devaient monter. Un camarade de l'équipe de couverture qui était descendu de voiture, et qui se trouvait au milieu de la chaussée, un genou à terre, contrôlant avec une mitraillette l'angle des rues Acevedo Dias et Miguelete, comprend le trouble des camarades et leur dit de monter dans l'ambulance.

Elles montent par la porte et par les fenêtres. L'ambulance s'avère trop petite, les camarades sont serrées comme des harengs. La dernière à monter a des difficultés pour pénétrer entièrement à l'intérieur ; en

effet quand l'ambulance démarre, on peut encore voir ses jambes dépasser par la fenêtre. Il est 9 h 23.

L'ambulance, si chargée qu'on aurait cru qu'elle ne pourrait démarrer, est suivie par la voiture de couverture, par celle de l'équipe chargée de surveiller la garde et enfin par celle de l'équipe église. Cent mètres plus loin, un camarade regarde en arrière et voit se détacher sur le fond blanc du pan coupé, la silhouette grise du policier encore face au mur, les mains en l'air et les jambes écartées.

Les voitures s'éloignent, suivent un trajet compliqué, prenant une rue et la quittant au premier tournant. On effectue de nombreux transbordements sans incident, mise à part la difficulté de donner les sacs à celles qui descendent, surtout aux premières, quand la voiture est encore bondée. Le dernier transbordement a lieu à 9 h 29, six minutes après avoir quitté l'église. Ensuite, on abandonne les voitures et on libère les ambulanciers. Les camarades éprouvent, en faisant tout cela, une joie intense, délirante, une joie différente de celle qu'ils ont connue au cours d'autres opérations. C'est que cette opération a une valeur particulière. Elle était dictée par le devoir révolutionnaire mais aussi par la camaraderie et par l'affection forgée au cours de tant d'heures, de tant de journées passées à lutter et à espérer ensemble.

A la joie de retrouver des camarades il faut ajouter la satisfaction d'avoir joué un bon tour à la dictature Pacheco et à la police, de les avoir ridiculisés et d'avoir diminué leur prestige en occupant une prison et en faisant évader par ruse, « proprement » et à leur nez et à leur barbe, treize dangereuses, « innommables »[25], qui n'ont pas été

---

[25] « *Innommables* » : vers la fin 1969, le gouvernement de Pacheco Areco promulgua un décret interdisant de prononcer sur les ondes ou d'écrire dans la presse, les sept mots suivants :

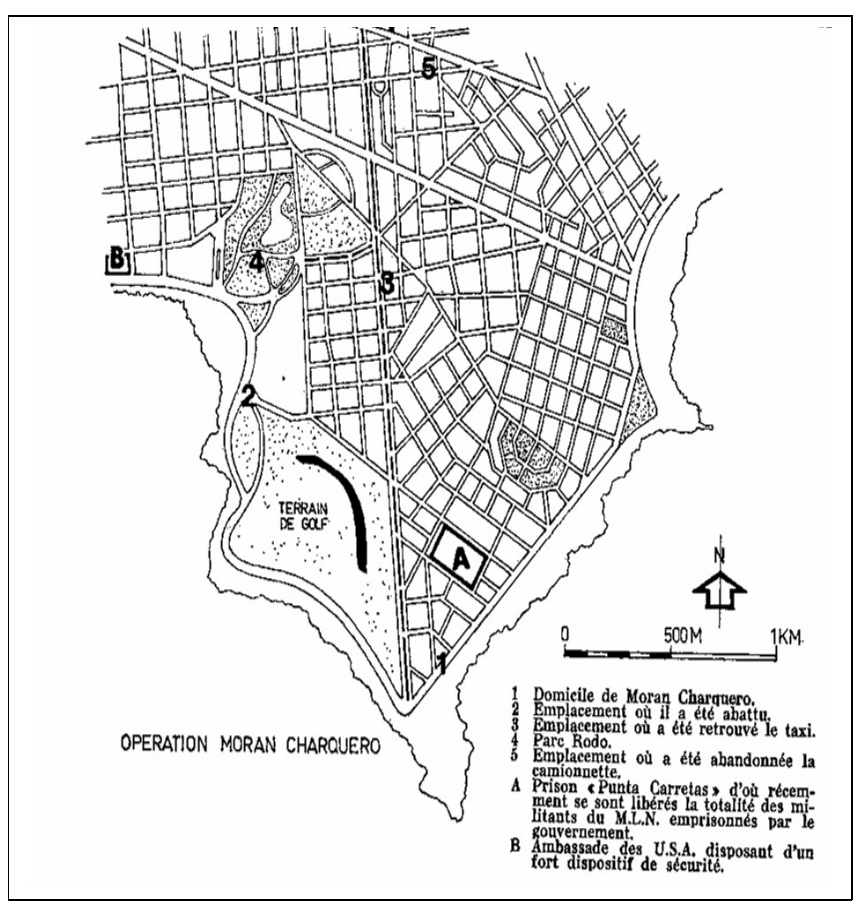
—celula (cellule)
—Comando (commando)
—Extremista (extrémiste)
—Terrorista (terroriste)
—Subversive (subversif)
—Delincuente politico (délinquant politique)

nombreuses par la seule volonté des quelques-unes qui sont restées.
Les recherches intensives effectuées pour retrouver les fugitives ne donnent aucun résultat. Furieux et en proie à l'hystérie, le gouvernement et les forces de répression commencent à chercher des boucs émissaires. C'est le ministre de l'intérieur qui est coupable, non, c'est celui de l'éducation... ou le directeur général des établissements pénitentiaires.

Au début, le ministre de l'intérieur réussit à se sortir d'affaires, mais pas son collègue, le Dr Garcia Capurro, ministre de l'éducation, fasciste déclaré, aussi ami intime du dictateur paraguayen, Strœssner et ennemi numéro 1 du corps enseignant et des étudiants ; il est évincé au premier remaniement ministériel en même temps que le directeur des établissements pénitentiaires.

Environ deux semaines plus tard, le Sénat demande au ministre de l'intérieur des explications au sujet de 1'« évasion de la prison de femmes ». Le ministre dénie toute responsabilité quant au fait en soi, mais il ne peut faire de même en ce qui concerne la corruption de la Jefatura de Policia et le ministre, matraqueur des ouvriers et des étudiants, offrant un spectacle pitoyable, balbutie des paroles incohérentes et doit démissionner de même que le chef de la police.

—Delincuente ideolôgico (délinquant idéologique)
—Tupamaro
Refusant de remplacer « Tupamaro » par voleur ou assassin comme le souhaitait le gouvernement, la presse lui substitua le mot « innommable » (N.d.T.).



Opération « Morân Charquero »

Le camarade Rodebel Cabrera est arrêté à son domicile le samedi 14 mars 1970, à 5 h 30 du matin. Il est conduit à la Jefatura de Policia où on le garde 57 heures dans un cachot vide, les mains liées derrière le dos par des menottes, sans boire, sans manger, sans possibilité de satisfaire ses besoins naturels.

Voici en gros le récit des seize premières heures qu'il a passées dans le « cloaque » : Peu après son arrivée Hector Morân Charquero, chef

d'une brigade spéciale de lutte contre la sédition, lui fait subir un interrogatoire au cours duquel il utilise toutes les formes de contrainte et de menace possibles : « Si tu ne cèdes pas, j'ai des moyens de te faire parler. »
La fermeté du camarade irrite Morân Charquero qui le renvoie dans son cachot. « Puisque tu ne veux pas parler, tu vas faire des cauchemars», lui dit l'homme qui l'accompagne.

Vers 7 h 30, on lui met une cagoule et on l'emmène au supplice. Les poignets et les chevilles enveloppés de chiffons mouillés, on le fait allonger sur un matelas humide et on l'attache au lit, bras et jambes écartés. Puis, la séance débute. On lui pose des questions et on lui applique l'électrode ; on lui repose des questions et on lui applique de nouveau l'électrode et ainsi de suite... L électrode parcourt lentement toutes les parties de son corps, insistant avec acharnement sur les parties génitales et sur la poitrine, juste au-dessus du cœur. Elle ne s'arrête que le temps d'une question et d'une réponse.

Le camarade ressent à son contact une intense douleur interne, comme si elle ouvrait sa chair, détruisant les os à son passage. La souffrance lui arrache des cris, des hurlements. Attaché par les quatre extrémités, son corps tremble, sursaute et se tord. Des coups violents assenés sur les oreilles par une main creusée comme pour applaudir accompagnent la « promenade » de l'électrode.

Produisant un bruit infernal, des hommes frappent des planches et des gourdins les uns contre les autres, ou contre le sol, pour tenter d'étouffer les cris de douleur. Ces hommes, bien qu'ils ne soient pas dans la même pièce, synchronisent parfaitement leur tapage avec le travail des bourreaux. A peine la réponse a-t-elle été donnée à la question posée que le vacarme commence ; c'est le bref prélude à l'application des électrodes.

Question, tapage, électrode, question, tapage, électrode... le supplice durera pendant une heure entière. La résistance physique de l'homme torturé, jointe au fait qu'il vient d'arriver et n'est donc pas affaibli par

le cachot et les longs interrogatoires, permettent à la séance de se prolonger longtemps. Les tortionnaires ont du mal à en venir à bout.
Au bout d'une demi-heure, le camarade commence à avoir de courts évanouissements.

Soudain, on cesse de lui appliquer l'électrode et au lieu de la question attendue, il entend quelqu'un dire près de lui :
— Le commissaire a parlé avec le ministre et a reçu l'ordre de lui faire dire tout ce qu'il sait; il n'a pas de famille, s'il lui arrive quelque chose, on arrangera l'affaire.
Au cas où ces fauves auraient été retenus par la crainte de le tuer, ils sont maintenant libres de faire tout ce qu'ils veulent. Après un commentaire qui provoque des éclats de rire, ce sont de nouveau les questions, les coups, le courant électrique.
Vers la fin de la séance, comme les évanouissements du camarade sont de plus en plus prolongés, ses bourreaux lui font retrouver ses esprits en lui jetant des seaux d'eau.

Le camarade est maintenant à demi-inconscient, il ne ressent plus rien, les questions et le bruit lui semblent venir de très loin, l'électrode ne lui fait presque plus mal.
On le détache.
— Ça ne sert plus à rien : c'est un tas de viande !
En effet, le camarade n'est plus qu'un « tas de viande ». Ils l'habillent, lui remettent les menottes derrière le dos, le traînent au cachot et là, après lui avoir enlevé la cagoule, le jettent à terre comme un sac.
Mutilé, brisé, le camarade souffre dans tout son corps. Le contact des talons avec le sol lui est insupportable. Il les regarde : le droit n'est plus que de la chair sanglante alors que le gauche est violet.

D'autres méthodes
A midi — le camarade arrive à déterminer l'heure car il voit qu'on distribue des vermicelles à l'eau — on le conduit devant des chefs de la brigade — Villar et Besson — et quelques-uns de leurs subalternes, cinq ou six hommes en tout. A peine l'ont-ils aperçu qu'ils se précipitent tous sur lui, le rouent de coups de poing et de pied,

l'étourdissant de questions, de jurons. Les mains liées derrière le dos, le camarade rebondit de poing en poing, de pied en pied.

La séance se prolonge pendant une demi-heure et se répétera trois fois pendant la soirée avec la même dureté et les mêmes méthodes. Aux premières heures de la nuit, ils conduisent de nouveau Cabrera devant Morân Charquero, qui lui fait subir un autre interrogatoire, utilisant de nouveau les menaces et la coercition. Il lui déclare avoir à sa disposition d'autres « méthodes » pour le faire parler et ajoute :

— Tu n'as pas de famille. Personne ne sait que la police est venue te chercher chez toi. Je vais te faire vider ton sac, te faire dire tout ce que je veux savoir, et après on te verra flotter dans la baie.

Puis, devant cet homme attaché qui est dans un état pitoyable, mais qui n'a pas perdu son moral révolutionnaire, il fait le fanfaron :

— C'est moi le responsable des « méthodes » qu'on t'a appliquées, qu'on t'appliquera encore et que je t'expliquerai moi-même. Je n'ai pas peur des représailles. Ce ne sera pas la première fois qu'on essaiera de me tirer dessus. Je n'ai peur de rien, je suis prêt à tout affronter.

Après cela, il l'interroge de nouveau et s'irrite des réponses qu'il obtient. On ramène le camarade au cachot, où, excepté pendant les quelques minutes que prendra, le dimanche, la signature de ses déclarations, il restera par terre, les mains attachées derrière le dos par les menottes, jusqu'au lundi où on viendra le chercher à 14 h 30, pour le conduire devant le juge.

Quel doit être l'état du camarade pour que le juge lui demande en le voyant entrer dans son bureau ce qu'il a, ce qu'il lui arrive ! Cabrera lui raconte tout ce que nous avons rapporté, sans oublier les détails que nous avons passés sous silence ; il lui explique tout ce qu'il a enduré pendant les 57 heures qu'il a passées dans le « cloaque ».

Le juge Guillot fait venir le médecin Forense qui constate les lésions et les brûlures produites par l'électrode, ainsi que différentes traces de coups qui devraient mettre, selon son diagnostic, quinze jours à guérir.

Rodebel Cabrera est transféré à l'établissement pénitentiaire de Punta Carreteras, quatre ou cinq jours après ce terrible samedi. Son état pitoyable impressionne et indigne ses camarades de captivité : il marche avec peine ; les brûlures ont fait de ses talons deux croûtes sombres et tuméfiées ; sur la poitrine et les aines, on peut encore voir la trace du passage de l'électrode et, sur ses poignets, les blessures produites par les menottes. Neuf mois plus tard, vers la mi-décembre, le camarade sera légèrement sourd de l'oreille gauche.

Le cas de Rodebel Cabrera n'est ni le seul, ni le plus tragique. Le nom de Morân Charquero est synonyme de terreur parmi les délinquants de droit commun sur lesquels il exerce à loisir son sadisme avant de les envoyer à la brigade spéciale.
Mais il ne se contente pas d'être un expert en tortures. Son dossier personnel est aussi compromettant que volumineux en ce qui concerne les saisies, illégales dans les affaires où il a eu à intervenir. La contrebande sur tout ce qu'on peut imaginer lui assure des revenus élevés, aussi élevés que la pile de dossiers concernant les procès intentés contre lui et qui, selon les renseignements fournis par la police, atteint un mètre de haut.

L'exécution de Morân Charquero ne sera ni la première ni la dernière action de représailles contre les tortionnaires. Deux mois auparavant, dans les premiers jours de janvier, l'exécution du commissaire Lucas, chef du service Information e Inteligencia, qui venait de torturer deux militants et une militante avait échoué. Lucas avait reçu dans le cou une balle qu'il a encore.

Deux échecs
La filature de Morân Charquero permet d'obtenir deux renseignements de première importance :

1)Il sort de son domicile tous les jours entre 8 h et 8 h 30 pour se rendre à la Jefatura de Policia en suivant toujours le même parcours.

2)II se rend trois fois par semaine à l'Association Chrétienne de la Jeunesse, pour faire de la gymnastique et en sort à 11 heures.

Après avoir étudié les différents endroits possibles pour réaliser l'exécution, on se décide pour le hall d'entrée de l'Association Chrétienne de la Jeunesse au moment où Morân Charquero l'emprunte pour sortir.

On élabore le plan : six camarades prendront part à l'opération ; trois camarades seront chargés de l'exécution et les trois autres constitueront une équipe de couverture. Au cas où une arme s'enraierait, deux des camarades chargés de l'exécution emporteront un pistolet Lüger et un revolver tandis que le troisième attendra non loin de là avec deux revolvers. Mieux vaut en avoir trop... L'équipe de couverture sera armée de carabines, d'un Mauser et de grenades pour couvrir la retraite. L'élaboration du plan en est à ce point quand la police prend un local où elle trouve des renseignements sur les horaires et les jours de passage de Morân à l'association. Tout le plan est donc à refaire. Le tortionnaire abandonne la gymnastique et l'Association se peuple de flics en civil.

Cette première possibilité rejetée par la force des choses, après de nouvelles études, on décide de l'exécuter au moment où il parcourt les trente mètres qui séparent la porte de sa maison (elle se trouve sur un vaste pan coupé) du bord du trottoir le long duquel il gare sa voiture, une Opel rouge qu'il conduit lui-même.

On l'exécutera d'une voiture en marche, qui sera la seule à intervenir. Elle transportera quatre camarades armés — pour l'exécution et pour couvrir la retraite — d'une mitraillette, d'une carabine, d'un Mauser et de plusieurs armes courtes. Les camarades attendront dans la voiture à cinquante mètres de la maison. Au moment où Morân franchira le seuil de sa porte, ils se dirigeront vers lui et feront feu quand il sera près de l'Opel. L'opération échoue : on n'arrive pas au bon moment.

Le plan définitif

Après de nouvelles études on décide d'élaborer un troisième plan : l'exécution aura lieu un matin, sur un tronçon déterminé du parcours que Morân emprunte tous les jours pour se rendre à la Jefatura de

Policia. C'est un tronçon de route, long de 300 mètres, qui longe la mer ; aucune rue qui permettrait d'échapper au piège n'y débouche.
Pour mettre au point l'opération on confectionne des maquettes, on dresse des plans et on utilise des voitures miniatures.

Neuf camarades participeront à l'opération ; ils disposeront de trois voitures : une pour l'équipe chargée de l'exécution, composée de trois camarades armés d'une mitraillette, d'une carabine et d'un revolver ; une pour l'équipe de couverture comprenant aussi trois camarades qui disposeront d'une carabine et de grenades et la troisième pour les autres camarades qui utiliseront une mitraillette et des armes courtes et auront pour tâche d'empêcher l'Opel de manœuvrer. Quand l'Opel débouchera sur la route, la voiture de couverture sera garée à soixante mètres et dans le sens opposé. Sur le trottoir d'en face, en oblique par rapport à la voiture de couverture et dans la direction suivie par l'Opel, les deux autres véhicules attendront à neuf mètres d'écart l'un de l'autre, le véhicule du groupe chargé de l'exécution étant placé le premier. Quand l'Opel aura dépassé la première voiture, celle-ci démarrera pour la suivre. Simultanément, la voiture de couverture fera demi-tour et suivra les deux voitures en occupant une position stratégique sur la route. La troisième voiture démarrera au moment où l'Opel arrivera à son niveau et roulera à ses côtés. A son bord, les camarades attendront le moment propice...

Le 13 avril 1970, à 6 heures du matin, on sort pour se procurer les véhicules nécessaires. Comme à cette heure il y a peu de véhicules dans les rues, la tâche s'avère difficile. Pressés par le délai, on n'a d'autre solution que de se décider pour deux taxis bien que ce type de véhicule ne soit pas approprié à l'opération. Mais, soudain, on voit apparaître une camionnette Chevrolet pour laquelle on abandonne l'un des taxis.

Au cours du rassemblement qui précède le départ vers l'objectif, les camarades décident de changer de plan car ils n'ont à leur disposition que deux des trois voitures prévues ; cette éventualité ayant été envisagée, ils disposent d'un plan de rechange :

On n'utilisera donc que deux voitures : le groupe opérationnel sera dans la camionnette et le groupe de couverture dans le taxi. Le groupe opérationnel sera composé de trois camarades : le chauffeur disposant d'une arme et l'exécuteur, Nuno, armé d'une mitraillette Star 9 mm prendront place dans la cabine, tandis que le troisième camarade se trouvera à l'arrière avec un fusil British 303 — arme à longue portée et forte pénétration — pour parer à plusieurs éventualités :

a)l'Opel pourrait rouler à très grande allure et les distancer ;

b)une défaillance mécanique de la camionnette ;

c)Morân pourrait blesser ou tuer les deux camarades qui se trouvent à l'avant.

Le nombre des camarades et le type de leurs armes ne varient pas.
Un tortionnaire de moins
A 7 h 30 — au cas où Morân serait en avance — les deux voitures vont se garer aux endroits prévus. Les camarades attendent jusqu'à 8 h, 8 h 10, 8 h 20, 8 h 30 et la « proie n'apparaît toujours pas. Ils attendent à tout hasard quelques minutes de plus, et à 8 h 40 au moment où, résignés à un nouvel échec, ils s'apprêtent à partir, l'Opel apparaît, roulant à environ 60 km/h. Le camarade qui est au volant de la camionnette met le moteur en marche et quand l'Opel l'a dépassé, part à sa suite, essayant de donner à la voiture de couverture le temps de se placer à l'endroit et à la distance prévus. Le manque de rapidité empêche le taxi de garder la distance qu'il faudrait et il se maintient à une centaine de mètres.

Quand la camionnette essaie de dépasser l'Opel, Morân se rend compte du piège, accélère et commence à distancer ses poursuivants. Pendant ce temps le conducteur de la camionnette essaie de rattraper l'Opel pour en être distancé tout au plus de 20 mètres, car il serait difficile de tuer avec succès de plus loin, étant donné le manque d'expérience qu'a Nuno de tirer à la mitraillette à une telle vitesse.
La matinée est pluvieuse et la route est glissante. Désespéré, Morân tente de semer ses poursuivants ; anxieux, les camarades essaient de le

rejoindre. Ils finissent quand même par diminuer la distance que les sépare. Le tortionnaire, celui qui est « prêt à tout affronter et n'a peur de rien » conduit mal dans sa fuite et perd quelques mètres de son avance dans un tournant en « épingle à cheveux ». Arrivés à la limite du tronçon de 300 mètres, il ne prend pas la rue qui se trouve à sa droite, ce qui lui aurait peut-être permis de s'échapper, pensant pouvoir le faire 350 mètres plus loin, au niveau du parc Rodo, là où débouchent plusieurs rues et où il aurait donc davantage de possibilités de semer ses poursuivants.

C'est le moment de l'exécuter. Nuno demande au conducteur de s'approcher le plus possible. Voyant que la voiture ne peut atteindre la distance idéale — 20 mètres — et que la « proie » s'échappe, Nuno, alors que la camionnette roule à 80 km/h à 30 ou 40 mètres de l'Opel, sort jusqu'à la taille par la fenêtre avec sa mitraillette et tire : une rafale de cinq à huit balles pénètre par la vitre arrière. L'Opel ralentit. Quand les deux voitures sont côte à côte, Nuno tire de nouveau et atteint la cible. Le tortionnaire s'effondre sur le volant tandis que la voiture va heurter le trottoir, 200 mètres au-delà de la limite fixée. La camionnette s'arrête et Nuno tire pour la troisième et dernière fois : le corps de Morân reçoit une nouvelle rafale qui le fait tomber sur le siège. On quitte les lieux sans difficultés, puis on abandonne les véhicules.

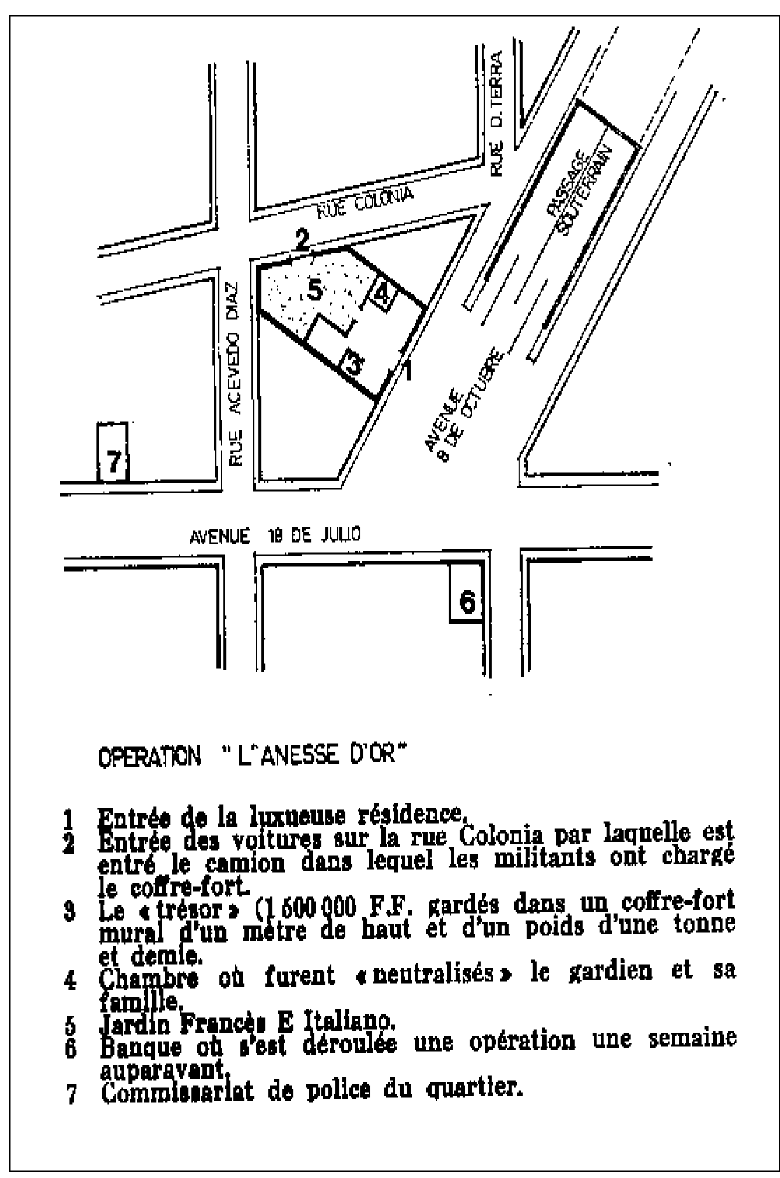
Huit mois plus tard, un sondage d'opinion réalisé par l'Institut de Sociologie de l'Université de la République révélera qu'une très forte majorité des gens interrogés approuvent cette exécution.

L'ânesse d'or

Année 1970. — Une maison immense de deux étages, presque un palais, située à l'angle de l'avenue du 18 juillet et de l'avenue du 8 octobre, occupe la moitié d'un terrain dont le mur du fond sépare en ligne oblique, d'un bout à l'autre, et en deux, un pâté de maisons. Dans l'autre moitié se trouve un jardin planté d'arbres. L'entrée est sur le pan

coupé et, au fond, dans la rue Colonia, presque à la limite de la rue Acevedo Diaz, il y a un portail pour les voitures.
A peine à 80 mètres se trouve un poste de police et le 2ème service de Informaciôn e Inteligencia.

Le luxueux premier étage de la maison a tout de l'étalage de richesses prétentieuses de ceux qui ne savent que faire de leur argent.
Le rez-de-chaussée est aménagé en fonction des besoins de la famille qui s'occupe de la maison. Le reste de l'édifice est consacré aux activités commerciales et financières d'une des familles de l'oligarchie uruguayenne. Il comporte : une salle avec deux puissantes radios dont l'une est en contact permanent avec les fermes, un bureau où se trouve un petit coffre dans lequel il y a régulièrement environ six millions de pesos ; un autre bureau avec un grand coffre, celui des affaires, qui renferme la même quantité de pesos que le précédent, plus environ 15 000 dollars, et à l'extrémité de l'édifice, deux pièces séparées par un intervalle d'un mètre et demi. Sur le mur délimité par les deux portes de ces pièces et devant lequel il n'y a rien, un tableau d'un mètre sur soixante-dix centimètres est suspendu à 80 cm du plancher. Ceux qui passent devant peuvent admirer la ferme qu'il représente.
Mais qui pourrait imaginer que sous ce tableau il y a une porte,



OPERATION "L'ANESSE D'OR"

1 Entrée de la luxueuse résidence.
2 Entrée des voitures sur la rue Colonia par laquelle est entré le camion dans lequel les militants ont chargé le coffre-fort.
3 Le « trésor » (1 600 000 F.F. gardés dans un coffre-fort mural d'un mètre de haut et d'un poids d'une tonne et demie.
4 Chambre où furent « neutralisés » le gardien et sa famille.
5 Jardin Francès E Italiano.
6 Banque où s'est déroulée une opération une semaine auparavant.
7 Commissariat de police du quartier.

ou plutôt une ouverture de 90 cm sur 60 cm, par laquelle on accède à une véritable cachette de deux mètres de long sur un mètre et demi de large et deux mètres quarante de hauteur. Là, sur un meuble métallique

haut de 90 cm se trouve un coffre cubique de 80 cm de côté, qui contient la fortune familiale.
Cinq personnes seulement sont au courant de l'existence de cette cachette et de celle du coffre pansu comme une « ânesse ». Ce sont des membres de la famille Mailhos et des employés qui jouissent d'une confiance totale, des comptables et autres renards de la même espèce.

Un réceptacle adéquat
Parmi les employés se trouve Roberto Filippone. Au cours des douze années qu'il a passées au service de l'entreprise il a su mériter la confiance de ses patrons. Roberto vit très bien. Il jouit actuellement d'un niveau de vie élevé, et son avenir est assuré grâce à un bon salaire et à la confiance des Mailhos qui sont un véritable pouvoir économique au sein du pouvoir de l'Etat.

Mais sa situation privilégiée ne l'empêche pas de voir clair, ne le rend pas égoïste au point de limiter ses affections et ses préoccupations au cadre familial et à quelques amis. Au contraire, Roberto sent et comprend que la vie ne se réduit pas au bien-être, mais qu'elle va bien au-delà. Même si lui et sa famille ne sont privés de rien, des milliers d'autres hommes, des milliers d'autres familles n'ont pas de quoi vivre décemment. Ou plus exactement, ils ne vivent pas, mais se contentent d'exister, privés de tous les droits inhérents à la personne humaine, contraints à n'avoir pour tout horizon que la misère.

Le contraste de ce dénuement avec les richesses fabuleuses de quelques familles, comme celle des Mailhos, le fait réfléchir, le rend conscient de l'injustice contre laquelle il voudrait désormais lutter.
Cette révolte trouvera un « réceptacle » : le M.L.N., fondé et développé par des hommes et des femmes qui ont réfléchi et agi comme lui.

Se rendant compte que l'argent est un élément vital pour la révolution, vers la fin de l'année 1969 il informe le M.L.N. de l'existence de la cachette, de celle de « l'ânesse » et de celle des « ânons ».
Il n'a pas pénétré depuis deux ans dans la cachette, pas plus que ceux

de ses collègues qui en connaissent comme lui l'existence, à l'exception de deux d'entre eux qui, avec le vieux Mailhos, sont les seuls à y avoir accès.

Il y a deux ans, « l'ânesse » ruminait 250 millions de pesos en livres sterling et en lingots d'or. Le camarade ne sait pas exactement combien il peut y avoir maintenant, mais il pense que les problèmes actuels de succession des Mailhos peuvent avoir sérieusement entamé le magot.
A la fin de l'année, les finances de l'organisation sont pour ainsi dire inexistantes. On en est à racler les fonds de caisse. Cela est dû, en premier lieu, au fait que l'opération Pando n'a rapporté que peu d'argent, et, en second lieu, à l'échec de l'expropriation de la Banque Francés e Italiano.

Les perspectives immédiates sont cependant favorables : on pense que l'attaque de la succursale Salto de la Banque de la République rapportera 100 millions.
Ce projet et l'attente de la réalisation de la vente par les Mailhos de plusieurs tonnes de laine, laine qui se convertira en or, font remettre à plus tard la visite que l'on a l'intention de faire à l'« ânesse ».
Comme on ajourne sans cesse l'opération, les camarades ne manquent pas de faire des remarques entre le sérieux et la plaisanterie : quand on se décidera, on ne trouvera même pas assez d'or pour fabriquer une fausse dent.

Un animal antivol
L'attaque de la succursale de Salto n'ayant rapporté que 20 millions sur les 100 millions escomptés, on décide alors de s'en prendre à « l'ânesse. » On désigne donc un groupe de huit camarades pour entreprendre l'étude d'un plan.
La première conclusion que l'on tire des renseignements donnés par Roberto est que « l'ânesse » est un animal antivol ; le seul moyen de lui retirer ce qu'elle a dans la panse est de la sortir de sa cachette et de l'emporter.

On pense qu'elle doit avoir le même poids qu'un réfrigérateur, c'est-à-

dire 300 kilos au maximum. La sortir d'où elle est et la transporter sur une vingtaine de mètres jusqu'au camion ne posera pas trop de problèmes : les épaules robustes de quelques camarades et de bonnes courroies feront l'affaire.
Pour en être plus sûrs, on demande conseil à deux techniciens qui, désormais, feront partie du groupe. Ils commencent par découvrir une petite erreur de calcul : « l'ânesse » ne doit pas peser 300 kg, mais 1 500 kg. Les épaules robustes et les courroies ne feront certainement pas l'affaire !

Pour soulever ce poids du meuble sur lequel il repose, il n'y a qu'un moyen : celui que l'on emploie dans les ateliers de réparation pour surélever les voitures.
On achète l'appareil (réa et chaîne) et du bois pour fabriquer un madrier et les deux pieds qui serviront à le soutenir.
Pour transporter le coffre jusqu'au camion, on construit un petit chariot suffisamment solide pour supporter 1 500 kg. On fabrique aussi avec des profilés de fer, deux plans inclinés : le premier pour franchir un petit escalier ; le second, plus grand (4 mètres), pour monter la charge au camion dont on renforce le plancher.

Comme il est impossible de sortir « l'ânesse » par l'ouverture masquée par le tableau, il faudra abattre une partie de la cloison, ce que l'on pense faire rapidement et sans trop de bruit à l'aide d'un vérin hydraulique acheté à cet effet.
Comme la cachette est contiguë à une école dans laquelle un gardien vit avec sa famille, il faut opérer en faisant le moins de bruit possible, en évitant au maximum les coups, les chutes d'outils, etc.
Etant obligés d'agir vite, on a peu de temps à consacrer à l'élaboration du plan et à la fabrication du matériel approprié. A cause de cela et de circonstances inattendues il faudra faire face à des difficultés de toutes sortes et passer huit heures à exécuter l'opération, au lieu des quatre heures prévues.

Le montant des achats nécessaires à l'opération — poulie, vérin, madrier, élingue et outils — s'élève à environ 180000 pesos. Le moins

cher est encore la Coramine, que l'on apportera pour le gardien, âgé et cardiaque.

L'opération débutera le samedi soir. Comme on restera longtemps dans l'objectif, on n'aura pas besoin de guetteur, ni de voiture de couverture. L'équipe opérationnelle devra donc disposer d'armes ayant une grande puissance de tir. Un camarade téléphonera à l'équipe de couverture et à l'équipe sanitaire, après l'occupation de la maison et pendant le déroulement de l'opération, si cela s'avère nécessaire.
Quinze camarades et trois femmes prendront part à l'opération : quatre formeront l'équipe de couverture, quatre l'équipe sanitaire, et dix l'équipe opérationnelle. On emploiera trois véhicules, un camion et deux voitures.

Du vin au whisky
Samedi 4 avril, Roberto part vers midi, laissant dans la maison une dame-jeanne de vin qu'on lui a apporté dans la matinée. Il avait dit au gardien qu'il reviendrait la prendre plus tard, comme à l'accoutumée. Il appelle à 21 h pour lui annoncer son passage, mais personne ne décroche le téléphone. Il trouve cela curieux, car d'habitude, il y a toujours quelqu'un dans la maison. Il rappelle une demi-heure plus tard, et cette fois on lui répond. Le gardien était tout simplement allé au théâtre avec sa famille. Pour la première fois depuis qu'ils étaient à son service, la vieille Mailhos leur avait offert des billets.

Roberto arrive à la maison dix minutes plus tard avec deux amis. Il est 21 h 40. Il présente ses amis au gardien qui est venu leur ouvrir, et pénètre avec eux dans la maison qui se trouve donc pratiquement occupée. Maintenant, il s'agit de cacher la vérité au gardien pour lui éviter un ennui de santé. Dans la cuisine, Roberto lui explique que le vin n'est qu'un prétexte, et qu'il ne pouvait lui dire la vérité au téléphone : il est venu pour recevoir un chargement de whisky de contrebande. Deux autres personnes vont arriver dans quelques instants, avant la venue du camion qui transporte la marchandise. Le vieil homme, sa femme et sa fille ne trouvent rien à redire. Ce n'est pas la première fois qu'un trafic de ce genre a lieu chez les Mailhos.

Les personnes attendues arrivent à 21 h 45. Roberto vient leur ouvrir la porte et les conduit jusqu'à la cuisine et les présente.

— Bon, nous on sort pour recevoir le chargement. Lucho, toi, tu restes ici. Il pleut, et la cour est pleine de boue, ce serait mauvais pour la grippe. On se débrouillera bien sans toi et si on n'y arrive pas, on viendra te chercher.

« Toussant comme un perdu » dans son mouchoir, Lucho accepte et reste dans la cuisine en compagnie du gardien et de sa famille.
La camarade monte au deuxième étage pour surveiller la rue de la fenêtre de la salle de billard qui se trouve juste au-dessus de la porte d'entrée. Un camarade se poste près du portail fermé. Le camion arrive. Il stationnera à environ 50 m du portail. A mi-chemin, le conducteur devra faire une manœuvre pour placer l'arrière du véhicule en face de l'objectif. Cette manœuvre devra s'effectuer le plus rapidement possible, car elle pourrait être remarquée depuis les grands immeubles mitoyens ou proches. Le camarade s'y emploie, mais la rue est tortueuse et il n'a pas la place de manœuvrer ; il y a des arbres, des plantes, des plates-bandes, de la boue ; de plus, il fait assez sombre.
Après de nombreuses manœuvres, au cours desquelles chocs et bosses se succèdent, le camion est enfin placé dans la position prévue.

Cinq camarades en descendent. C'est alors une scène émouvante :
— Ça alors, toi aussi tu es là, mon vieux !
Un des camarades qui descend du camion et un de ceux qui attendent sont de vieux amis qui ne se sont pas vus depuis plusieurs années. Ils s'embrassent.
Le responsable de la coordination téléphone à l'équipe de couverture et à l'équipe sanitaire pour les prévenir que le camion est arrivé.
La lutte contre le bruit, une lutte difficile, commence dès le moment où l'on décharge du camion le matériel nécessaire.

Le déchargement est en cours depuis quinze minutes, lorsque le téléphone sonne. Comme le numéro de téléphone de la maison ne diffère que d'un chiffre de celui d'une mutuelle qui se trouve dans le quartier, il y a souvent des erreurs ; aussi la camarade répond : «

Société espagnole ». Nouveau coup de téléphone. Cette fois-ci c'est Roberto qui répond. C'est la vieille Mailhos qui appelle. Il lui dit bonjour et justifie sa présence en lui racontant l'histoire du vin mais elle demande à parler à la femme ou à la fille du gardien. Roberto fait la leçon à la fille pour qu'elle ne parle pas de la contrebande, car ça ferait tout tomber à l'eau. La fille est parfaite. La vieille femme voulait seulement savoir si la pièce de théâtre leur avait plu... Après ces minutes de suspens, on reprend le travail.

Le déchargement et le transport du matériel se terminent à 22 h 30. Chaque groupe entreprend alors son travail. Deux camarades se chargent des « ânons », des émetteurs, de la vitrine d'amie, des registres et des documents concernant les affaires de la société ; quatre autres s'occupent de « l'ânesse », et le responsable de l'équipe coordonne les tâches. Pendant ce temps, trois camarades sont à leur poste de surveillance (salle de billard, cuisine et jardin).

Soudain, le camarade qui monte la garde dans le jardin voit bouger la poignée du portail : il donne l'alerte. On suppose que c'est le veilleur de nuit qui l'a tournée mais on prend des précautions et on double la surveillance à cet endroit. Malgré cette perturbation tout rentre dans l'ordre : l'hypothèse du veilleur de nuit devait être la bonne.

Du samedi au dimanche

Le tableau est décroché et la porte forcée ; les quatre camarades pénètrent dans la cachette avec tout le matériel. Il s'agit alors, de ne pas se cogner les uns aux autres, étant donné l'exiguïté de la pièce. Le tréteau monté, on doit résoudre un problème d'importance : entre l'ânesse et le plafond la hauteur est plus courte de 25 cm que celle prévue. Etant donné que Roberto n'est pas venu ici depuis deux ans, il est normal que ses renseignements aient été imprécis. Il sera difficile d'installer le vérin mais il faudra le faire coûte que coûte.

Quant à l'équipe des « ânons », bien qu'elle n'ait pas eu de problèmes, sa déception est grande : dans le petit « ânon » où on espérait trouver six millions, il n'y a que 600 000 pesos. De plus, il est impossible

d'ouvrir l'autre « ânon ». On ne sait donc pas quelle somme il contient. Dans la vitrine par contre on trouve quinze fusils et quatre revolvers ce qui fait en tout dix-neuf armes alors qu'il y en a d'habitude vingt. Où est passée l'arme manquante ?

Par contre les deux émetteurs sont bien là et on les emporte, de même qu'une grande quantité de registres et de documents, une machine à photocopier, du révélateur, deux machines à écrire, une machine à calculer et plusieurs choses de moindre valeur mais de grande utilité.
Cette équipe termine son travail vers une heure du matin.

Pendant ce temps, dans la cachette, on a du mal à s'en sortir avec le tréteau, le dispositif de levage et l'élingue. Jurant à voix basse, suant à grosses gouttes les camarades travaillent avec acharnement. A 23 h 40, ils ont installé le tréteau, l'appareil de levage et le ballot qui n'est autre chose que « l'ânesse » entourée de câbles en acier. Il s'agit maintenant de la soulever de sa base. Ils entreprennent ce travail sans perdre une seconde, mais à une heure du matin ils en sont toujours au même point. Les camarades sont exaspérés, fatigués, certains commencent même à se décourager.

Ce n'est pas sans raison. En effet à cette heure, l'opération devrait être terminée et ils ont à peine fait la moitié du travail.
Revigorés par un bon café qu'on leur apporte de la cuisine, ils se remettent à l'ouvrage.

Sa mission accomplie, un camarade de l'équipe des « ânons » explore la maison. Quand il arrive près de la cuisine, Roberto qui est devant la porte, lui fait signe d'approcher. D'après ce qu'ils entendent, ils comprennent à n'en pas douter que le gardien et sa famille savent tout. Le camarade « grippé » leur explique pourquoi ils exproprient les Mailhos ; il parle clairement et de façon convaincante. La fille du gardien, une adolescente de 15 ans, répond, pose des questions, discute. A ses yeux, rien ne justifie la violence et elle ne la comprend pas, bien qu'elle sache qu'il y a « des gens riches, très riches et des gens pauvres, très pauvres » et qu'elle se rende compte que cela est

injuste. Le camarade dirige la discussion, calmement, cordialement, expliquant à la jeune fille ce qu'elle cherche à comprendre, ce qui est encore confus dans son esprit : la richesse, la pauvreté, le luxe, la faim, les Tupamaros, leur lutte, la révolution, ses objectifs. Le gardien et sa femme — on le devine — écoutent.

Roberto qui a de l'affection pour le gardien et sa femme (qui en ont aussi pour lui), se réjouit :
— Quelle chance ! ils ne l'ont pas pris au tragique. Ils sont tranquilles...
Roberto retourne à son travail tandis que le camarade reprend son exploration.
Si le rez-de-chaussée est surtout un lieu de travail, en revanche, le premier étage est un étalage de luxe.

De luxe fastueux, digne d'un palais asiatique et qui laisse le camarade pantois : une salle de billard, une salle de réception, une salle à manger immense, une cuisine, des chambres à coucher, des salles de bain, etc., toutes fastueusement meublées, des vases de Chine, un nombre incalculable d'objets précieux en porcelaine et en argent, des poêles, un piano à queue, des fauteuils en velours, des tapis persans, des glaces, des vitrines, des centaines de verres, des services à thé et à café ; des dizaines de chaises de style, deux réfrigérateurs remplis de diverses boissons, des placards regorgeant d'ustensiles de cuisine, des assiettes, des couverts et des verres à profusion, trois cuisinières électriques côte à côte, avec tant de lumières et de boutons qu'elles ressemblent à une cabine « Apollo ».

Toute une accumulation de richesses pour rien dans un palais abandonné. Les Mailhos ont vécu ici autrefois mais maintenant plus personne n'habite cet étage. On y donne de temps en temps quelques réceptions, quelques ripailles pour millionnaires...

Le camarade entre dans une chambre à coucher ; soudain son cœur se met à battre à tout rompre : il vient de voir un tableau identique à celui qui dissimule la cachette. Il a les mêmes dimensions que l'autre mais

représente une ferme différente. En proie à une certaine émotion, il s'approche et le décroche : il n'y a rien derrière. Il sonde le mur sans résultat. Il se penche alors à la fenêtre pour respirer l'air humide de l'aube et remarque... que la cachette n'est pas contiguë à l'école mais aux fondations d'une maison voisine. Comme mu par un ressort il descend l'escalier à toutes jambes...

Les Tupamaros ne savent pas se conduire correctement dans un palais : partout où le curieux avait marché, sur le plancher ciré, sur les tapis précieux, ses chaussures trouées avaient laissé des traces de boue.
Quand il se rend à la cuisine, le camarade « grippé » lui donne le fusil qui manquait : chaque nuit, le gardien le prend pour se défendre contre les voleurs.

De la ville à la campagne
Après la pause café, c'est de nouveau le même travail exaspérant. Mais l'acharnement des camarades finit par avoir le dessus. L' « ânesse » commence peu à peu à quitter son socle ; elle s'élève de trois à quatre centimètres ce qui suffit à dégager le meuble métallique. Alors elle descend lentement, sur un mètre, et vient se poser sur le chariot.
Il est 1 h 45. On souffle un peu et c'est le tour du vérin hydraulique qui doit servir à faire tomber le mur. Mais l'appareil est inefficace, il n'est pas assez puissant. On voulait en acheter un plus important mais le marchand, excellent vendeur, avait réussi à nous placer celui-ci qui se révèle maintenant peu approprié. Fort heureusement, cela se passe au moment où le camarade vient faire part de sa découverte : la cachette n'est pas contiguë à l'école. On pourra donc travailler avec plus de facilité, avoir recours à des pointes, des marteaux et d'autres outils de maçon.

La chambre royale « participe » à l'opération en fournissant un splendide matelas pullman qui amortit la chute des gravats.
Une brèche d'un mètre de côté est ouverte à trois heures du matin.
Le transport du coffre au camion prend 45 minutes. On franchit sans problèmes un petit escalier de deux marches grâce au plus petit des plans inclinés. On installe l'autre pour monter l'« ânesse » dans la

caisse du camion que l'on a renforcée par un étai pour que le fond ne cède pas sous les 1 500 kg.

Fatigués mais en pleine euphorie, les camarades ne font pas cas de l'avis du technicien : ils monteront le coffre à la force des bras.
Le responsable de la coordination arrive. Quand il voit les camarades fournir cet effort gigantesque et inutile, il s'adresse alors au technicien qui lui aussi, regarde :

—Tu penses qu'ils vont pouvoir le monter ?

—Non.

—Alors, pourquoi tu les laisses faire ?

—On perdra moins de temps à les laisser faire ; c'est ce qui les convaincra le plus vite.
C'est en effet ce qui se passe. Les camarades se décident alors à placer l'appareil de levage au fond de la caisse du camion, fixé sur des traverses, ce qui permet de tirer le chariot. Ils montent peu à peu l'ânesse. Lentement mais sûrement, les roues de chariot roulent sur les profilés en fer du plan incliné.
A 5 h 30 du matin, le précieux ballot est dans le camion.
Le reste est chargé en moins de vingt minutes. Cinq minutes avant de partir on prévient l'équipe de couverture.

On démarre vers 6 h du matin. Il commence à faire jour. Le camion a laissé dans la cour les traces de son passage nocturne : c'est comme si un géant s'était déchaîné contre les citronniers qui n'ont plus un seul fruit...
On passe le portail et on prend la route prévue ; sept camarades descendent en cours de route.
En voyant passer le camion les gens doivent sûrement penser qu'il s'agit d'un marchand qui vient de s'approvisionner. A cette heure ce ne peut être autre chose.
Le petit matin est frais et paisible.
Dans le camion qui traverse lentement la ville, les trois camarades sont satisfaits et calmes. Maintenant 1' « ânesse » n'en a plus pour

longtemps à vivre. Un milliard de pesos en livres sterling et en lingots d'or prennent le chemin de la caisse de l'Organisation.
On ne sait pourquoi la police cachera à la presse l'existence de la cachette ; elle racontera que l'ânesse était encastrée dans le mur d'une pièce, ce qui comme on vient de le voir est inexact.
Dans la cachette, à la place de l'« ânesse », on trouvera une tirelire pour enfants. On trouvera aussi sur une ardoise où les Mailhos inscrivent les lieux et la durée de leurs voyages, le message d'adieu de Roberto :
Sous
« Gustavo (Mailhos), Punta del Este,
jusqu'au deux mars. »
«Julio (Mailhos), Paris,
jusqu'au 5 mai »
le camarade avait écrit :
« Roberto Filippone,
jusqu'à la victoire finale ! »

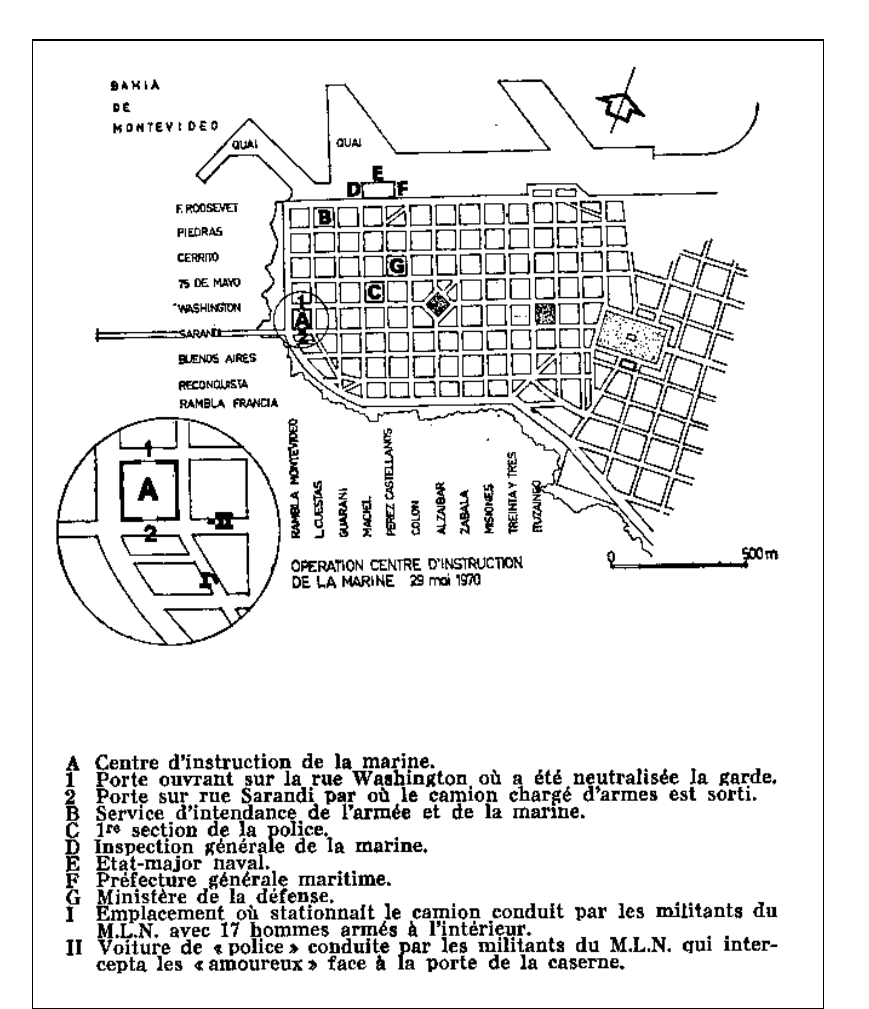
Opération Centre d'Instruction de la Marine

Le Centre d'Instruction de la Marine est situé dans l'angle formé par le début de la route du port de Montevideo et l'extrémité est du port lui-même. Devant lui s'étend la ville, derrière lui s'ouvre la baie. Pour y entrer ou en sortir, il faut traverser la ville ou passer par le front de mer. Effectuer une opération dans le C.I.M., c'est le faire dans la gueule du loup.

Le Centre d'Instruction occupe presque entièrement un pâté de maisons délimité à l'est par la rue Juan Lindolfo Cuestas, au nord par la rue Washington, et à l'ouest par le front de mer. La bande étroite qu'occupe le service de balisage le long de la rue Sarandi se trouve au sud.
C'est une vieille bâtisse de plain pied avec un étage à certains endroits. La seule porte qui donne sur la rue Washington est à environ cinq

mètres de la rue Juan Lindolfo Cuestas. A l'autre extrémité du bâtiment, à quelques mètres du front de mer, il y a un portail pour l'entrée des véhicules.

On élabore le plan grâce aux renseignements fournis de l'intérieur par l'ordonnance Fernando Garin.
Il faudra neutraliser six gardes : deux à l'extérieur, au coin des rues Cuestas et Washington, le premier sur le trottoir, le deuxième sur la terrasse ; les quatre autres se trouveront à l'intérieur, un caporal et une ordonnance au poste de garde (la seconde ordonnance sera Garin lui-même), un homme de chambrée dans le dortoir de la troupe et un sous-officier qui regardera la télévision au mess. Le reste des hommes



A Centre d'instruction de la marine.
1 Porte ouvrant sur la rue Washington où a été neutralisée la garde.
2 Porte sur rue Sarandi par où le camion chargé d'armes est sorti.
B Service d'intendance de l'armée et de la marine.
C 1re section de la police.
D Inspection générale de la marine.
E Etat-major naval.
F Préfecture générale maritime.
G Ministère de la défense.
I Emplacement où stationnait le camion conduit par les militants du M.L.N. avec 17 hommes armés à l'intérieur.
II Voiture de « police » conduite par les militants du M.L.N. qui intercepta les « amoureux » face à la porte de la caserne.

sera en train de dormir dans les dortoirs et dans divers autres endroits : au poste-radio, à l'arsenal, à l'infirmerie et dans les cachots. Il se peut encore que plusieurs hommes jouent aux cartes dans le mess.
Vingt hommes et deux femmes prendront part à l'opération ; ils disposeront d'une voiture et d'un camion.

Le 29 mai 1970
A 13 heures, on prend contact par téléphone avec Garin pour savoir s'il n'y a rien de nouveau. Tout va bien. A 17 heures : nouveau contact et même réponse. A deux reprises on avait dû remettre l'opération en raison de changements intervenus à l'intérieur de l'objectif.
A 1 heure 10 du matin, le 30 mai, nouvelle et dernière prise de contact; l'opération pourra comme prévu débuter à une heure quarante-cinq.
Pendant que l'un des camarades téléphone d'un bar, le camion reste garé dans les parages. Un couple d'« amoureux » se trouve dans la cabine. La caisse entièrement recouverte d'une bâche, peut sembler contenir des cartons, des légumes, du ravitaillement, enfin n'importe quoi mais surtout pas dix-sept personnes.

Alors que dans le camion on attend le retour du camarade, un policier arrive. Il s'approche de la cabine et demande leurs papiers d'identité aux «amoureux». Sous la bâche, dix-sept canons sont braqués sur l'importun. Fatigué et ivre, du reste plutôt ivre, le policier s'appuie d'une main sur la caisse, ou du moins telle était son intention. En réalité, il s'appuie à travers la bâche sur le bras d'un camarade qui reste aussi immobile que possible. Heureusement l'homme n'est pas en mesure de faire la différence entre du bois et un avant-bras. On lui remet les papiers, il les regarde, les rend et s'en va. Le profond soupir que poussent alors les camarades soulève la bâche. Si ces dix-sept hommes entassés et prêts à faire feu avaient eu à affronter ce flic, cela aurait pu être un désastre. Mais l'eau de vie ou le vin ont tout arrangé.
Les camarades en tireront une leçon.

De son côté, avant le contact par téléphone, dans la caserne, Garin se rend compte que son arme ne marche pas. Faisant appel à son astuce innée, il fait d'une pierre deux coups : simulant une bonne blague, il

prend l'arme du caporal de garde et lui laisse la sienne.

Approche
Après confirmation de l'exécution de l'opération, à l'heure dite et par différents chemins, le camion et une voiture transportant trois camarades qui, lors de la première phase de l'attaque, joueront le rôle d'inspecteurs, se dirigent vers le C.I.M. Le camion s'arrête dans la rue Cuestas entre la rue Sarandi et la rue Reconquistas à environ cent vingt mètres de l'angle de la rue Washington. A gauche se trouve un terrain de football. Là en avant, à une dizaine de mètres, le couple retourne à ses « amours » tout en gardant les yeux fixés sur la voiture des « policiers en civil » qui s'est garée dans la rue Sarandi à quelques mètres de la rue Cuestas.

Tino descend, arrive au coin de la rue et attend que Garin lui fasse le signal convenu. Mais là-bas dans la caserne, il ne voit que le garde sur la terrasse. Garin n'apparaît pas. Les secondes passent, interminables. Tino attend. Les occupants de la voiture et du camion attendent. Le couple attend. Ils sont tous impatients et tendus.
Le petit jour est brumeux. Non loin de là, dans un bruit de poubelles et de pelles qui résonne dans le profond silence du quartier endormi, un camion d'ordures avance.

Après une minute d'attente, Garin apparaît sur le trottoir de la rue Cuestas. Il fait semblant de regarder le temps qu'il fait et en se collant au mur pour ne pas être vu du garde qui est sur la terrasse (l'autre se trouve du côté de la rue Washington), il lance son casque en l'air et le rattrape. C'est le signal.
Maintenant la voiture avec Tino à bord se dirige vers l'objectif et se gare au coin de la rue. Les deux « policiers en civil » qui descendent sont arrêtés par les sentinelles ; on entend celle qui est sur la terrasse armer son fusil R 15. Ils se présentent en tant qu'inspecteurs et demandent à parler à l'officier de garde. La sentinelle qui est allée prévenir revient avec une ordonnance, puis se remet à son poste.
L'ordonnance n'est autre que Garin. Les « policiers en civil » lui répètent qu'ils ont besoin de parler à l'officier de garde, car un marin

du centre a eu des ennuis avec la police. Garin leur demande leurs papiers qu'il examine scrupuleusement sous le regard attentif des deux gardes. « Convaincu » de l'authenticité des papiers, l'ordonnance fait entrer les « policiers en civil ». Après avoir traversé un couloir qui sert de vestibule et une antichambre, ils arrivent dans la salle d'attente.
Garin se dirige vers le poste de garde de l'autre côté de l'antichambre où il y a un téléphone et une sonnette d'alarme. Il en revient avec le caporal afin qu'il s'occupe des « policiers en civil » car ils sont venus pour « une affaire qui est de son ressort ». Après avoir vérifié les papiers et écouté les explications, celui-ci va chercher le sous-officier de garde qui regarde la télévision au mess des officiers, contigu à la salle.

Lorsque le caporal revient avec le sous-officier, les « policiers en civil » exposent à nouveau leur problème. Dans l'antichambre, Garin parle avec l'ordonnance. Les « policiers en civil » observent furtivement leurs interlocuteurs jusqu'à ce que Garin, après avoir échangé quelques phrases avec l'ordonnance, la désarme. Les « policiers » s'occupent du caporal et du sous-officier. La surprise et la peur passées, les trois hommes se retrouvent contre le mur, désarmés et les bras en l'air.
Pendant ce temps, au-dehors, il se passe aussi quelque chose : un peu après l'entrée des « policiers » dans la caserne, les amoureux, tout en se cajolant, marchent lentement sur le trottoir en direction de la voiture. Arrivés à sa hauteur, ils sont arrêtés par un « policier en civil » qui était resté dans la voiture. L'homme leur demande leurs papiers, les regarde attentivement et les interroge : Que faites-vous par ici à cette heure? Où habitez-vous? Où travaillez-vous? Le couple se défend et discute à voix haute, tandis qu'à leur poste les sentinelles écoutent et regardent. A un moment donné, la femme dit qu'elle est étudiante du I. A.V.A.[26].

— Ah! étudiante, et en plus du I.A.V.A. ! s'exclame le «policier en civil». Et il ajoute avec autorité : Restez-là. On va régler ça avec

---

26 I.A.V.A. : Instituto Alfredo Vasquez Acevedo ; institut pré-universitaire (N.d.T.).

l'officier dès qu'il arrivera. Le couple proteste mais obéit. De leur côté, les sentinelles contemplent la scène. Celle qui est sur la terrasse s'arrête de regarder lorsque Garin arrive en lui disant qu'il vient la relever. Surpris, l'homme répond que ce n'est pas encore l'heure. Tout en s'approchant, Garin lui explique que les policiers sont venus le chercher et qu'il devra les accompagner.

Quand il arrive à côté de lui, Garin braque son arme sur lui, mais l'homme résiste, refusant de donner son fusil R 15 et se débattant pour le garder. Il ne se rend que lorsqu'il sent sur sa tempe le canon de l'arme de Garin. Celui-ci, qui est maintenant en possession du R 15, le pointe en direction de la sentinelle qui se trouve en bas et lui crie de ne pas bouger, tout en faisant mettre celle qu'il vient de réduire à l'impuissance dans la ligne de tir. Le couple et le « policier en civil » se jettent alors en même temps sur la sentinelle. Elle résiste elle aussi, se débat en serrant son M I contre elle, mais finit par se rendre.

Irruption

Au moment où le couple et le « policier en civil » s'étaient éloignés de la voiture pour réduire la sentinelle à l'impuissance, le camion de son côté s'était mis rapidement en marche vers l'objectif. Il était presque arrivé quand il avait dû brusquement freiner. En effet le camarade qui conduisait, avait vu un homme qui lui semblait être une véritable sentinelle.

Tout s'était alors passé très rapidement ; en dix secondes, elle était neutralisée et un camarade prenait sa place. La substitution avait réussi. Maintenant plusieurs camarades « relèvent » aussi la garde, n'ajoutant à la chemise et au pantalon gris qu'ils portent déjà qu'un casque de marin. Du camion encore tout secoué par le coup de frein, le conducteur descend afin de retirer les barrières qui ferment le passage pour piétons du pâté de maisons de la rue Washington, puis y entre avec le camion et va se garer face à la porte. Les dix-sept hommes en descendent et pénètrent dans la caserne avec chacun une mission à accomplir. Lacho monte sur la terrasse pour remplacer Garin. Un autre camarade doit « relever » la garde, mais il prend du retard. C'est

pourquoi Lacho, se traînant sur le sol pour ne pas être vu de la rue tient le garde en joue, et l'oblige à rester à son poste comme simple figurant. Le retardataire arrive, revêt la cape et le casque du garde neutralisé, et prend sa place. Celui-ci descend avec Lacho qui l'emmène rejoindre les «prisonniers» au mess des officiers gardé par deux camarades.

Puis vient le moment de réduire rapidement à l'impuissance tous ceux que l'on trouve aux quatre coins de la caserne. Au premier étage, l'officier de garde qui dormait depuis qu'il avait été relevé par le sous-officier est neutralisé dans sa chambre ; au rez-de-chaussée, à la section des hommes-grenouilles, deux marins sont neutralisés, et au premier étage, trois caporaux dans leur dortoir. Pendant ce temps, à l'infirmerie, six autres personnes connaissent le même sort. Il faut bien dire que l'infirmerie n'a d'infirmerie que le nom, car il ne s'agit que d'un dortoir supplémentaire où dorment des personnes en parfaite santé. On trouve encore six hommes dans le dortoir des recrues. Apeurés et inquiets, les jeunes marins tiennent à préciser : « Nous sommes des recrues, nous n'avons rien à voir avec tout ça, nous sommes des recrues. » Allez savoir ce qui se passe dans la tête de ces marins en herbe !

Deux camarades se dirigent vers l'arsenal. Ils trouvent la porte entrouverte et bloquée par quelque chose de lourd. Au moment où ils l'ouvrent, on entend un grand bruit, ce qui n'empêche pas les deux marins qui sont là, de dormir à poings fermés. Ils secouent le caporal pour le réveiller et alors que celui-ci tremble, l'autre marin, saoul comme une barrique, ne cesse de jacasser.

Il blague avec le camarade qui est resté de garde, lui offre une cigarette et de temps en temps râle contre son compagnon : — Mais arrête de trembler, nom d'un chien ! Ne sois pas si compliqué. Ils vont rien nous faire. Prends une cigarette et baisse les mains — et s'adressant au camarade : N'est-ce pas qu'il peut baisser les mains ? Et bien que celui-ci acquiesce, l'autre reste immobile, les mains en l'air. Peut-être pense-t-il que s'il les baisse, il est un homme mort. Et il reste ainsi un quart

d'heure, pendant que son compagnon ne cesse de discuter comme si sa langue était une machine à parler.

« 38 pour gagner au truc »[27]
Au foyer situé au rez-de-chaussée, un camarade frappe à la porte qui est fermée de l'intérieur. Au bout de quelques secondes, un « qu'est-ce qui se passe » lui répond : « C'est la garde », dit-il.
Une fois la porte ouverte, il menace de son arme celui qui le reçoit, et l'obligeant à garder le silence, le fait marcher devant lui jusqu'au coin du foyer où trois hommes attendent pour continuer la partie de « truc » interrompue. Ils marchent le long d'un passage étroit formé par une cloison de bois et le mur. Arrivé devant ceux qui s'impatientent, écartant un peu celui qui marchait devant lui, il vise la table et dit sur un ton de circonstance :

—C'est moi qui gagne : j'ai 38... et nous sommes des Tupamaros.

En effet, il a un 38 long rifle.
Les joueurs de « truc » se soumettent et s'alignent le long du mur, les mains en l'air. L'un d'eux, bien que paniqué, garde encore assez d'humour pour demander à son voisin :
— Eh ! Est-ce qu'il fait si froid pour que j'aie les jambes qui tremblent ?
Le dortoir de la troupe, proche du portail, comporte en réalité deux parties : rez-de-chaussée et premier étage. Il y a environ douze lits à chaque étage, disposés sur deux files et les armoires sont réparties sur toute la longueur de la chambre en son milieu.

Sous un prétexte quelconque, Garin fait sortir l'homme de chambrée qui monte la garde au rez-de-chaussée de l'autre côté de la porte. Lorsqu'ils se sont éloignés de quelques mètres, il le tient en joue et le passe à Lacho. Avec son M-I en bandoulière, l'homme résiste et refuse de se laisser désarmer. Sourd aux menaces du camarade, il agrippe son fusil et se débat. Lacho finit par lui mettre son arme sur la tempe et par lui arracher son fusil, après quoi il se dirige vers le mess des officiers

[27] Truc : jeu de cartes (N.d.T.).

où sont déjà soumis les gardes, le caporal, l'ordonnance, l'officier et le sous-officier. (Lorsqu'on les emmènera à la Place d'Armes, cour délimitée par les dépendances qui sont occupées, les autres « prisonniers » viendront s'ajouter à eux).

L'entrée étant maintenant libre, dix camarades, cinq pour chaque dortoir, entrent silencieusement en file indienne. En bas, on attend pour agir que la lumière d'en haut soit allumée. Mais quand ils la voient briller, ceux d'en bas ne trouvent pas les interrupteurs et doivent se contenter pour agir de la lumière qui leur vient d'en haut.

Dans chaque dortoir, un camarade se poste au bout de la file d'armoires. Il surveille ainsi les deux rangées de lits en même temps qu'il bloque la sortie. Dans le dortoir d'en haut, il interdit en plus l'accès au râtelier où chaque marin range son arme quand il a fini son service. Dans chaque secteur deux camarades se chargent des marins qu'ils surprennent. Pendant que l'un les tient en joue, l'autre leur attache les mains avec du fil de cuivre. Il faut en tirer plusieurs de force hors du lit. Un, en particulier, donne plus de mal que les autres. Bien que tiraillé de tous les côtés, l'homme ne peut sortir complètement : son corps dépasse du lit mais son bras reste à l'intérieur. Que se passe-t-il ? L'homme avait une main blessée et il l'avait attachée pour dormir, au lit du dessus pour que « le sang ne monte pas ». Il y gagne de ne pas avoir les mains attachées.

Ici, le nombre des « prisonniers » s'élève à environ 24 hommes. Un peu plus tard les deux hommes du corps des hommes-grenouilles viennent s'ajouter à eux.

Un profond sommeil

Au poste-radio qui se trouve au rez-de-chaussée, il y a un seul homme. Il dort profondément. Après l'avoir énergiquement secoué, un camarade parvient à le réveiller.

—Allez, debout, nous sommes des Tupamaros, dit-il tout en le enant en respect avec son arme.

—Fiche-moi la paix, laisse-moi dormir, répond l'homme tout en

nfonçant sa tête dans l'oreiller.

—Allez, allez, dépêche-toi, je n'ai pas de temps à perdre.

Le camarade tire alors les couvertures et le secoue.

— Ça suffit, imbécile, c'est pas une heure à faire des plaisanteries, va t'amuser ailleurs, grogne le marin en se retournant et en ramenant les couvertures sur sa tête.

Le camarade n'a pas d'autre solution que de poser son arme et de le tirer hors du lit. Ils sont les derniers à arriver à la Place d'Armes. En voyant les autres, l'homme comprend qu'il ne s'agit pas d'une blague. Complètement réveillé, il marmonne : « Me faire ça à moi, alors que je prends ma retraite dans six mois. »

Au total, on a neutralisé 53 personnes auxquelles s'ajouteront un prisonnier qui est dans le cachot, huit hommes qui viendront de l'extérieur et un autre dont on va bientôt avoir à parler.

Au milieu de la Place d'Armes, ils sont tous en caleçon à l'exception de dix d'entre eux. On ne leur a pas permis de s'habiller pour éviter qu'ils ne fassent des mouvements dangereux. On donne une couverture à l'un d'entre eux qui tousse. Un autre se plaint : « II faut que ça arrive aujourd'hui, alors que j'ai une permission pour demain. »

Avant de les emmener aux cachots, Garin leur parle : il leur rappelle que dans ces lieux, on a mis entre les mains de gardiens inhumains des travailleurs de l'U.T.E., qu'on les a molestés, qu'on les a malmenés physiquement et moralement. Il regrette que soient absents de nombreux officiers de troupe qui avaient été encore plus brutaux et plus féroces que les gardiens.

Mais continue Garin — et à ces mots certains vont être pris de sueurs froides —, quelques-uns sont présents et regardant ceux à qui il fait allusion ajoute :

— Tu te souviens, un tel... et toi... et toi... ?

Le plan prévoit d'enfermer les hommes dans les trois cachots du premier étage, mais la porte du premier est cassée, le second est en réparation et le troisième où se trouve le prisonnier n'est pas assez

grand pour contenir tout le monde. La plupart d'entre eux restent dans le couloir à côté des cachots et dans l'escalier sous la surveillance de deux femmes et d'un homme. Les « prisonniers » qui sont immobiles commencent à sentir le froid du matin, aussi il faut apporter des couvertures à ceux qui sont en caleçon. Certains s'assoient par terre et reprennent leur sommeil interrompu. L'homme du poste-radio est peut-être parmi eux à moins qu'il n'ait perdu le sommeil en pensant à sa retraite.

On avait commencé à neutraliser le gros des hommes à 1 h 50 et c'est environ à 2 h 20 que l'on termine.

Aux armes

C'est alors que le camion arrive et va se garer à côté de l'arsenal pour recevoir le chargement. Habilement, les camarades se passent de mains en mains, des caisses de toutes les tailles contenant des armes, des munitions, etc. Ils sont si rapides que cela produit un effet comique.

Au même moment, d'autres camarades essaient de mettre en marche un camion de la Marine qui stationne dans la cour. N'y parvenant pas, ils vont chercher le chauffeur parmi les « prisonniers ». Celui-ci leur explique que le camion est en bon état mais que la batterie est à plat. Il font démarrer le camion en le poussant et l’emmènent devant l'arsenal pour charger le butin.

Simultanément, on téléphone du poste de garde aux deux camarades qui attendaient avec une voiture dans un endroit déterminé. (Occupée, la caserne est le meilleur et le plus sûr endroit pour faire le chargement). Il n'a pas été prévu d'autre véhicule car on comptait sur une camionnette de la Marine, mais on avait emmené celle-ci à réparer la veille. Il faut donc répartir le chargement ainsi que les hommes dans trois véhicules au lieu de quatre.

Les minutes passent, le chargement augmente. Petit à petit, l'arsenal se vide tandis que les camions s'abaissent sous le poids.

Pendant ce temps, le garde s'occupe des quelques marins qui rentrent se coucher. Les trottoirs déserts et le silence de l'aube trahissant leurs pas bien avant leur arrivée. Ils saluent la sentinelle et entrent dans la

caserne jusqu'au poste de garde où « le caporal » et « l'ordonnance » arrêtent l'un après l'autre huit hommes qui arrivaient en rêvant à leur lit bien chaud ; c'est le quatrième ou cinquième marin qui se charge d'apporter à l'opération son épisode comique : alerte et enjoué, marchant à grandes enjambées vers la porte, il dit en passant à la sentinelle :

—Salut, comment ça va ? Pas trop cinglé, ce soir, le capo ?

—Non, aujourd'hui il est formidable, répond la sentinelle.

En s'approchant du poste de garde, il se rend compte qu'on ne lui a pas menti. Le caporal est de bonne humeur et il a envie de plaisanter : il le met en joue et lui ordonne de lever les bras. Mais à blague, blague et demie : le marin, d'un mouvement rapide et sans s'arrêter, fait semblant de sortir son arme et, le visant de lal main, fait :
— Pan, pan, pan...
Puis il continue son chemin. Le « caporal » doit lui courir après et lui faire comprendre que, bien qu'étant de bonne humeur, il pas envie de plaisanter.
Seule la caserne reste
Après avoir donné le mot de passe, les camarades appelés par téléphone entrent et dirigent tout d'abord leur voiture vers le poste de garde, puis vers un dépôt et enfin vers le corps des hommes-grenouilles pour charger du matériel.

Le camion de la Marine quitte l'arsenal et se dirige vers le dortoir de la troupe. On vide le râtelier du premier étage, puis deux camarades descendent au rez-de-chaussée pour prendre dans le dortoir des couvertures pour cacher le chargement. Au moment où ils entrent un homme sort de sous un lit, les mains en l'air.

C'est un marin qui, profitant de l'obscurité au moment où on arrêtait les autres, avait réussi à se cacher. Il était ensuite allé prendre un M-l au râtelier, l'avait chargé et... attendait là, par terre. Un détail, un simple détail oublié — l'emplacement des interrupteurs — aurait pu compliquer et même faire échouer une opération prévue dans ses moindres détails et déjà pratiquement terminée dans sa phase la plus

complexe et la plus dangereuse : neutraliser la garde et les autres hommes. Heureusement, le marin caché, voyant que l'affaire demandait trop de courage, avait hésité et préférait se rendre.

A 3 heures 30, le chargement est terminé. Le plan prévoyait de sortir et de parcourir une partie du chemin les uns derrière les autres, avant de se séparer pour se rendre aux lieux de déchargement. La camionnette de la Marine devait rouler en tête, avec six camarades en uniforme, pour ne pas éveiller de soupçons. Mais l'absence de la camionnette oblige à modifier le plan : six ou sept camarades, sans arme et avec des papiers en règle, vont prendre le bus à environ 250 mètres, toujours surveillés par la « sentinelle » de la terrasse.

Les trois véhicules, avec dix ou onze camarades, partent directement par des chemins différents vers les lieux de déchargement. Puis le butin sera réparti entre les « colonnes » qui se chargeront de le distribuer aux différentes bases.

Six camarades restent dans la caserne ; ils partiront dans la voiture des « policiers en civil », quarante minutes plus tard, à 4 heures 10, de telle manière que lorsque l'alarme sera donnée, tout soit complètement liquidé et qu'il n'y ait plus aucune trace.

On profitera au maximum de ces quarante minutes : tandis que trois camarades restent postés sur le trottoir, sur la terrasse et au poste de garde, et pendant qu'un quatrième surveille les « prisonniers », les deux autres se chargent d'écrire sur les murs — entre autres choses : Commando Indalecio Olivera da Rosa, camarade mort au combat — de prendre des photos de l'arsenal vide, du drapeau du M.L.N. hissé au mât de la Place d'Armes, et des « prisonniers » depuis la porte grillagée située au pied de l'escalier qui mène aux cachots.
En partant, ils sectionnent les fils téléphoniques, et ferment la porte de la rue en y plaçant une fausse bombe avec une inscription mentionnant: « Le Peuple est passé par là ».

Après le déchargement, le camion de la Marine doit parcourir

plusieurs kilomètres avant d'être abandonné dans un endroit susceptible de lancer sur une fausse piste les agents de la répression.

Au moment de monter dans le camion, le camarade Fernân Pucurull — celui qui a mis sur pied l'opération, l'a organisée et l'a en quelque sorte dirigée — s'exclame, fier et souriant :

— Maintenant que l'opération est achevée, s'il faut affronter les balles, je le ferai ; peu m'importe de mourir.

Et il part. Deux jours plus tard, il meurt dans les circonstances que nous avons indiquées dans un autre passage du livre. Les paroles du camarade Pucurull révélaient qu'il avait clairement senti que ce transfert massif d'armes allait entraîner un renversement capital du rapport de forces entre les agents de la répression et l'armée du Peuple.

On avait pris les armes suivantes :

—190 Springfields,

—120 Garands M-l (fusils lourds, puissants et à longue portée),

— 50 pistolets 45,

— 180 revolvers 38 à canon court n'ayant pas encore servi,

—2 mitrailleuses sud pied (Tripode), l'une d'entre elles en très mauvais état sera récupérée quelques mois plus tard par la police dans un local,

—6 fusils R-15 (ceux qu'utilisent les Yankees au Vietnam),

—2 mitraillettes Reissing calibre 45,

— 90 grenades offensives,

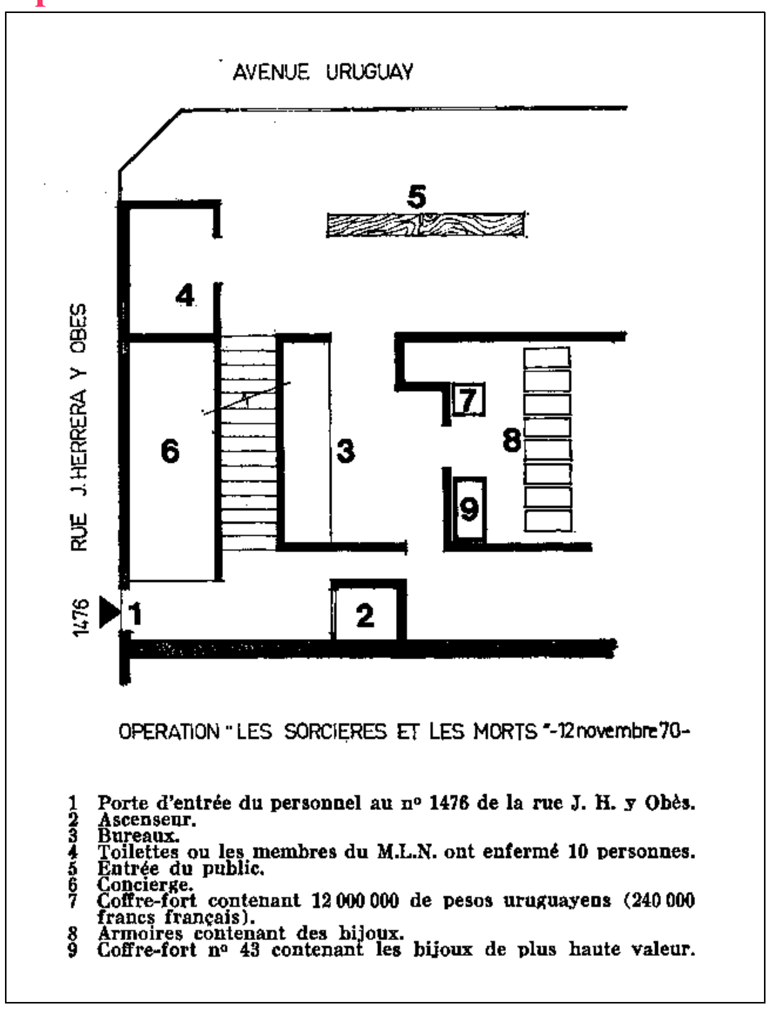
—130 grenades fumigènes et à gaz,

—70 000 balles dont environ 60 000 pour les armes longues et le reste pour les revolvers ;

—ainsi que : des équipements de radio portatifs et fixes, des masques à gaz, des équipements de plongée sous-marine, des pelles-bêches et aussi des armes de « collection » que le gouvernement avait mises en lieu sûr pour éviter qu'elles ne tombent entre les mains des « brigands » qui vont s'en emparer de maison en maison pour lutter contre lui.

Il ne restait que la caserne et ses marins, moins un qui était passé à la clandestinité.

Opération " les morts et les sorcières



La maison des sorcières... s'appelle officiellement « Caisse Nationale de Prêts et d'Engagements ».

Jour après jour, des milliers de personnes y défilent. On y amène sa

montre, sa radio, un petit bijou que l'on laisse contre quelques malheureux sous, juste assez pour payer le loyer et manger pendant quelques jours.

Les pauvres ont remplacé la pompeuse dénomination officielle par : « chez ma tante » ou « Mont de Piété » ; les riches y ont recours eux aussi. Bien entendu, ils ne vont pas se mêler à la populasse et y envoient leurs serviteurs pendant qu'ils restent tranquillement chez eux...

Dans un coffre spécial, leurs bijoux d'un luxe insolent, sont mis en sécurité pour des années et des années. Il y a au moins un milliard de pesos dans la caisse 43 de la maison des sorcières... un milliard !
Après les heures d'ouverture, le Mont de Piété est gardé par trois veilleurs de nuit, tandis que les bijoux — les « sorcières », comme les a baptisés un camarade au cours d'une rapine d'inspiration médiévale — sont défendus par trois clés et une combinaison de chiffres que les quatre directeurs emportent avec eux en partant. Pour ouvrir la caisse 43, il faut à la fois la clé de la porte de la chambre forte, la clé de la porte grillagée, une troisième clé et la combinaison. Une fois en possession de ces renseignements, l'organisation réfléchit à la façon de s'emparer des sorcières.

L'opération est vraiment difficile. L'objectif est en plein centre de la ville, juste en face du Ministère de l'Intérieur qui dispose de tout l'appareil policier et de tout l'armement qu'un tel service du Gouvernement est tenu d'avoir. Il est impossible d'occuper la maison des sorcières pendant les heures d'ouverture, c'est-à-dire au moment où les directeurs s'y trouvent, donc les clés et la combinaison. D'autre part, il ne sert à rien de l'occuper quand ils sont partis. Cela ne veut pas dire que le problème ne puisse se résoudre, mais la seule solution à envisager en augmente la difficulté : l'objectif se transforme en cinq objectifs, car il faudra occuper les maisons respectives des quatre directeurs en plus de la maison des sorcières. De plus, on devra les occuper non pas pendant un court laps de temps, mais pendant une durée de trois heures, ce qui obligera à mobiliser un nombre important

de camarades — 40 ou même 50.
Un même dispositif, réglé avec un mécanisme d'horloge, sera mis en place pour prendre les cinq objectifs, neutraliser les directeurs et les amener à la maison des sorcières. L'entreprise est certainement périlleuse et difficile, mais cela ne fait pas peur aux camarades et tout au contraire les stimule.

Etudes et plan
On constitue quatre équipes qui ont pour mission de suivre les directeurs, d'observer leurs habitudes, de noter les trajets qu'ils accomplissent, les endroits qu'ils fréquentent, la marque et le numéro d'immatriculation de leurs voitures, et de relever le nombre de personnes qui vivent chez eux et leur emploi du temps.
Au fur et à mesure qu'ils recueillent ces renseignements, les responsables des équipes — sept ou huit camarades — élaborent le plan de l'opération, la mettant sur pied dans ses moindres détails, et apportant un soin tout particulier à la préparation de l'enlèvement des directeurs.

Ce travail, entrecoupé d'études et d'autres tâches, dure plusieurs mois. Début octobre, le plan est fin prêt. En août, la police a arrêté de valeureux camarades et mis la main sur quelques locaux ; depuis, à l'unisson avec le gouvernement, elle affirme et répète à qui veut l'entendre que c'en est fini du M.L.N. et que la guérilla urbaine est vaincue. L'une et l'autre poussent des soupirs de soulagement et en frétillent de joie. Ce nouveau coup leur clouera une fois de plus le bec.
La première phase de l'opération consistera à installer les bases 1 et 2 dans des maisons ayant le téléphone, et depuis lesquelles tout sera dirigé. La base 2 sera une base de réserve : elle ne fonctionnera que si on a des difficultés avec la première.

Après cela, on occupera les domiciles des directeurs avant qu'ils ne rentrent chez eux, et on les neutralisera aussitôt qu'ils arriveront. Dans trois voitures que l'on se sera procurées peu de temps auparavant, trois d'entre eux seront conduits à la maison des sorcières déjà occupée. On y entrera par une porte latérale, successivement et par groupe de deux

— un directeur et un camarade. On n'emmènera pas le quatrième directeur car les camarades estiment que les clés de la Caisse 43 suffiront. Les équipes qui occuperont les quatre maisons resteront sur place jusqu'à la fin de l'opération ; elles en seront avisées depuis les bases.

Le téléphone sera la pièce maîtresse de l'opération. Chaque équipe demandera à la base le feu vert pour commencer sa mission et fera le point à des heures déterminées. Ainsi, la base contrôlera l'opération pas à pas, sera au courant de tout ce qui se passe et au cas où l'une des équipes se trouverait confrontée à des difficultés insurmontables, elle donnera aux autres l'ordre de faire marche arrière.
Les chauffeurs des voitures appelleront pour demander l'autorisation de retirer les « paquets » (les directeurs) quand ils seront prêts et feront ce qu'on leur ordonnera.

Depuis la maison des sorcières on annoncera l'occupation des lieux et l'arrivée des « paquets ». Vingt minutes à l'avance, on communiquera l'heure de l'évacuation et on fera venir deux véhicules : une voiture pour la couverture et une pour ouvrir la marche en prévision des « pinces » (les barrages de police et les contrôles de véhicules). Enfin, on téléphonera pour avertir que l'on évacue les lieux. Les camarades partiront avec les sorcières dans un fourgon appartenant au Crédit Municipal. Dix minutes plus tard, la base donnera l'ordre de quitter le domicile des « paquets ». De son côté, le service sanitaire parcourra à bord de trois voitures les différents secteurs de l'opération pour ramasser les blessés éventuels.
62 camarades, hommes et femmes, participeront à l'opération. Ils utiliseront plusieurs véhicules y compris le fourgon dont on vient de parler.

Quatre « fables » et un coin
Chaque enlèvement de directeur est en lui-même une opération complète. Si l'un d'entre eux échoue, il entraîne l'échec de toute l'opération, ce qui explique le soin particulier apporté à l'élaboration du plan d'occupation des quatre maisons.

Les « paquets » vivent loin du centre de la ville : deux à Carrasco (à environ 12 km du centre) ; un à Pocitos (à environ 5 km) et le dernier à Capurro (à environ 10 km).

La femme du « paquet » qui habite Capurro est dentiste. Cela sera exploité comme il se doit : un mois avant l'opération, une patiente jeune et sympathique se présente à son cabinet. C'est Eisa Martinez. Elle vient deux fois par semaine se faire soigner les dents et se lie d'amitié avec la dentiste. L'intimité des deux femmes va grandissant. Eisa lui raconte sa vie, ses problèmes, ses espérances. Elle est amoureuse et va bientôt se marier. La dentiste est ravie, les confidences d'Eisa l'intéressent ; elle veut en savoir plus, pose des questions, acquiesce ou conteste, donne des conseils. Elle a de l'expérience : vingt-cinq ans de mariage, un fils de 24 ans et un autre de 12 ans. Le mariage c'est beau mais difficile, vous savez, ma petite, pour être heureuse... Les hommes... Mon mari...

Elles se voient deux fois par semaine et les caries comptent moins que les fiançailles et le mariage tout proche. La dentiste veut connaître le fiancé et Eisa est enchantée de le présenter. D'ailleurs, il a des dents à faire soigner mais il a peur des dentistes.

— Il est employé de banque et il sort tard de son travail, il ne pourrait pas venir avant 8 heures et demie.

—Mais Elsita, ma chérie, qu'il vienne à l'heure qu'il peut !

Devant tant de bonnes dispositions et de crédulité de la part de cette femme, la camarade a parfois le cœur serré mais elle ne peut faire autrement que continuer à jouer son rôle. Beaucoup d'autres choses bien pires serrent le cœur, font mal et indignent Par exemple, le milliard de pesos que représentent les richesses superflues enfermées pour des années et des années, tandis que des milliers et des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants souffrent de la faim et de la misère. Bref, elle se sent contrainte d'accomplir sa mission.

Le « paquet » qui habite Pocitos possède un kiosque où on vend entre autres choses des billets de loterie et dont les recettes

s'ajoutent à son salaire. Il habite au cinquième étage d'un immeuble dont la porte d'entrée est toujours fermée. Il faudra sonner et s'expliquer par l'interphone. La « fable » devra être convaincante. Un couple de camarades se présentera avec une boîte de gâteaux et quelques bouteilles de vin et donnera l'explication suivante : ils ont gagné le gros lot avec un billet acheté à son kiosque aussi ils viennent l'en remercier et par la même occasion l'inviter à leur mariage tout proche.

Un troisième camarade se postera non loin de là, pour attendre le « paquet ».
Quant au « paquet » qui habite Carrasco..., nous verrons plus tard ce qu'il adviendra de lui.
A Marvin comme à Pocitos, si les « fables » ne prennent pas, on ne brusquera pas les choses et on attendra dehors l'arrivée des « paquets. »

« Il n'est pas de meilleur coin que celui fait du bois qu'on veut fendre. »
Dans la maison des sorcières, le « coin », c'est Pedro, un employé qui a été muté ici depuis six mois. Un mois avant l'opération par ses bavardages et ses blagues, il devient l'intime des gardiens. Après le départ du personnel, il reste longtemps pour bavarder avec eux tout en buvant du maté. Quel sacré blagueur, ce Pedro ! Une fois, il leur a même subtilisé leur revolver et les a enfermé à clef dans une grande armoire. Cette histoire les a bien fait rire tous les quatre. Le « frère » de Pedro, rapporte des « baluchons » d'Argentine, ce qui lui permet de vivre. Quinze jours avant l'opération, il vient chercher Pedro. On le fait entrer, Pedro le présente aux gardiens. On lui offre une tasse de maté en échange de quoi, il donne une bouteille de « Très Plumas ». Fameux le cognac !

Dès le lendemain, les gardiens ravis, commencent à caresser l'espoir d'un prompt retour du « contrebandier ». Pedro leur promet qu'il reviendra très bientôt. Et de fait, il devient un visiteur assidu. Les bouteilles sont variées : du « Très Plumas », du « Doble V » et de

nombreuses autres marques. En trois semaines, le contrebandier et son frère, sont devenus si intimes avec les trois gardiens et les trois hommes qui les relèvent à 22 heures qu'ils assistent même à la fermeture de la maison des sorcières.

La fille du « paquet » qui habite Marvin a une amie qui passe presque tous ses après-midi avec elle et ne rentre chez ses parents que lorsque son père arrive. Cela complique tellement l'occupation de la maison avant le retour du « paquet » que l'on songe même à occuper la maison de l'amie. Un changement dans les horaires de travail apporte la solution du problème. L'amie s'en va maintenant bien avant le retour du « paquet » qui rentre chez lui, une heure plus tard.
De cette façon, la fable sera simple : une doctoresse du Syndicat des Médecins viendra voir un enfant malade. Comme elle se sera trompée de maison, elle demandera si elle peut téléphoner à l'hôpital.

Deux semaines avant l'opération, on découvre qu'un gardien armé d'un fusil, surveille le Ministère de l'Intérieur, du balcon d'un édifice public voisin (SOYP)[28] qui se trouve juste en face de la porte par laquelle les camarades et les directeurs entreront. Cette découverte oblige à modifier le plan : une fois que l'objectif sera occupé, un camarade sortira avec le fourgon du Crédit Municipal et se rendra en un lieu précis où les « paquets » attendront. Deux d'entre eux prendront place à l'arrière du fourgon, le troisième sera dans la cabine. Trois camarades les surveilleront. Ils reviendront à la maison des sorcières. La première allée et venue du fourgon n'attirera certainement pas l'attention de la sentinelle postée sur le balcon mais, son départ à la fin de l'opération, pourra lui sembler suspect. Toutefois d'où elle se trouve, elle ne pourra pratiquement rien faire étant donné que le coin de rue où la voiture tournera se trouve à trente mètres de la porte de sortie.

Lorsque tout est prêt, on retient la date du 3 octobre.

---

28 S.O.Y.P. Servicio Oceanogrâfico y de Pesca : « Service de l'Océanographie et de la Pêche » (N.d.T.)

Ce jour-là, à 13 h 20, on téléphone à Pedro pour lui demander s'il y a quelque chose de nouveau dans la maison des sorcières. On apprend que l'une des trois clés a changé de mains. Ce qui ne s'était pas produit depuis des années. Il fallait que ça arrive juste le jour fixé pour l'opération ; on est donc obligé de la suspendre.

La filature, etc., du nouveau « paquet » — il habite aussi à Carrasco — prend environ un mois. A cause du contretemps, Eisa qui n'a plus de caries à faire soigner doit espacer ses visites et repousser la présentation du fiancé, qui devait avoir lieu le soir du 3 octobre. De son côté, Pedro doit retarder la venue de son frère qui devait avoir lieu le jour même. Mais le pire, c'est l'anxiété, l'inquiétude car on ne sait pas si la nouvelle étude sera terminée en temps voulu. L'été approche et pendant cette saison, pour de multiples raisons -— par exemple, Pedro doit prendre ses vacances —, il sera impossible de réaliser l'opération. Chaque jour est donc un jour d'attente, de tension intense.
Au manque de temps, s'ajoute la difficulté à surveiller le nouveau «paquet». A peine dehors, il complique tout. Il tourne autour de sa voiture, vérifie quelque chose, frappe du pied dans les pneus, regarde à droite, à gauche et surtout derrière lui. Il ne rentre jamais directement chez lui. On perd plusieurs fois sa trace au cours de filatures. Il ne le fait peut-être pas exprès mais il a une telle facilité à s'évaporer que les camarades ont fini par le surnommer : le « fantôme ».
Finalement, la course contre l'été est gagnée. Deux camarades se rendront chez le « fantôme » pour lui proposer d'acheter un terrain dans une station balnéaire.

Une pluie sur mesure
Le 5 novembre, le jour se lève sombre et maussade. Vers le milieu de la matinée, il commence à pleuvoir. Il tombe des « cordes » jusqu'à l'aube du jour suivant. Cette pluie arrive à point, elle oblige les gens à rentrer rapidement chez eux, elle chasse les importuns et les curieux des rues, des fenêtres ou des entrées d'immeubles. Ce dernier point est important, surtout en ce qui concerne les opérations à domicile.
13 h 30. — Premier coup de fil de Pedro tout va bien.

17h. — Sa femme apporte un sac à Pedro et apprend que rien de nouveau ne s'est produit. Dans le sac, il y a une mitraillette.
18 h 30. — Les bases sont installées. Quelques minutes plus tard, on commence à téléphoner, à donner des ordres, à échanger des renseignements avec les équipes de coordination, celles d' « enlèvement » des véhicules, etc.
20 h. — Pedro annonce que le « paquet » de Capurro — le premier à enlever — sort avant l'heure et que l'on ne sait pas s'il va rentrer chez lui. Bien qu'au cours de l'élaboration du plan, on avait envisagé cette possibilité, elle avait été écartée car il était impensable qu'un directeur parte avant l'heure puisque l'on avait besoin des clés pour fermer. On n'avait donc rien prévu pour parer à cette éventualité.

20 h 15. — L'équipe chargée du « paquet » de Capurro appelle pour demander l'autorisation de commencer l'opération. On lui apprend la nouvelle. Par conséquent, Eisa et son «fiancé» sont prévenus qu'ils doivent aller à Capurro à la rencontre de l'homme au lieu d'attendre qu'il soit rentré chez lui. Le troisième camarade de l'équipe qui — sans téléphoner -— doit attendre la sortie du « paquet » et prendre le même autobus que lui arrive à l'arrêt. Là, perdu dans la foule, il guette la sortie qui n'aura pas lieu. A la base, les quinze minutes passées à attendre le message annonçant que cette phase de l'opération est terminée, sont assez tendues car c'est le premier pas de l'opération et précisément, il y a un contretemps. Les autres actions ont déjà commencé.

20 h 45. — II ne manque plus que le coup de fil annonçant à la base que l'occupation à Carrasco est réalisée, pour donner le feu vert à la suite de l'opération.

20h 50. — Appel téléphonique provenant de la maison des sorcières et annonçant que le fourgon s'en va.

21h. — Message annonçant que l'opération à Carrasco s'est bien passée.
Au début, on n'avait pu établir la liaison entre la base 1 et l'objectif, aussi, on avait dû communiquer par l'intermédiaire de la base 2.

Occupation des objectifs
Carrasco. — En dépit du mauvais temps, les « vendeurs » sont reçus plutôt sèchement. La personne qui répond déclare posséder déjà une petite maison dans la station balnéaire où on lui propose des terrains. Pas le moins du monde intéressée, elle ne laisse pas entrer les camarades. Les « vendeurs » restent donc dehors pour attendre l'arrivée du « paquet ». Il arrive quinze minutes plus tard que prévu, ce qui explique le retard mis à informer la base.

On l'aborde sans difficultés et on entre avec lui dans la maison.
Malvin. — Mise à part la surprise, aucune difficulté, à l'exception de celle immédiatement surmontée de savoir s'il faut ou non refuser l'aimable invitation à dîner ; les camarades acceptent sans se faire prier. Un camarade qui est sur le point de se laisser tenter par un verre de whisky est retenu à temps par une camarade.
Pocitos. — L'arrivée du couple chargé de gâteaux et de bouteilles de vin coïncide avec celle d'un gamin. Grâce à l'interphone, la porte lui est ouverte. Dans l'ascenseur, le gamin apprend aux camarades qu'il est le fils du « paquet » et que son père est déjà rentré de son travail.
La fille du « paquet » ouvre la porte de l'appartement à son frère et au couple. Ainsi, pas besoin de « fable ». On fait venir le père à qui les camarades expliquent qu'ils sont des Tupamaros et qu'ils sont venus le chercher car ils ont besoin de voir certains documents du Crédit Municipal. Aimablement, mais fermement, ils lui fait savoir que toute résistance est inutile : bien qu'ils cachent leurs armes, ils sont prêts à s'en servir si besoin est.

L'homme est surpris mais il explique calmement que sa femme est très malade et que c'est la raison pour laquelle des parents et des amis sont chez lui — environ douze personnes. Il demande que l'on ne pénètre pas dans la chambre de la malade et en revanche promet de faire ce qu'on lui demandera, « tout le monde se conduira bien ». L' « accord » passé sera respecté par les deux parties pendant toute l'occupation qui se déroule dans un climat relativement calme. On fait une sorte de table ronde à laquelle participent les douze personnes de la maison et au cours de laquelle les camarades expliquent la lutte des Tupamaros

et ses motivations.
Capurro. — Les « fiancés » sont cordialement reçus par la dentiste, tandis que son fils, le plus jeune, fait preuve de la plus totale indifférence. Le « fiancé » s'enquiert poliment du fils aîné et du père : le premier est absent et le second se trouve dans le jardin. Avec la plus grande désinvolture, le jeune homme laissant les femmes à leur conversation, va chercher le directeur. Le maître de maison profite d'une éclaircie dans le jardin. Le visiteur l'invite à pénétrer dans la maison.

Lorsqu'ils sont tous réunis, les camarades commencent à s'expliquer l'arme au poing. Là non plus on ne révèle pas le véritable but de l'enlèvement : on se sert d'un argument semblable à celui utilisé à Pocitos.
L'homme en prend son parti, mais la femme en a le souffle coupé. Lorsqu'elle voit le couple et en particulier Eisa sortir son arme, tout un monde s'effondre pour elle : la petite Eisa, les fiançailles, le fiancé, le mariage... qui étaient pour elle comme un coin de ciel bleu.

Devant la main d'Eisa qui brandit un Lüger, ce ciel se voile et se couvre même totalement après le « nous sommes des Tupamaros » et la justification de la visite.

—Mais demande-t-elle, tu n'es pas Eisa Martinez ?

—Alors vous n'êtes pas fiancés, vous n'allez pas vous marier ?

A chaque réponse c'est un coin du ciel qui s'assombrit.

—Pourquoi m'as-tu trompée et menti si longtemps ?

— Pourquoi as-tu fait cela ? Quelle perversité ! Quelle perversité !
Les explications de la camarade ne touchent pas cette femme blessée dans son esprit, dans ses idées, dans son affectivité et accablée par l'effondrement du rêve qu'elle s'était bâti.
En attendant la voiture qui doit emmener le maître de maison, le dîner se passe dans un climat détendu bien que tous fassent un peu grise mine, à l'exception du gamin qui respire la joie de vivre. Le mot Tupamaro l'a fait sortir de l'indifférence avec laquelle il avait reçu les

camarades ; il l'a transformé en un petit écureuil tout yeux et tout oreilles pour l'événement qu'il est en train de vivre.
Le troisième camarade quant à lui, après avoir longtemps attendu à l'arrêt d'autobus, téléphone à la maison et apprend que le « paquet » y est déjà. Il arrive une heure plus tard.

La maison des sorcières
Lorsque la sonnette tinte, Pedro et les gardiens sont en train de bavarder et de boire du maté.
— Salut, gringalet ! Entre ! Ah, tu amènes un ami ! Entrez, entrez donc !
Quelques minutes après l'arrivée du « frère » de Pedro et de son ami, les gardiens qui croient à une blague et que l'on détrompe rapidement sont neutralisés sans avoir eu le temps de s'affoler.
— Non, les gars, disent-ils, tandis qu'on leur lie les mains, vous ne pourrez rien faire, rien du tout. Vous ne pourrez pas vous emparer du trésor. Il faut un tas de clés pour y arriver. C'est impossible, c'est inutile. Ça vous servira à rien de nous attacher. Partez les gars.
Ils sont sincères, tout à fait sincères. Les camarades leur expliquent l'opération. L'un deux s'exclame :
— On peut dire que vous pensez à tout !
Deux camarades surveillent les « prisonniers » tandis que le troisième va au fourgon qui est fermé et dont les clés sont introuvables. Il brise la vitre d'une portière et le fait démarrer en établissant le contact à l'aide d'un fil.
Environ une heure plus tard, il revient avec un trousseau de clés, les trois «paquets» et leur gardien respectif.
Quelques minutes plus tard, à 22 heures, les gardiens qui doivent faire la relève arrivent. Il est difficile de les neutraliser, car ils ne prennent pas cela au sérieux, se mettent à rire et à plaisanter.
— Des Tupamaros, ha, ha, ha ! Aïe, les Tupamaros vont me manger !
L'un d'eux s'échappe et court en riant aux éclats autour d'une grande table, poursuivi par un camarade. Il faut plusieurs minutes pour le convaincre qu'il ne s'agit pas d'un jeu.
Pendant ce temps, d'autres camarades, grâce à la collaboration des «

paquets », se dirigent vers les sorcières. Ils ouvrent les deux portes de la chambre forte et c'est devant le coffre 43 que surgit un problème : quelle est la clé du trousseau qui l'ouvre? On essaie en vain plusieurs clés : le « paquet » qui connaît la combinaison du coffre ne sait pas, ou fait semblant de ne pas savoir quelle est la bonne clé. Il en va de même pour les autres. On appelle la base. Celle-ci est en contact avec Pocitos et c'est de là que parviennent les instructions. Plus rien ne défend les sorcières. Des sacs et des sacs les engloutissent avant de prendre le chemin de la camionnette.

A 23 h 30, on évacue la maison des sorcières, laissant les gardiens et les « paquets » dans la chambre-forte. On ne referme que la porte grillagée pour ne pas les priver d'air. Quelques instants plus tard, les domiciles des « paquets » sont évacués.
Le bilan de l'opération c'est un milliard de pesos en bijoux et deux nouveaux militants clandestins : Pedro Guinovart et sa femme.
Les services de renseignement de la police ne trouveront aucune piste.
Il ne manquera pas de gens pour se demander : pourquoi tant d'argent ? Que vont-ils en faire ? Il n'en manquera pas, pas plus qu'il n'en a auparavant manqué : ce sont les raisonnements naïfs, ceux qui ignorent qu'on ne finance pas une révolution avec trois sous et que, en plus des morts, des prisonniers et des milliers de vies entièrement consacrées à elle, celle-ci coûte cher, très cher, des millions de pesos.

Il n'a jamais manqué et il ne manquera pas de gens pour se demander pourquoi les Tupamaros ne donnent pas leur argent aux pauvres pour lesquels ils prétendent lutter. Il y a parmi eux quelques naïfs mais la plupart sont des ennemis de la révolution, des affameurs du peuple.
Ils ne font pas du « replâtrage », ils ne luttent pas pour donner aux pauvres du pain aujourd'hui et la faim demain. Non, le M.L.N. ne lutte pas pour que les choses restent ce qu'elles sont. Il lutte pour donner au peuple un pays libre, sans maîtres étrangers, sans exploiteurs ni exploités ; pour bâtir une société où tous, absolument tous auront le droit au travail, au logement, à l'éducation, à l'assistance médicale et à une vieillesse décente.

Un pays libre, une société juste et fraternelle, n'est-ce pas plus important qu'une distribution de pesos ? Le M.L.N. n'en doute pas. C'est pourquoi, les millions qu'il exproprie, il les consacre intégralement, jusqu'au dernier centime, à la lutte et à la révolution qui est en train de bâtir un nouveau pays, une nouvelle société.

En guise d'épilogue

Les grandes lignes de l'organisation et les moyens d'action de la guérilla urbaine sont fonction de certaines de ses caractéristiques dont la plus déterminante est sans doute la relation géographique et militaire existant entre le mouvement de guérilla et l'ennemi, autrement dit, le terrain sur lequel se livre la lutte. A la différence dès mouvements de guérilla qui combattent sur un terrain non seulement favorable mais vaste, les mouvements de guérilla urbaine doivent agir sur un terrain assez limité et saturé d'agents de la répression.

D'un point de vue purement militaire, la guérilla urbaine se trouve dans une situation similaire à celle d'une armée qui s'infiltre peu à peu dans le terrain de l'ennemi. Pour cette raison, les mouvements de guérilla urbaine ont du mal à établir leurs assises, par contre ils bénéficient d'une situation privilégiée pour passer à l'attaque.

Le fait de ne pas porter d'uniforme ni d'insigne destiné à les identifier — excepté dans des circonstances particulières et presque toujours pendant un laps de temps très réduit — constitue pour les militants du mouvement de guérilla un moyen de défense en même temps qu'il crée des conditions favorables à l'attaque ; il est une conséquence de la situation particulière du mouvement.

Ces caractéristiques déterminent, comme nous l'avons dit, les grandes lignes de l'organisation et les principaux aspects de la tactique de la lutte.

Nous allons l'expliquer plus en détail.

Dans le domaine de l'organisation

Le problème le plus grave à affronter est celui du très fort pourcentage de pertes. Il est à l'origine de la loi suivante : de nombreuses

précautions et un travail intelligent parviennent à diminuer le nombre des pertes. Mais il suffit que l'appareil répressif agisse d'une manière efficiente pour que le volume des dommages subis par le mouvement soit beaucoup plus important que dans d'autres foyers de militantisme. C'est pourquoi ce problème exige une série de mesures.

Le compartimentage

C'est l'arme principale de la défense de l'Organisation. C'est une nécessité vitale : sans lui, la guérilla urbaine est impossible. Il est à lui seul, tout aussi important pour la lutte urbaine que la mobilité et les sentinelles le sont pour la guérilla rurale. Chaque groupe, chaque secteur de l'organisation, chaque militant doit constituer un compartiment. Connaître ou faire connaître le véritable nom des combattants ainsi que leur adresse ou celle des locaux de l'organisation doivent être un tabou.

Chacune des « unités » dont on vient de parler ne doit connaître que l'indispensable pour militer et rien d'autre. Le compartimentage doit être valable aussi bien pour les militants de base que pour la direction. Pour prendre des décisions, un organisme de direction n'a pas à connaître les militants de la base, pas plus qu'il ne doit savoir où ils habitent ni où ils se réunissent. Il se peut même qu'il ignore où ont lieu ses propres réunions. Il arrive, en effet souvent, que les camarades qui ont des responsabilités au sein de la direction ou même des organismes entiers soient conduits les yeux bandés jusqu'aux endroits où se tiennent les réunions.

On peut dire qu'à l'heure actuelle, dans le M.L.N., chacun des organismes de direction pris séparément — ils fonctionnent tous indépendamment les uns des autres —, y compris l'organisme suprême, ne connaît qu'une très petite partie de l'organisation ; nous entendons par là, l'identité et l'adresse des militants, l'adresse des locaux, etc. Bien sûr, cette situation est poussée à l'extrême, si l'on sépare les membres de ces organismes directeurs qui, par ailleurs, sont collectifs.

En somme on cherche à ce que personne ne puisse, même dans les pires circonstances, fournir à l'ennemi des renseignements à caractère décisif. Et cela reste valable aussi bien pour un militant isolé que pour un organisme entier soit de base, soit de direction.
Le compartimentage qui ralentit le fonctionnement immédiat, l'accélère à long terme dans la mesure où il épargne à l'organisation des coups portés par l'ennemi.

Le M.L.N. a tiré parti de l'expérience d'autres organisations. Même si, à première vue, il semble que le compartimentage entrave le fonctionnement de l'organisation, on arrive, malgré tout, à prouver qu'il n'en est rien : lorsqu'avec le temps, l'organisation s'est adaptée à ce système, elle fonctionne avec une aisance totale.
Le secret préalable

Tout au début de la lutte, il est vital pour le mouvement de guérilla de garder secrète sa propre existence. Comme les autres formes de guérilla, la guérilla urbaine est vulnérable dans sa première phase. L'expérience a montré que la plupart des tentatives d'organisation de la lutte échouaient dans cette phase. Par conséquent plus le secret sera gardé — l'idéal étant qu'il soit total —, plus longue sera la période pendant laquelle la guérilla sera protégée des coups de la répression. Lorsque le mouvement est parvenu à un minimum d'organisation, qu'il a acquis un minimum d'expérience et qu'il a noué un minimum de liens avec le peuple, il peut supporter les coups les plus durs sans en être trop ébranlé.

Le recrutement
La ville offre à la guérilla un bon terrain de recrutement pour compenser ses nombreuses pertes surtout après ses premiers succès Il faut mettre au point un système de recrutement à la fois très actif et prudent pour remplacer les pertes inévitables et augmenter le nombre des militants. L'organisation peut être comparée à une toile d'araignée tissée autour du noyau central de la guérilla et qui la relierait d'une part avec les couches sociales intéressantes, d'autre part avec le peuple dans son ensemble en même temps qu'elle serait une protection et

permettrait l'approvisionnement et le recrutement.

Il est évident que la guérilla, à condition que sa ligne politique soit valable et que ses efforts soient couronnés de succès, pourra compter sur un appui croissant. Il faut pourtant tenir compte du fait que tous ses sympathisants ne pourront devenir des combattants ou des membres du noyau central. Il existe bien entendu plusieurs niveaux d'engagement et diverses possibilités de collaboration. Par conséquent, la guérilla devra utiliser toutes les formes d'appui qui s'offriront à elle.

La réserve

Elle consiste à ne jamais utiliser la totalité des forces dont la guérilla dispose et à préserver des missions compromettantes des secteurs entiers de même que des services clés. Ce moyen tactique devient impératif à partir du moment où l'organisation a atteint un degré de développement qui le permet, c'est-à-dire à un certain niveau du processus de la lutte et surtout quand celle-ci a été couronnée de succès. Il peut aussi s'imposer lorsque le milieu où la guérilla évolue et les conditions dans lesquelles elle doit agir, ne lui permettent pas de donner à la lutte clandestine l'ampleur qu'elle devrait avoir, c'est-à-dire quand le terrain est saturé.

La doublure

Elle consiste à « doubler » les organismes du mouvement de façon que la lutte puisse continuer sur tous les fronts si un grand nombre d'entre eux étaient anéantis. C'est pourquoi le M.L.N. est divisé en colonnes. Toute colonne pourra donc avoir le mouvement sous sa responsabilité en cas d'adversité. Pour cela elle possède tout un dispositif : service de recrutement, d'information, liens avec l'extérieur, appareil militaire, service technique, organismes de direction intermédiaires où des camarades apprennent à diriger par la pratique.

Les militants de la guérilla urbaine se relaient dans les tâches de direction de même que dans toutes les autres. Chaque camarade doit être capable de porter le flambeau sur une partie du chemin et de le passer à un autre sans risques pour l'organisation s'il lui arrive de

tomber. Les mêmes critères doivent régir la préparation de l'organisation à tous ses niveaux. Il ne peut y avoir de secret technique connu d'une seule personne; de même qu'il ne peut y avoir de militant ni d'organisme irremplaçable. C'est sur la base de ces principes que l'on a « doublé » une ou plusieurs fois les organismes et les fonctions. Ainsi lorsqu'on fait une découverte concernant la tactique, la technique ou l'organisation, leur application devra être généralisée à la totalité du mouvement. Pour les mêmes raisons, les organismes de direction doivent être collectifs quel que soit leur niveau ; cela s'est avéré vital pour le M.L.N.

On doit aussi pouvoir remplacer automatiquement tous les camarades occupant des positions clés. Leurs suppléants seront au courant des questions fondamentales afin de prendre la relève sans problèmes au moment opportun.

L'organisation ne doit pas être une grande pyramide tronquée mais plusieurs petites pyramides de ce type afin que chacune soit en elle-même une organisation en miniature.

L’infrastructure matérielle

Les conditions favorables dont jouit la guérilla rurale de par sa situation géographique doivent être patiemment reproduites par la guérilla urbaine. Des endroits où dormir et manger plus ou moins en sécurité, des endroits pour soigner les blessés, pour se réunir, pour installer les ateliers, les dépôts...

Ce que l'on peut voir de l'extérieur de la lutte de la guérilla urbaine, c'est-à-dire ses démonstrations de force, ses défaites ou ses victoires spectaculaires n'est rien comparé à la dure lutte qu'elle mène dans l'ombre jour après jour pour maintenir des contacts, trouver des refuges, organiser des réunions, faire fonctionner un atelier, etc. On peut affirmer sans exagérer qu'une grande partie des énergies est dépensée dans cette bataille quotidienne.

Pour qu'une poignée de combattants puisse réaliser une action

victorieuse ou non, et qui ne dure à peine que quelques minutes, de très nombreux militants ont passé des jours, des semaines, voire des mois à la préparer.

Bien sûr cette infrastructure doit être dissimulée. Pour cette tâche, on a recours à de nombreuses énergies et à des moyens énormes.
Le camouflage est une des caractéristiques de la lutte urbaine, Il peut servir à assurer la protection des militants, des véhicules, des armes, des locaux, en un mot de tout.

Lorsque l'on entre dans une phase aiguë de la lutte, il faut absolument utiliser des cachettes de toutes sortes soit pour les militants, soit pour le matériel. Le camouflage exige une grande habileté et le concours de nombreux militants. Lorsque la répression se déchaîne dans toute sa fureur et qu'il semble que la ville va être fouillée de fond en comble, on est inévitablement amené à utiliser les plus petites comme les plus grandes cachettes à creuser des puits, des tunnels gigantesques...

En un mot la guérilla urbaine réclame une grande prouesse d'organisation quotidienne.

Quelques réponses
Chez nous et paraît-il dans les autres pays d'Amérique latine, on se pose beaucoup de questions sur les Tupamaros.
A titre d'exemple, en voici quelques-unes, peut-être les premières qui viennent à l'esprit : Pourquoi existe-t-il en Uruguay un mouvement tel que le M.L.N. ? quel est le sens de sa lutte ? Comment le mouvement a-t-il pu naître ? Quelles sont ses perspectives d'avenir ?

Nous sommes en guerre et tant que la phase actuelle de cette guerre ne sera pas terminée, un grand nombre de faits et d'idées devront être gardés secrets car, quand la guerre sera totale, les idées deviendront des armes redoutables et peut-être les plus efficaces. C'est pourquoi il est parfois difficile de répondre publiquement à ces questions d'une manière complète et satisfaisante. En effet nous aurions à donner de nombreux renseignements qui ne doivent être connus que de nos

militants.

Malgré cela nous allons tenter de répondre à quelques-unes de ces questions.

Les apparences

La « Suisse de l'Amérique » : c'est l'image qu'évoquait il y a quelque temps l'Uruguay et celle qu'il évoque encore pour beaucoup. L'Uruguay n'a ni forêts, ni montagnes ; il a très peu de paysans. C'est un pays petit, « démocratique », le degré d'instruction y est élevé ; la population est regroupée dans les villes, elle vit bien et bénéficie d'une législation sociale avancée. L'Uruguay a une classe moyenne importante et confiante. « Il ne se passe rien » en Uruguay. C'est une exception en Amérique latine.

Tout cela était vrai jusqu'à un certain point. Mais cette vérité était une vérité précaire ou plutôt une apparence. En effet tout ce vernis disparaît et il ne pouvait en être autrement. Cette apparence faisait et fait encore souvent illusion à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. La classe dominante essaie par tous les moyens de maintenir cette image de l'Uruguay aux yeux du peuple et aux yeux du monde ; c'est qu'elle en a besoin pour cacher la triste réalité, pour tromper et dominer le peuple.

La vérité c'est que l'Uruguay connaît depuis 1955 une crise aiguë. Le capitalisme ne peut plus rien donner, il est exsangue. Les propriétés latifundiaires ont monopolisé l'élevage, principale source de richesse du pays. L'industrie est paralysée et même en régression.

Ce qu'il y a de pire — ou de mieux — c'est qu'il n'y a plus rien à attendre du régime actuel. Par conséquent la seule issue possible et qui apparaît chaque jour de plus en plus inéluctable, est la révolution, le changement profond de toutes les structures. Des événements internationaux favorables mais passagers (par exemple la guerre) ont permis à l'élevage et à l'industrie de se développer considérablement mais sur des bases fragiles.

Grâce à cela l'Uruguay accéda à cette prospérité qui lui permit d'édifier la superstructure qui fit de lui une exception en Amérique latine, et lui valut d'être considéré comme la « Suisse de l'Amérique ». Quand la situation internationale changea ce fut pour nous l'heure de la vérité. Il fut alors impossible à cette superstructure de durer plus longtemps; elle commença à s'ébranler et son effondrement devint de plus en plus imminent. Cet effondrement était d'autant plus spectaculaire si l'on tient compte du fait que cette superstructure était défendue, utilisée et vantée par la classe dominante et que c'est précisément elle qui est aujourd'hui obligée de le précipiter pour garder sa place.

Mais les schémas vieux et précieux se sont aussi effondrés pour le peuple. On ne pouvait espérer que les masses acceptent passivement la perte de leurs conquêtes et leur appauvrissement pour payer les pots cassés et préserver les privilèges de la classe dominante. Celle-ci y comptait et s'arma pour livrer une répression sans précédents.
Alors la ville devint forêt et le peuple montagne. Les ouvriers, les étudiants, les marginaux et même la classe moyenne — de moins en moins classe moyenne — commencèrent à jouer le rôle que les paysans jouent dans d'autres pays.

Il faut toujours tenir compte de la situation que nous venons d'évoquer sommairement pour comprendre l'existence des Tupamaros en Uruguay, leur mode d'action militaire et politique et leurs méthodes.
En résumé l'Uruguay a ses lois spécifiques, particulières et qui n'ont rien de commun — si l'on veut — avec celles du reste de l'Amérique et du monde. C'est pourquoi nous les Tupamaros, nous nous soumettons à elles pour survivre et nous avons les nôtres pour faire prospérer le Mouvement.

Les schémas
Dans les rangs des révolutionnaires, il existe très souvent une tendance spontanée à l'imitation et plus particulièrement dans notre pays car nous avons vécu pendant de nombreuses années, les fenêtres ouvertes

sur l'extérieur, attentifs, dans plusieurs secteurs de l'activité humaine, à tout ce qui se passait à l'étranger, prêts à l'adopter et à le perfectionner. Nous avons passé — comme on dit — plusieurs années « au balcon ». Il est bien sûr très tentant pour les révolutionnaires d'essayer d'imiter les expériences victorieuses des autres.

C'est une réaction peut-être due à la paresse intellectuelle, au manque de justesse dans l'appréciation de la situation présente, à la résonance de ces victoires, etc., mais ce qui est certain c'est que cette réaction existe.

Etant donné la prétendue situation exceptionnelle de notre pays, situation qui a fait illusion pendant longtemps même dans les secteurs les plus avancés de la population, le phénomène dont nous venons de parler prend la forme de vastes mouvements de solidarité : avec la République espagnole, le Guatemala, Cuba, le Vietnam, la République dominicaine, les prisonniers et les persécutés de tel ou tel pays, etc.

Cet état de choses était logique : puisqu'en Uruguay il n'allait, pour le moment ou jamais, « rien se passer », il était de notre devoir d'aider ceux qui luttaient partout où il pouvait « se passer quelque chose ».

Si bien qu'en 1967, quand dans notre pays, « il était en train de se passer quelque chose » et qu'il était évident que de grands changements se préparaient, il existait encore des théories — bien vivaces — sur la nécessité d'aller combattre ailleurs et on continuait à nous assigner un rôle d'importance complémentaire, celui de « base » tranquille pour les camarades d'Amérique latine. En effet quelle base et quelle tranquillité allions-nous leur offrir ! Mais l'aspect négatif de ce phénomène, est que l'on adoptait le schéma d'une révolution victorieuse et que l'on essayait de l'appliquer dans notre pays avec quelques modifications ou même sans aucune modification.

Dans le meilleur des cas, cette erreur n'a fait que paralyser pour des années les énergies révolutionnaires mais elle a eu aussi parfois des conséquences tragiques.

En règle générale, les trois schémas les plus prônés furent les suivants : celui de la Révolution russe, celui de la Révolution cubaine, et celui de la Révolution chinoise. Nous allons passer en revue ces trois schémas dans l'ordre où l'on tenta de les appliquer en Uruguay. Nous allons bien sûr parler des schémas de ces Révolutions et non de ce qu'elles furent en réalité.

a) La Révolution russe

On continue encore d'appliquer son schéma ; il consiste à former un parti minoritaire mais discipliné et dont les membres sont rigoureusement sélectionnés. Ce parti lié à la classe ouvrière, par un journal, des grèves, une activité parlementaire, des déclarations, des meetings, des manifestations, etc., gagne peu à peu grâce à un travail patient et tenace destiné à éclaircir la situation, d'abord la classe ouvrière, puis la majorité de la population. C'est alors que par des manifestes, des mots d'ordre, la grève générale et avec des détachements armés constitués à cet effet, le parti donnera le coup de grâce au régime qui tombera sans difficultés car il est de plus, nécessaire qu'à ce moment il soit à son plus haut degré de décomposition. Ce schéma étant le plus ancien, il ne se présente pas bien sûr tel quel aujourd'hui, il a subi quelques modifications et on lui a ajouté certains éléments comme par exemple, la nécessité de former un front et de soutenir en théorie la guérilla.

Ce schéma né en même temps que la social-démocratie européenne du début du siècle et engendré par différentes situations historiques qu'il serait long d'évoquer ici, a évolué jusqu'à lui être semblable sous plusieurs aspects. En Amérique latine, ce schéma est appliqué par de nombreuses forces politiques de gauche ayant une organisation légale ou non selon le contexte politique.
Il est évident que pour nous ce schéma n'est pas inadéquat à la situation de notre pays.

b) La Révolution cubaine

Un petit groupe de révolutionnaires prêts à sacrifier leur vie doit s'armer, organiser l'approvisionnement, la propagande, le sabotage et le

recrutement dans les villes, se transformant ainsi en un foyer militaire et politique qui catalysera et polarisera toutes les formes de rébellion. Il se développera implacablement jusqu'à devenir une armée, gagner la population, vaincre l'ennemi et prendre le pouvoir.

Ce schéma a été au cours de ces dernières années le plus négatif de tous car il a conquis les plus enthousiastes des révolutionnaires. Tout au début il est même souvent arrivé qu'on ne l'applique pas correctement en tant que tel : on négligea la préparation, l'acclimatation et l'exploration, etc. On lui attribua tout de suite un caractère de facilité, on le simplifia beaucoup trop. Il fut chez nous particulièrement paralysant car notre pays n'a ni forêts, ni montagnes, ni paysans, et la lutte était donc impossible. Les adeptes de ce schéma en venaient même à faire dépendre les possibilités de lutte révolutionnaire des seuls facteurs géographiques. Il est par conséquent inapplicable en Uruguay.

c) La Révolution chinoise

Elle est semblable à celle dont nous venons de parler mais il faut lui ajouter les éléments fondamentaux suivants : nécessité d'un parti, d'un bon travail politique parmi les paysans et de la création de bases de soutien à la campagne pour l'expansion de la Révolution et son triomphe politique et militaire.

En raison de la nécessité de l'existence d'un parti et d'un bon travail sur le front de masses avant d'engager le combat sur le plan militaire, cette révolution est paradoxalement sous certains de ses aspects, similaire à celle dont nous avons parlé en premier lieu. Nous ne pensons pas non plus qu'un tel schéma puisse être appliqué au contexte Uruguayen.

En résumé : Nous ne rejetons pas les enseignements que l'on peut tirer des expériences des autres, bien au contraire ; ce que nous rejetons, car nous le considérons comme très grave, c'est la tendance à ne regarder que l'aspect formel et à laisser de côté l'essentiel.
Nous ne critiquons pas non plus l'application de ces schémas — tels quels — dans d'autres pays. Mais nous affirmons que chez nous ils ne

sont pas valables.

Nous ne mettons absolument pas en doute l'honnêteté et la bonne volonté des hommes qui tentent de les appliquer. Nombre d'entre eux sont tombés comme des héros laissant, à leur tour, des enseignements à tirer de leur conduite. Mais nous connaissons beaucoup d'hommes qui utilisent ces schémas pour élaborer de véritables théories prônant l'inaction et cela dans le but de masquer leur manque de courage et leur absence de foi dans les masses populaires ; ou qui cessent d'agir espérant que c'est l'entité « masses » qui versera son sang pour la révolution afin de sauver leur peau ; ou qui font de la « théorie » pour ne pas combattre ; ou qui s'inventent des raisons et se justifient à leurs yeux par des exposés théoriques qui sont une véritable mystification ; ou qui font d'excellentes « analyses de situation » mais n'ont plus rien à dire quand il s'agit d'en extraire une ligne d'action.

Nous rejetons les accusations de ceux qui prétendent que nous n'élaborons pas de théorie, sous prétexte que nous n'appliquons pas les schémas que croient élaborer, en se bornant à les répéter, ceux qui s'aliènent aux théories des autres pour se justifier et qui s'attachant trop à la forme, ne voient pas l'essentiel, pas plus qu'ils ne passent à l'action, ne serait-ce que pour se détromper.

Il arrive heureusement parfois à l'ennemi de commettre les mêmes erreurs.
Lin Piao a dit : « être prudent, étudier et perfectionner minutieusement l'art de la lutte et adopter des formes de luttes appropriées à la pratique de la révolution dans chaque pays et à chacun des problèmes concrets de lutte ».

L'analyse concrète des conditions concrètes
Le M.L.N. a une série de principes qui déterminent sa conduite et celle de la base. Ces principes pourront être ou non contestés mais cela ne nous empêche pas de les mettre quotidiennement et sans demi-mesure en pratique.
Ils nous permettent d'agir, d'augmenter nos effectifs et d'améliorer la

formation des militants de même qu'ils nous confèrent une particularité que peu de systèmes d'idées, du moins dans notre pays, sont capables d'apporter.

Cette particularité est peut-être la qualité la plus précieuse de ces principes : notre théorie est sans cesse mise à l'épreuve dans la pratique et c'est elle qui la détermine et la modèle. Ils ne sont pas le fruit d'une méditation entre quatre murs mais celui de la lutte avec ses victoires et ses défaites. Ils n'ont pas été élaborés par un génie isolé mais par des centaines de militants qui les ont façonnés en luttant.
Ils ne sont pas un schéma inerte mais un système vivant et en évolution constante. Ils ne sont pas une initiation facile et artificielle, ils sont réellement nôtres tout comme le « maté amer » est propre à l'Uruguay.

Nous allons répondre à quelques questions et nous précisons une fois de plus que nous le ferons à dessein d'une manière incomplète.

L'héritage et la préparation
Le M.L.N. s'est créé spontanément et a commencé à se manifester en plusieurs endroits presque à la même époque. C'était vers l'année 1962. Il est né au sein du mouvement syndical uruguayen et des partis de gauche.

Notre pays a hérité du passé, un solide mouvement syndical ayant une ancienne et authentique tradition de lutte des classes. A la différence des autres pays d'Amérique où les syndicats ont toujours été plus ou moins divisés par la classe dominante, en Uruguay, ils sont aux mains des travailleurs. Dans notre pays le syndicalisme s'est, en effet, développé et consolidé depuis le début du siècle jusqu'à nos jours, grâce à une lutte continue et cohérente menée par les travailleurs, grâce à leurs efforts et à leurs sacrifices.

Cette situation est spécifique. Nous les Tupamaros, de par nos origines, nous avons hérité de cette tradition.
La gauche uruguayenne a suivi la même voie que le mouvement

syndical quand elle n'a pas elle-même tracé cette voie. Elle commença à se développer dès le début du siècle.

Elle influença l'histoire politique du pays et l'aurait fait encore davantage si le « batllisme »[29] ne lui avait pas ravi de nombreux étendards politiques. Son histoire, sa tradition sont donc riches d'enseignements, marquées par le sacrifice et les contradictions et nous avons hérité de tout cela. Nous sommes issus de la gauche et nous nous en sommes séparés pour acquérir notre propre personnalité. Ce fut un processus lent et marqué d'embûches.

Il est intéressant de signaler quelles furent les divergences qui provoquèrent cette scission et définirent notre personnalité : Nous pensions 1) Qu'il était impossible d'accéder au pouvoir par des voies pacifiques. 2) Que la lutte armée et immédiate était nécessaire. 3) Que la conscience et l'unité étaient issues de l'action. 4) Qu'il fallait définir notre propre ligne politique par l'action et non par la négation systématique des autres lignes politiques.

Ces principes réunirent dans un corps, inorganique au début, divers groupes de différentes provenances : le plus important de leurs mots d'ordre était alors : « les mots nous séparent, l'action nous unit » ; ils passèrent à l'action et l'action les unit. C'est ainsi que naquirent une organisation et une théorie.

L'action, la pratique précédèrent donc la théorie. Dès lors nous décidâmes que la réserve devait être une règle de conduite politique ; elle était à la fois une réaction contre le verbalisme et une manière d'interpréter, d'exprimer ce que ressentait notre peuple, las des promesses et des engagements qui n'étaient jamais tenus. C'est ce qui explique notre langage, nos symboles et le fait que nous avons toujours parlé après avoir agi, jamais avant. C'est pourquoi nous avons préféré faire transparaître notre ligne politique dans nos actions. En

---

[29] « *Batllisme* » : courant politique bourgeois qui reprend les idées libérales de son fondateur José Batlle y Ordonez (1856-1929) (N.d.T.).

considérant la lutte armée comme une tâche pratique et non pas comme une conversation de salon, nous avons appris dans la rue à travers les victoires et les défaites que la tâche que nous avions entreprise était difficile sur le plan politique et sur le plan technique, beaucoup plus difficile qu'on ne le pensait. Nous avons découvert et résolu ces difficultés de façon empirique.

Mais ce furent principalement deux états de choses qui permirent de les affronter :
Premièrement : tout comme une société naît en héritant des forces productives de celle qui vient de disparaître, les qualités de ces forces ayant une influence capitale dans la construction de la nouvelle société, nous avons, en tant qu'organisation politique, hérité de la société qui s'effondre, des forces productives qui nous ont permis et continuent à nous permettre de résoudre les problèmes techniques essentiels pour la lutte armée (fabrication d'armes, d'explosifs, de faux papiers ; déguisements, soins médicaux, information, communication, etc. Ce haut degré de technique que nous attribue la presse bourgeoise elle-même, n'est pas une qualité inexplicable, mystérieuse mais le résultat du fait que nous vivons dans un pays tel que l'Uruguay.

Les bourgeois sont scandalisés et effrayés quand ils découvrent que nous utilisons tel ou tel élément, telle ou telle méthode. Ils y voient quelque chose de diabolique et il ne leur vient pas à l'esprit qu'ils ont justement contribué à créer ce dont nous nous servons.

C'est la raison pour laquelle, ils ne comprennent pas non plus pourquoi des universitaires au-dessus de tout soupçon, peuvent être de simples militants du M.L.N., ni pourquoi le fils de un tel est recherché par la police et ils ne le comprendront jamais. Qu'ils n'en doutent pas : chaque fois qu'ils s'étonnent, cela provoque des sourires ironiques au sein du mouvement clandestin. Et ils n'en finiront pas d'être étonnés.

Deuxièmement : Nous avons consacré au début la plus grande partie de nos énergies à résoudre ces problèmes. Cela provoqua un certain isolement. Ce fut l'époque du silence et de la clandestinité totale, celle

qui exigea le plus de foi dans notre ligne politique et dans le peuple, et plus de discipline qu'aucune autre. Ce fut l'époque du travail interne, ennuyeux, sans résultats spectaculaires et accompli par un groupe restreint. Ce fut l'époque où l'on essayait par tous les moyens de cacher notre existence.

Quel paradoxe ! Une organisation politique qui ne veut pas être connue. Une armée révolutionnaire qui frappe et ne revendique pas ses victoires. Ce fut l'époque où les militants arrêtés se faisaient passer aux yeux de leurs juges pour des délinquants de droit commun. Quel fossé entre une telle attitude et la recherche facile de la gloire, de ces groupes en uniformes qui arborent prématurément leur brassard, publient des manifestes violents bien avant qu'il ne soit nécessaire et font beaucoup de bruit pour rien.

Ce fut enfin l'époque où le M.L.N. accomplit un grand travail dans l'ombre mais celle aussi où on lança cette vieille accusation contre les Tupamaros : « Ils sont isolés des masses. » Ce n'est pas vrai, nous étions à dessein isolés des masses au début pour être liées à elles maintenant. Ceux qui nous accusaient n'étaient pas plus liés aux masses autrefois qu'ils ne le sont aujourd'hui. Notre isolement était réel et conscient mais il n'a jamais été un principe.

Il s'agissait simplement d'apporter des solutions concrètes à des problèmes concrets. Cette étape de la lutte se prolongea jusqu'en décembre 1966. Pendant toutes ces années, le Mouvement réussit à garder le secret de son existence malgré les coups qu'il portait à l'ennemi et ceux qu'il recevait, et malgré le prudent travail de masses. Mais, le 22 décembre 1966, la répression s'abattit sur nous avec toute sa violence. Elle nous découvrit quand notre mouvement était faible sur le plan de l'organisation et sur le plan politique.

Le coup porté par la répression a été très dur et il allait être très difficile de réorganiser le mouvement. De plus, le pays sortait d'une période électorale au cours de laquelle la classe dominante avait réussi à berner une fois de plus le peuple et à lui faire miroiter des

changements qu'il espérait à l'époque. Nous étions faibles en effet, du point de vue de l'organisation et du point de vue politique car aucun lien ne nous rattachait au peuple, pas même à ses avant-gardes.

Nous étions seuls, sans chevaux et encerclés par l'ennemi. Ce fut pour nous l'heure de la vérité, le moment critique, celui où il était possible de nous abattre d'un seul coup, un des moments les plus difficiles pour une guérilla, celui qui a vu la fin de beaucoup de luttes mais pas celle de la nôtre.

Nous avons surmonté cette épreuve parce qu'aucun camarade n'a faibli et que la solidarité nous a maintenu en selle. Ainsi, malgré les défaites, les vicissitudes et les déceptions, nous avons eu pour la première fois la conviction absolue que tout était possible car il y avait chez nous, suffisamment d'héroïsme, d'esprit de sacrifice et d'entraide pour continuer.

C'est pour cette raison que, au moment où l'on offrit à tous les camarades la possibilité de « s'en aller », il n'y eut qu'un militant, un seul sur des dizaines, qui choisit de partir. Pour la première fois, une défaite tactique se convertissait en une victoire stratégique car, depuis ce moment, nous nous développons sans cesse. Le Gouvernement fit une mauvaise affaire en nous découvrant et en nous persécutant. Ce fut comme s'il avait frappé sur un pieu : plus forts étaient ses coups, plus profond était notre enracinement dans le peuple. Mais cela est une autre histoire.

La lutte armée

Ce principe définit notre lutte depuis le début. Nous n'allons aborder cette question que sous certains de ses aspects.

De nombreuses personnes seront étonnées de voir tant de violence en Uruguay. Cet étonnement n'a pas de raison d'être mais il peut à la rigueur se justifier si l'on considère l'histoire de l'Uruguay de ces dernières années, qui cependant ne réussit pas à masquer une autre « histoire » de l'Uruguay intitulée par un visiteur surpris, « The purple

land »[30] et pas précisément pour son calme.

Depuis ses origines, notre pays a toujours connu la lutte armée révolutionnaire et populaire. José Artigas a dit : « ce peuple armé s'est organisé en divisions militaires car l'ordre était nécessaire pour arriver à ses fins». Les mouvements insurrectionnels se succédèrent jusqu'au début du siècle. Ils avaient beaucoup moins de justifications que nous n'en avons aujourd'hui pour nous soulever.

C'étaient les partis traditionnels qui provoquaient les insurrections, ces mêmes partis qui étaient nés de la guerre civile. Leurs fondateurs et leurs principaux représentants étaient tous des « caudillos » politiques et militaires. Il est à la fois triste et drôle d'entendre les dirigeants actuels de ces partis pousser des cris d'horreur en voyant notre lutte comme si elle était la première dans notre pays. Parfois ce sont des hypocrites qui emploient la violence contre le peuple mais d'une façon très subtile et masquée.

Parfois ce sont des ignorants qui ne connaissent même pas l'histoire de leur propre parti. Parfois c'est par manque de courage, car ils se rendent parfaitement compte que nous avons raison et qu'un grand nombre de leurs prédécesseurs s'ils étaient encore en vie viendraient grossir nos rangs, mais ils préfèrent se taire et faire semblant d'être horrifiés.

D'un point de vue national, notre lutte armée doit être la dernière insurrection, la dernière guerre civile, la guerre définitive, celle du peuple, celle contre laquelle ils ne pourront rien car ce sera une guerre de masses.

D'autre part on ignore la véritable signification de la lutte armée. Cela est dû dans la plupart des cas, à une conception erronée du rôle de

30 « *The purple land* » (La terre pourpre), roman de W.H. Hudson (1842-1922) qui vécut longtemps en Argentine. Cette œuvre est une des meilleures descriptions de la vie dans la campagne uruguayenne pendant la guerre civile de la fin du siècle dernier.

cette forme de lutte. On l'envisage comme l'arme du dernier moment, celle avec laquelle on donnera le coup de grâce au régime.

On a par conséquent recours à la lutte armée pendant un bref laps de temps pour clore le processus révolutionnaire et porter un coup rapide à l'ennemi. On établit une confusion entre la lutte armée et l'insurrection traditionnelle, on ne voit pas le nouveau rôle qu'elle est en train de jouer dans tous les pays sous-développés.

On ne sait pas qu'elle est capable de mobiliser les masses, de les organiser, de les politiser et d'accumuler à la longue des forces. On ignore son caractère de guerre populaire, source même du parti et du pouvoir et non l'inverse. C'est précisément le sens que nous donnons à la lutte armée, le contenu qu'elle a pour nous. C'est à notre avis la forme essentielle de lutte dont doivent dépendre aujourd'hui toutes les autres. C'est pourquoi il est absurde de nous accuser de terrorisme, de blanquisme, etc.

De même que nous accuser de ne pas nous intéresser aux masses, c'est ignorer que notre but est de les gagner et de les organiser pour la lutte armée ; c'est aussi ne pas comprendre que si ce but n'avait pas été atteint, il y a longtemps que l'on nous aurait abattus.
Ne nous méprenons pas, il existe une relation dialectique indéniable entre le mouvement de guérilla et les masses. Penser qu'un mouvement de guérilla qui est sorti de l'ombre et frappe l'ennemi, est isolé des masses, est une ineptie. C'est comme si l'on parlait de la santé d'un cadavre.

La guérilla pratique la lutte armée pour gagner les masses et continuer d'avancer. Sa survie dépend de cet objectif car si elle ne les gagne pas elle finit par s'éteindre. La lutte armée est à la fois une réponse et une ligne politique. « Eh bien, oui ! nous sommes pour l'omnipotence de la guerre révolutionnaire. Ce n'est pas mal faire, c'est bien faire, c'est être marxiste » (Mao Tsé Toung).

Le M.L.N. a appris la lutte armée en la pratiquant. Nous aussi au début

nous avons pris le maquis, nous avons fait provision de bottes, de couvertures et de lanternes ; nous avons fait de longues marches qui nous mettaient les pieds en sang, nous avons tâtonné dans la ville et à la campagne, jusqu'à nous rendre compte que la guérilla urbaine était possible et dès lors nous l'avons pratiquée.

En effet elle est possible mais elle est dure, comme de nos jours n'importe quelle guerre dans quelque partie du monde que ce soit ; la douloureuse histoire de la guérilla rurale en Amérique latine ou celle du peuple vietnamien en sont des témoignages.

Elle présente des avantages et des inconvénients, elle a ses propres caractéristiques : sur un terrain réduit, dans une société qui n'est pas une société de masses, dans un pays en crise et compte tenu de l'histoire qu'il vient de vivre, la lutte urbaine nous garantit des répercussions politiques que d'autres formes de lutte ou de guérilla seraient incapables de nous assurer. On pourra un jour écrire l'histoire de la lutte urbaine et en dégager ses lois mais elles sont pour le moment le patrimoine des organisations révolutionnaires.

L'organisation

Le M.L.N. est réellement organisé depuis sept ans. Pendant cette période, son organisation a subi des modifications en s'adaptant aux différentes situations. Sous cet aspect, la théorie a aussi pour origine la pratique. Nous sommes en mesure d'affirmer que c'est la lutte armée qui détermine l'organisation.

Le M.L.N. a eu au début, une structure fédérative, c'était l'époque de la devise : « les mots nous séparent, l'action nous unit », celle où l'action façonnait une théorie en même temps qu'elle donnait naissance à une organisation.

En décembre 1964, déjà conscients de cette unité, plusieurs groupes de « Tupamaros » décidèrent de signer leurs actions.
Plus tard, en 1965, vers le mois de juin, le mouvement décide d'organiser coûte que coûte et d'une manière définitive cette union, En

janvier 1966, il définit clairement ses structures au cours de la première convention. C'est en effet, au cours de cette convention qu'il élabora un programme de base, un règlement, choisit ses dirigeants et traça les grandes lignes de sa stratégie et de sa tactique. C'est alors qu'il décida que le parti en tant qu'organisation ayant pour objectif la prise du pouvoir — et effectivement en germe dans le M.L.N. —, sera construit par la lutte et plus particulièrement par la lutte armée au cours de son déroulement. Aujourd'hui, plus de quatre ans après, la pratique a démontré la justesse de ces positions.

La seconde convention nationale se tint en mars 1968. Elle fit un bilan, renouvela ses dirigeants, consolida l'organisation, définit de nouvelles lignes tactiques et stratégiques et adopta le principe du centralisme démocratique. L'organisation du mouvement était semblable à celle d'une grande école où l'on cherchait déjà à former un homme nouveau. L'organisation ne s'est pas libérée des contradictions mais a trouvé le moyen de les résoudre.

Cela a été possible pour différentes raisons : 1) contrôle mutuel et formation mutuelle par l'autocritique régulière et à tous les niveaux. Celui qui entre dans le M.L.N. sait ce qui l'attend et connaît les risques qu'il court ; cela opère une sélection naturelle. 2) Nous luttons. Dans la plupart des cas, nous risquons notre vie pour nous réunir, et cela élimine automatiquement le verbiage et les discussions stériles. 3) Nous sommes unis non seulement par une théorie mais aussi par l'action qui, elle, exige un engagement total. Quand le seul lien est la théorie, une divergence d'opinions suffit à diviser. Le fait de mettre en pratique une théorie donne naissance à une nouvelle dynamique qui est un facteur d'union et de cohérence.

4) On ne perd jamais de vue le problème du pouvoir, la pratique nous oblige constamment à le reconsidérer, et cela permet de clarifier la situation à tous les niveaux. 5) A la différence des autres organisations, la nôtre, puisqu'elle agit, n'a pas besoin de justifier son manque d'efficacité. Ses problèmes, ses divergences sont claires, La direction est collective, il n'y a pas de « vaches sacrées ». Les risques et les

privations sont les mêmes pour tous. Les dirigeants participent à l'action. Nous ne voulons pas de cerveaux. Nous recherchons la prolétarisation de tous les militants par le travail manuel et idéologique et par la pratique de l'austérité, pour éviter les déformations provoquées par la lutte armée urbaine, détruire les effets nocifs de l'individualisme propre à la petite bourgeoisie dont sont issus un grand nombre de nos militants, former l'homme nouveau et accroître la confiance réciproque. La presse bourgeoise elle-même a dû reconnaître cette austérité.

«... La guerre révolutionnaire agit comme une sorte de contrepoison, non seulement sur l'ennemi... mais aussi sur nos propres rangs qu'elle débarrassera de tout ce qu'ils ont de malsain » (Mao Tsé toung).

La tactique

Le phénomène évoqué au début de ce chapitre et intitulé « les apparences » a eu une importance capitale dans la détermination de nos tactiques militaire et politique. Il est à l'origine d'une forme particulière — nous dirions même spécifiquement uruguayenne — de guerre. Nous avons dû être extrêmement prudents, spécialement dans la lutte armée, en raison de ce phénomène conditionnant aussi l'ennemi qui de son côté a dû consacrer beaucoup de soin au choix des formes de répression. Les deux antagonistes ont dû et doivent encore tenir compte de ce phénomène structural. Pourquoi ont-ils été obligés d'obéir à certaines de ses lois ?

L'enjeu actuel de la bataille sur tous les plans est le peuple, les uns combattent pour politiser, mobiliser, organiser ; les autres pour maintenir le peuple dans l'ignorance, l'immobiliser, le diviser. C'est la raison pour laquelle, en Uruguay, la guerre a échappé aux schémas classiques,

Sa nature même et celle de son apparition en Uruguay ont été insolites parce que la croyance dans le caractère exceptionnel de ce pays était profondément enracinée dans toute la population, après soixante ans de paix et de relative prospérité. Ces apparences masquaient la crise profonde que nous traversions et dissimulent aujourd'hui le caractère

dictatorial de la domination d'une classe.

La dictature, tout en développant une répression de plus en plus violente et de plus en plus dure, a toujours essayé de porter un déguisement cher à la mentalité nationale : un parlement, des élections, une Constitution, des « libertés », des garanties, etc.

Ce déguisement est maintenant ridicule, il est déchiré, il n'en reste que quelques haillons. Cependant cette situation est récente et pour qu'elle se produise il a fallu que la crise oblige les classes dominantes à dévoiler la dictature, et que les organisations populaires et surtout la guérilla leur arrachent ce déguisement.

Évidemment, étant donnée l'importance qu'il a pour elle, l'oligarchie en conserve les lambeaux essayant de les teindre avec de nouvelles couleurs et si on la laisse faire, elle s'en achètera un nouveau. Nous n'ignorons pas l'importance de ce problème : les organisations révolutionnaires devront arracher au peuple le bandeau qui lui couvre les yeux. C'est pour toutes ces raisons qu'en Uruguay il n'a pu y avoir de caserne Moncada comme à Cuba, que la guérilla a dû, à ses débuts adopter un mode d'action « sympathique » et que ses militants ont parfois été obligés de se transformer en « accusateurs publics » pour dénoncer l'escroquerie et la corruption, donnant ainsi à la guerre ce contenu particulier.

Cet objectif a été atteint. Il n'a pas été facile de mettre le peuple face au problème de la guerre révolutionnaire après soixante ans de paix. Même s'il avait complètement rejeté l'idée de la lutte armée, il aurait été très dur pour une organisation armée jusqu'aux dents, de ne pas appuyer sur la gâchette dans plus d'une occasion.

Nous nous sommes efforcés de le faire et nous y sommes parvenus mais il est juste de signaler que cela a été possible parce que la contradiction agit sur nous comme sur eux. C'est pourquoi notre propagande a porté ses fruits sans que l'on ait eu à verser autant de sang ni à livrer autant de combats que d'autres guérillas.

C'est à la lumière de tout cela que l'on doit expliquer les particularités de notre tactique mais aussi celle de la tactique de l'ennemi.

C'est une bataille essentiellement politique qui est sur le point de s'achever car une étape de l'histoire nationale prend fin maintenant et en gagnant cette bataille nous avons engendré une nouvelle dynamique. C'est pour cela qu'en 1969 nous avons réalisé onze actions qui ont eu des répercussions dans la vie publique (quelques-unes d'entre elles ont mobilisé des centaines d'hommes) et plus de quatre-vingts actions dont la population n'a pas entendu parler. Nous acquérons de plus en plus les caractéristiques d'une véritable guérilla.
Nous avons déjà accompli une tâche importante ; mais il reste encore beaucoup à faire.

Pour conclure

Nous sommes parvenus à implanter la lutte armée en Uruguay ; la classe dominante le reconnaît aujourd'hui. « Nous sommes en guerre » disent ses représentants les plus haut placés dans le gouvernement, dans la presse, au parlement, etc. C'est une confession. Pendant longtemps ils ont refusé de l'admettre. Ferreira Aldunate, un politicien professionnel de l'oligarchie qui ne comprend rien ou fait semblant de ne pas comprendre, se plaignait il n'y a pas longtemps en ces termes : « pourquoi maintenir les mesures d'exception si le Code Pénal suffit à dénicher et attraper ces délinquants».

Le problème est justement que le Code Pénal ne suffit pas, tout simplement parce que nous ne sommes pas des délinquants mais un parti politique armé, et que nous réalisons notre tâche politique au moyen de la guerre. Ce même politicien disait le 29 avril 1970 : « Bien que les prix de la laine et de la viande soient les prix les plus bas enregistrés depuis plusieurs années, les éleveurs soutiennent le gouvernement parce que celui-ci leur offre des garanties politiques et qu'il leur semble plus intelligent de défendre le capital que la rente. » Quelle définition magistrale ! Quelle lucidité ! Comment un tel politicien pourrait ne pas comprendre !

Nous sommes parvenus à un tel degré d'organisation qu'il est impossible de détruire le Mouvement. Nous sommes en mesure de supporter des défaites et d'être retardés dans notre tâche. La lutte pourra avancer et reculer et même reculer très loin, mais il sera impossible de nous anéantir.

Un des responsables de la répression dit en janvier 1969 que nous avions une cellule dans chaque quartier et qu'il faudrait donc deux ou trois années pour nous détruire. Il se trompait, il avait fait une analyse policière et schématique et non une analyse politique et dynamique. Aujourd'hui bien que cet homme ait capturé de nombreuses cellules, nous pouvons lui faire savoir que nous avons plus de cellules qu'en 1969.

Nous vivons une étape de l'histoire où l'essentiel pour une guérilla est sa croissance continue, ce que nous sommes parvenus à obtenir.

Nous pouvons reprendre à notre compte l'image d'Aparicio Saravia : « pour le moment ils sont les bergers et nous sommes le troupeau ; ils supportent toutes les dépenses ».

Notre tâche de construction du parti a beaucoup avancé : nous avons pratiquement tout ce dont nous avons besoin.

Nous avons acquis l'expérience du combat en même temps que nous avons créé une conscience politique et organisé des secteurs importants de la population. Nous avons conquis une importance politique ; il y a de moins en moins d'activités publiques qui ne sont pas directement ou indirectement liées avec nous. Nombreux sont ceux qui malgré eux se voient dans l'obligation de tenir compte de nous, de prendre position, de fournir des explications, de prendre des mesures, etc.

En Uruguay il n'y a pas un seul syndicat qui ne compte parmi ses militants au moins un Tupamaro. Nous avons avancé quelques conceptions de la lutte urbaine pour tous les camarades d'Amérique

latine.

Voyons ce qu'a dit Nelson Rockefeller à ce sujet dans son fameux Rapport : « ce type de subversion est très difficile à mater et les gouvernements se voient dans l'obligation de prendre de plus en plus de mesures sévères pour le combattre. C'est ainsi qu'un cycle d'actions terroristes et de réaction du gouvernement a tendance à polariser et à perturber la situation politique, créant des conditions propices aux solutions radicales dans les grands secteurs de la population ». La lutte armée, la guerre en général, évolue, acquiert de nouvelles formes et des contenus différents, elle se radicalise.

Cette tendance persistera au-delà des changements conjoncturels qui peuvent plus ou moins se prolonger.
Ceux qui s'attendent à voir dans notre révolution une reproduction mécanique des phases les plus connues de la guerre révolutionnaire, se trompent, dans notre pays, la lutte obéira à des lois spécifiques.

La transformation du mouvement de guérilla en armée ne dépend pas de problèmes métaphysiques purement géographiques ou territoriaux. Elle ne dépend pas non plus de telle ou telle classe sociale plus ou moins importante. Elle a toujours essentiellement dépendu du rapport de forces sur le plan stratégique. Ce rapport peut prendre différentes formes et pas toujours celles que nous connaissons.

La guerre deviendra internationale et s'étendra sur tout le continent. Cela ne dépend pas de nous mais de l'histoire de l'Amérique latine et de sa situation présente, ainsi que de l'ennemi commun, l'impérialisme. Celui-ci agit en Uruguay contre le peuple et contre nous ; et pour le moment de façon dissimulée. Il en fait autant contre d'autres peuples frères. Il durcira ses positions au fur et à mesure de notre progression. Il pourrait même intervenir avec ses troupes ou celles des gendarmes internationaux.

L'intervention étrangère contre notre pays et ses formes de lutte les plus authentiques, semble inévitable. Cela s'est produit dans le passé et

pourrait se reproduire dans l'avenir. Le peuple uruguayen réagira conformément à ses traditions historiques. La guerre civile deviendra une guerre nationale puis les autres peuples d'Amérique latine livreront le même combat que nous.

En Amérique latine, l'impérialisme aura un sort semblable à celui qu'il a eu au Vietnam. Nous l'affronterons dans une guerre totale. Pendant cette guerre, le rapport de forces se renversera certainement en faveur du peuple. Un seul Vietnam est un exemple suffisant ; plusieurs Vietnam seront la tombe de l'impérialisme. Cette guerre ne sera pas facile, elle sera dure, très dure pour nos peuples mais elle sera la lutte finale. L'impérialisme a divisé ces peuples dans le passé pour assurer sa domination ; il sera obligé de les unir dans l'avenir pour tenter de défendre ses intérêts.

La grande nation latino-américaine sera bâtie au cours de cette lutte. Nous reprenons donc à notre compte ces paroles du Che : « il est juste d'éviter tout sacrifice inutile. C'est pourquoi, il est si important d'établir quelles sont les possibilités effectives de l'Amérique dépendante de se libérer par des moyens pacifiques. Pour nous, la réponse à cette question est évidente : le moment présent pourra être ou ne pas être celui de commencer la lutte mais il nous est impossible d'espérer — et nous n'en avons pas le droit — obtenir la liberté sans combattre. Ces combats ne seront pas des combats de rue, les pierres d'un côté, les gaz lacrymogènes de l'autre, ou des grèves pacifiques, pas plus qu'ils ne seront la bataille d'un peuple furieux qui détruit en deux ou trois jours l'échafaudage de la répression monté par l'oligarchie. Notre lutte sera longue et cruelle, son front de bataille se trouvera dans les refuges de la guérilla, dans les villes, dans les demeures des combattants, où les forces de répression viendront chercher des victimes faciles dans leur famille, dans les campagnes où la population sera massacrée, dans les villages ou les villes détruits par les bombardements de l'ennemi. On nous accule à cette lutte : il n'y a d'autre solution que de la préparer et se décider à l'affronter. »